



**l'Assurance  
Maladie**

**RISQUES PROFESSIONNELS**

Agir ensemble, protéger chacun



# Rapport annuel 2022

de l'Assurance Maladie – Risques professionnels  
Éléments statistiques et financiers

# Faits marquants et chiffres clefs

## Faits marquants

Les données de sinistralité de l'année 2022, issues du système d'information de gestion, font apparaître sur le champ des neuf comités techniques nationaux (CTN) et du compte spécial, par rapport à l'année 2021, en nombre de sinistres :

- pour les accidents du travail (AT) : une diminution de 6,7 % ;
- pour les accidents de trajet : une stagnation (+ 0,2 %) ;
- pour les maladies professionnelles (MP), une diminution de 6,4 % ;

alors que, dans le même temps, le nombre de salariés s'accroît de 3,0 %.

Ces données d'accidentologie apparaissent en divergence avec les historiques des séries statistiques antérieures. Les évolutions constatées sont marquées, synchrones et généralisées sur les trois risques ; il semble difficile de les expliquer par des évolutions favorables « naturelles » de la sinistralité. En conséquence, elles rendent compte incomplètement des expositions réelles aux risques et de leurs évolutions.

Les prestations réglées au titre de la branche AT/MP sont cohérentes avec les données de reconnaissance : volumes, qualité de la prise en charge, taux de reconnaissance... Elles ont servi à élaborer selon les modalités habituelles les éléments de tarification présentés dans ce rapport.

Lors de la rédaction de ce rapport, des investigations sont en cours pour examiner des hypothèses en amont du processus de reconnaissance, liées aux éléments contextuels d'influence sur le monde du travail (télétravail, ralentissements d'activité...), à l'utilisation des outils de déclaration (déclaration sociale nominative, formulaires déclaratifs...). Une recherche approfondie est menée autour des déclarations « incomplètes » (sans certificat médical initial/sans déclaration d'AT ou de MP).

Dans l'attente d'éventuelles corrections ultérieures, les publications de statistiques nationales relatives à la sinistralité sont adaptées. Les parties de ce rapport dédiées aux AT, aux accidents de trajet et aux MP se limitent aux dénombrements qui fondent la tarification.

L'année 2022 se solde par **un résultat excédentaire (+ 1 625 M€)**, écart positif entre des charges en hausse (+ 3,7 %) et des recettes en hausse également (+ 6,3 %), du fait de la double progression de l'emploi et des salaires.

**Le taux net moyen notifié aux entreprises est égal à 2,02 % en 2022**, en légère diminution par rapport à 2021 (2,05 %). Par construction, il est en retrait par rapport au taux net moyen national calculé ex ante (2,23 %) annoncé courant 2021. Depuis 2018, on constate une diminution de la part mutualisée et une augmentation de la part variable de la tarification, qui s'établissent en fin de convention d'objectifs et de gestion bien au-delà des objectifs fixés.

L'enveloppe consacrée aux aides financières en 2022 est en recul de 11 M€ par rapport à celle de 2021. Elle représente un montant de 87 M€, qui se répartit comme suit : 58 M€ de subventions (un peu moins de 7 000) et 29 M€ de contrats de prévention (un peu moins de 1 000).

En matière de qualité de la reconnaissance, l'année 2022 vient confirmer une troisième fois le resserrement des caisses primaires d'assurance maladie autour de leurs pratiques moyennes à taux de reconnaissance quasi constant ; on peut donc maintenant considérer qu'il s'agit d'une maîtrise structurelle du processus induite par les évolutions mises en œuvre en 2019.

**Les indemnités journalières** ou IJ (des arrêts de travail) **poursuivent leur progression annuelle** d'environ 240 M€ (+ 6,2 %) **pour atteindre 4,1 Mds€**. Cependant, la raison de cet accroissement, même s'il est du même ordre de grandeur, diffère de celui constaté l'année précédente : l'effet « volume » à la baisse de près de 100 M€, assez logique compte tenu des baisses évoquées plus haut, est largement compensé par un effet « prix » à la hausse (un peu plus de 100 M€) et un effet « allongement des durées d'arrêt », qui, avec + 200 M€, est l'effet principal.

Les montants d'indemnisation de **l'incapacité permanente** (IP) se démarquent des années précédentes. Avec une augmentation de 2,3 %, qui concerne aussi bien les rentes de victimes (3 050 M€) que les rentes d'ayants droit (1 250 M€), elles quittent le plateau de 4,3 Mds€ qu'elles occupaient depuis 2018 **pour atteindre quasi 4,4 Mds€**. Comme pour les IJ, ce sont les effets « prix » (revalorisation) qui l'emportent sur un effet « volume », en légère baisse.

En 2022, on dénombre **738 décès parmi les AT reconnus**, soit 93 de plus qu'en 2021. Avec 421 cas (contre 361 en 2021), les malaises sont la cause de plus de la moitié d'entre eux. Cependant, les décès dus à une cause externe identifiée sont eux-mêmes en progression, passant de 158 cas en 2021 à 176 cas en 2022. 36 décès par AT concernent des travailleurs de moins de 25 ans, ce qui est un indicateur retenu par le Plan national de santé au travail 4.

À ces nombres viennent s'ajouter, en 2022, **240 décès consécutifs à des accidents de trajet**, dont 164 d'origine routière.

En 2022, les avis favorables des comités régionaux de reconnaissance des MP (CRRMP) sont en progression. Celle-ci est légère pour les alinéas 6 (9 072 avis favorables, soit + 1,8 % par rapport à 2021), mais toujours très importante pour les alinéas 7 (2 478 avis favorables, soit + 16 % par rapport à 2021) dont les trois quarts concernent des affections psychiques (1 814 avis favorables, soit + 16 % par rapport en 2021). Les données des CRRMP laissent penser qu'elles ne sont pas concernées par les réserves exprimées en introduction sur les données de reconnaissance MP.

Ce rapport présente pour la première fois un point sur les assurés volontaires à titre individuel, pour lesquels on enregistre une augmentation annuelle d'environ 4 000 personnes depuis cinq ans : ils sont près de 45 700 en 2022, provenant à plus de 90 % des secteurs médicaux.

# Chiffres clés statistiques

| 2022   | Accidents du travail | Accidents de trajet | Maladies professionnelles | Totaux     |
|--|----------------------|---------------------|---------------------------|------------|
| <b>Nombre de déclarations complètes</b>                                | 788 604              | 127 297             | 111 123                   | 1 027 024  |
| <b>Nombre de sinistres reconnus</b>                                    | 744 176              | 123 591             | 66 738                    | 934 505    |
| <b>% de décisions favorables</b>                                       | 94,0 %               | 97,0 %              | 64,3 %                    | 91,4 %     |
| <b>Nombre de sinistres avec arrêt et/ou incapacité</b>                 | 564 189              | 89 483              | 44 217                    | 697 889    |
| <b>% des sinistres avec arrêt (ou prestation en espèces – PE)</b>      | 75,8 %               | 72,4 %              | 66,3 %                    | 74,7 %     |
| <b>Nombre de jours d'arrêt de travail (incapacité temporaire – IT)</b> | 49 787 071           | 7 745 336           | 14 477 722                | 72 010 129 |
| <b>Approximation en ETP<sup>1</sup> des jours d'arrêt de travail</b>   | 211 913              | 32 967              | 61 623                    | 306 503    |
| <b>Nombre moyen de jours d'IT rapporté aux nouveaux sinistres</b>      | 88                   | 87                  | 327                       | 103        |
| <b>Nombre d'IP</b>   | 34 951               | 5 876               | 23 831                    | 64 658     |
| <b>dont IP &lt; 10 %</b>   | 23 603               | 3 882               | 14 040                    | 41 525     |
| <b>Nombre des IP rapporté aux sinistres avec arrêt/PE</b>              | 6,2 %                | 6,6 %               | 53,9 %                    | 9,3 %      |
| <b>Nombre de décès routiers</b>  | 96                   | 217                 |                           |            |
| <b>Nombre de décès par malaise</b>                                     | 421                  |                     |                           |            |
| <b>Nombre de décès par suicide</b>                                     | 37                   |                     |                           |            |
| <b>Nombre de décès non routiers, ni suicide, ni malaise</b>            | 184                  | 69                  | 203                       | 456        |
| <b>Total décès</b>   | 738                  | 286                 | 203                       | 1 227      |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles du système national de tarification des risques professionnels sur les neuf CTN, y compris sections au taux fonctions supports de nature administrative et sections au taux bureaux :

- pour les AT et accidents de trajet, non compris : les autres catégories professionnelles particulières – périmètre actuel des CTN ;
- pour les MP : y compris le compte spécial, non compris les autres catégories professionnelles – périmètre actuel des CTN.

<sup>1</sup> Équivalent temps plein. Pour 235 jours de travail annuels.

# Chiffres clefs prestations

| 2022 (en M€)   | Prestations en nature (PN) | Prestations en espèces (PE) | Transferts ou équivalents | Total         |
|--|----------------------------|-----------------------------|---------------------------|---------------|
| PN   | 937                        |                             |                           |               |
| Indemnités journalières (IJ)                                 |                            | 4 084                       |                           |               |
| <b>Sous-total ONDAM</b>                                      |                            |                             |                           | <b>5 020</b>  |
| IP : indemnités en capital                                   |                            | 89                          |                           |               |
| IP : rentes victimes   |                            | 3 050                       |                           |               |
| IP : rentes ayants droit                                     |                            | 1 253                       |                           |               |
| <b>Sous-total IP</b>   |                            | <b>4 393</b>                |                           | <b>4 393</b>  |
| <b>Total indemnisation du risque</b>                         | <b>937</b>                 | <b>8 476</b>                |                           | <b>9 413</b>  |
| Transfert FIVA<br>(loi 2000-1257 du 30 décembre 2000)        |                            |                             | 220                       |               |
| Transfert FCAATA<br>(loi 98-1194 du 23 décembre 1998)*       |                            |                             | 373                       |               |
| Transfert branche maladie<br>(article L 176-1 du CSS)        |                            |                             | 1 100                     |               |
| Contribution retraite pénibilité<br>(article L 241-3 du CSS) |                            |                             | 96                        |               |
| Transferts autres  |                            |                             | 638                       |               |
| <b>Total transferts sans FCAATA</b>                          |                            |                             | <b>2 054</b>              |               |
| <b>Total transferts</b>                                      |                            |                             | <b>2 427</b>              |               |
| <b>Total</b>   | <b>937</b>                 | <b>8 476</b>                | <b>2 427</b>              | <b>11 840</b> |

\* FCAATA traité comptablement comme prestation sociale depuis 2012 (source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, mai 2023, § 2.5 p. 88).

# Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>FAITS MARQUANTS ET CHIFFRES CLEFS</b>   | <b>2</b>  |
| Faits marquants  | 2         |
| Chiffres clefs statistiques  | 4         |
| Chiffres clefs prestations   | 5         |
| <b>RÉSULTAT</b>  | <b>8</b>  |
| Équilibre  | 8         |
| Évolution de l'équilibre   | 9         |
| Évolution des transferts et contributions  | 10        |
| <b>FINANCES</b>  | <b>12</b> |
| <b>Paramètres d'équilibre pour 2021 et 2022</b>                                  | <b>12</b> |
| Tarification AT/MP   | 12        |
| Principes de fixation des taux AT/MP   | 13        |
| Taux net moyen national 2022 et 2023   | 15        |
| Taux bruts moyens sectoriels 2022  | 17        |
| Éclairage sur la nomenclature des codes risque                                   | 18        |
| Coûts moyens pour la tarification 2023   | 21        |
| <b>Taux de cotisation AT/MP moyens notifiés aux établissements</b>               | <b>24</b> |
| Taux nets moyens notifiés en 2022  | 24        |
| Facteurs impactant les taux moyens notifiés en 2022                              | 26        |
| <b>Éléments impactant les cotisations</b>  | <b>27</b> |
| Cotisations et dépenses  | 27        |
| Évolution de la masse salariale  | 28        |
| Remboursements de cotisations suite à des contentieux AT/MP                      | 30        |
| Imputation au compte spécial   | 32        |
| Effets des écrêtements sur les taux de cotisation notifiés aux établissements    | 36        |
| Abattements des coûts moyens appliqués à certains établissements                 | 38        |
| Sections d'établissement radiées   | 39        |
| <b>Ristournes, injonctions et cotisations supplémentaires</b>                    | <b>40</b> |
| Ristournes   | 40        |
| Injonctions et cotisations supplémentaires                                       | 42        |
| <b>Subventions Prévention TPE et contrats de prévention</b>                      | <b>47</b> |
| Subventions Prévention TPE   | 48        |
| Contrats de prévention   | 50        |
| <b>PRESTATIONS</b>   | <b>52</b> |
| <b>Éléments de réparation</b>  | <b>52</b> |
| Reconnaissance   | 52        |
| Dématérialisation  | 56        |
| <b>Prestations versées</b>   | <b>58</b> |
| Prestations en nature  | 59        |
| Incapacité temporaire  | 62        |
| Incapacité permanente  | 81        |
| <b>Éclairage sur les dépenses à partir des données issues de la tarification</b> | <b>88</b> |

|  |            |
|--|------------|
| <b>SINISTRALITÉ</b>  | <b>95</b>  |
| <b>À propos des données</b>  | <b>95</b>  |
| Principes généraux   | 95         |
| Particularité de données 2022  | 96         |
| <b>Dénombrements relatifs aux accidents du travail</b>                                 | <b>101</b> |
| Considérations générales   | 101        |
| Circonstances des accidents – les risques à l’origine des accidents                    | 104        |
| Dénombrements sectoriels   | 107        |
| Dénombrements régionaux  | 109        |
| <b>Dénombrements relatifs aux accidents de trajet</b>                                  | <b>110</b> |
| Considérations générales   | 110        |
| Dénombrements sectoriels   | 113        |
| Dénombrements régionaux  | 115        |
| Circonstances des accidents de trajet – ce qui a dysfonctionné (déviation)             | 116        |
| <b>Dénombrements relatifs aux maladies professionnelles</b>                            | <b>120</b> |
| Considérations générales   | 120        |
| Troubles musculosquelettiques  | 122        |
| Pathologies liées à l’amiante  | 122        |
| Pathologies hors tableau   | 123        |
| Autres tableaux de MP significativement représentés                                    | 125        |
| Dénombrements sectoriels   | 126        |
| Système de reconnaissance complémentaire   | 126        |
| <b>FOCUS</b>   | <b>134</b> |
| <b>Focus sur les assurés volontaires à titre individuel</b>                            | <b>134</b> |
| Des assurés volontaires à titre individuel majoritairement dans le secteur de la santé | 134        |
| Répartition territoriale des assurés volontaires à titre individuel                    | 136        |
| Sinistralité globale des assurés volontaires à titre individuel                        | 137        |
| Caractéristiques des victimes assurées volontaires à titre individuel                  | 138        |
| Caractéristiques des sinistres d’assurés volontaires à titre individuel                | 139        |
| <b>Focus sur les cancers professionnels</b>  | <b>140</b> |
| <b>Focus sur le Compte professionnel de prévention</b>                                 | <b>150</b> |
| Présentation générale  | 150        |
| Chiffres clés du dispositif pour 2022  | 150        |
| Les accords en faveur de la prévention des risques professionnels                      | 154        |
| <b>RÉFÉRENCES</b>  | <b>155</b> |
| <b>Tableaux</b>  | <b>155</b> |
| <b>Figures</b>   | <b>157</b> |
| <b>Comités techniques nationaux (CTN)</b>  | <b>160</b> |
| <b>Tableaux de maladies professionnelles</b>   | <b>160</b> |
| <b>Cartes</b>  | <b>162</b> |
| <b>Bibliographie</b>   | <b>163</b> |

# Résultat

## Équilibre

Les charges 2022 de la branche accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP) sont en hausse de 3,7 % par rapport à 2021 et connaissent une modification de structure de composition.

Cette hausse est essentiellement portée par les dépenses de prestations sociales versées aux victimes, qui augmentent de 5,9 % et représentent 72 % des charges (70 % en 2021). Le poids des transferts et charges de compensation reste globalement stable, représentant 16,7 % des charges (16,2 % en 2021), après une baisse structurelle depuis 2019.

**Tableau 1**  
**Compte de résultat de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (en M€)**

| Charges  | 2022          | 2021          | 2022/2021    |
|--|---------------|---------------|--------------|
| Prestations sociales                                   | 10 116        | 9 554         | 5,9 %        |
| Transferts, compensations et autres charges techniques | 2 344         | 2 196         | 6,7 %        |
| Fonctionnement   | 928           | 915           | 1,4 %        |
| Autres charges   | 636           | 859           | - 26,0 %     |
| <b>Total charges</b>                                   | <b>14 023</b> | <b>13 524</b> | <b>3,7 %</b> |

| Recettes                                 | 2022          | 2021          | 2022/2021    |
|--|---------------|---------------|--------------|
| Cotisations, impôts et produits affectés | 14 285        | 13 291        | 7,5 %        |
| Dont cotisations sociales                | 14 110        | 13 052        | 8,1 %        |
| Autres recettes                          | 1 363         | 1 424         | - 4,3 %      |
| Dont recours contre tiers                | 552           | 521           | 5,8 %        |
| Dont reprises sur provisions             | 748           | 784           | - 4,5 %      |
| <b>Total recettes</b>                    | <b>15 648</b> | <b>14 715</b> | <b>6,3 %</b> |

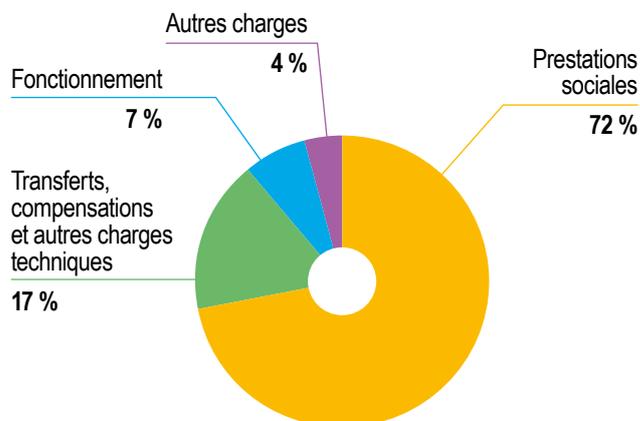
|                     |              |              |  |
|---------------------|--------------|--------------|--|
| <b>Résultat net</b> | <b>1 625</b> | <b>1 191</b> |  |
|---------------------|--------------|--------------|--|

Les recettes des cotisations sociales, qui représentent l'essentiel des recettes de la branche (90 %), ont augmenté de 8,1 % entre 2021 et 2022. Cette augmentation est induite par l'amélioration de la situation économique, avec une progression de l'emploi de 2,7 % et une augmentation du salaire moyen de 5,8 % entre 2021 et 2022.

Les recettes liées aux recours contre tiers augmentent en 2022 de + 5,8 % par rapport à 2021, le rattrapage du traitement des dossiers en retard en raison de la pandémie s'étant poursuivi.

En 2022, la branche AT/MP reste sur un résultat excédentaire de 1 625 M€, poursuivant la tendance 2021 (excédent de 1 191 M€) après une année 2020 déficitaire (- 222 M€). Ce résultat s'explique essentiellement par une dynamique des recettes (+ 6,3 % entre 2021 et 2022) plus forte que la progression des charges (+ 3,7 % entre 2021 et 2022).

**Figure 1**  
**Répartition des charges 2022**

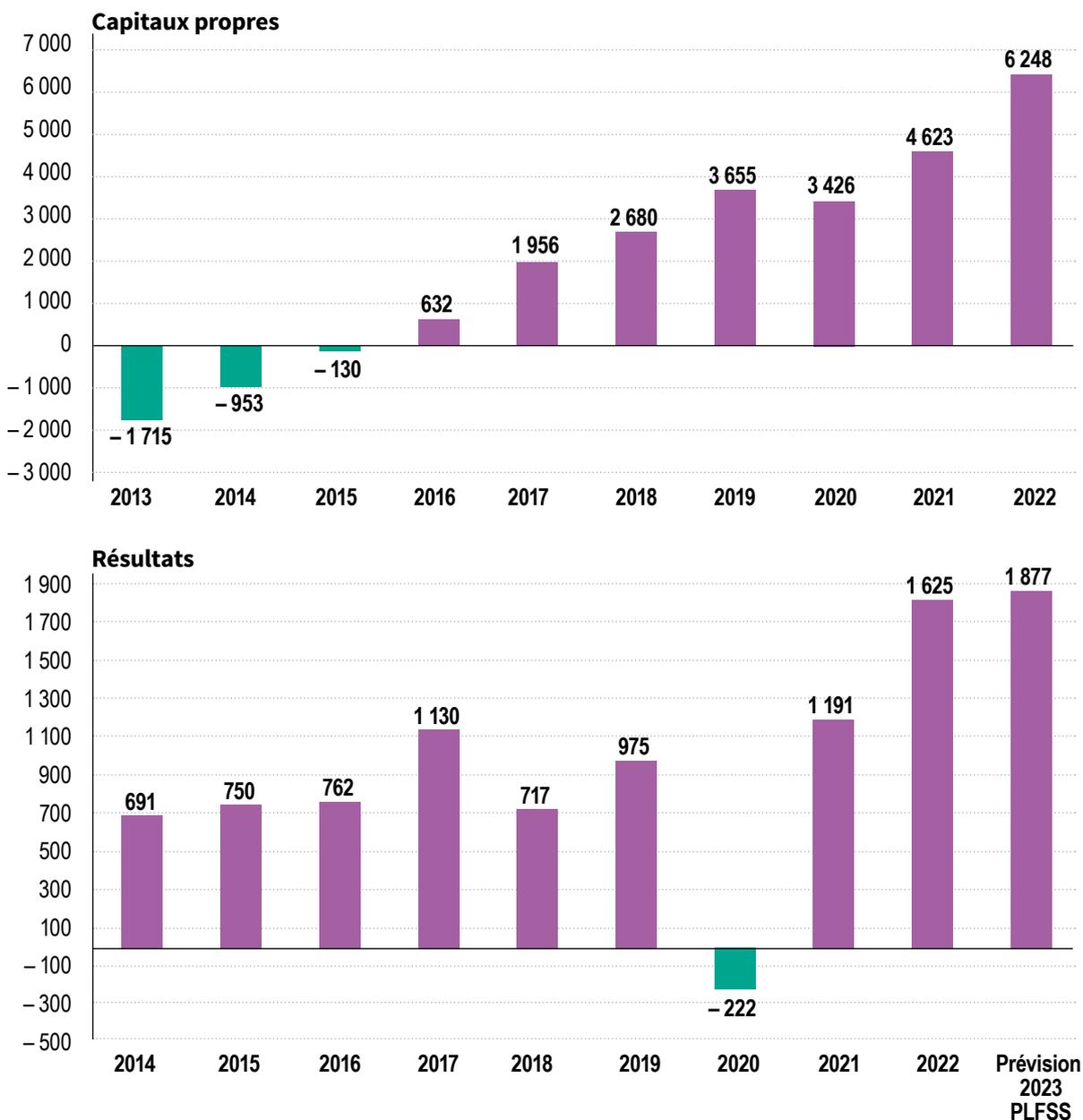


# Évolution de l'équilibre

Les capitaux propres – qui représentent les ressources financières cumulées par la branche – étaient négatifs jusqu'en 2016 (jusqu'à - 1 580 M€ en 2011). Les taux de cotisation ont donc été relevés, en 2011 puis en 2013, afin de favoriser une réduction du déficit, puis le retour à l'équilibre de la branche, ce qui a permis aux capitaux propres de redevenir positifs à partir de 2016.

Cet assainissement des finances de la branche entamé depuis plusieurs années permet de présenter des fonds propres toujours largement positifs, augmentés du résultat excédentaire de 1 191 M€ en 2021 et de 1 625 M€ en 2022, bien au-delà du déficit enregistré en 2020. En 2023, le solde de la branche devrait rester excédentaire, s'établissant à 1,8 Md€.

**Figure 2**  
Évolution du report à nouveau et du résultat annuel de la branche AT/MP depuis 2013 (en M€)



Afin de prendre en compte le risque de dénouement défavorable d'une partie des contentieux relatifs à l'application de la législation des AT/MP, pendant à la clôture des comptes, des provisions sont comptabilisées

chaque année. Le montant de la dotation aux provisions comptabilisées au titre du dénouement des contentieux AT/MP diminue en 2022, à 796,6 M€, contre 855,8 M€ en 2021.

# Évolution des transferts et contributions

Outre le paiement de prestations, l'Assurance Maladie – Risques professionnels s'acquitte de contributions dites de « solidarité » par des reversements à deux régimes démographiquement déficitaires, celui des Mines et celui de la Mutualité sociale agricole (MSA).

Depuis 1997, l'Assurance Maladie – Risques professionnels verse à la branche maladie une dotation « forfaitaire » – de 790 M€ en 2014, puis 1 Md€ depuis 2015 et 1,1 Md€ en 2022 – « pour tenir compte des dépenses supportées [par la branche maladie] au titre des accidents et affections non

pris en charge en application du livre IV [du CSS] », c'est-à-dire pour compenser les dépenses qui auraient été prises en charge par l'Assurance Maladie – Risques professionnels si les sinistres lui avaient été déclarés. Ce reversement à la branche maladie est prévu par **l'article L 176-1** du Code de la Sécurité sociale (CSS) et fixé par la loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS).

Par rapport au total des transferts et contributions, la part du transfert à la branche maladie s'élève à 54 % en 2022, en très légère augmentation (53 % entre 2019 et 2021).

**Tableau 2**

**Transferts et contributions à la charge de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (en M€)**

|                                    | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         |
|------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Branche maladie</b>             | 790          | 1 000        | 1 000        | 1 000        | 1 000        | 1 000        | 1 000        | 1 000        | 1 100        |
| <b>FIVA</b>                        | 0            | 380          | 430          | 250          | 270          | 260          | 260          | 220          | 220          |
| <b>Mines</b>                       | 334          | 305          | 277          | 273          | 250          | 241          | 218          | 208          | 181          |
| <b>MSA</b>                         | 127          | 119          | 124          | 124          | 129          | 132          | 134          | 113          | 135          |
| <b>CNAV<sup>2</sup> pénibilité</b> | 0            | 0            | 45           | 67           | 75           | 75           | 83           | 86           | 96           |
| <b>FIR<sup>3</sup></b>             | 19           | 18           | 20           | 21           | 20           | 18           | 21           | 33           | 22           |
| <b>CNSA<sup>4</sup></b>            | 38           | 36           | 30           | 24           | 15           | 9            | 12           | 0            | 0            |
| <b>Autres</b>                      | 103          | 141          | 106          | 166          | 245          | 162          | 157          | 236          | 300          |
| <b>Total</b>                       | <b>1 410</b> | <b>1 999</b> | <b>2 032</b> | <b>1 925</b> | <b>2 003</b> | <b>1 897</b> | <b>1 885</b> | <b>1 896</b> | <b>2 054</b> |

Le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (FIVA) a été institué par l'article 53 de la LFSS pour 2001. Après une hausse transitoire à 430 M€ en 2016, le versement annuel à ce fonds a progressivement diminué pour atteindre 220 M€ depuis 2021. Cette baisse s'explique par la diminution structurelle des dépenses liées à l'amiante du fait de la décroissance du nombre de travailleurs y ayant été exposés au cours de leur carrière.

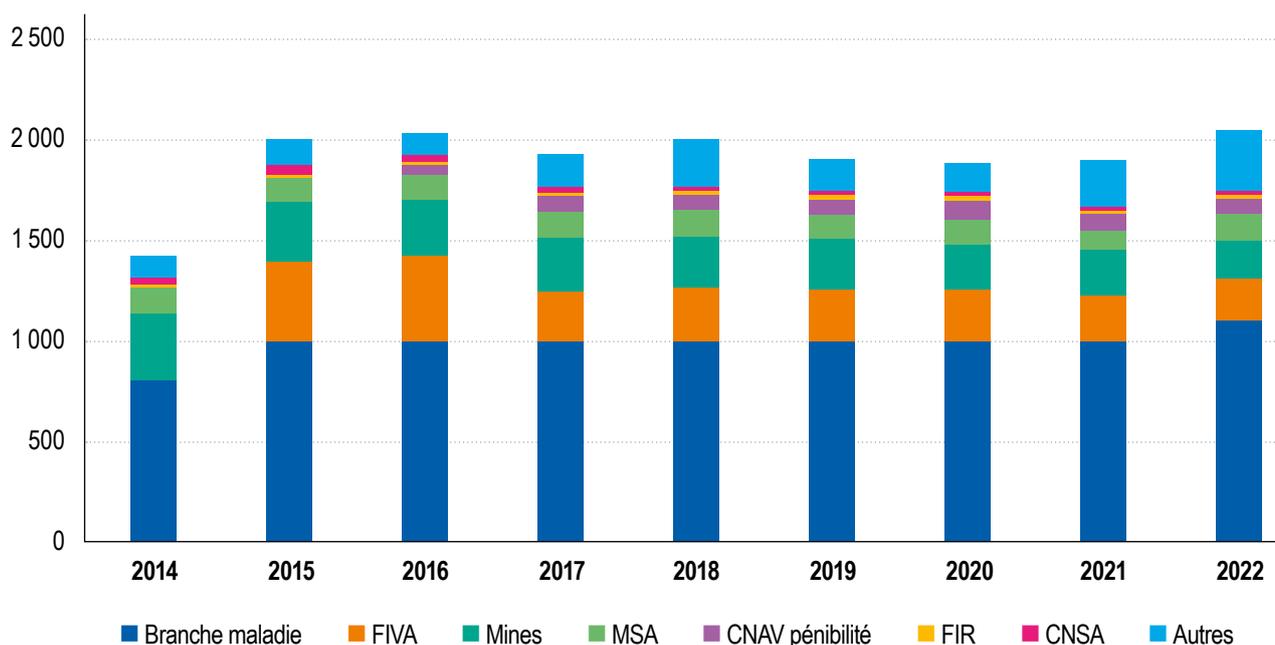
La contribution au titre des dépenses supplémentaires engendrées par les départs en retraite anticipée à l'âge fixé en application de l'article L 351-1-4 et le financement par l'AT/MP des départs en retraite anticipée par le compte professionnel de prévention ont augmenté en 2022 pour s'élever à un montant global de 96 M€.

Avec la mise en place de la cinquième branche relative à la perte d'autonomie au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les dépenses de la CNSA sont comptabilisées directement en tant que prestations sociales dans ses comptes, et non plus comme transferts de la branche maladie.

<sup>2</sup> Caisse nationale d'assurance vieillesse.

<sup>3</sup> Fonds d'intervention régional.

<sup>4</sup> Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

**Figure 3****Transferts et contributions à la charge de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (en M€)**

Par rapport au total des cotisations, impôts et produits affectés, la part de l'ensemble des transferts et contributions à la charge de l'Assurance Maladie – Risques professionnels s'élève en 2022 à 14,4 %, stable par rapport à 2021 (14,3 %).

**Tableau 3****Poids des transferts et contributions à la charge de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (en M€)**

|   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| <b>Cotisations, impôts et produits affectés</b> | 12 191 | 12 395 | 12 465 | 12 747 | 12 573 | 12 972 | 12 103 | 13 291 | 14 285 |
| <b>Transferts et contributions</b>              | 1 410  | 1 999  | 2 032  | 1 925  | 2 003  | 1 897  | 1 885  | 1 896  | 2 054  |
| <b>En pourcentage des cotisations</b>           | 11,6 % | 16,1 % | 16,3 % | 15,1 % | 15,9 % | 14,6 % | 15,6 % | 14,3 % | 14,4 % |

# FINANCES

## Paramètres d'équilibre pour 2021 et 2022

### ● Tarification AT/MP

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux de cotisation accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP) est calculé selon un mode d'imputation au coût moyen pour les taux individuels.

- Les seuils d'effectifs qui déterminent si l'entreprise est en tarification individuelle, mixte ou collective sont les suivants :

|                                       | Collectif      | Mixte             | Individuel               |
|---------------------------------------|----------------|-------------------|--------------------------|
| Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2012 | 1 à 9 salariés | 10 à 199 salariés | À partir de 200 salariés |

|                                       | Collectif       | Mixte             | Individuel               |
|---------------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------------|
| Après le 1 <sup>er</sup> janvier 2012 | 1 à 19 salariés | 20 à 149 salariés | À partir de 150 salariés |

- La part individuelle du taux de cotisation est calculée sur la base d'une catégorie de coûts moyens qui dépend de la gravité des sinistres.
- Les effets d'un AT ou d'une MP sur la fixation du taux de cotisation d'une entreprise sont ainsi limités dans le temps. Un sinistre qui survient une année N n'est pris en compte que pour le calcul des taux de cotisation des années N + 2 à N + 4. Ce système permet de prendre en compte les efforts de prévention.
- Les conséquences d'un AT ou d'une MP sont prévisibles pour l'entreprise : ce sinistre n'est imputé qu'une seule fois sur le compte employeur de l'entreprise. Seule exception : en cas de séquelles, une seconde imputation intervient. Cela signifie en particulier que les rechutes n'auront plus de conséquences directes sur le taux de cotisation.

### Équation 1

#### Formule de calcul de la tarification

$$\text{Taux brut de cotisation} = \frac{\text{Coût moyen par CTN}^5 \times \text{Nombre de sinistres de l'établissement par catégorie sur 3 ans}}{\text{Masse salariale sur 3 ans}}$$

- En option, et pour simplifier leur gestion, les entreprises comprenant plusieurs établissements peuvent choisir le taux unique<sup>6</sup> : ce taux est calculé à partir de la sinistralité de tous leurs établissements ayant la même activité.

<sup>5</sup> Comité technique national.

<sup>6</sup> Ce taux est obligatoire en Alsace-Moselle.

## ● Principes de fixation des taux AT/MP

La fixation des majorations dépend du taux brut moyen, de l'hypothèse d'évolution prévisionnelle des charges et des produits de la branche telle que prévue par la loi de financement de la Sécurité sociale (LFSS) ainsi que de celle de la masse salariale.

Le taux brut moyen, calculé sur une période triennale, correspond au rapport de la valeur du risque à la masse salariale. Il est égal à 1,04 % en 2022 et à 1,07 % en 2023. Son augmentation progressive depuis 2019 est due, d'une part, à l'augmentation des dépenses et, d'autre part, à la diminution de la part mutualisée de ces dépenses.

- La majoration M1 couvre les dépenses consécutives aux accidents de trajet. Elle est égale au rapport entre la fraction relative aux dépenses prévisionnelles du risque trajet et la masse salariale prévisionnelle. Elle poursuit sa trajectoire à la baisse (0,42 % en 1991) en diminuant encore, à 0,16 % en 2023, contre 0,17 % en 2022.
- La majoration M2 couvre les frais de rééducation professionnelle, les charges de gestion et, depuis 2011, la moitié du versement à la branche maladie introduit à la partie « Évolution des transferts et contributions » p. 10. En tant que majoration d'équilibre, elle permet également de couvrir les prestations non financées par ailleurs. Contrairement aux majorations M1 et M3, qui sont additives, la majoration M2 est multiplicative du taux brut et de la majoration M1. Une variation de la majoration M2 a donc d'autant plus d'impact lorsque le taux brut est élevé.

Après une augmentation régulière jusqu'en 2016 (0,59), elle se maintient à un niveau similaire (0,58 en 2023), malgré quelques épisodes de baisse.

- La majoration M3 couvre les compensations interrégimes, les dépenses du Fonds commun des AT, des MP inscrites au compte spécial, les contributions aux fonds amiante (Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) et, depuis 2011, la moitié du versement à la branche maladie prévu à l'article L 176-1. En 2023, la majoration M3 est égale à 0,28 % (0,30 % en 2022), poursuivant la tendance à la baisse constatée sur les dix dernières années.
- La majoration M4, créée par l'article 81 de la loi 2010-1330 du 9 novembre 2010, couvre les prévisions des dépenses supplémentaires engendrées par le dispositif d'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les personnes justifiant d'un taux d'incapacité permanente (IP) reconnu au titre d'une MP ou d'un AT au moins égal à 20 % et dans certaines conditions pour les personnes justifiant d'un taux compris entre 10 % et 20 %. Les prévisions de dépenses afférentes ont conduit à une augmentation de la majoration M4 en 2018 et 2019, puis à une baisse depuis. Cette majoration retrouve en 2023 son niveau initial de 2012, à 0,02 % (comme en 2022).

La formule suivante rappelle la relation entre les majorations M1, M2, M3, M4, le taux brut (TB) et le taux net :

### Équation 2

#### Formule du taux net

$$\text{Taux net} = (M1 + TB) \times (M2 + 1) + M3 + M4$$

### Tableau 4

#### Paramètres 2022 et 2023 de la tarification AT/MP

| Année de tarification | Taux brut moyen national | M1     | M2   | M3     | M4     | Taux net moyen national |
|-----------------------|--------------------------|--------|------|--------|--------|-------------------------|
| 2022                  | 1,04 %                   | 0,17 % | 0,58 | 0,30 % | 0,02 % | 2,23 %                  |
| 2023                  | 1,07 %                   | 0,16 % | 0,58 | 0,28 % | 0,02 % | 2,24 %                  |

Par construction, il y a donc un écart entre le taux brut lié directement lié à la sinistralité des entreprises et le taux net de cotisation (en 2022, 1,04 % + 1,19 % = 2,23 %) : cet écart est la « part mutualisée » du taux qu'on exprime en pour-

centage (1,19 % représente 53 % de 2,23 %). Cela signifie qu'en 2022 53 % des cotisations appelées le sont au titre des majorations.

Formellement, cette part mutualisée se calcule de la façon suivante :

**Équation 3**

**Construction de l'indicateur de la part mutualisée**

$$\text{Part mutualisée} = 1 - \text{Part non mutualisée} = 1 - \frac{\text{Taux brut moyen}}{\text{Taux net moyen}}$$

La part mutualisée du taux net moyen, qui était restée relativement stable de 2005 à 2017, autour de 60 %, connaît depuis 2018 une baisse continue et significative, consé-

quence de la diminution de certaines majorations. Elle atteint en 2023 son niveau le plus faible depuis 2005 (soit 52 %).

**Tableau 5**

**Évolution de la part mutualisée du taux net moyen depuis 2011**

| Année de tarification  | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Part mutualisée (en %) | 61   | 61   | 61   | 61   | 62   | 62   | 61   | 59   | 59   | 57   |
| Année de tarification  | 2021 | 2022 | 2023 |      |      |      |      |      |      |      |
| Part mutualisée (en %) | 55   | 53   | 52   |      |      |      |      |      |      |      |

Pour autant, quand on y regarde de plus près, la formule du taux net de l'Équation 2 peut aussi s'écrire de la façon suivante :

**Équation 4**

**Formule du taux net**

$$\text{Taux net} = \text{TB} \times (\text{M2} + 1) + [\text{M1} \times (\text{M2} + 1) + \text{M3} + \text{M4}]$$

Cette formule a pour conséquence que, si jamais la sinistralité imputable aux entreprises varie, toutes choses égales par ailleurs, seule la première partie de la formule  $\text{TB} \times (\text{M2} + 1)$  sera impactée. Reprenant l'exemple de 2022, cette partie vaut  $1,04 \times 1,58 = 1,64 \%$ . Autrement dit, si la

sinistralité varie, seulement 1,64 % dans les 2,23 % du taux net varieront tandis que la partie complémentaire ( $2,23 - 1,64 = 0,59 \%$ ) restera stable. Or, 1,64 % représente 73,6 % de 2,23 % : c'est la « part variable » du taux, qui se calcule donc selon la formule suivante :

**Équation 5**

**Construction de l'indicateur part variable**

$$\text{Part variable} = \frac{\text{Taux brut moyen} \times (\text{M2} + 1)}{\text{Taux net moyen}}$$

**Tableau 6**

**Évolution de la part variable du taux net moyen depuis 2011**

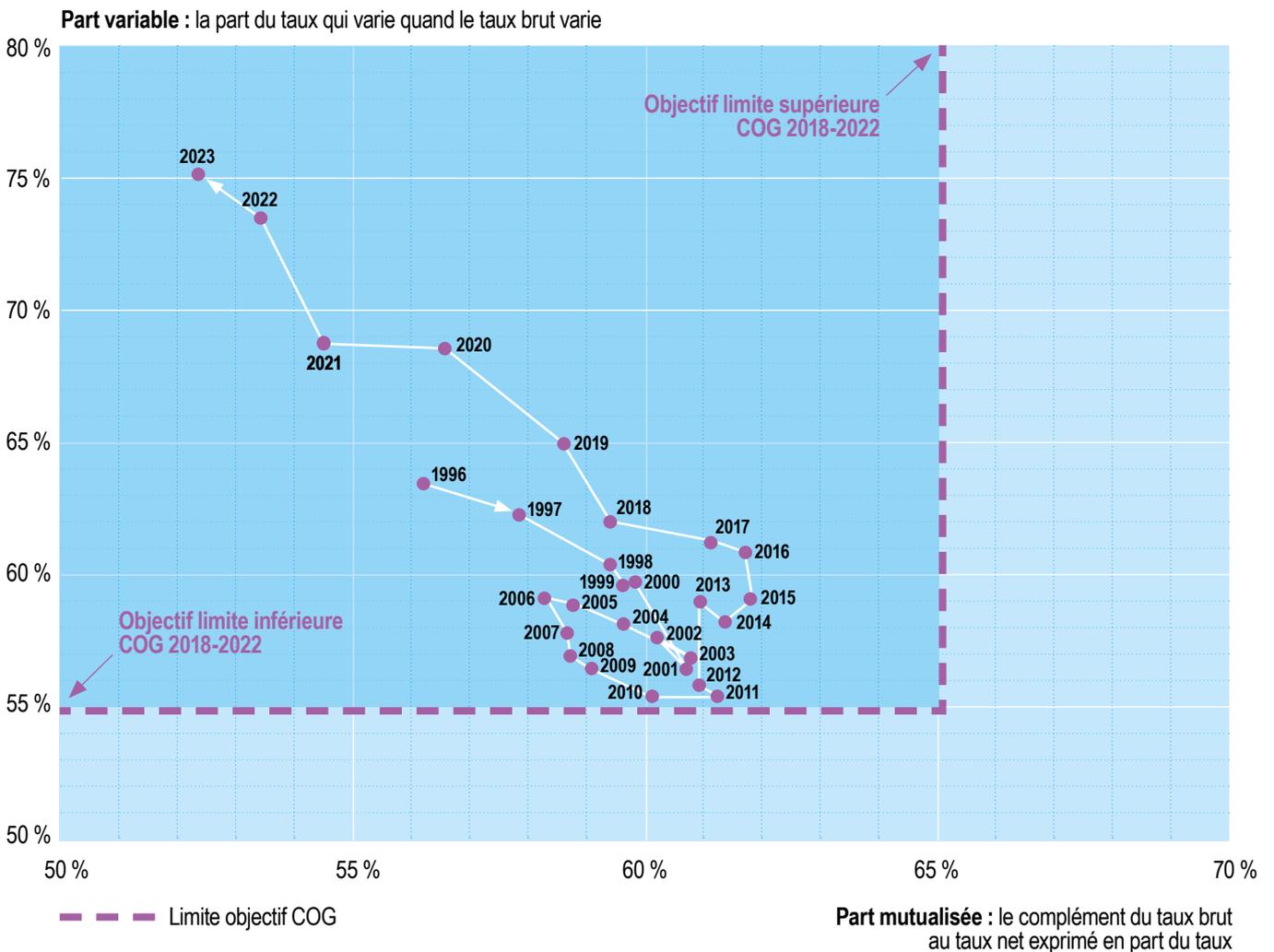
| Année de tarification  | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Part mutualisée (en %) | 55,3 | 55,8 | 59,0 | 58,2 | 59,1 | 60,9 | 61,3 | 62,0 | 65,1 | 68,6 |
| Année de tarification  | 2021 | 2022 | 2023 |      |      |      |      |      |      |      |
| Part mutualisée (en %) | 68,8 | 73,6 | 75,3 |      |      |      |      |      |      |      |

Part mutualisée et part variable sont donc deux indicateurs complémentaires, l'un donnant une vision statique de la cotisation et l'autre, une vision dynamique.

Le graphique qui suit présente les évolutions de ces deux indicateurs depuis 2004, la zone bleu moyen représentant l'objectif fixé par la convention d'objectifs et de gestion

(COG) 2018-2022 de maintenir la part mutualisée sous la barre des 65 %, et la part variable au-dessus du seuil de 55 %. Depuis 2017, on observe une baisse de cette part mutualisée, conséquence de la diminution de certaines majorations, et une augmentation de la part variable. La première atteint en 2023 sa valeur la plus faible depuis 2004, et la seconde, sa valeur la plus élevée.

**Figure 4**  
**Évolutions respectives des parts mutualisées et variables du taux net moyen depuis 2004**



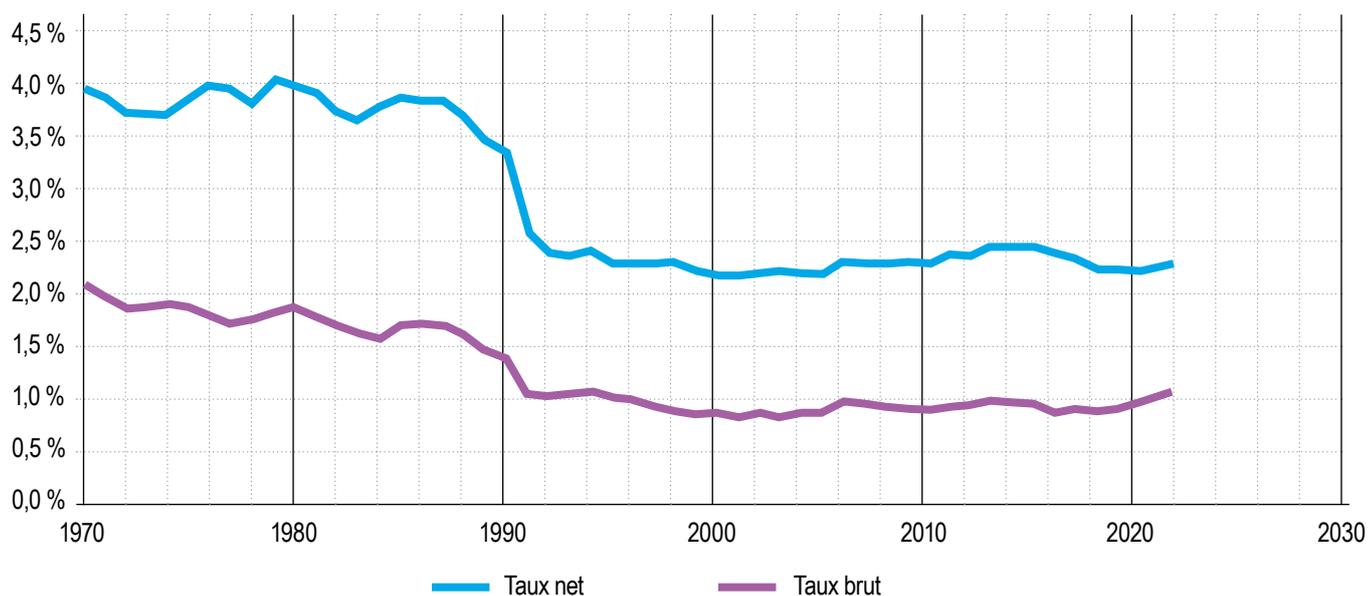
## ● Taux net moyen national 2022 et 2023

Le taux net moyen national est le taux brut moyen national augmenté des majorations. Le taux brut moyen national est le rapport des prestations de la branche sur la masse salariale pour la période triennale complète et connue qui a précédé, à savoir 2019-2020-2021 pour le taux 2023.

**Tableau 7**  
**Évolution du taux net moyen national et de ses composantes depuis 2006**

| Année de tarification | Taux brut moyen national | M1     | M2      | M3     | M4     | Taux net moyen national | Chargement du taux (taux applicable si le taux brut est nul) |
|-----------------------|--------------------------|--------|---------|--------|--------|-------------------------|--|
| 2006                  | 0,95 %                   | 0,29 % | 42,00 % | 0,52 % |        | 2,28 %                  | 0,93 %   |
| 2007                  | 0,94 %                   | 0,28 % | 40,00 % | 0,57 % |        | 2,28 %                  | 0,96 %   |
| 2008                  | 0,94 %                   | 0,27 % | 38,00 % | 0,61 % |        | 2,28 %                  | 0,98 %   |
| 2009                  | 0,93 %                   | 0,27 % | 38,00 % | 0,62 % |        | 2,28 %                  | 0,99 %   |
| 2010                  | 0,91 %                   | 0,28 % | 39,00 % | 0,63 % |        | 2,28 %                  | 1,02 %   |
| 2011                  | 0,92 %                   | 0,26 % | 43,00 % | 0,69 % |        | 2,38 %                  | 1,06 %   |
| 2012                  | 0,93 %                   | 0,26 % | 43,00 % | 0,66 % | 0,02 % | 2,38 %                  | 1,05 %   |
| 2013                  | 0,95 %                   | 0,27 % | 51,00 % | 0,59 % | 0,00 % | 2,43 %                  | 1,00 %   |
| 2014                  | 0,94 %                   | 0,25 % | 51,00 % | 0,64 % | 0,00 % | 2,44 %                  | 1,02 %   |
| 2015                  | 0,93 %                   | 0,25 % | 55,00 % | 0,61 % | 0,00 % | 2,44 %                  | 1,00 %   |
| 2016                  | 0,91 %                   | 0,22 % | 59,00 % | 0,57 % | 0,01 % | 2,38 %                  | 0,93 %   |
| 2017                  | 0,90 %                   | 0,22 % | 58,00 % | 0,54 % | 0,01 % | 2,32 %                  | 0,90 %   |
| 2018                  | 0,90 %                   | 0,21 % | 53,00 % | 0,49 % | 0,03 % | 2,22 %                  | 0,84 %   |
| 2019                  | 0,92 %                   | 0,19 % | 57,00 % | 0,44 % | 0,04 % | 2,22 %                  | 0,78 %   |
| 2020                  | 0,96 %                   | 0,18 % | 58,00 % | 0,38 % | 0,03 % | 2,21 %                  | 0,69 %   |
| 2021                  | 1,02 %                   | 0,20 % | 51,00 % | 0,37 % | 0,03 % | 2,24 %                  | 0,70 %   |
| 2022                  | 1,04 %                   | 0,17 % | 58,00 % | 0,30 % | 0,02 % | 2,23 %                  | 0,59 %   |
| 2023                  | 1,07 %                   | 0,16 % | 58,00 % | 0,28 % | 0,02 % | 2,24 %                  | 0,55 %   |

**Figure 5**  
**Évolution du taux net moyen national et du taux brut moyen national depuis 1970**



## ● Taux bruts moyens sectoriels 2022

Les taux bruts collectifs sont calculés chaque année par code risque et par groupement financier. Ils sont égaux à la valeur du risque rapportée à la masse salariale.

Augmentés des majorations M1, M2, M3 et M4, ils sont applicables à l'ensemble des établissements à tarification collective pour les entreprises de moins de 20 salariés et aux

établissements à tarification mixte au prorata de l'effectif de l'entreprise pour les entreprises de 20 à 149 salariés (sous réserve des règles spécifiques à l'Alsace-Moselle).

En 2022, les taux collectifs ont concerné totalement (53,3 %) ou partiellement (17,1 %) des salariés (et 94,5 % des sections d'établissement ou SE).

**Tableau 8**

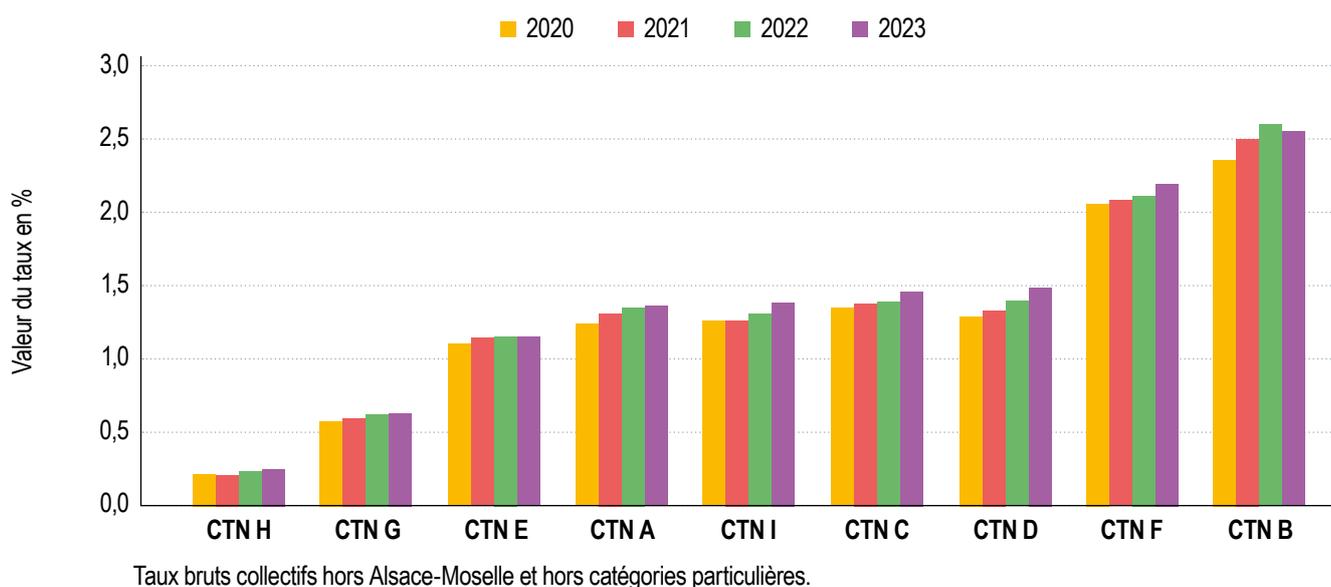
### Répartition des SE et de l'effectif salarié par mode de tarification en 2022

|  | Collectif     |                  | Mixte        |                  | Individuel   |                  |
|--|---------------|------------------|--------------|------------------|--------------|------------------|
|  | Nombre de SE  | Effectif salarié | Nombre de SE | Effectif salarié | Nombre de SE | Effectif salarié |
| <b>A Métallurgie</b>   | 82,1 %        | 27,4 %           | 12,0 %       | 25,7 %           | 5,9 %        | 46,9 %           |
| <b>B Bâtiment et travaux publics (BTP)</b>                       | 92,4 %        | 62,6 %           | 5,1 %        | 20,4 %           | 2,5 %        | 17,1 %           |
| <b>C Transports, EGE<sup>7</sup>, livre, communication</b>       | 88,2 %        | 46,9 %           | 6,5 %        | 20,5 %           | 5,4 %        | 32,6 %           |
| <b>D Services, commerces et industries de l'alimentation</b>     | 88,8 %        | 50,7 %           | 5,0 %        | 20,8 %           | 6,3 %        | 28,5 %           |
| <b>E Chimie, caoutchouc, plasturgie</b>                          | 55,9 %        | 9,1 %            | 26,3 %       | 25,2 %           | 17,9 %       | 65,7 %           |
| <b>F Bois, ameublement, papier, carton, textile, vêtement...</b> | 77,2 %        | 26,5 %           | 13,4 %       | 31,7 %           | 9,4 %        | 41,8 %           |
| <b>G Commerces non alimentaires</b>                              | 83,2 %        | 48,9 %           | 6,7 %        | 18,4 %           | 10,1 %       | 32,7 %           |
| <b>H Activités de services I</b>                                 | 96,6 %        | 79,7 %           | 2,1 %        | 7,5 %            | 1,3 %        | 12,7 %           |
| <b>I Activités de services II</b>                                | 87,0 %        | 46,1 %           | 6,4 %        | 14,8 %           | 6,6 %        | 39,1 %           |
| <b>Total</b>   | <b>88,8 %</b> | <b>53,3 %</b>    | <b>5,7 %</b> | <b>17,1 %</b>    | <b>5,5 %</b> | <b>29,6 %</b>    |

Les taux bruts moyens varient selon les CTN. En 2022, les taux bruts moyens oscillaient entre 0,22 % (CTN H) et 2,57 % (CTN B). En 2023, cet écart a tendance à diminuer avec une variation comprise entre 0,23 % (CTN H) et 2,54 % (CTN B).

**Figure 6**

### Évolution des taux bruts collectifs moyens des 9 CTN sur 4 ans hors Alsace-Moselle



<sup>7</sup> Eau, gaz, électricité.

## ● Éclairage sur la nomenclature des codes risque

Les établissements sont classés en fonction des risques professionnels auxquels leurs activités exposent leurs salariés.

Les partenaires sociaux, l'État et la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) avaient inscrit dans la COG AT/MP 2014-2017 le projet d'adapter les règles de tarification à l'évolution de l'organisation de l'entreprise.

Parmi les actions engagées figuraient « *les travaux visant à adapter et à réduire de manière significative la nomenclature de gestion des codes risque dans un souci de lisibilité et d'amélioration de l'efficacité du réseau* ».

À l'issue de ces travaux, la nomenclature compte aujourd'hui un peu plus de 200 codes risque, soit une diminution de près de 50 % du nombre de codes risque depuis 2014.

**Tableau 9**  
Répartition des effectifs salariés en 2022 sur le nombre de codes risque (nomenclature 2023)

| Déciles                      | Nombre de codes risque | Effectif salarié  | Contribution à l'effectif |
|------------------------------|------------------------|-------------------|---------------------------|
| <b>1<sup>er</sup> décile</b> | 20                     | 64 799            | 0,3 %                     |
| <b>2</b>                     | 20                     | 228 922           | 1,2 %                     |
| <b>3</b>                     | 20                     | 380 944           | 1,9 %                     |
| <b>4</b>                     | 21                     | 578 781           | 2,9 %                     |
| <b>5</b>                     | 20                     | 748 905           | 3,8 %                     |
| <b>6</b>                     | 20                     | 1 055 002         | 5,3 %                     |
| <b>7</b>                     | 21                     | 1 701 836         | 8,6 %                     |
| <b>8</b>                     | 20                     | 2 313 995         | 11,7 %                    |
| <b>9<sup>e</sup> décile</b>  | 20                     | 3 696 180         | 18,6 %                    |
| <b>10<sup>e</sup> décile</b> | <b>20</b>              | <b>7 884 608</b>  | <b>39,7 %</b>             |
| <b>dont 5 %</b>              | 10                     | 2 798 305         | 14,1 %                    |
| <b>1 %</b>                   | 2                      | 736 591           | 3,7 %                     |
| <b>1 %</b>                   | 2                      | 753 953           | 3,8 %                     |
| <b>1 %</b>                   | 2                      | 971 785           | 4,9 %                     |
| <b>1 %</b>                   | 2                      | 1 181 368         | 6,0 %                     |
| <b>1 %</b>                   | 3                      | 2 633 267         | 13,3 %                    |
| <b>Total</b>                 | <b>203</b>             | <b>19 844 633</b> | <b>100,0 %</b>            |

**Clef de lecture :** le tableau représente la répartition par décile des codes risque classés par ordre croissant d'effectif (le premier décile concentre 0,3 % des salariés et le 10<sup>e</sup> décile, 39,7 % des salariés).

Le Tableau 9 montre la forte concentration des effectifs sur le nombre de codes risque : en 2022, 39,7 % des salariés sont répartis dans seulement 10 % des codes risque – soit 20 codes risque selon la nomenclature actuelle.

De plus, les 40 codes risque les plus « petits » regroupent 1,5 % des salariés alors qu'ils ne représentaient que 0,2 % en 2014 : la réduction du nombre de codes risque a donc permis de réduire la dispersion des effectifs salariés.

**Tableau 10****Liste des 20 codes risque comportant le plus grand nombre de salariés en 2022 (classés par effectif décroissant)**

| Code risque 2023 | Effectif 2022    | Nombre de SE     | CTN | Libellé code risque   |
|------------------|------------------|------------------|-----|---|
| 741GD            | 1 190 661        | 177 579          | H   | Crédit-bail mobilier et immobilier, location de brevets. Cabinets juridiques et offices publics ou ministériels. Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière. Cabinets d'études informatiques et d'organisation. |
| 553AC            | 732 725          | 161 295          | D   | Restaurants, cafés-tabacs, hôtels avec ou sans restaurant et foyers.  |
| 745BD            | 709 881          | 14 154           | I   | Toutes catégories de personnel de travail temporaire.   |
| 751BA            | 652 611          | 48 763           | H   | Collectivités territoriales (communales, départementales, régionales...) y compris leurs établissements publics hors secteur médico-social.   |
| 521FB            | 528 757          | 15 289           | D   | Grande et moyenne distribution et drive. Vente par automate.  |
| 751AG            | 493 275          | 14 680           | H   | Administration centrale et services extérieurs des administrations (y compris leurs établissements publics). Représentation diplomatique étrangère en France. Organismes internationaux. Service des armées alliées.        |
| 751CE            | 478 510          | 1 070            | I   | Administration hospitalière (y compris ses établissements publics).   |
| 651AB            | 377 417          | 38 392           | H   | Organismes et auxiliaires financiers. Bourse de commerce.   |
| 453AF            | 376 536          | 85 796           | B   | Travaux de plomberie, de génie climatique, d'électricité, autres travaux d'installation technique non classés par ailleurs.   |
| 602MG            | 373 558          | 36 766           | C   | Transports routiers de marchandises. Location de véhicules avec chauffeur.  |
| 452BE            | 363 033          | 97 653           | B   | Autres travaux de gros œuvre. Entreprises générales du bâtiment. Construction métallique : montage, levage. Fumisterie industrielle.  |
| 747ZF            | 354 021          | 25 339           | I   | Services de nettoyage de locaux et d'objets divers. Activités de désinfection, de désinsectisation et de dératisation.  |
| 454LE            | 297 732          | 88 360           | B   | Travaux d'isolation, travaux de finitions (travaux d'aménagements intérieurs).  |
| 703AD            | 294 684          | 85 188           | G   | Promotion, vente, location ou administration de biens immobiliers.  |
| 801ZA            | 287 247          | 37 439           | H   | Personnel enseignant et administratif des établissements d'enseignement privés et des organismes de formation.  |
| 742CE            | 285 367          | 53 438           | B   | Conception de projets architecturaux y compris décoration, ingénierie du BTP (y compris topographie, métrés, hygiène et sécurité, etc.).  |
| 851AD            | 270 189          | 3 316            | I   | Établissements de soins privés, y compris les centres de réadaptation fonctionnelle, autres instituts pour la santé (établissements thermaux, etc.).  |
| 553BC            | 259 156          | 78 431           | D   | Restauration type rapide y compris wagons-lits et wagons-restaurants.   |
| 660AB            | 250 681          | 28 274           | H   | Assurances et auxiliaires d'assurances.   |
| 524CD            | 250 629          | 78 952           | G   | Commerce de détail de l'habillement, textiles, chaussures, maroquinerie. Vente à distance. Commerce de bijouterie, d'horlogerie, et d'orfèvrerie.   |
| <b>Total</b>     | <b>8 826 670</b> | <b>1 170 174</b> |     |   |

**Tableau 11****Liste des 20 codes risque comportant le moins de salariés en 2022 (classés par effectif croissant)**

| Code risque 2023 | Effectif 2022  | Nombre de SE  | CTN | Libellé code risque   |
|------------------|----------------|---------------|-----|---|
| 631AZ            | 6              | 29            | C   | Ouvriers dockers maritimes intermittents, soumis au régime de la vignette, et effectuant, quel que soit le classement de l'entreprise qui les emploie, des opérations de chargement, de déchargement ou de manutention de marchandises. |
| 266JB            | 249            | 21            | F   | Fabrication de produits en fibre-ciment.  |
| 262CA            | 530            | 22            | F   | Fabrication d'appareils sanitaires en céramique.  |
| 262AG            | 1 595          | 137           | F   | Fabrication de vaisselle et d'objets en porcelaine ou en faïence.   |
| 527AC            | 2 322          | 1 679         | F   | Autres industries du cuir.  |
| 171KB            | 2 594          | 190           | F   | Travail des fibres textiles naturelles (filature, moulinage et retordage, préparation de la laine, fibres dures, ouates...).  |
| 201AF            | 3 365          | 729           | F   | Scieries y compris prestations de services, abattage et coupe de bois dans les départements d'outre-mer (DOM), fabrication de charbon de bois à usage domestique.   |
| 193ZL            | 4 448          | 353           | F   | Chaussure. Cuirs et peaux.  |
| 145ZM            | 4 773          | 373           | F   | Extraction, broyage et préparation de produits minéraux divers.   |
| 747ZE            | 5 483          | 124           | C   | Entreprises de travaux connexes aux sociétés de transports ferroviaires, y compris la manutention dans les gares ferroviaires. Entreprises de nettoyage de matériel roulant sur les emprises de chemin de fer.                          |
| 746ZB            | 6 913          | 214           | C   | Transports de fonds et services sécurisés.  |
| 284AD            | 7 504          | 383           | A   | Forge, estampage, matriçage. Métallurgie des poudres et frittage.   |
| 515EG            | 7 932          | 1 573         | F   | Commerce du bois.   |
| 275EB            | 8 451          | 252           | A   | Fonderie des métaux légers ou non ferreux.  |
| 602CA            | 8 634          | 190           | C   | Téléphériques, remontées mécaniques.  |
| 266EB            | 8 671          | 1 760         | F   | Préparation et livraison de béton prêt à l'emploi (sans mise en œuvre).   |
| 262AH            | 8 737          | 517           | F   | Fabrication de tuiles et briques et de produits céramiques non désignés par ailleurs.   |
| 361MD            | 8 774          | 682           | F   | Fabrication et réparation de sièges, de matelas et sommiers et d'articles de literie et pour voiliers.  |
| 011AA            | 8 824          | 2 972         | D   | Cultures et élevage dans les départements d'outre-mer.  |
| 267ZD            | 9 121          | 2 107         | F   | Fabrication et pose de produits de marbrerie.   |
| <b>Total</b>     | <b>108 926</b> | <b>14 307</b> |     |   |

## ● Coûts moyens pour la tarification 2023

Le décret 2010-753 du 5 juillet 2010 fixe les règles de tarification des risques d'AT et des MP. Les éléments composant la valeur du risque pour le calcul du taux brut individuel sont le produit du nombre de sinistres survenus sur la dernière triennale par un coût moyen en fonction de la gravité des sinistres.

Les AT et MP sont classés en six catégories d'incapacité temporaire (IT) et en quatre catégories d'IP pour lesquelles sont calculés des coûts moyens.

Ces catégories sont calculées sur la base des dépenses versées par les caisses primaires d'assurance maladie (CPAM) et du nombre de sinistres reconnus sur la période triennale de référence (2019-2021 pour 2023 et 2018-2020 pour 2022).

À l'exception de la première catégorie, la comparaison des coûts moyens d'IT entre 2022 et 2023 fait apparaître une baisse dans toutes les catégories.

**Tableau 12**

**Coûts moyens pour 2023 calculés sur la période 2019-2021 par catégorie de coût moyen et par CTN (en €)**

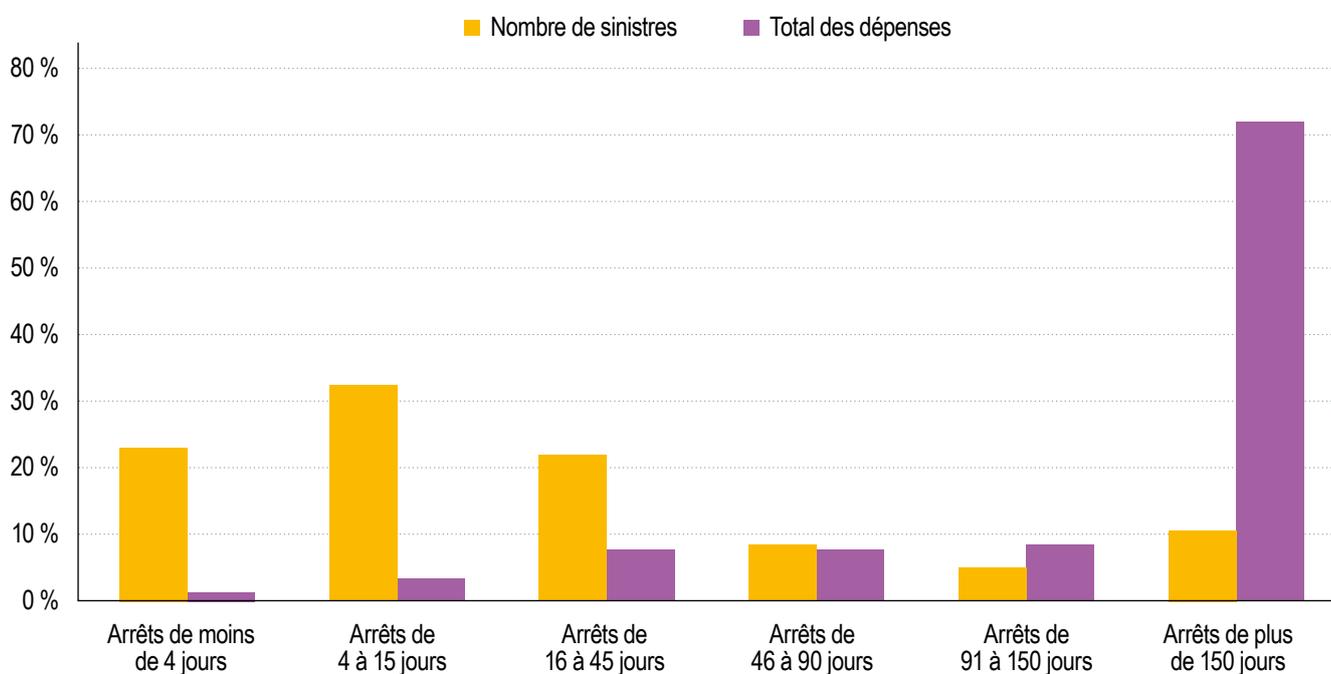
|                                    | Arrêts de moins de 4 jours | Arrêts de 4 à 15 jours | Arrêts de 16 à 45 jours | Arrêts de 46 à 90 jours | Arrêts de 91 à 150 jours | Arrêts de plus de 150 jours | IP < 10 % | IP de 10 % à 19 %            | IP de 20 % à 39 % | IP > 39 % ou décès |
|------------------------------------|----------------------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-----------------------------|-----------|------------------------------|-------------------|--------------------|
| <b>CTN A</b>                       | 324                        | 581                    | 1 925                   | 5 271                   | 10 147                   | 38 614                      | 2 214     | 64 842                       | 130 115           | 676 816            |
| <b>CTN B (hors Alsace-Moselle)</b> | 352                        | 521                    | 1 700                   | 4 702                   | 9 199                    | 37 361                      | 2 305     | 145 402 (gros œuvre)         |                   |                    |
|                                    |                            |                        |                         |                         |                          |                             |           | 167 285 (second œuvre)       |                   |                    |
|                                    |                            |                        |                         |                         |                          |                             |           | 165 306 (fonctions supports) |                   |                    |
| <b>CTN B (Alsace-Moselle)</b>      |                            |                        |                         |                         |                          |                             |           | 62 193                       | 119 114           | 549 916            |
| <b>CTN C</b>                       | 267                        | 575                    | 1 818                   | 4 816                   | 9 076                    | 33 588                      | 2 240     | 63 353                       | 121 611           | 548 494            |
| <b>CTN D</b>                       | 388                        | 471                    | 1 515                   | 4 264                   | 8 131                    | 31 109                      | 2 237     | 54 927                       | 106 658           | 458 520            |
| <b>CTN E</b>                       | 474                        | 644                    | 2 023                   | 5 707                   | 10 830                   | 38 801                      | 2 231     | 64 404                       | 133 722           | 741 139            |
| <b>CTN F</b>                       | 446                        | 549                    | 1 877                   | 4 936                   | 9 449                    | 35 183                      | 2 259     | 59 794                       | 117 653           | 603 015            |
| <b>CTN G</b>                       | 291                        | 513                    | 1 656                   | 4 570                   | 8 510                    | 33 572                      | 2 213     | 60 045                       | 123 810           | 593 922            |
| <b>CTN H</b>                       | 187                        | 444                    | 1 412                   | 4 110                   | 8 114                    | 34 165                      | 2 142     | 59 322                       | 128 160           | 603 877            |
| <b>CTN I</b>                       | 194                        | 400                    | 1 316                   | 3 627                   | 6 896                    | 27 033                      | 2 199     | 51 588                       | 100 794           | 416 354            |

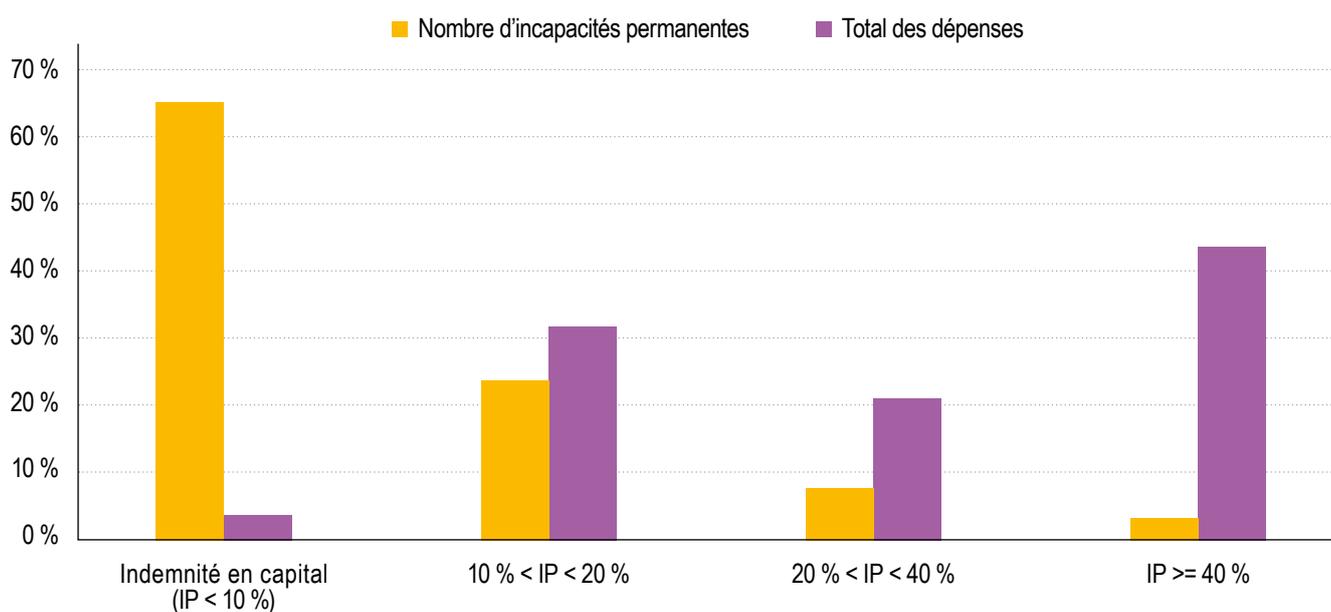
**Tableau 13**  
Évolution des coûts moyens tous CTN confondus (en €)

|                                  | Coûts moyens 2023 | Coûts moyens 2022 | Évolution |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-----------|
| Arrêts de moins de 4 jours       | 275               | 241               | 14,1 %    |
| Arrêts de 4 à 15 jours           | 485               | 543               | - 10,6 %  |
| Arrêts de 16 à 45 jours          | 1 580             | 1 742             | - 9,3 %   |
| Arrêts de 46 à 90 jours          | 4 369             | 4 851             | - 9,9 %   |
| Arrêts de 91 à 150 jours         | 8 341             | 9 057             | - 7,9 %   |
| Arrêts de plus 150 jours         | 32 249            | 33 230            | - 3,0 %   |
| Indemnité en capital (IP < 10 %) | 2 351             | 2 300             | 2,2 %     |
| 10 % < IP < 20 %                 | 58 804            | 58 492            | 0,5 %     |
| 20 % < IP < 40 %                 | 116 582           | 115 469           | 1,0 %     |
| IP >= 40 % et décès              | 599 152           | 595 903           | 0,5 %     |

Les sinistres de moins de 4 jours représentent 23 % de l'ensemble des sinistres reconnus mais ne pèsent que 1 % dans l'ensemble de la dépense, alors que les arrêts de plus de 150 jours représentent 10 % des sinistres mais 72 % des dépenses (cf. Figure 7).

**Figure 7**  
Structure des sinistres et des dépenses selon la catégorie de coûts moyens d'IT sur la période 2019-2021



**Figure 8****Structure des sinistres et des dépenses selon la catégorie de coûts moyens d'IP sur la période 2019-2021**

65 % des IP ont un taux inférieur à 10 % et représentent 4 % de la dépense alors que les IP supérieures ou égales à 40 % ne représentent que 3 % des IP reconnues et pèsent pour 44 % dans la dépense (Figure 8).

Le nombre moyen de jours d'arrêt de la première catégorie correspond à des arrêts de très courte durée (0,5 jour). A contrario la dernière catégorie représente des arrêts de longue durée de 345 jours en moyenne.

**Tableau 14****Nombre moyen de jours d'arrêt de l'épisode initial sur la période 2019-2021 par catégorie d'IT**

|                            | Nombre moyen de jours épisode initial |
|----------------------------|---------------------------------------|
| Arrêts de moins de 4 jours | 0,5                                   |
| Arrêts de 4 à 15 jours     | 8,9                                   |
| Arrêts de 16 à 45 jours    | 26,6                                  |
| Arrêts de 46 à 90 jours    | 64,4                                  |
| Arrêts de 91 à 150 jours   | 116,7                                 |
| Arrêts de plus 150 jours   | 344,7                                 |

Les taux d'IP moyens par niveau de gravité se répartissent de manière homogène pour la catégorie des IP inférieures à 10 %, avec une moyenne proche de 5 %, mais se concentrent sur le bas de la fourchette pour la catégorie entre 10 % et 20 % (en moyenne 13 %) et entre 20 % et 40 %

(en moyenne 25 %). Pour la catégorie des IP supérieures ou égales à 40 %, le taux moyen d'IP augmente avec la prise en compte des décès, dont le taux est conventionnellement fixé à 100 % dans le calcul (cf. Tableau 15).

**Tableau 15****Taux moyen d'IP sur la période 2019-2021 par catégorie d'IP**

|                                  | Taux moyen d'IP sur la triennale |
|----------------------------------|----------------------------------|
| Indemnité en capital (IP < 10 %) | 4,9                              |
| 10 % <= IP < 20 %                | 13,1                             |
| 20 % <= IP < 40 %                | 25,7                             |
| IP >= 40 % (hors décès)          | 75,6                             |
| IP >= 40 % (avec décès)          | 83,1                             |

# Taux de cotisation AT/MP moyens notifiés aux établissements

Le taux moyen notifié calculé dans cette partie résulte des opérations de tarification réalisées par les caisses régionales (Carsat<sup>8</sup>, Cramif<sup>9</sup> et caisses générales de Sécurité sociale), qui aboutissent à la notification à chaque entreprise du taux individuel, pondéré des masses salariales réelles déclarées en cours d'année.

**Ce taux « réel » est égal en moyenne à 2,02 % en 2022 et diffère par principe et par construction du taux net moyen national (calculé à 2,24 %) utilisé pour la fixation ex ante des paramètres d'équilibre de la tarification.**

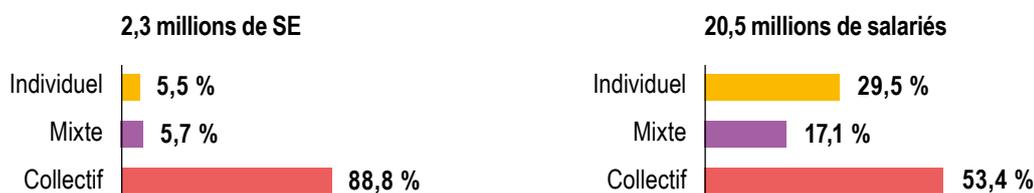
Les différences entre ces deux taux s'expliquent par :

- le taux net moyen notifié intègre les écrêtements à la hausse ou à la baisse, les majorations et les ristournes consécutives aux actions de prévention, les majorations de taux liées à la faute inexcusable de l'employeur ainsi que les abattements des coûts moyens ;
- le taux net moyen notifié n'intègre pas dans la valeur du risque les dépenses retirées du compte employeur pour contentieux, ni celles relatives à des accidents imputables à des entreprises radiées.

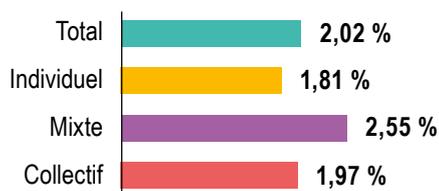
## ● Taux nets moyens notifiés en 2022

Le taux net moyen notifié est calculé uniquement pour les SE ayant une masse salariale supérieure à 0 et un taux notifié en 2022.

**Figure 9**  
Répartition des SE et des effectifs par mode de tarification en 2022



**Figure 10**  
Taux moyen notifié par mode de tarification en 2022



Le taux net moyen notifié est égal à 2,02 % en 2022 (cf. Figure 10), en légère diminution par rapport à 2021 (2,05 %). Il varie selon le mode de tarification puisqu'il est de 1,81 % pour les entreprises à taux individuel, 1,97 % pour les entreprises à taux collectif et atteint 2,55 % pour les entreprises à taux mixte.

Le taux net moyen de 1,97 % notifié en tarification collective correspond en réalité aux taux moyens du barème (retraçant un risque sectoriel tous modes de tarification confondus) tandis que celui en tarification mixte de 2,55 % correspond à la moyenne du taux individuel et du taux collectif au prorata de l'effectif de l'entreprise.

<sup>8</sup> Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail.

<sup>9</sup> Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France.

**Tableau 16**  
**Taux moyens notifiés pondérés par CTN en 2022**

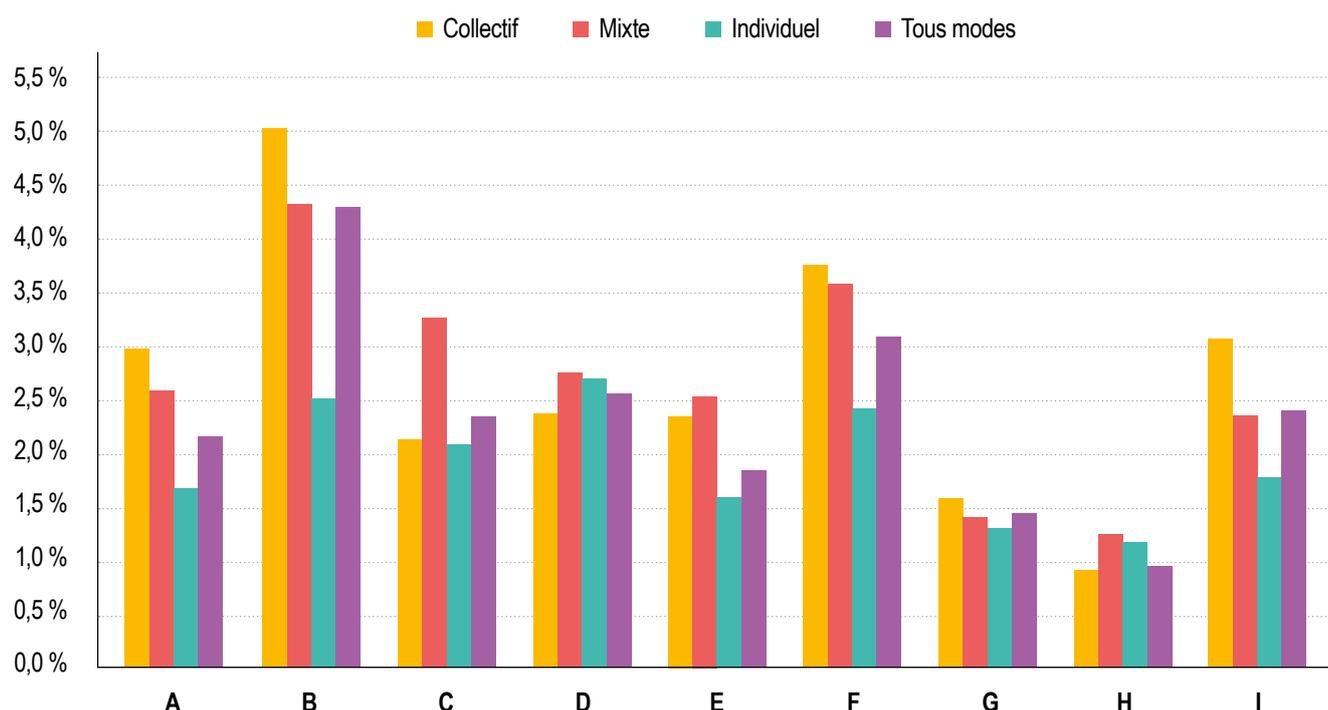
|  | Nombre de SE     | Ventilation du nombre de SE | Ventilation des effectifs salariés | Taux moyen notifié 2022 | Rappel : taux calculé 2022 | Rappel : taux calculé 2023 |
|--|------------------|-----------------------------|------------------------------------|-------------------------|----------------------------|----------------------------|
| <b>A</b> Métallurgie   | 121 701          | 5 %                         | 9 %                                | 2,16 %                  | 2,73 %                     | 2,67 %                     |
| <b>B</b> BTP   | 347 990          | 15 %                        | 9 %                                | 4,31 %                  | 4,50 %                     | 4,49 %                     |
| <b>C</b> Transports, EGE, livre, communication               | 236 180          | 10 %                        | 11 %                               | 2,33 %                  | 2,53 %                     | 2,54 %                     |
| <b>D</b> Services, commerces et industries de l'alimentation | 382 166          | 17 %                        | 14 %                               | 2,55 %                  | 2,70 %                     | 2,77 %                     |
| <b>E</b> Chimie, caoutchouc, plasturgie                      | 9 378            | 0 %                         | 2 %                                | 1,84 %                  | 2,37 %                     | 2,31 %                     |
| <b>F</b> Bois, ameublement, papier...                        | 34 360           | 2 %                         | 2 %                                | 3,08 %                  | 3,74 %                     | 3,88 %                     |
| <b>G</b> Commerces non alimentaires                          | 441 105          | 19 %                        | 12 %                               | 1,42 %                  | 1,57 %                     | 1,49 %                     |
| <b>H</b> Activités de services I                             | 412 721          | 18 %                        | 22 %                               | 0,93 %                  | 1,03 %                     | 0,91 %                     |
| <b>I</b> Activités de services II                            | 284 599          | 13 %                        | 19 %                               | 2,39 %                  | 2,58 %                     | 2,62 %                     |
| <b>Total</b>   | <b>2 270 200</b> | <b>100 %</b>                | <b>100 %</b>                       | <b>2,02 %</b>           | <b>2,24 %</b>              | <b>2,20 %</b>              |

La hiérarchie des taux nets par CTN reflète la hiérarchie de la sinistralité déjà connue par ailleurs : les activités du CTN B « BTP » et, dans une moindre mesure, celles du CTN F « Bois, ameublement, papier-carton, textile, vêtement, cuirs et peaux et pierres et terres à feu » enregistrent les taux moyens les plus élevés. Il est à noter qu'un taux net moyen notifié de 0,93 % comme celui du CTN H correspond presque à la seule valeur des majorations M1, M2, M3

et M4 puisque la valeur minimale d'un taux était de 0,59 en 2022 (0,70 en 2021) lorsque le taux brut était nul.

Le constat fait nationalement à la partie « Taux de cotisation AT/MP moyens notifiés aux établissements » sur l'écart à la baisse entre taux moyens globaux, prévisionnel et réel, se retrouve ici, pour les mêmes raisons, sur chacun des secteurs « CTN ».

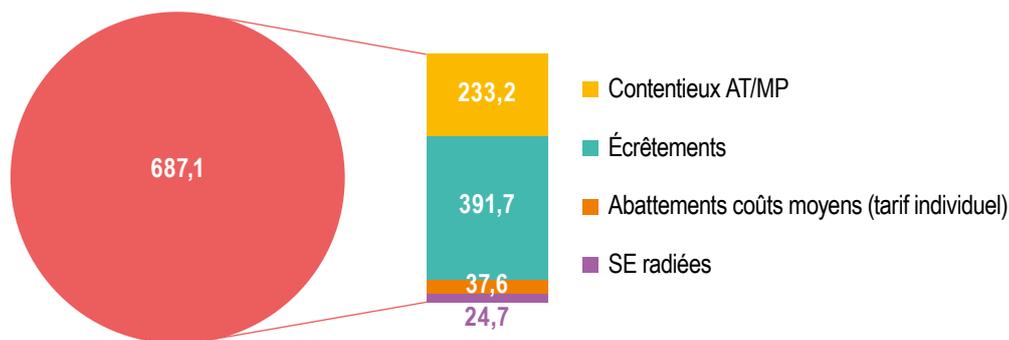
**Figure 11**  
**Taux moyens notifiés pondérés par CTN et par mode de tarification en 2022**



## ● Facteurs impactant les taux moyens notifiés en 2022

Comme évoqué supra, plusieurs facteurs techniques ont un impact sur les taux moyens notifiés et expliquent en partie la différence avec le taux net moyen national.

**Figure 12**  
Synthèse des éléments impactant les taux notifiés en 2021 (en M€)



### / Contentieux AT/MP

Le contentieux AT/MP impacte le taux de cotisation des entreprises en augmentant la part des dépenses mutualisées. La réduction du risque contentieux est donc un axe stratégique visant à redonner à la tarification son caractère incitatif à la prévention (cf. la sous-partie « Remboursements de cotisations suite à des contentieux AT/MP » p. 30).

### / Écrêtements

Dans le cas où le coût des AT et MP survenus dans un établissement conduit à une importante variation du taux AT/MP, le taux notifié pour l'année N ne peut pas être en forte augmentation ni en forte diminution par rapport à l'année précédente. C'est la logique des butoirs (cf. la sous-partie « Effets des écrêtements sur les taux de cotisation notifiés aux établissements » p. 36).

### / Sections d'établissement radiées

Le système de tarification AT/MP est bâti sur la détermination d'un taux de cotisation pour chaque établissement en fonction du risque professionnel que présente son activité. Ces règles font donc de l'établissement l'entité élémentaire et indépendante de tarification. La disparition d'un établissement d'une entreprise encore en activité entraîne automatiquement la mutualisation, pour l'Assurance Maladie – Risques professionnels, de la valeur du risque qu'elle porte et des cotisations correspondantes (cf. la sous-partie « Sections d'établissement radiées » p. 39).

### / Abattements des coûts moyens

Des abattements sur les coûts moyens sont accordés aux codes risque à fort temps partiel. Par définition, ils n'impactent donc que les établissements en tarification calculée et visent à tenir compte des spécificités liées à la proportion des salariés à temps partiel et à leur durée de travail (cf. la sous-partie « Abattements des coûts moyens appliqués à certains établissements » p. 38).

# Éléments impactant les cotisations

Plusieurs éléments peuvent affecter le niveau des cotisations :

- l'évolution de la masse salariale déterminant l'évolution des cotisations ;
- les impacts financiers du contentieux employeur déterminant la composition du taux entre part individuelle et part mutualisée mais aussi le niveau du taux lorsque ces impacts financiers sont en croissance (l'équilibrage par les majorations ne joue qu'avec deux ans de retard) ;

- les imputations au compte spécial déterminant la composition du taux entre part individuelle et part mutualisée ;
- les effets des écrêtements des taux de cotisation ;
- les effets des ristournes et des majorations de cotisations.

## ● Cotisations et dépenses

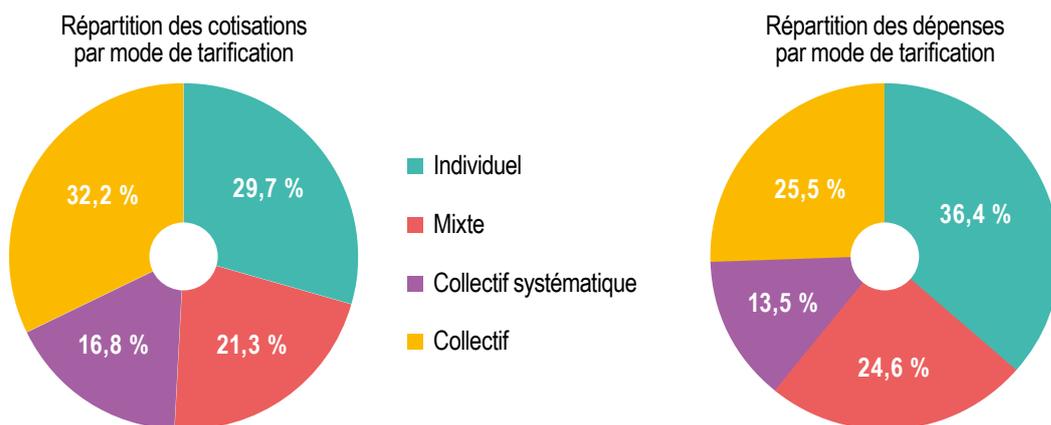
Les cotisations permettent d'assurer la majeure partie du financement de la branche AT/MP. Pour rappel, les cotisations sont fonction des effectifs ou de l'activité de l'entreprise. Trois modes de cotisation sont employés :

- collectif (moins de 20 salariés), assis sur la sinistralité du secteur d'activité de l'établissement. Pour certains secteurs d'activité, et ce quels que soient les effectifs de l'entreprise, le mode de cotisation est systématiquement collectif (exemple : le secteur bancaire) ;

- individuel (à partir de 150 salariés), pour lequel les coûts moyens des sinistres sont pris en considération de façon exhaustive ;
- et mixte (entre 20 et 150 salariés), combinaison au prorata des effectifs des deux autres modes de calcul.

**Figure 13**

**Répartition des cotisations et dépenses par mode de tarification en 2022**



Les dépenses représentent l'exhaustivité des coûts afférents aux sinistres éligibles aux risques AT/MP (AT, MP, et accidents de trajet) mais la répartition des cotisations selon le mode de tarification n'est pas équivalente à la répartition des dépenses.

Alors que les établissements en tarification individuelle représentent 36,4 % des dépenses (37,8 % en 2021), ils ne portent que 29,7 % des cotisations (31,5 % en 2021). Ce phénomène de décalage des cotisations par rapport aux dépenses s’est accentué cette année encore. La distorsion est passée de 6,3 points en 2021 à 6,7 points en 2022.

De même, les établissements en tarification mixte, qui représentent 24,6 % des dépenses (24,5 % en 2021), ne participent aux recettes qu’à hauteur de 21,3 % (21,1 % en 2021).

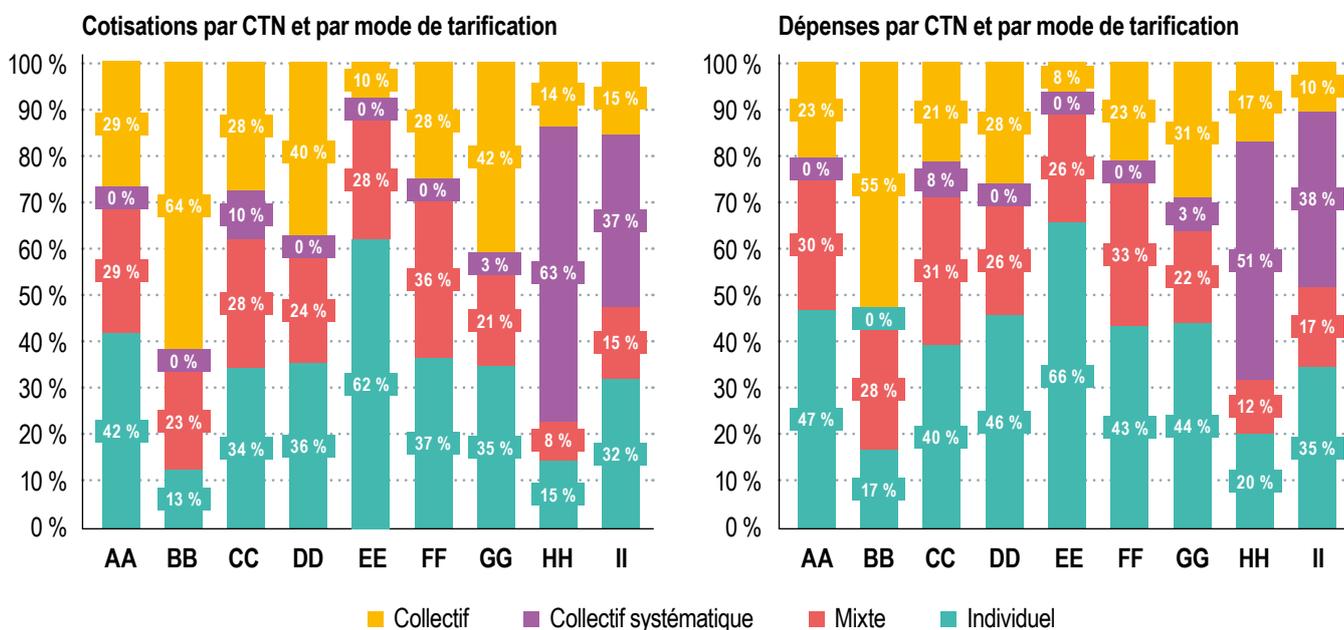
Par conséquent et à l’inverse, les établissements en taux collectif, qui représentent 25,5 % des dépenses (24,4 % en 2021), contribuent à 32,2 % des cotisations (30,2 % en

2021). Pour les établissements en tarification collective systématique, cette disparité est aussi présente (16,8 % des cotisations contre 13,5 % des dépenses).

Globalement, les établissements en tarification calculée bénéficient du système de tarification qui est désavantageux aux tarifications collectives.

La Figure 14 de répartition sectorielle permet de légèrement nuancer ce constat puisqu’on constate des situations hétérogènes entre les CTN, et notamment le CTN E, pour lequel dépenses et cotisations sont sensiblement alignées par mode de tarification. À l’exception du CTN E, la part des cotisations des établissements en tarification individuelle est inférieure à celle des dépenses.

**Figure 14**  
Répartition des cotisations et dépenses par mode de tarification et CTN



## ● Évolution de la masse salariale

Les cotisations AT/MP évoluent en principe au même rythme que la masse salariale annuelle toutes choses égales par ailleurs. Cependant, le rythme d’évolution des cotisations peut différer si la structure de la masse salariale se modifie (par exemple, si la progression de la masse salariale des secteurs à taux de cotisation élevé est différente de celle de la masse salariale tous secteurs confondus). Il peut également différer si le taux de cotisation moyen varie ; enfin, les cotisations peuvent évoluer différemment de la masse salariale en fonction de toutes mesures d’exonération non compensées.

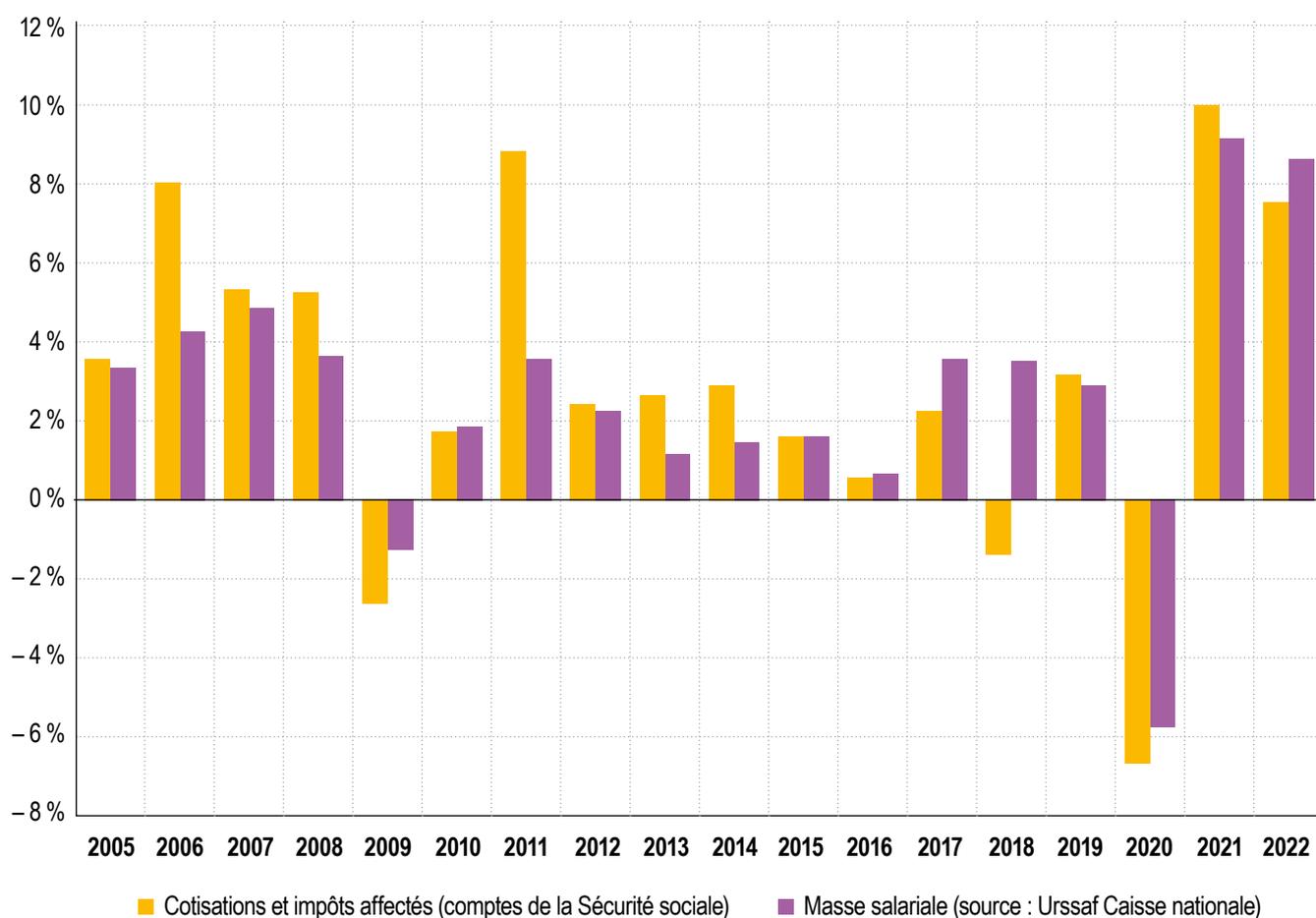
Sur la base des taux nets moyens notifiés en 2022 et de la masse salariale de 2022 publiées par l’Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d’allocations familiales (Urssaf) Caisse nationale (ex-Agence centrale des organismes de Sécurité sociale) (Acosse Stat n° 359), toute variation de la masse salariale de 0,1 % aurait eu un impact de 15 M€ sur les cotisations, et une variation de 0,1 % du taux de cotisation aurait généré 632 M€ de cotisations supplémentaires.

**Tableau 17**  
**Effets marginaux des cotisations et de la masse salariale sur le solde**

|   | Effets sur le solde |
|---|---------------------|
| 0,1 point de cotisations AT/MP              | 632 M€              |
| 0,1 point d'évolution de la masse salariale | 15 M€               |

Pour suivre l'évolution des cotisations et les comparer à la masse salariale, sont pris en compte les cotisations comptabilisées ainsi que les impôts et taxes affectés visant à compenser les exonérations de cotisations sociales et les données de masse salariale publiées par l'Urssaf Caisse nationale.

**Figure 15**  
**Évolutions annuelles comparées des cotisations AT/MP et de la masse salariale**



Du fait de la situation sanitaire, l'année 2020 présentait un important recul des cotisations et impôts affectés et de la masse salariale (avec respectivement avec - 6,7 % et - 5,7 %).

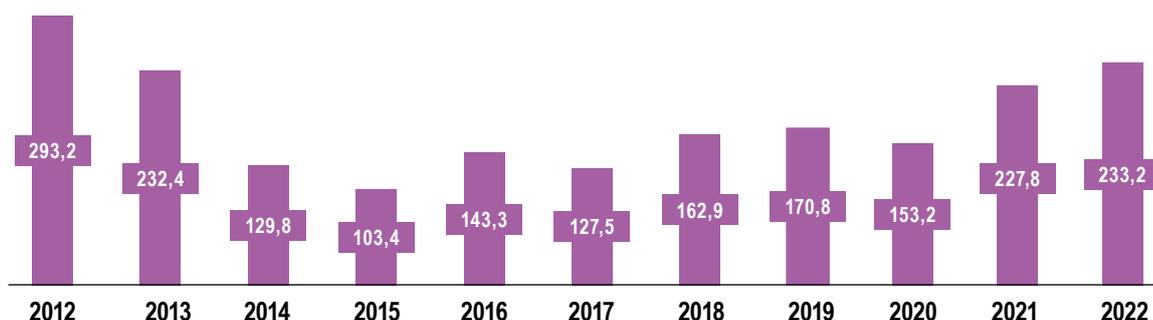
En 2021, ces deux agrégats ont retrouvé et dépassé les niveaux d'évolution d'avant-crise. En 2022, les cotisations et impôts affectés progressent de 7,5 % relativement à 2021, et la masse salariale, de 8,7 %.

## ● Remboursements de cotisations suite à des contentieux AT/MP

Les montants remboursés aux employeurs en 2022 suite à un contentieux AT/MP sont estimés à 233,2 M€, soit une légère augmentation de 5,4 M€ (+ 2,4 %) par rapport aux montants remboursés en 2021, et au niveau le plus haut depuis

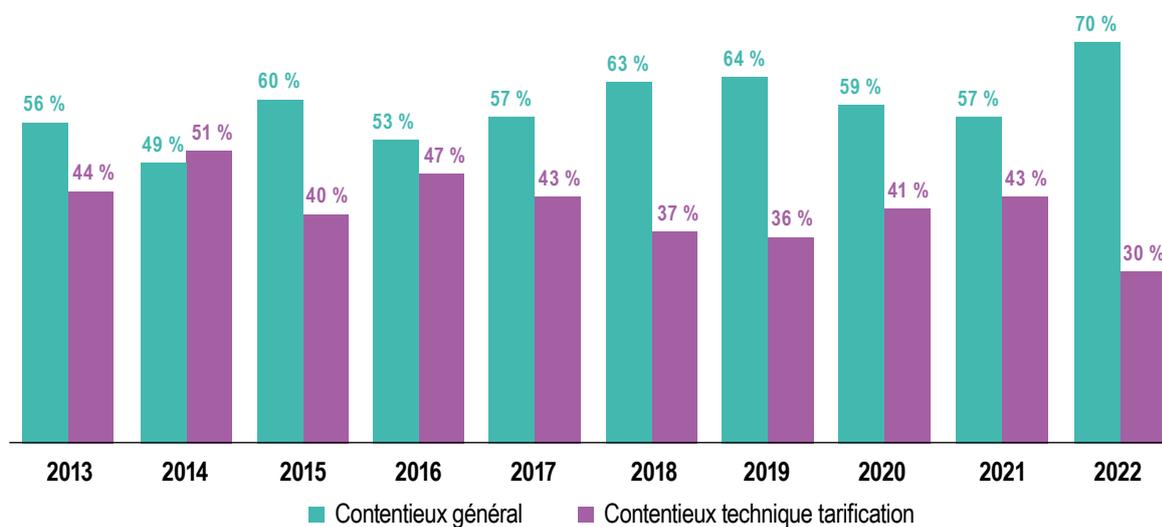
presque dix ans. L'impact financier des contentieux pour les employeurs est cependant plus élevé puisqu'ils ont pour conséquence de rendre inopposables l'ensemble des dépenses consécutives au sinistre.

**Figure 16**  
Montants annuels des remboursements de cotisation AT/MP (en M€)



L'examen de la nature des contentieux qui ont fait l'objet de remboursements montre une prédominance du contentieux général.

**Figure 17**  
Répartition des remboursements de cotisations selon la nature du contentieux



Parmi les 233,2 M€ ayant fait l'objet de remboursements de cotisations :

- 48 % concernent l'inopposabilité et 44 % sont relatifs aux taux d'IP (cf. Tableau 18) ;

- 46 % font suite à une décision rendue par le tribunal judiciaire et 27 % proviennent de la cour d'appel d'Amiens (cf. Tableau 19).

**Tableau 18**  
**Montants remboursés en 2022 par motif**

| Motif                             | Montants remboursés<br>année 2022 | Structure<br>2022 |
|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|
| Inopposabilité                    | 112 191 003 €                     | 48 %              |
| Réduction du taux d'IP            | 102 492 525 €                     | 44 %              |
| Autres – contentieux tarification | 18 547 484 €                      | 8 %               |
| <b>Total</b>                      | <b>233 231 012 €</b>              | <b>100 %</b>      |

**Tableau 19**  
**Montants remboursés en 2022 par juridiction**

| Juridiction                               | Montants remboursés<br>année 2022 | Structure<br>2022 |
|---|-----------------------------------|-------------------|
| Commission de recours amiable             | 11 578 465 €                      | 5 %               |
| Commission médicale<br>de recours amiable | 3 331 068 €                       | 1 %               |
| Recours gracieux                          | 6 391 217 €                       | 3 %               |
| Tribunal judiciaire                       | 107 403 678 €                     | 46 %              |
| Cour d'appel                              | 39 482 274 €                      | 17 %              |
| Cour d'appel d'Amiens                     | 63 988 968 €                      | 27 %              |
| Cour de cassation                         | 1 055 341 €                       | 0 %               |
| <b>Total</b>                              | <b>233 231 012 €</b>              | <b>100 %</b>      |

## ● Imputation au compte spécial

### / Considérations générales

En 2022, le montant des coûts imputés au titre des MP s'élève à plus de 2,8 Mds€, soit - 0,1 % par rapport à 2021. Cette légère baisse est due principalement à une diminution des prestations versées au titre des affections provoquées par la poussière d'amiante avec - 60 M€ (soit - 12,4 % sur un an). Lorsqu'il s'avère impossible de déterminer l'employeur chez lequel une MP a été contractée, la dépense y afférente est im-

putée à un « compte spécial ». Le montant de cette dépense, dont le financement est mutualisé, diminue cette année (- 7,9% sur un an) alors que les montants imputés au compte employeur progressent, eux, de 1,4 %. Ainsi, en 2022, la part des dépenses en relation avec les MP imputées au compte spécial s'élève à 15,2 %, contre 16,5 % en 2021. En montant, cela représente 433 M€, contre 470 M€ en 2021.

**Tableau 20**  
**Répartition entre compte spécial et comptes employeurs des frais liés aux MP**

| Tableau de maladie  | Frais des MP reconnues en 2022 en M€ |                        |              |               |              | MP en attente de reconnaissance | Frais 2022 en M€ |                         |
|---|--------------------------------------|------------------------|--------------|---------------|--------------|---------------------------------|------------------|-------------------------|
|   | Compte spécial                       | Part du compte spécial | 9 CTN        | Part des CTN  | Total        | Frais 2022 en M€                | Total            | Répartition par tableau |
| 04 Hémopathies provoquées par le benzène et tous produits en renfermant | 1                                    | 4 %                    | 21           | 96 %          | 22           | 0                               | 22               | 1 %                     |
| 25 Pneumoconioses consécutives à l'inhalation de silice                 | 4                                    | 14 %                   | 25           | 86 %          | 29           | 0                               | 29               | 1 %                     |
| 30 Affections provoquées par la poussière d'amiante                     | 130                                  | 30 %                   | 298          | 70 %          | 428          | 0                               | 428              | 15 %                    |
| 30 bis Cancers bronchopulmonaires dus à l'amiante                       | 144                                  | 26 %                   | 399          | 74 %          | 543          | 0                               | 543              | 19 %                    |
| 42 Affections provoquées par les bruits                                 | 1                                    | 3 %                    | 40           | 97 %          | 41           | 0                               | 41               | 1 %                     |
| 47 Affections professionnelles provoquées par les poussières de bois    | 6                                    | 32 %                   | 13           | 68 %          | 19           | 0                               | 19               | 1 %                     |
| 57 Affections périarticulaires  | 41                                   | 4 %                    | 1 095        | 96 %          | 1 136        | 0                               | 1 136            | 40 %                    |
| 66 Rhinites et asthmes professionnels                                   | 0                                    | 2 %                    | 6            | 98 %          | 6            | 0                               | 6                | 0 %                     |
| 97 Affections chroniques du rachis lombaire – vibrations                | 2                                    | 8 %                    | 20           | 92 %          | 22           | 0                               | 22               | 1 %                     |
| 98 Affections chroniques du rachis lombaire – charges lourdes           | 8                                    | 6 %                    | 124          | 94 %          | 132          | 0                               | 132              | 5 %                     |
| Autres tableaux de MP   | 96                                   | 21 %                   | 371          | 79 %          | 467          | 7                               | 475              | 17 %                    |
| <b>Total général</b>  | <b>433</b>                           | <b>15,2 %</b>          | <b>2 412</b> | <b>84,8 %</b> | <b>2 845</b> | <b>7</b>                        | <b>2 852</b>     | <b>100 %</b>            |

En 2022, la part mutualisée des prestations associées à des MP connaît une très légère érosion, avec 33,5 %, contre 33,7 % en 2021. Le dénouement défavorable des contentieux en cours ou à venir augmentera cette part de mutualisation.

La mutualisation sectorielle – mutualisation des dépenses sur l'ensemble des établissements relevant du même code risque – concerne 22,6 % des prestations MP

imputées en 2021 (contre 21,1 % en 2021).

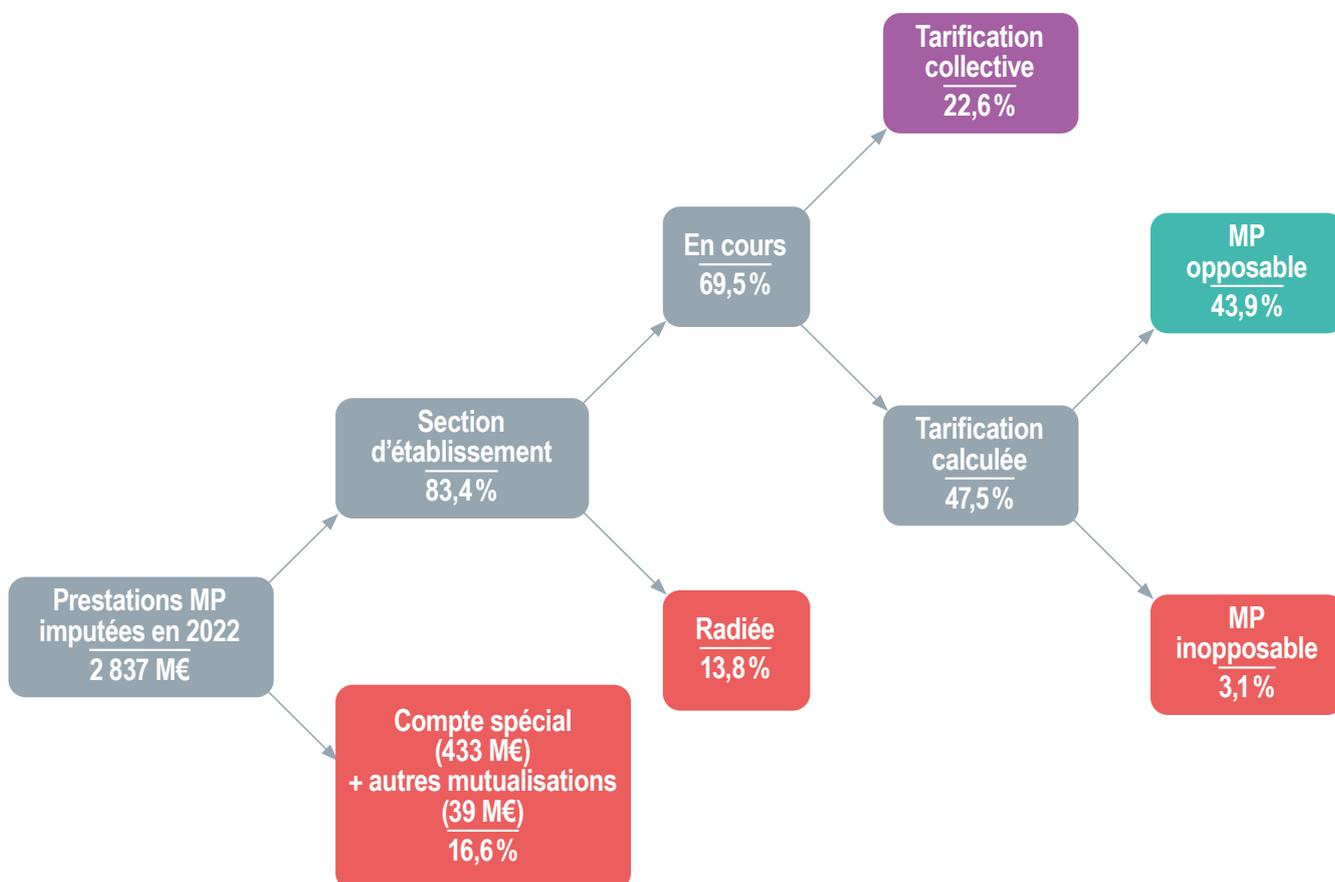
La part des prestations associées à des MP imputées directement aux comptes employeurs s'élève à 43,9 % en 2022, soit un recul de plus de 1 point par rapport à 2021 (avec 45,2 %) essentiellement lié à la modification de répartition entre la tarification collective (22,6 % en 2022, contre 21,1 % en 2021) et la tarification calculée (47,5 % en 2022, contre 48,9 % en 2021).

**Figure 18**  
Répartition des prestations MP imputées en 2022

Part des dépenses mutualisées : 33,5 %

Part des dépenses relevant d'une mutualisation sectorielle : 22,6 %

Part des dépenses réellement imputées au compte employeur : 43,9 %



/ Imputations régionales

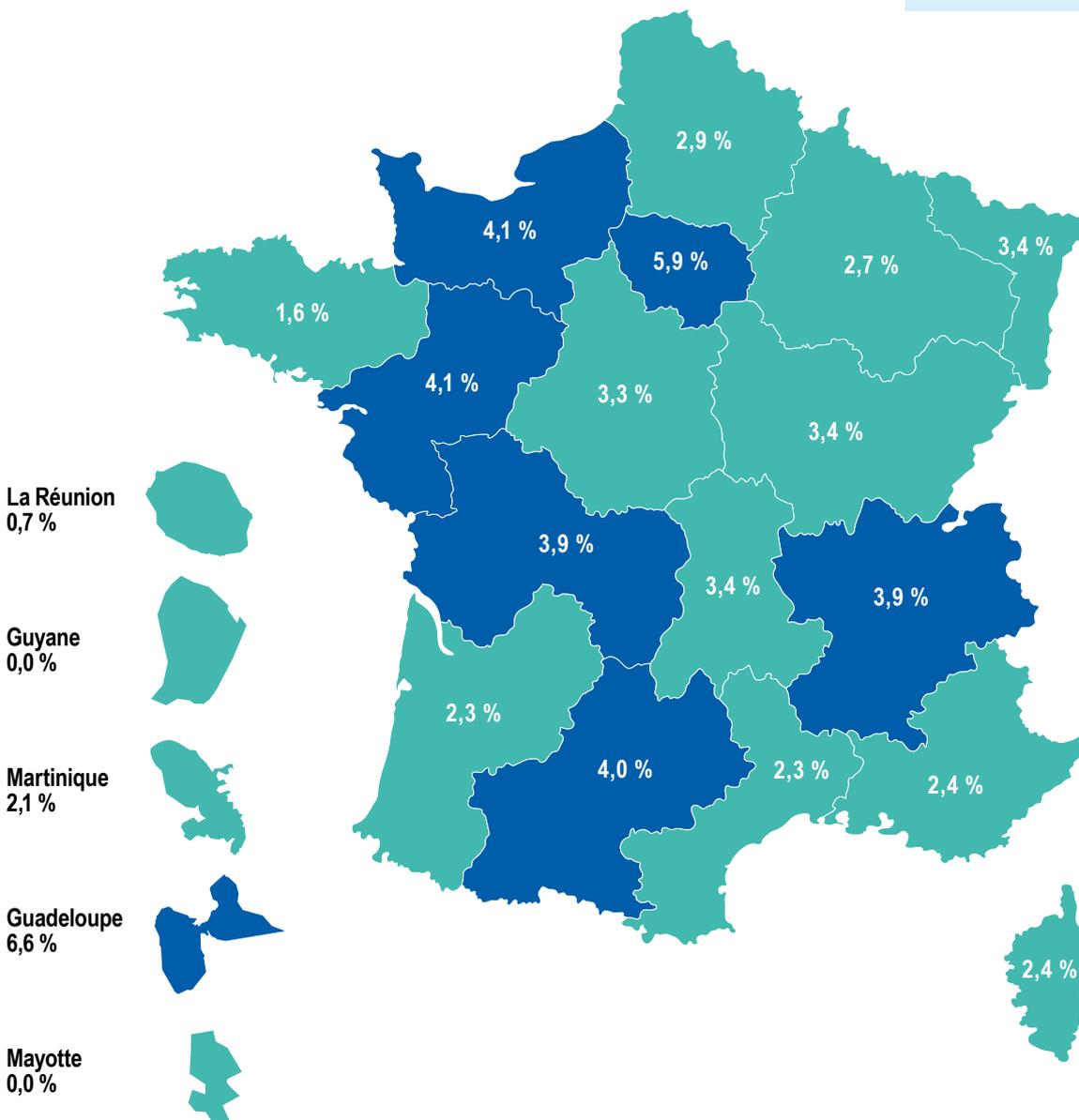
Depuis 2012, les disparités d'imputation régionales des MP se sont progressivement estompées de manière significative : l'écart entre le taux régional d'imputation au compte spécial le plus faible et celui le plus élevé a été divisé par 4 entre 2012 et 2022, passant d'une fourchette de [3 % ; 22 %] à une fourchette de [1,6 % ; 5,9 %] en 2022 pour les troubles musculosquelettiques (TMS) hors DOM.

**Carte 1**

**Parts régionales des MP « troubles musculosquelettiques (TMS) » imputées au compte spécial en 2022 avant contestation éventuelle (36 010 MP « TMS »)**

- % inférieur à la moyenne nationale
- % supérieur à la moyenne nationale

**TMS affecté au compte spécial**  
Moyenne nationale 3,6 %



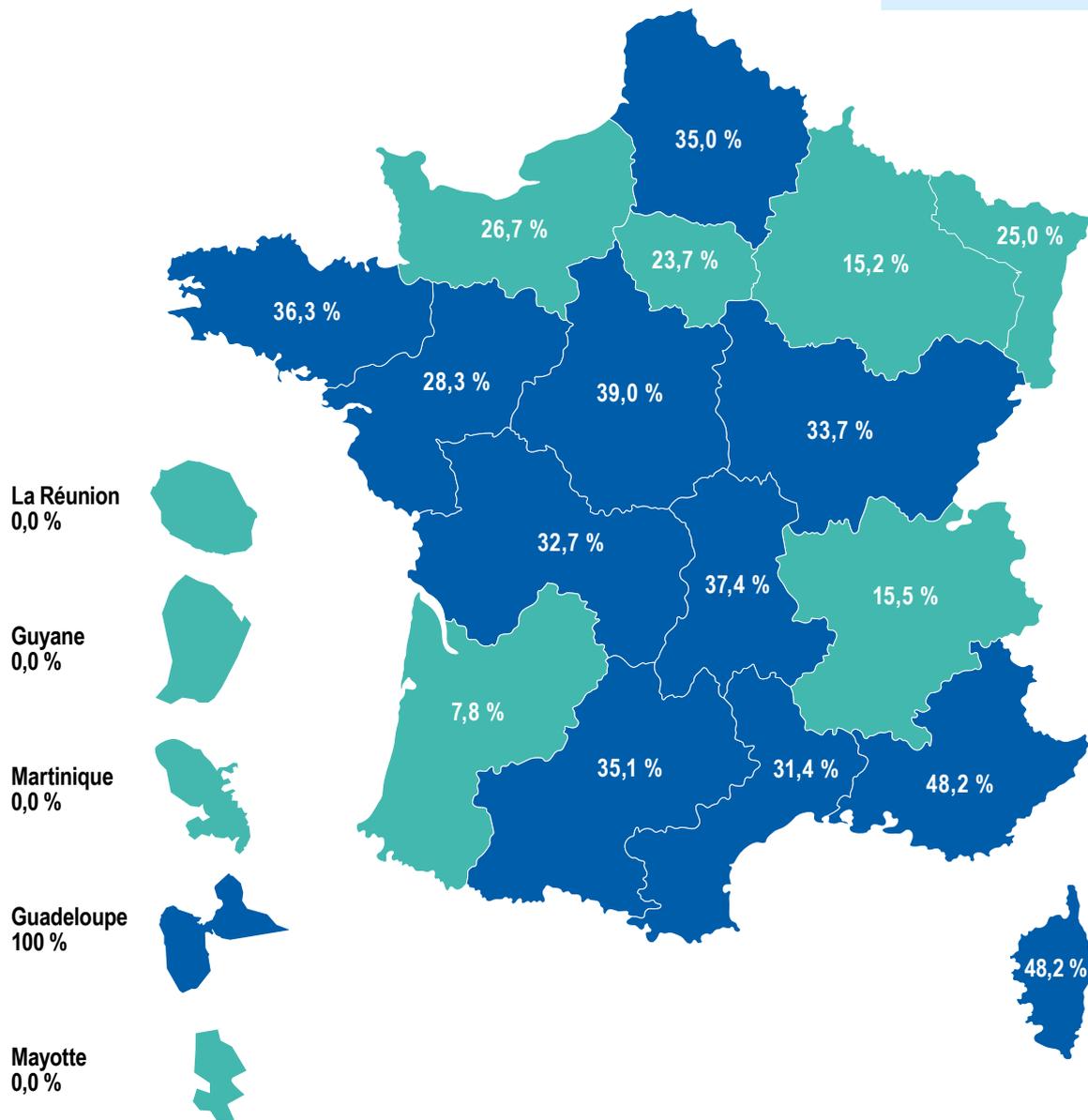
Les régions en vert ont un pourcentage inférieur à la moyenne nationale (3,6 %) en matière d'imputation au compte spécial, celles en bleu foncé ont un pourcentage supérieur à la moyenne nationale.

## Carte 2

### Parts régionales des MP « amiante » imputées au compte spécial en 2022 (2 049 MP « amiante »)

- % inférieur à la moyenne nationale
- % supérieur à la moyenne nationale

Amiante affecté au compte spécial  
Moyenne nationale 28,2 %



Les régions en vert ont un pourcentage inférieur à la moyenne nationale (28,2 %) en matière d'imputation au compte spécial, celles en bleu foncé ont un pourcentage supérieur à la moyenne nationale.

Les efforts d'harmonisation concernant l'imputation des MP sont cependant moins flagrants pour l'amiante, l'écart entre le taux régional le plus faible et le plus élevé s'est un peu contracté entre les deux dernières années écoulées pour se situer dans la fourchette [7,8 % ; 48,2 %] en 2022, contre [33 % ; 100 %] en 2013 hors DOM.

## ● Effets des écrêtements sur les taux de cotisation notifiés aux établissements

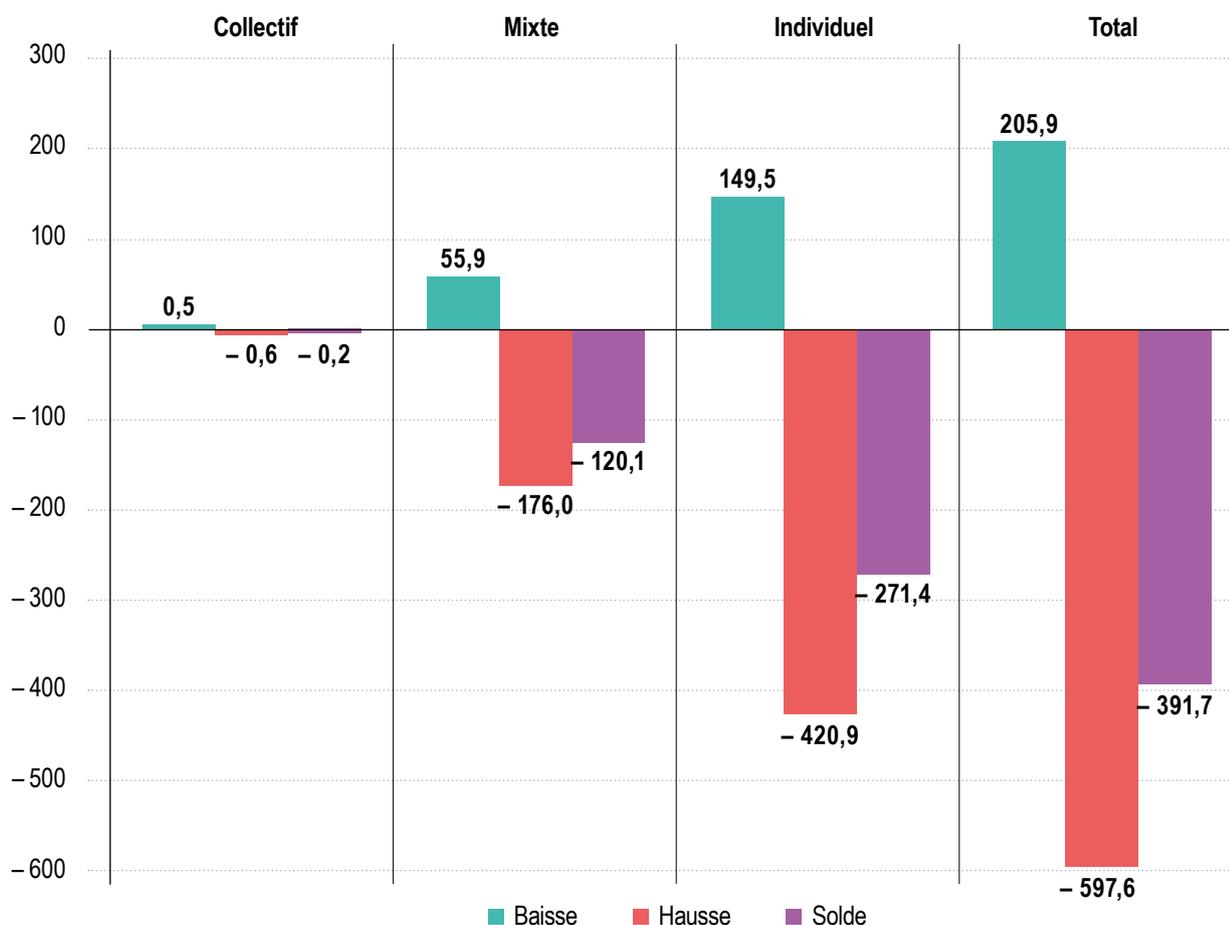
Dans le cas où le coût des AT et MP survenus dans un établissement conduit à une importante variation du taux AT/MP, le taux notifié pour l'année N ne peut pas être en augmentation de plus de 25 % par rapport aux taux de l'année précédente (i.e. de plus de 1 point si le taux précédent est inférieur ou égal à 4 %) ni en diminution de plus de 20 % (i.e. ou de plus de 0,8 point si le taux précédent est inférieur ou égal à 4 %). C'est la logique des butoirs.

Pour les établissements pour lesquels des butoirs ont été appliqués en 2022 (46 211 SE sur 2,2 millions au total), le taux moyen non écrêté est de 6,03 % et passe à 3,66 % après application de la règle des butoirs.

Les impacts financiers des écrêtements pour 2022 sont estimés à une diminution de cotisations de 391,7 M€ (contre 328 M€ en 2021).

**Figure 19**

**Impacts des écrêtements sur les cotisations AT/MP par mode de tarification (en M€)**



Les règles d'écrêtement s'appliquent aux entreprises en tarification collective uniquement en Alsace-Moselle.

En 2022, les écrêtements à la baisse ont été plus nombreux que ceux à la hausse (respectivement 24 754 et 21 457). Cependant, l'ampleur de ces écrêtements est

plus importante pour les écrêtements à la hausse (baisse de 6,54 points de cotisation) que pour ceux à la baisse (progression de 1,25 point).

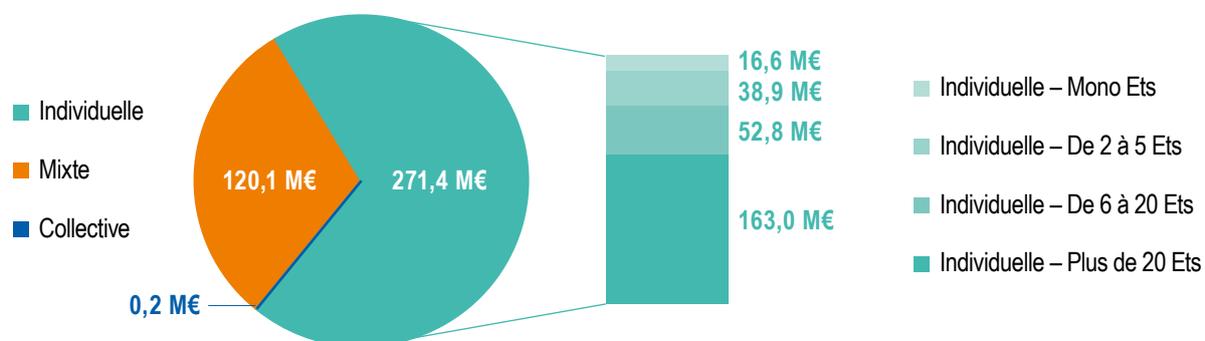
**Tableau 21**  
**Taux moyens des SE écrêtées**

|            | Sens de l'écrêtement    | Nombre de SE écrêtées | Effectifs salariés des SE écrêtées | Taux moyen non écrêté 2022 | Taux moyen écrêté 2022 | Écart des cotisations en M€ |
|------------|-------------------------|-----------------------|------------------------------------|----------------------------|------------------------|-----------------------------|
| Collectif  | Baisse                  | 296                   | 2 795                              | 2,80 %                     | 3,34 %                 | 0,48                        |
|            | Hausse                  | 77                    | 969                                | 6,88 %                     | 5,32 %                 | - 0,64                      |
|            | <b>Total collectif</b>  | <b>373</b>            | <b>3 764</b>                       | <b>3,64 %</b>              | <b>3,75 %</b>          | <b>- 0,16</b>               |
| Mixte      | Baisse                  | 7 327                 | 214 617                            | 2,24 %                     | 3,29 %                 | 55,93                       |
|            | Hausse                  | 7 646                 | 254 136                            | 9,47 %                     | 5,14 %                 | - 176,04                    |
|            | <b>Total mixte</b>      | <b>14 973</b>         | <b>468 753</b>                     | <b>5,93 %</b>              | <b>4,24 %</b>          | <b>- 120,11</b>             |
| Individuel | Baisse                  | 17 131                | 486 793                            | 1,27 %                     | 2,62 %                 | 149,53                      |
|            | Hausse                  | 13 734                | 496 835                            | 12,13 %                    | 4,33 %                 | - 420,91                    |
|            | <b>Total individuel</b> | <b>30 865</b>         | <b>983 628</b>                     | <b>6,10 %</b>              | <b>3,38 %</b>          | <b>- 271,39</b>             |
|            | <b>Total général</b>    | <b>46 211</b>         | <b>1 456 145</b>                   | <b>6,03 %</b>              | <b>3,66 %</b>          | <b>- 391,65</b>             |

Les SE le plus concernées par l'application d'écrêtements du taux de cotisation sont des établissements de toutes tailles appartenant à de grandes entreprises, comme le montre la Figure 20 (69,3 % des moindres cotisations

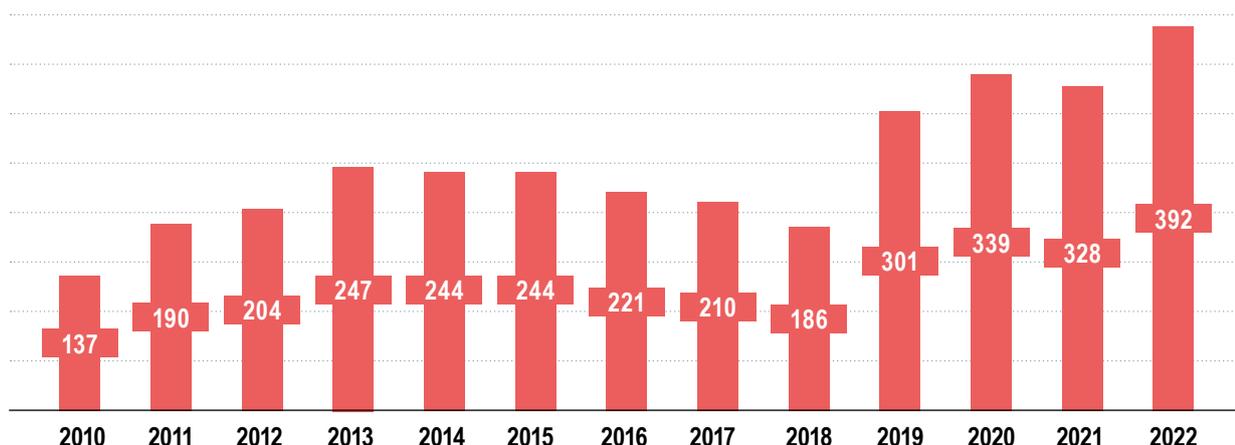
concernent des entreprises de plus de 150 salariés). Ces entreprises sont souvent multi-établissements : 41,6 % des moindres cotisations bénéficient à des entreprises de plus de 20 établissements.

**Figure 20**  
**Répartition des écarts de cotisation par mode de tarification et taille d'entreprise en 2022**



Les règles d'écrêtement s'appliquent aux entreprises en tarification collective uniquement en Alsace-Moselle. (Ets est à comprendre comme l'abréviation d'établissements.)

**Figure 21**  
Impacts annuels des écrêtements sur les cotisations AT/MP (en M€)



## ● Abattements des coûts moyens appliqués à certains établissements

### / Secteurs concernés

Des mesures d'ajustement des coûts moyens sont prévues pour les codes risque à fort temps partiel (article D 242-6-8 du Code de la Sécurité sociale – CSS).

Cet ajustement des coûts moyens vise à tenir compte des spécificités liées à la proportion des salariés à temps partiel et à leur durée de travail. En effet :

- les coûts moyens des codes risque dont le temps de travail moyen des salariés est inférieur à 80 % du temps de travail

- moyen de leur CTN bénéficient d'un abattement de 20 % ;
- les coûts moyens des codes risque dont le temps de travail moyen des salariés est compris entre 80 % et 90 % du temps de travail moyen de leur CTN bénéficient d'un abattement de 10 %.

En 2022, 11 codes risque ont bénéficié d'abattement, soit un abattement de 20 % pour 5 codes risque et un abattement de 10 % pour les 6 autres.

**Tableau 22**

### Liste des codes risque bénéficiant d'un abattement des coûts moyens de 20 %

| CTN | Risque | Libellé risque  |
|-----|--------|---|
| C   | 748GB  | Acheminement et distribution de presse gratuite ou payante.   |
| C   | 926CI  | Sportifs professionnels, pour les sports non visés par ailleurs, incluant également les entraîneurs non joueurs des sports visés par le 926CH, quel que soit le classement de l'établissement qui les emploie, arbitres et juges. |
| I   | 747ZF  | Services de nettoyage de locaux et d'objets divers. Activités de désinfection, de désinsectisation et de dératisation.  |
| I   | 851GA  | Cabinets d'auxiliaires médicaux.  |
| I   | 930NC  | Services personnels divers (y compris cabinets de graphologie, agences matrimoniales).  |

**Tableau 23**

### Liste des codes risque bénéficiant d'un abattement des coûts moyens de 10 %

| CTN | Risque | Libellé risque  |
|-----|--------|---|
| C   | 921CC  | Production de films et de programmes pour le cinéma, la télévision, la radiodiffusion, etc. Enregistrement sonore et édition musicale. Distribution et projection de films. Activités photographiques (hors agences de presse). Gestion d'activités de spectacles et gestion d'activités culturelles et socio-éducatives. |
| C   | 926AA  | Gestion d'équipements et centres sportifs (personnel non visé ailleurs et notamment aux risques 926CH et 926CI).  |
| C   | 926CH  | Sportifs professionnels, y compris entraîneurs joueurs, quel que soit le classement de l'établissement qui les emploie : rugby, escalade, moto, handball, basket, hockey, équitation, volley-ball, football, ski, cyclisme.   |
| D   | 553BC  | Restauration type rapide y compris wagons-lits et wagons-restaurants.   |
| F   | 930BA  | Blanchisserie et teinturerie de détail, y compris laverie automatique.  |
| i   | 851CD  | Cabinets de soins médicaux et dentaires.  |

## / Impact financier des abattements des coûts moyens sur les cotisations de l'exercice 2022

L'impact financier des abattements des coûts moyens sur les cotisations de l'exercice 2022 s'élève à 37,6 M€, en hausse par rapport à 2021 (+ 2,6 %). La ventilation par

mode de tarification montre que les SE en tarification individuelle concentrent 79 % de cet impact financier (contre 21 % pour les SE en tarification mixte).

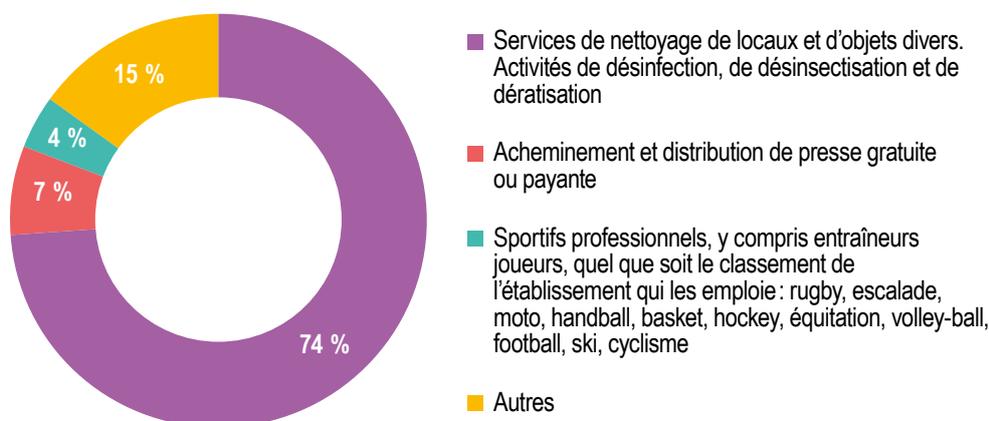
**Tableau 24**  
Impact financier des abattements selon le mode de tarification

| Mode de tarification | Nombre de Siret | Nombre de salariés | Masse salariale 2022 (en €) | Montant des cotisations 2022 (en €) | Montant potentiel des cotisations 2022 sans abattements (en €) | Impact financier des abattements sur les cotisations 2022 (en €) |
|----------------------|-----------------|--------------------|-----------------------------|-------------------------------------|--|--|
| Mixte                | 7 438           | 238 696            | 6 911 565 704               | 179 264 282                         | 187 219 834  | 7 955 552  |
| Individuel           | 4 413           | 236 978            | 7 772 913 950               | 173 947 538                         | 203 595 378  | 29 647 841   |
| <b>Total général</b> | <b>11 851</b>   | <b>475 674</b>     | <b>14 684 479 654</b>       | <b>353 211 820</b>                  | <b>390 815 213</b>   | <b>37 603 393</b>  |

La répartition de l'impact financier sur les différents risques présente des disparités. Un seul risque (747ZF « Services de nettoyage de locaux et d'objets divers. Activités de désin-

fection, de désinsectisation et de dératisation ») représente à lui seul 74 % du total, soit un impact financier de 28 M€ (ce constat était identique en 2021 avec une part de 77 %).

**Figure 22**  
Répartition de l'impact financier des abattements des coûts moyens par code risque



## ● Sections d'établissement radiées

Le système de tarification AT/MP est bâti sur la détermination d'un taux de cotisation pour chaque établissement. Celui-ci est classé par l'organisme tarificateur en fonction du risque professionnel présenté par l'activité principale (article D 242-6 du CSS).

Ces règles font donc de l'établissement l'entité élémentaire et indépendante de tarification même si c'est l'effectif global de l'entreprise qui détermine le mode de tarification à l'ensemble des établissements.

À la cessation d'activité d'un établissement ou d'une SE, les dépenses portées sur le compte de l'employeur sont immédiatement mutualisées. Au titre de l'année 2022, cela s'applique pour les dépenses constitutives du taux de coti-

sation des sections radiées, soit les dépenses des années 2018 à 2020.

Du fait de la situation économique des entreprises, on constate pour la tarification 2022 une augmentation de la mutualisation des dépenses, qui s'établit à 39,9 M€, contre 36,7 M€ en 2021, ce qui correspond à 25 M€ de cotisations mutualisées (contre 21 M€ en 2021).

Cette mutualisation se prolongeant au-delà de l'année de radiation dès lors qu'il subsiste des dépenses en lien avec la sinistralité de la section radiée, les effets des radiations plus nombreuses en 2021 et 2022 continueront à porter des conséquences sur la mutualisation des dépenses futures.

# Ristournes, injonctions et cotisations supplémentaires

## ● Ristournes

La ristourne est une minoration du taux de cotisation AT/MP. Elle est accordée aux entreprises ayant pris des mesures de prévention des risques liés aux AT et aux accidents de trajet. Cette minoration de taux a un impact sur les montants de cotisations. On distingue deux types de ristournes : la ristourne travail et la ristourne trajet.

La ristourne travail concerne les entreprises à tarification collective et mixte. C'est une déduction de la part du taux collectif dans le calcul du taux net. Ce taux ne peut dépasser le seuil de 25 %. L'impact financier est calculé comme dans la formule suivante :

### Équation 6

$$\text{Taux de minoration} \times \text{fraction du taux collectif} \times \text{taux collectif} \times \text{masse salariale}$$

La ristourne trajet est accordée sous la forme d'une réduction du taux net de la cotisation et varie entre 25 % et 87,7 %

de la majoration forfaitaire « accident de trajet ». L'impact financier est calculé comme dans la formule suivante :

### Équation 7

$$\text{Taux de minoration} \times \text{majoration M1} \times \text{masse salariale}$$

### Tableau 25

#### Impact financier des ristournes en 2022

| Type de ristournes | Ristournes avec impact financier sur 2021 |                    |
|--------------------|---|--------------------|
|                    | Nombre de ristournes                      | Impact financier   |
| Trajet             | 471                                       | 6 970 229 €        |
| Travail            | 72  | 229 340 €          |
| <b>Total</b>       | <b>543</b>                                | <b>7 199 569 €</b> |

Le Tableau 25 montre que les ristournes travail et trajet sont deux dispositifs à la fois peu et très inégalement utilisés. Le constat a été posé par la commission des AT et MP, qui souhaiterait réorienter ces dispositifs historiques pour améliorer leur lisibilité, homogénéiser les critères d'attribution et revoir les modalités d'attribution pour davantage favoriser

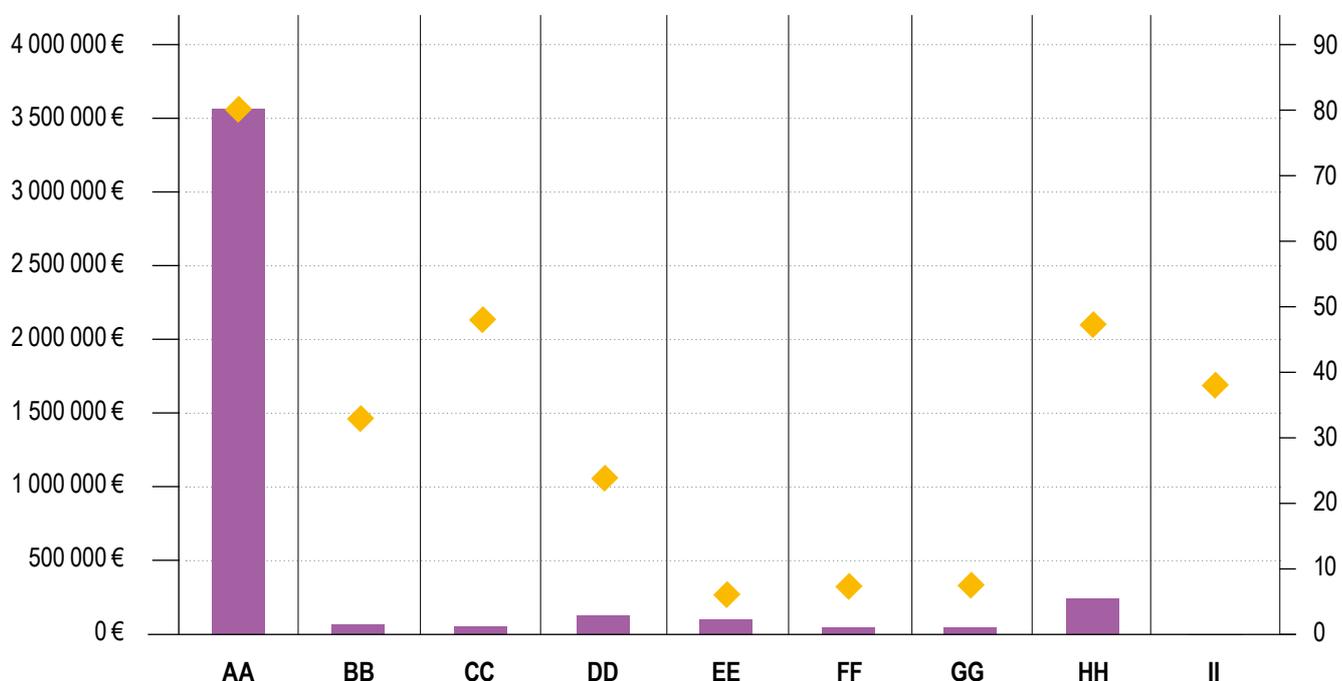
la mise en place de démarches de prévention pérennes. Les activités du CTN A « Industries de la métallurgie » sont celles qui ont eu le plus grand nombre de SE concernées par des ristournes, nouvelles ou non. Ce secteur a concentré à lui seul 81 % du montant des ristournes 2022.

**Tableau 26**  
**Montants des ristournes en 2022 par CTN**

| CTN | Libellé                                  | Trajet                            |   | Travail                           |   |
|-----|--|-----------------------------------|---|-----------------------------------|---|
|     |  | Impact financier sur l'année 2022 | Montant moyen d'une ristourne en année pleine | Impact financier sur l'année 2022 | Montant moyen d'une ristourne en année pleine |
| A   | Métallurgie                              | 5 803 746 €                       | 76 210 €                                      | 32 634 €                          | 6 767 €                                       |
| B   | BTP                                      | 9 428 €                           | 1 016 €                                       | 81 722 €                          | 2 379 €                                       |
| C   | Transports, EGE, livre...                | 94 652 €                          | 2 244 €                                       | 72 144 €                          | 20 884 €                                      |
| D   | Services... Industries de l'alimentation | 189 239 €                         | 8 789 €                                       | 15 019 €                          | 7 444 €                                       |
| E   | Chimie, caoutchouc, plasturgie           | 275 973 €                         | 32 467 €                                      | 5 004 €                           | 10 118 €                                      |
| F   | Bois, ameublement, papier...             | 61 284 €                          | 9 465 €                                       | 18 483 €                          | 7 888 €                                       |
| G   | Commerces non alimentaires               | 50 027 €                          | 4 912 €                                       | 1 318 €                           | 2 621 €                                       |
| H   | Activités de services I                  | 457 347 €                         | 10 866 €                                      |                                   |   |
| I   | Activités de services II                 | 28 533 €                          | 1 610 €                                       | 3 017 €                           | 5 205 €                                       |
|     | <b>Total</b>                             | <b>6 970 229 €</b>                | <b>28 757 €</b>                               | <b>229 340 €</b>                  | <b>5 076 €</b>                                |

Le constat est similaire pour les 291 nouvelles ristournes notifiées en 2022 tous secteurs confondus, parmi lesquels on constate sur la Figure 23 la prédominance du CTN A.

**Figure 23**  
**Montants et nombre des nouvelles ristournes notifiées en 2022**



Les nombres de ristournes (losanges) se lisent sur l'échelle de droite.  
 Les montants en euros (barres) se lisent sur l'échelle de gauche.

## ● Injonctions et cotisations supplémentaires

### / Injonctions

Les contrôleurs de sécurité et les ingénieurs-conseils disposent d'un droit d'entrée dans les entreprises et sur les chantiers (article L 243-11 du CSS), pouvant ainsi évaluer les situations de travail existantes et le niveau global de prévention. Ils peuvent alors proposer des actions préventives ou correctives adaptées à ces situations.

L'injonction, prévue par le CSS (article L 422-4), est adressée par la caisse régionale, le plus souvent suite à une visite sur le site de l'établissement ou sur chantier d'un ingénieur-conseil ou d'un contrôleur de sécurité.

Elle est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et précise :

- les risques constatés ;
- les mesures de prévention préconisées ;

- les possibilités techniques de réalisation ;
- les délais pour les réaliser ;
- les conséquences en cas d'inobservation des prescriptions ;
- les possibilités de recours.

L'établissement doit alors impérativement mettre en œuvre les mesures de prévention et informer la caisse régionale et l'inspection du travail des dispositions prises.

En cas de non-respect de cette injonction, l'imposition d'une cotisation supplémentaire est prise par la caisse régionale, après avis favorable d'une commission paritaire compétente.

**Tableau 27**

**Ensemble des injonctions notifiées (en italique, taux d'évolution annuelle)**

|                                       |                                | 2017  | 2018  | 2019  | 2020   | 2021  | 2022  | Évolution<br>2022/2019 |
|---------------------------------------|--------------------------------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|------------------------|
| Nombres<br>d'injonctions<br>notifiées | <b>Nombre</b>                  | 1 124 | 1 327 | 1 406 | 771    | 1 126 | 1 128 | –                      |
|                                       | <i>Évolution en<br/>volume</i> | –     | 203   | 79    | – 635  | 355   | 2     | – 278                  |
|                                       | <i>Évolution en %</i>          | –     | 18 %  | 6 %   | – 45 % | 46 %  | 0 %   | – 20 %                 |

Source : données nationales issues d'Incitations financières – Cotisations supplémentaires (IFI-CS).

En 2022, le nombre d'injonctions notifiées s'élève à 1 128, soit un niveau quasi identique à celui de 2021.

La comparaison de l'année 2022 à la dernière année qui précède la crise liée au Covid-19 montre que le niveau d'injonctions notifiées reste en deçà, d'environ 20 %, du volume réalisé en 2019 (1 406 injonctions notifiées).

L'analyse sectorielle montre que les établissements auxquels des injonctions ont été notifiées relèvent majoritairement du secteur du BTP (59 % en 2022) suivi par le secteur de la métallurgie (8 % en 2022).

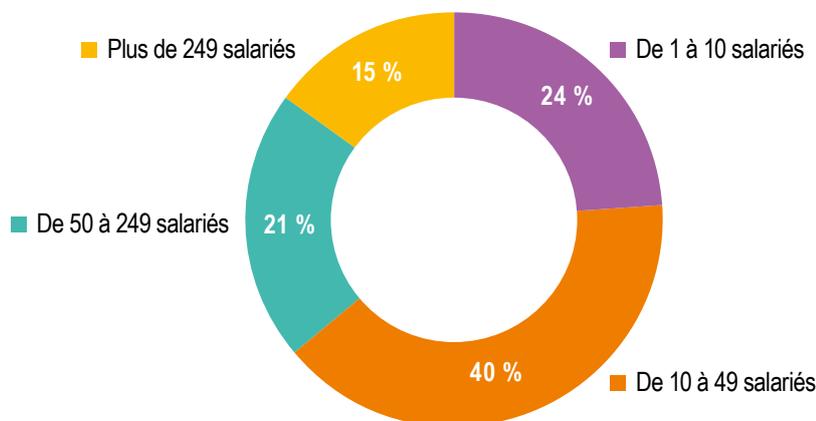
**Tableau 28**  
Répartition sectorielle des injonctions notifiées (en italique, part dans le total)

|                                       |  | 2018   |      | 2019   |      | 2020   |      | 2021   |      | 2022   |      |
|---------------------------------------|--|--------|------|--------|------|--------|------|--------|------|--------|------|
|                                       |  | Nombre | %    |
| Nombres<br>d'injonctions<br>notifiées | CTN A – Métallurgie                      | 100    | 8 %  | 98     | 7 %  | 47     | 6 %  | 71     | 6 %  | 95     | 8 %  |
|                                       | CTN B – BTP                              | 826    | 62 % | 881    | 63 % | 522    | 68 % | 665    | 59 % | 666    | 59 % |
|                                       | CTN C – Transports,<br>EGE...            | 54     | 4 %  | 67     | 5 %  | 29     | 4 %  | 39     | 3 %  | 39     | 3 %  |
|                                       | CTN D – Services...                      | 118    | 9 %  | 125    | 9 %  | 52     | 7 %  | 134    | 12 % | 82     | 7 %  |
|                                       | CTN E – Chimie...                        | 24     | 2 %  | 18     | 1 %  | 12     | 2 %  | 15     | 1 %  | 26     | 2 %  |
|                                       | CTN F – Bois...                          | 50     | 4 %  | 53     | 4 %  | 25     | 3 %  | 38     | 3 %  | 41     | 4 %  |
|                                       | CTN G – Commerces<br>non alimentaires... | 95     | 7 %  | 102    | 7 %  | 51     | 7 %  | 61     | 5 %  | 66     | 6 %  |
|                                       | CTN H – Activités de<br>services I       | 19     | 1 %  | 24     | 2 %  | 15     | 2 %  | 44     | 4 %  | 48     | 4 %  |
|                                       | CTN I – Activités de<br>services II      | 41     | 3 %  | 38     | 3 %  | 18     | 2 %  | 59     | 5 %  | 65     | 6 %  |

Source : données nationales issues d'IFI-CS.

Les microentreprises (moins de 10 salariés) représentent 24 % des injonctions notifiées alors que la part des petites entreprises (10 à 49 salariés) s'élève à 40 %. Les parts des entreprises moyennes (50 à 249 salariés) et des grandes entreprises (plus de 249 salariés), moins importantes, sont respectivement de 21 % et 15 %.

**Figure 24**  
Répartition des injonctions notifiées en 2022 selon les tailles d'entreprises



## / Cotisations supplémentaires

Il s'agit d'une majoration du taux net de cotisation qui peut atteindre 25 %, 50 %, voire 200 % du taux de cotisation et dont la durée peut varier de quelques jours à plusieurs années. Elle peut être imposée à tout employeur qui, après injonction, n'a pas pris les mesures de prévention nécessaires à la réduction du surrisque représenté par les activités qu'il conduit. L'objectif n'est pas de procurer des recettes à l'Assurance Maladie – Risques professionnels, mais d'exercer une pression financière en vue d'inciter à la mise en œuvre la plus rapide des mesures de prévention préconisées par injonction.

Pour rendre les majorations encore plus incitatives, de nouvelles mesures ont été prévues dans l'article 74 de la LFSS 2010, dont la mise en œuvre a été précisée par l'arrêté

du 9 décembre 2010, complété par une circulaire ministérielle du 18 janvier 2011.

Les nouvelles règles de cotisations supplémentaires imposent que :

- la majoration soit au minimum de 25 % de la cotisation initiale ;
- le montant minimal de cette cotisation supplémentaire soit de 3 mois à 25 % et au minimum de 1 000 €.

Les 835 SE concernées par une majoration sur au moins une partie de l'année 2022 ont généré 10,8 M€ de cotisations supplémentaires.

**Tableau 29**

**Nombres et montants des majorations actives en 2022 par année de prise d'effet**

| Année de prise d'effet | Nombre de SE concernées par une majoration sur toute ou partie de l'année 2022 | Montant des majorations en 2022 |
|------------------------|--|---------------------------------|
| Avant 2018             | 120  | 1 057 543 €                     |
| 2018                   | 26   | 560 894 €                       |
| 2019                   | 39   | 741 270 €                       |
| 2020                   | 43   | 402 041 €                       |
| 2021                   | 218  | 3 675 521 €                     |
| 2022                   | 389  | 4 361 726 €                     |
| <b>Total</b>           | <b>835</b>   | <b>10 798 994 €</b>             |

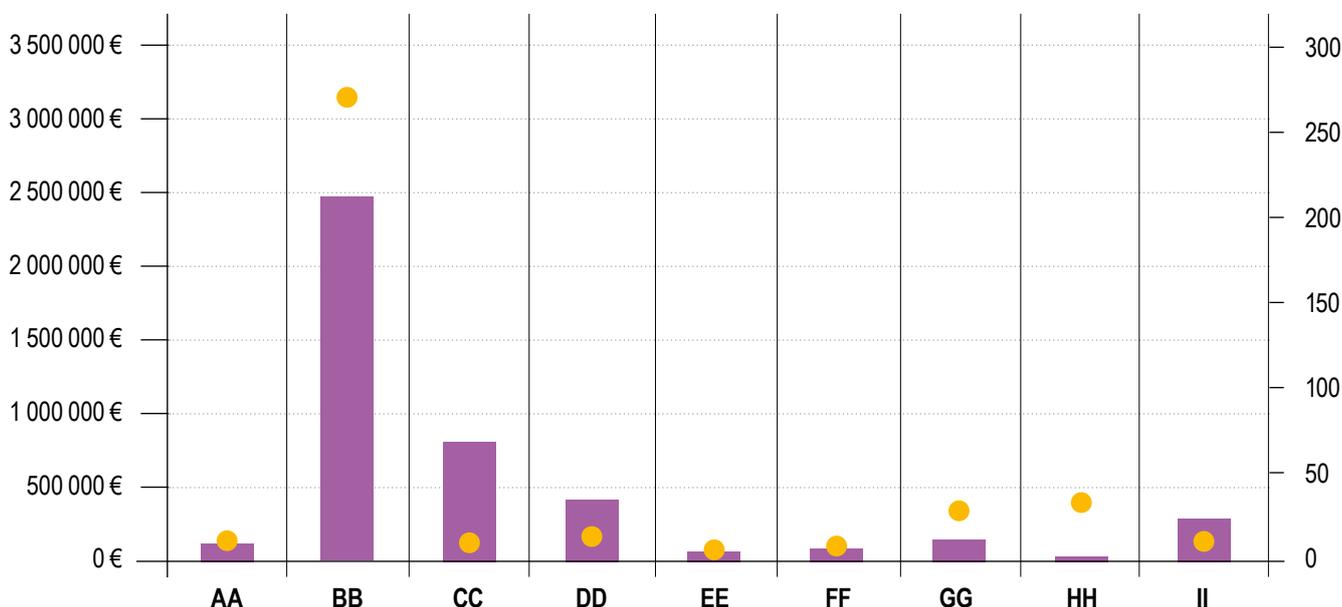
Les activités du BTP sont celles qui ont eu le plus grand nombre de SE concernées par des majorations. Ce secteur a généré à lui seul 50 % des cotisations supplémentaires en 2022.

**Tableau 30**  
**Nombre et montants des majorations actives en 2022 par CTN**

| CTN | Libellé                    | Nombre de SE concernées par une majoration sur toute ou partie de l'année 2022 | En %         | Montant des majorations en 2022 | En %         | Montants moyens de cotisations complémentaires par SE |
|-----|----------------------------|--|--------------|---------------------------------|--------------|---|
| A   | Métallurgie                | 56   | 7 %          | 735 206                         | 7 %          | 13 129  |
| B   | BTP                        | 479  | 57 %         | 5 392 352                       | 50 %         | 11 258  |
| C   | Transports, EGE, livre...  | 26   | 3 %          | 1 097 324                       | 10 %         | 42 205  |
| D   | Services, commerces...     | 85   | 10 %         | 1 285 499                       | 12 %         | 15 124  |
| E   | Chimie, caoutchouc...      | 18   | 2 %          | 535 023                         | 5 %          | 29 723  |
| F   | Bois, ameublement...       | 22   | 3 %          | 250 136                         | 2 %          | 11 370  |
| G   | Commerces non alimentaires | 72   | 9 %          | 693 896                         | 6 %          | 9 637   |
| H   | Activités de services I    | 55   | 7 %          | 49 468                          | 0 %          | 899   |
| I   | Activités de services II   | 22   | 3 %          | 760 090                         | 7 %          | 34 550  |
|     | <b>Total</b>               | <b>835</b>   | <b>100 %</b> | <b>10 798 994</b>               | <b>100 %</b> | <b>12 933</b>   |

Le constat est similaire, pour les 389 nouvelles majorations notifiées en 2022, avec la prédominance des activités du BTP (environ 70 % des nouvelles majorations).

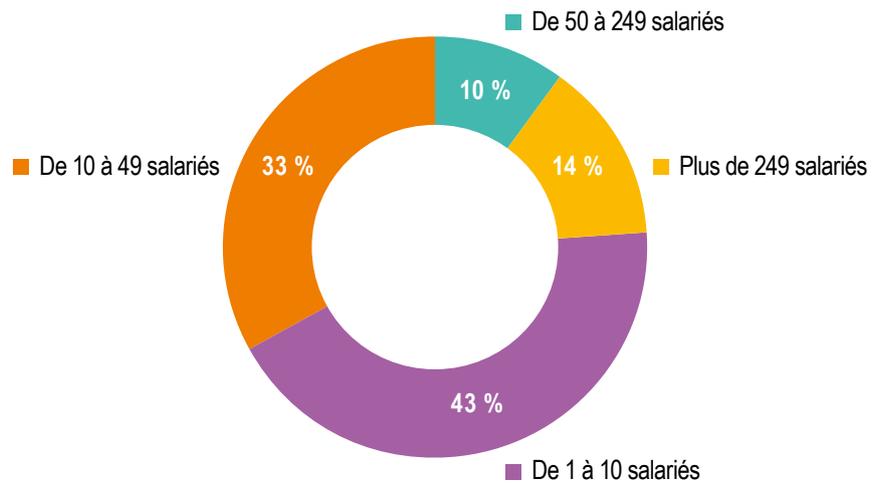
**Figure 25**  
**Montants et nombre des nouvelles majorations notifiées en 2022**



Les nombres de majorations (ronds) se lisent sur l'échelle de droite.  
 Les montants en euros (barres) se lisent sur l'échelle de gauche.

Les microentreprises (moins de 10 salariés) représentent 43 % des majorations notifiées, et la part des petites entreprises (10 à 49 salariés) s'élève à 33 %. Les parts des entreprises moyennes (50 à 249 salariés) et des grandes entreprises (plus de 249 salariés), moins importantes, sont respectivement de 10 % et 14 %.

**Figure 26**  
Majorations notifiées en 2022 réparties par tranches d'effectifs



# Subventions Prévention TPE et contrats de prévention

Contrats de prévention et Subventions Prévention TPE (anciennement aides financières simplifiées ou AFS) sont les dispositifs de la branche AT/MP prévus au titre de l'article [L 422-5 du CSS](#) qui ouvrent la possibilité d'accorder aux entreprises des avances ou des subventions, selon des modalités prévues notamment par un [arrêté du 9 décembre 2010](#).

Les incitations financières ont fait partie des priorités significatives de la COG AT/MP 2018-2022. Celles-ci « *devront être développées et renforcées avec pour objectif de toucher un plus grand nombre d'entreprises* ». La fiche 2.3 de la COG précise notamment :

- en ce qui concerne les contrats de prévention, « *les conventions nationales d'objectifs (CNO) devront être revues pour permettre de les redynamiser et de les adapter aux attentes des secteurs et des entreprises afin de faciliter l'élaboration de contrats de prévention adaptés* » ;

- en ce qui concerne les AFS, « *le déploiement des AFS sera poursuivi. Leur promotion devra être favorisée dans le cadre des partenariats de la branche, en particulier des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) signés avec les Direccte et les services de santé au travail (SST). Les AFS nationales seront élaborées pour soutenir les priorités de prévention de la COG AT/MP. Elles s'articuleront avec l'offre proposée aux entreprises par les SST, qui pourront ainsi relayer les informations relatives à ces programmes, mais également avec toute action de prévention portée par les partenaires de la branche, notamment dans le cadre du Plan santé au travail (PST)* ». 3. L'efficacité des AFS régionales devra être renforcée et rationalisée en les concevant dans une optique de déploiement. »

Toutefois, cette consolidation du dispositif, prévue sur la durée de la COG AT/MP 2018-2022, a été quelque peu perturbée, à commencer par la signature seulement en octobre 2018 de la COG elle-même. À cette mise en œuvre tardive s'ajoute l'effet du contexte particulier de l'année 2020, dominé par la crise liée au Covid-19.

**Tableau 31**  
**Nombres et montants des incitations subventionnelles en 2022**

|  | Nombre 2022  | Rappel 2021 | Rappel 2020 | Montant 2022   | Rappel 2021 | Rappel 2020 |
|--|--------------|-------------|-------------|----------------|-------------|-------------|
| <b>Subventions Prévention TPE<sup>10</sup></b> | <b>6 874</b> | 8 037       | 8 421       | <b>58,4 M€</b> | 69,9 M€     | 57,3 M€     |
| <b>Contrats de prévention</b>                  | <b>954</b>   | 929         | 1 021       | <b>28,5 M€</b> | 27,9 M€     | 35,6 M€     |
| <b>Total</b>                                   | <b>7 828</b> | 8 966       | 9 442       | <b>86,9 M€</b> | 97,8 M€     | 92,9 M€     |

En 2022, **les subventions représentent près de 90 % du nombre de financements distribués et deux tiers des montants, et les contrats, le complément : 10 % du nombre et un tiers des montants.**

<sup>10</sup> Hors Subvention Prévention Covid.

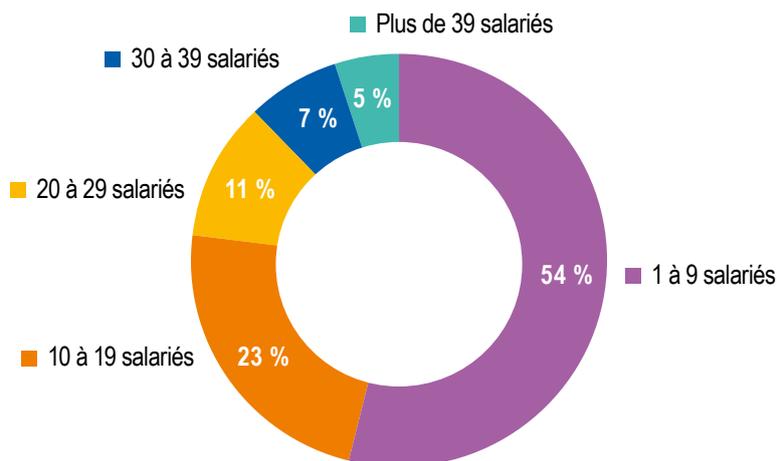
## ● Subventions Prévention TPE

Une baisse du nombre de subventions accordées est à noter en 2022 (6 874 pour 58,4 M€ en 2022, contre 8 037 pour 69,9 M€ en 2021).

Globalement, les Subventions Prévention TPE ciblent principalement les plus petites entreprises puisque 54 % d'entre elles ont été accordées à des entreprises de moins de 10 salariés.

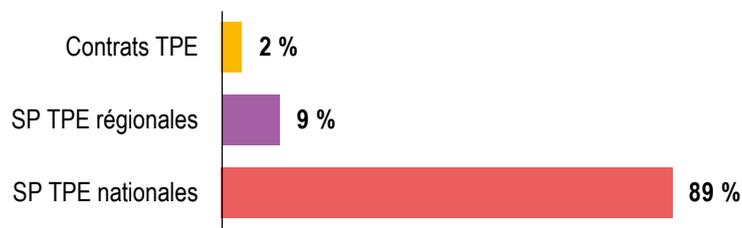
**Figure 27**

**Répartition des Subventions Prévention TPE accordées en 2022 par tranches d'effectifs**



**Figure 28**

**Répartition des Subventions Prévention TPE accordées en 2022**



Après accord formel des partenaires sociaux lors des comités techniques régionaux, chaque caisse régionale propose, pour soutenir ses programmes d'actions régionaux, des Subventions Prévention TPE régionales. En 2022, 591 Subventions Prévention TPE régionales ont été accordées aux entreprises (soit 9 % du total des Subventions Prévention TPE).

En complément, 132 entreprises (2 % du nombre d'aides) ont pu bénéficier d'un contrat TPE (aide financière pour une entreprise de moins de 50 salariés non couverte par une CNO (voir infra « Contrats de prévention »), et donc non éligible à la formule du contrat de prévention.

**Tableau 32**  
**Répartition des Subventions Prévention TPE nationales accordées en 2022 par thématiques**

|                                | Nombre de dossiers payés | Montant payé        |
|--------------------------------|--------------------------|---------------------|
| TMS Pros Action                | 2 221                    | 29 523 615 €        |
| Top BTP*                       | 935                      | 7 159 816 €         |
| TMS Pros Diagnostic            | 773                      | 2 143 972 €         |
| Métiers de bouche              | 539                      | 3 323 065 €         |
| Propreté +                     | 483                      | 1 300 832 €         |
| Airbonus                       | 236                      | 742 057 €           |
| RC Pros Équipements            | 202                      | 725 860 €           |
| Cuisine + sûre                 | 175                      | 1 722 130 €         |
| Soudage + sûr                  | 173                      | 1 810 231 €         |
| Hôtel +                        | 156                      | 1 004 712 €         |
| ASP Domicile                   | 65                       | 284 231 €           |
| Equip'mobile +                 | 44                       | 167 362 €           |
| Stop Amiante                   | 42                       | 207 634 €           |
| Filmeuse +                     | 33                       | 156 075 €           |
| ASP Établissement              | 28                       | 318 820 €           |
| RPS Accompagnement*            | 25                       | 220 294 €           |
| RC Pros Peinture en Menuiserie | 18                       | 215 078 €           |
| Bâtir +                        | 1                        | 10 345 €            |
| Prévention COVID               | 1                        | 5 000 €             |
| Échafaudage +                  | 1                        | 4 428 €             |
| <b>Total</b>                   | <b>6 151</b>             | <b>51 045 557 €</b> |

\* Subventions nouvellement lancées (début 2022).

Les 20 Subventions Prévention TPE nationales ont été octroyées à 6 151 entreprises. Parmi les plus dynamiques figurent :

- « TMS Pros Action », pour le financement de matériel améliorant la prévention des risques de TMS (2 221 entreprises bénéficiaires) ;
- « Top BTP », pour aider à réduire les risques de chutes de plain-pied et de hauteur entre autres (935 entreprises bénéficiaires) ;
- « TMS Pros Diagnostic », afin de financer la formation, l'évaluation et la mise en place d'un plan d'action contre les risques de troubles musculosquelettiques (773 entreprises bénéficiaires).

## ● Contrats de prévention

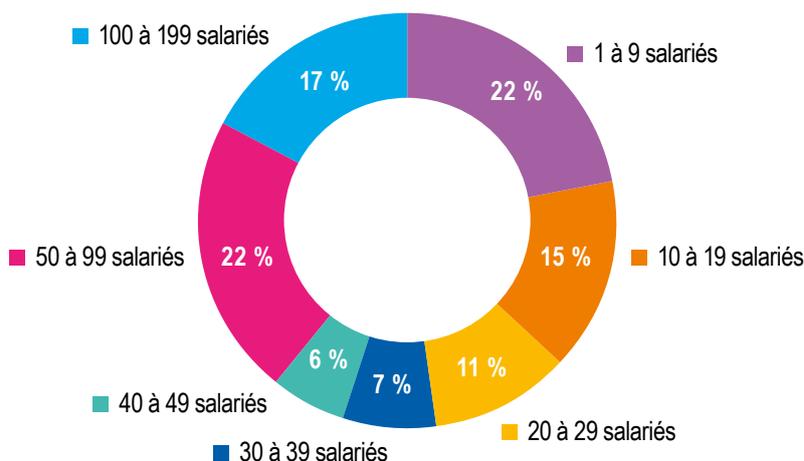
Pour mémoire, et en le disant brièvement, les CNO sont des conventions conclues entre des fédérations professionnelles et la CNAM après avis des CTN, et qui sont un préalable réglementaire à la conclusion de contrats de prévention entre une entreprise employant moins de 200 salariés relevant des secteurs concernés et une caisse régionale.

En 2022, une seule CNO a été mise en place :

| CTN   | Intitulé de la convention                              | Date d'effet |
|-------|--|--------------|
| CTN G | Import-Export de matériels mécaniques et électroniques | 15/04/2022   |

Le nombre de contrats de prévention signés a augmenté en 2022 avec 954 contrats pour un montant de 28,5 M€, contre 929 contrats pour un montant de 27,9 M€ en 2021.

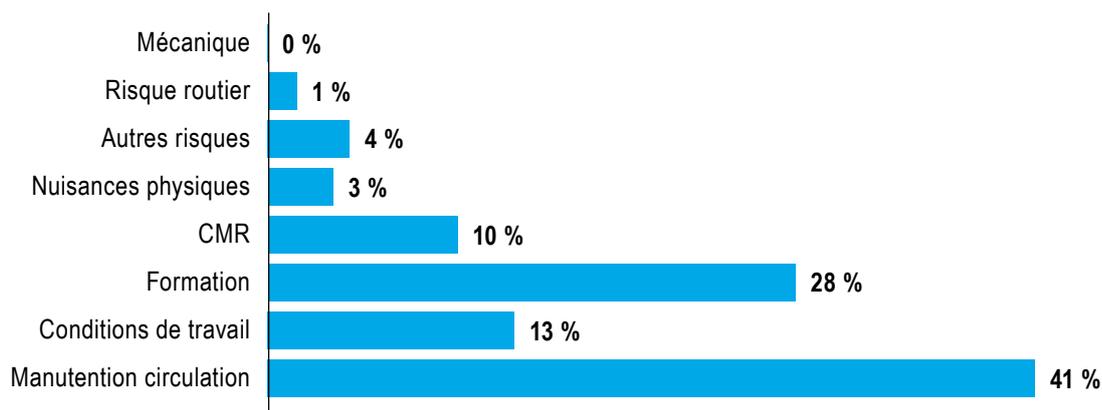
**Figure 29**  
Répartition des contrats de prévention signés en 2022 par tranches d'effectifs



Confirmant la tendance observée ces dernières années, ces aides concernent principalement les entreprises de moins de 50 salariés (61 %).

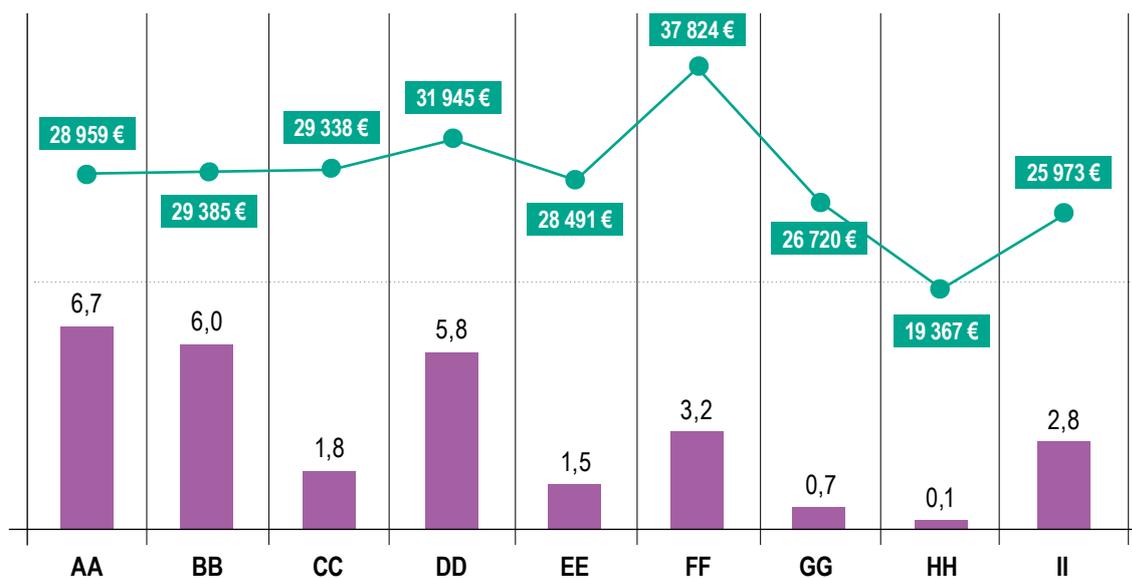
Le contrat de prévention consiste en une avance financière en contrepartie de l'application par l'entreprise d'un programme spécifique de prévention et d'un certain nombre d'actions sur lesquelles l'entreprise s'engage.

**Figure 30**  
Répartition par thématiques des actions financées par les contrats de prévention signés en 2022



Cette répartition confirme l'orientation des investissements sur les priorités nationales (TMS, agents chimiques cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques – CMR –, etc.).

**Figure 31**  
Montant total (en M€) et montant moyen sectoriel accordé par contrat de prévention en 2022



En volume budgétaire, les CTN A, B et D représentent à eux seuls plus de 65 % des contrats de prévention. Néanmoins, l'observation de la ventilation des montants moyens accordés par CTN montre des disparités

relativement importantes également favorables aux CTN B et D, devancés par le CTN F (37 824 € en moyenne par contrat de prévention).

# PRESTATIONS

## Éléments de réparation

### ● Reconnaissance

#### / Volumétrie et taux de reconnaissance

Le Tableau 33 ci-dessous présente les principaux éléments de volumétrie du processus de reconnaissance. Les taux de décisions favorables relatives aux accidents du travail (AT),

aux accidents de trajet et aux maladies professionnelles (MP) de 2022 restent stables.

**Tableau 33**  
**Volumétrie 2022 pour le processus de reconnaissance AT/MP**

| Risque              | 2022<br>Nombre de déclarations (= dossiers complets en année de déclaration) | Évolution par rapport à 2021 | 2022<br>Nombre de reconnaissances (= décisions favorables en année de décision) | 2022<br>Nombre de rejets | Évolution 2021-2022 du nombre de décisions favorables | 2022<br>Taux de décisions favorables | Rappel 2021<br>Nombre de dossiers complets | Rappel 2021<br>Nombre de reconnaissances | Rappel 2021<br>Taux de décisions favorables |
|---------------------|--|------------------------------|---|--------------------------|---|--------------------------------------|--|--|---|
| AT                  | 788 604  | - 5,9 %                      | 744 176   | 47 672                   | - 4,2 %   | 94,0 %                               | 838 018                                    | 776 970                                  | 94,5 %                                      |
| Accidents de trajet | 127 297  | - 0,5 %                      | 123 591   | 3 776                    | 2,8 %   | 97,0 %                               | 127 964                                    | 120 217                                  | 97,1 %                                      |
| MP                  | 111 123  | 0,9 %                        | 66 738  | 37 028                   | 4,3 %   | 64,3 %                               | 110 143                                    | 64 011                                   | 64,4 %                                      |
| Ensemble            | 1 027 024  | - 4,6 %                      | 934 505   | 88 476                   | - 2,8 %   | 91,4 %                               | 1 076 125                                  | 961 198                                  | 92,0 %                                      |

Données nationales.  
Source: Datamart AT/MP (données Orphée).

La décision de reconnaissance pouvant intervenir au cours des années suivant l'année de la déclaration, on ne peut calculer stricto sensu un taux de reconnaissance des déclarations reçues au cours de l'année 2022. C'est pourquoi le Tableau 33 applique les définitions suivantes pour essayer de rendre les choses comparables :

- le nombre de déclarations correspond à la somme des décisions prises en cours d'année (reconnaisances, rejets) et des dossiers reçus en cours d'année mais encore en attente au moment de l'exécution de la requête, c'est-à-dire mi-2023: ce n'est donc pas le nombre de déclarations stricto sensu, mais, sans en être très différent, le nombre de déclarations pour lesquelles une décision de gestion a été prise en cours d'année ;
- le taux de décisions favorables s'affranchit des dossiers classés ; il ne concerne donc que les dossiers complets (déclaration et certificat médical initial – CMI – reçus) sur lesquels on a pu statuer. Si l'on souhaite retenir des ordres de grandeur, **le taux de décisions favorables se situe aux alentours de 95 % pour les AT et les accidents de trajet, et aux alentours de 65 % pour les MP.**

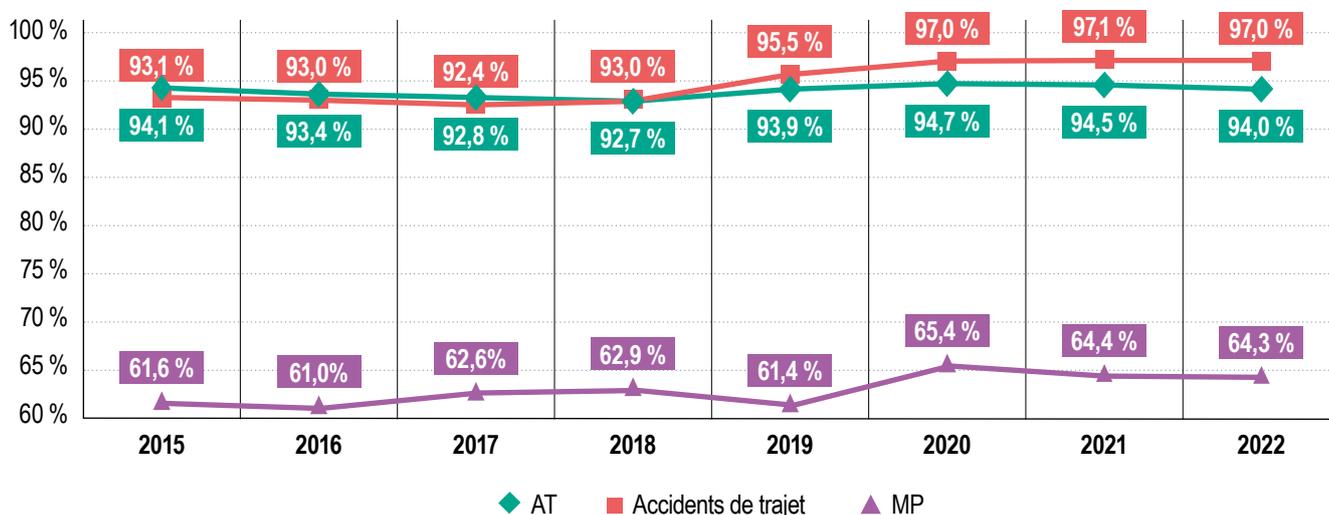
Pour comprendre la suite de ce rapport, il faut noter que les nombres et les évolutions des reconnaissances du Tableau 33 diffèrent de ceux des sinistres «en premier règlement d'une prestation en espèces – PE –» affichés pour les statistiques de sinistralité à la partie «Sinistralité» p. 95, parce qu'il s'agit :

- pour les reconnaissances, des décisions favorables pour tous les dossiers, avec PE ou pas, pour lesquels une décision a été prise en 2022, quelle que soit l'antériorité du sinistre ;
- et, pour les «sinistres en premier règlement», des sinistres reconnus ayant fait l'objet d'une première PE en 2022, quelles que soient leurs dates de survenance et de reconnaissance.

Cela étant dit, sur le Tableau 33 ci-contre, seule l'évolution des reconnaissances des AT est surprenante au regard de l'évolution 2021-2022 du nombre de salariés (+ 3,0%).

Comme le montre la Figure 32, les taux de décisions favorables relatives aux AT et accidents de trajet restent dans leur niveau des années précédentes. En revanche, les MP sont, depuis 2020, sur un plateau qui se situe 3 points au-dessus du taux de 2019. Autrement dit, les taux de décisions favorables sont quasi identiques en 2021 et 2022, et, si perturbation du processus de reconnaissance il y a eu en 2022, elle ne semble pas avoir affecté la prise de décision, qui se fait sur les dossiers complets.

**Figure 32**  
Suivi des taux de décisions favorables relatives aux AT, aux accidents de trajet et aux MP de 2015 à 2022



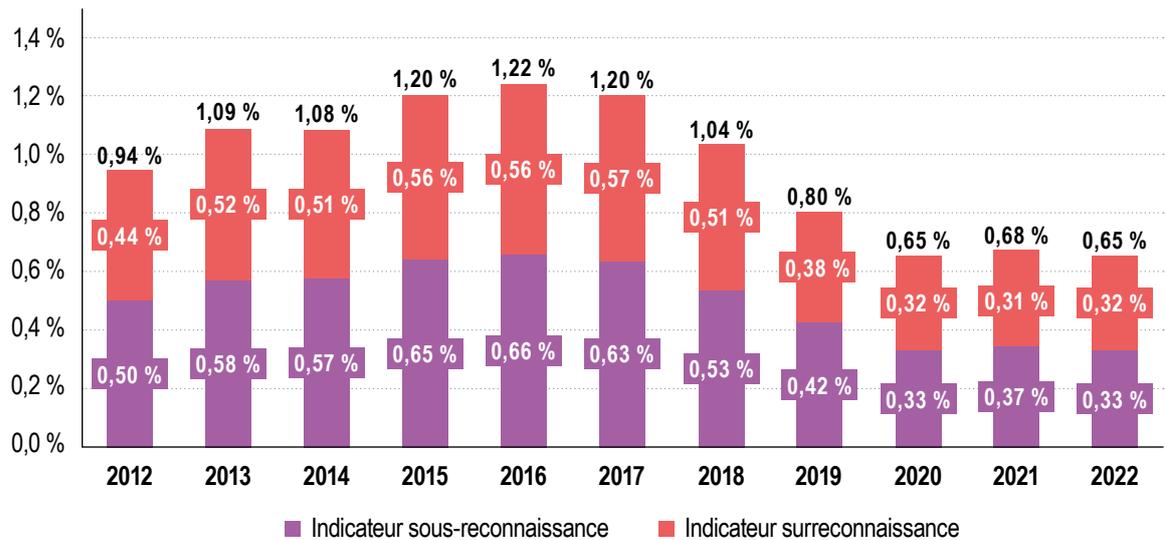
Ce constat est conforté par l'indicateur statistique de la qualité de la reconnaissance AT/MP, qui a été introduit en 2017 pour rendre compte du déroulement de ce processus dans les rapports d'évaluation des politiques de sécurité sociale (anciennement «plans de qualité et d'efficacité» de la loi de financement de la Sécurité sociale).

Il consiste à considérer comme atypiques les parts des taux de reconnaissance des AT, des accidents de trajet et des MP au-delà d'une variabilité «naturelle» qui correspond à celle que l'on observerait entre des caisses primaires d'assurance maladie (CPAM) supposées travailler parfaitement qui se répartiraient au hasard les dossiers de la France entière d'une année donnée selon les volumes qu'elles ont effectivement traités.

Cet indicateur correspond à la part de dossiers dont le taux de reconnaissance s'éloigne d'une dispersion statistique attendue, ce qui ne signifie pas qu'ils ont fait l'objet d'une mauvaise décision. En réalité, cet indicateur, telle une variable de contrôle du processus, fournit seulement un majorant statistique du nombre de dossiers qui auraient pu faire l'objet d'une sous ou d'une surreconnaissance.

Qu'il s'agisse des AT et accidents de trajet ou des MP, les calculs traduisent un net resserrement des CPAM autour de leur pratique moyenne depuis 2020 et viennent confirmer l'amélioration de la qualité du processus de reconnaissance consécutif aux mesures adoptées ces dernières années (cf. la sous-partie «Délais de reconnaissance» p. 55). L'année 2022 ne vient pas modifier ce constat.

**Figure 33**  
**Majorants statistiques des parts de dossiers de reconnaissance des AT ayant pu faire l'objet d'une sous ou d'une surreconnaissance en 2022**

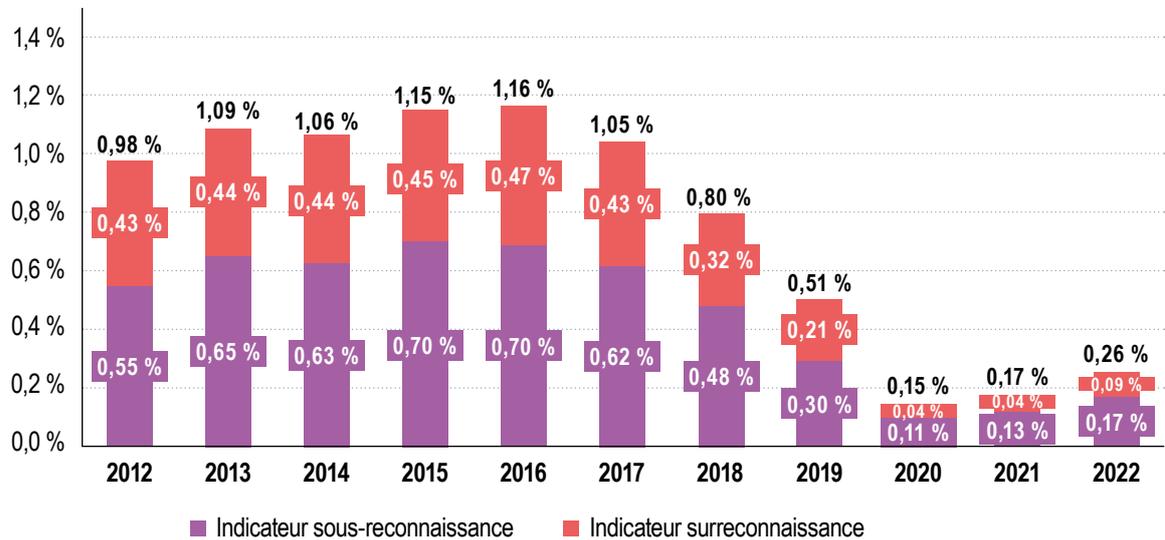


Données nationales.

Source: Datamart AT/MP (données Orphée).

**Clef de lecture :** en 2022, 0,7% des dossiers étaient « atypiques », c'est-à-dire que, toutes choses étant égales par ailleurs, ils avaient 99% de chance d'être traités différemment par une autre caisse que celle qui en a eu la charge.

**Figure 34**  
**Majorants statistiques des parts de dossiers de reconnaissance des accidents de trajet ayant pu faire l'objet d'une sous ou d'une surreconnaissance en 2022**

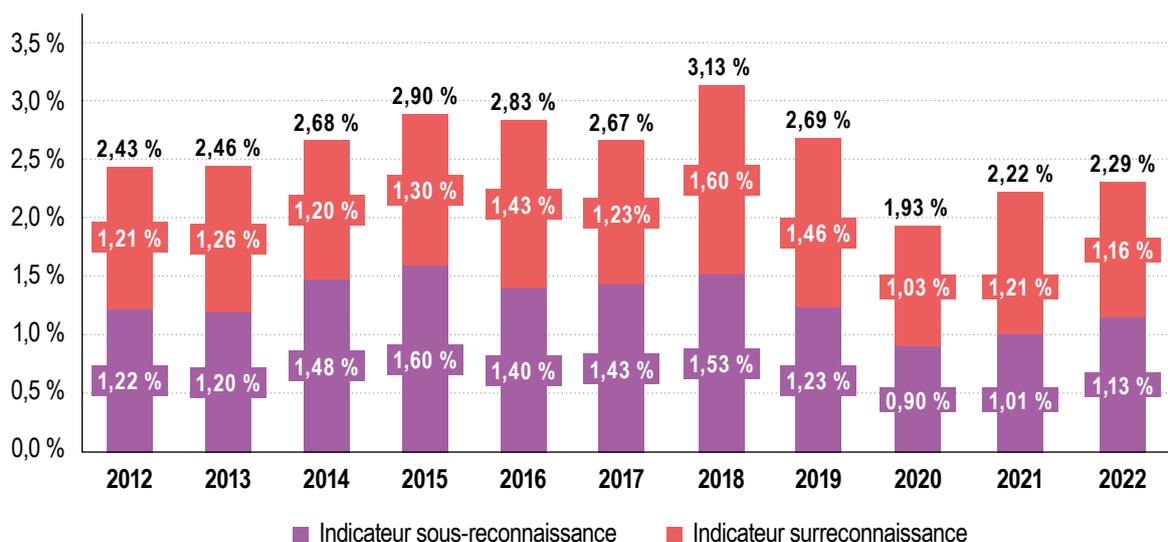


Données nationales.

Source: Datamart AT/MP (données Orphée).

**Clef de lecture :** en 2022, 0,3% des dossiers étaient « atypiques », c'est-à-dire que, toutes choses étant égales par ailleurs, ils avaient 99% de chance d'être traités différemment par une autre caisse que celle qui en a eu la charge.

**Figure 35**  
**Majorants statistiques des parts de dossiers de reconnaissance des MP ayant pu faire l'objet d'une sous ou d'une surreconnaissance en 2022**



Données nationales.

Source: Datamart AT/MP (données Orphée).

**Clef de lecture :** en 2022, 2,3% des dossiers étaient « atypiques », c'est-à-dire que, toutes choses étant égales par ailleurs, ils avaient 99% de chance d'être traités différemment par une autre caisse que celle qui en a eu la charge.

## / Délais de reconnaissance

Pour les accidents, le processus de reconnaissance prévoyait jusqu'à fin novembre 2019 un délai d'un mois extensible à trois mois pour répondre aux besoins de l'instruction. À partir de décembre 2019, au terme d'un délai de dix jours laissé à l'employeur pour exprimer des réserves motivées, le délai d'instruction reste d'un mois pour les AT ou les accidents de trajet pour les cas « simples » ou de quatre-vingts jours pour les cas complexes.

Pour les MP, il était de trois mois, extensible à six. Depuis décembre 2019, il est de quatre mois pour les quelque 80% MP reconnues dans le cadre d'un tableau (alinéa 5

de l'article L 461-1 du Code de la Sécurité sociale – CSS), et de huit mois en tout pour les autres dossiers reconnus par le système dit « complémentaire » (alinéas 7 et 8 du même article).

Ces délais courent à compter de la soumission d'un dossier réglementairement complet. En toute hypothèse, si aucune décision explicite n'est intervenue au terme de ces délais, le sinistre est considéré comme reconnu (reconnaissance implicite). Enfin, des dossiers peuvent être refusés en première décision, puis acceptés ; ils sont dits « repris en charge » ou « reconnus » a posteriori.

**Tableau 34**  
**Statistiques sur les délais d’instruction concernant les reconnaissances des années 2021 et 2022**

|               | Nombre de reconnaissances 2021 | Statistiques sur les délais de reconnaissance (en nombre de jours) |     |     |     |              |     |     |     |
|---------------|--------------------------------|--|-----|-----|-----|--------------|-----|-----|-----|
|               |                                | Délai moyen  | P5  | P10 | P25 | Délai médian | P75 | P90 | P95 |
| <b>AT</b>     | 776 970                        | <b>24</b>  | 3   | 7   | 11  | <b>13</b>    | 17  | 31  | 86  |
| <b>Trajet</b> | 120 217                        | <b>25</b>  | 2   | 6   | 11  | <b>13</b>    | 18  | 29  | 85  |
| <b>MP</b>     | 64 011                         | <b>166</b>   | 113 | 113 | 116 | <b>118</b>   | 166 | 228 | 263 |

|               | Nombre de reconnaissances 2022 | Statistiques sur les délais de reconnaissance (en nombre de jours) |     |     |     |              |     |     |     |
|---------------|--------------------------------|--|-----|-----|-----|--------------|-----|-----|-----|
|               |                                | Délai moyen  | P5  | P10 | P25 | Délai médian | P75 | P90 | P95 |
| <b>AT</b>     | 744 176                        | <b>26</b>  | 3   | 7   | 13  | <b>16</b>    | 21  | 29  | 85  |
| <b>Trajet</b> | 123 591                        | <b>26</b>  | 2   | 6   | 13  | <b>15</b>    | 21  | 28  | 84  |
| <b>MP</b>     | 66 738                         | <b>164</b>   | 113 | 113 | 116 | <b>119</b>   | 166 | 229 | 249 |

Données nationales.

Source: Datamart AT/MP (données Orphée).

(P5, P10, P25... correspondent aux quantiles 5%, 10%, 25%: ainsi, P25 = 3 signifie que 25% des AT ont eu un délai de reconnaissance inférieur ou égal à 3 jours.)

## ● Dématérialisation

En 2022, 79,6% des déclarations d’AT et de trajet ont été transmises via le portail Net-entreprises.

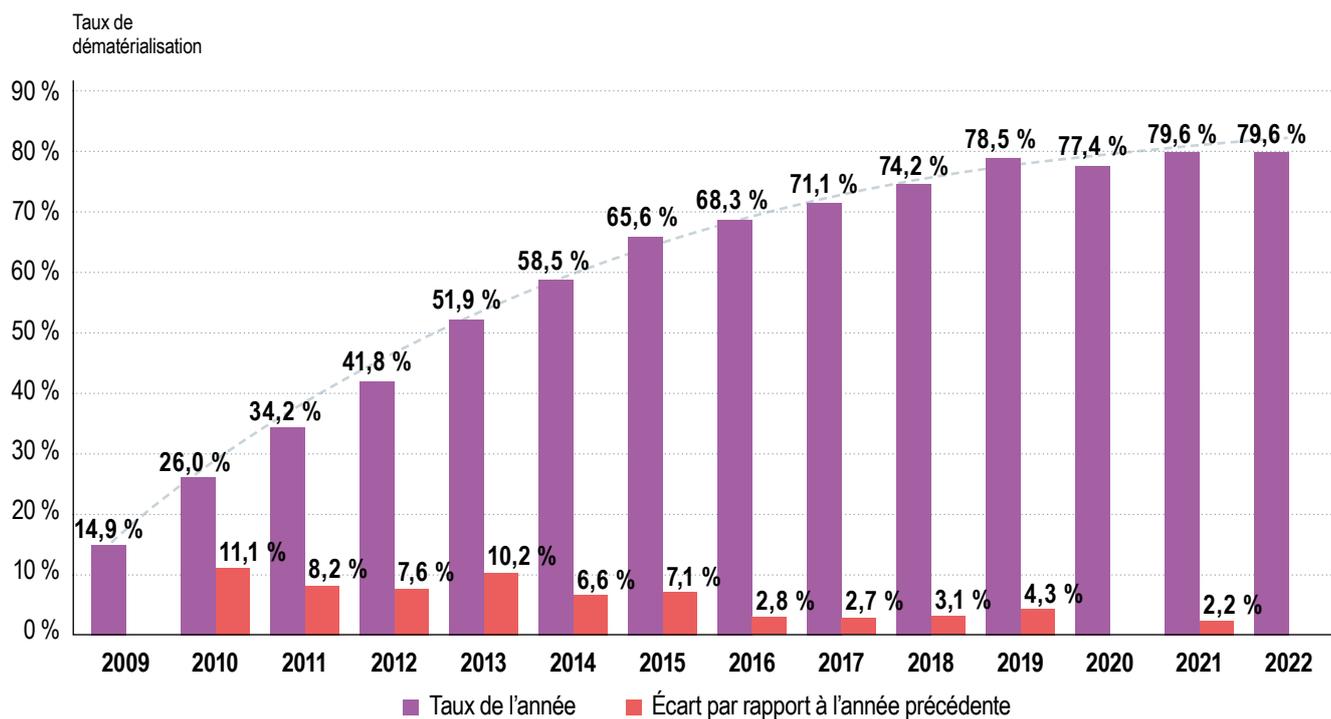
Jusqu’en 2019, la courbe revêtait l’allure classique des montées en charge constatées sur les dispositifs nouveaux, qui connaissent un démarrage linéaire, puis un ralentissement de leur progression au fil du temps. On constate sur la Figure 36 un léger décrochage par rapport à cette tendance depuis 2020, qui s’explique bien pour l’année 2020.

Depuis fin 2015, les certificats médicaux AT/MP (certificats de prolongation, de rechute, de nouvelles

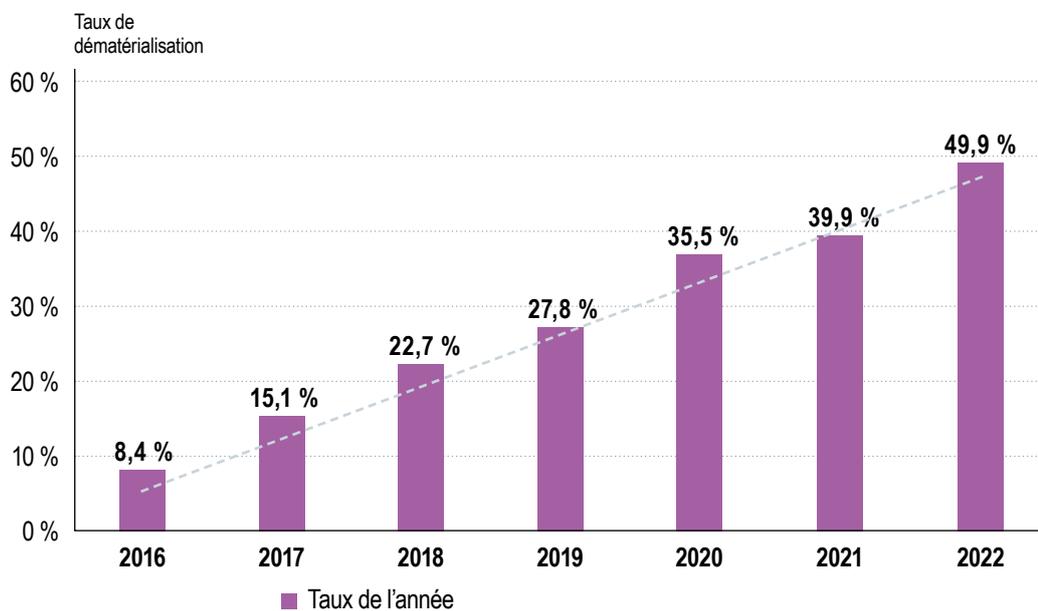
lésions, CMI...) peuvent aussi être transmis par les médecins sous forme dématérialisée, l’enjeu étant d’améliorer le processus comme cela a pu être fait pour la déclaration d’AT. Entre 2016 et 2021, le nombre de certificats médicaux dématérialisés, initiaux et de prolongation, a augmenté, passant respectivement de 502 000 à 2 500 000.

À partir de 2022, l’information étant accessible, le taux de dématérialisation est calculé sur les seuls certificats initiaux, qui sont au nombre d’environ 700 000, ce qui explique la dizaine de points supplémentaires constatée entre 2021 et 2022 sur la Figure 37.

**Figure 36**  
**Évolution du taux de dématérialisation des déclarations d'AT et d'accidents de trajet**



**Figure 37**  
**Évolution du taux de dématérialisation des certificats médicaux de 2016 à 2022**



Calcul sur l'ensemble des certificats (initiaux et de prolongation) jusqu'en 2021, et sur les seuls certificats initiaux à partir de 2022.

## Prestations versées

On distingue en matière d'AT et de MP, comme dans l'assurance maladie en général, deux types de prestations, à savoir :

- **les prestations en nature** (PN), qui correspondent aux frais médicaux de tous types : consultations, médicaments, examens, analyses, hospitalisations, prothèses... ;
- **et les prestations en espèces** (PE), revenus de remplacement en situation d'incapacité temporaire ou IT (indemnités journalières – IJ – versées en cas d'arrêt de travail) ou en situation d'incapacité permanente ou IP (indemnités en capital – IC – en cas d'incapacité inférieure à 10% ou rente viagère au-delà).

Les données de ce chapitre sont directement issues des systèmes statistiques branchés sur les systèmes de gestion car ce sont les seules données utilisables pour les analyses présentées. Elles diffèrent des données de la

partie « Résultat » p. 8 fournies par la comptabilité, qui, par principe et par construction, est amenée à retraiter les données de gestion selon ses règles propres, notamment en y intégrant des provisions ad hoc. Toutes les données financières sont exprimées en euros courants.

Le montant total des prestations servies en 2022 augmente de 3,5% par rapport à 2021, ce qui est comparable à la hausse enregistrée en 2021. Cette croissance globale est portée majoritairement par les montants des IJ, qui représentent 43% des dépenses, et dont la croissance se poursuit en 2022 (+ 6,2% par rapport à 2021). Les montants de l'IP, qui représentent 47% des dépenses, portent aussi cette année une partie de la croissance (+ 2,3% par rapport à 2021), sachant que ce poste de dépenses était resté relativement stable les années précédentes. Les montants des PN jouent pour 10% de la dépense, en recul de 2% par rapport à 2021.

**Tableau 35**

**Montants des prestations servies pour les années 2018 à 2022 (en M€) et évolution par rapport à l'année précédente**

| Année       | PN         |                | PE           |              |              |              | Total (PN + PE) |              |
|-------------|------------|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------|--------------|
|             | Montant    | % d'évo.       | IT           |              | IP           |              | Montant         | % d'évo.     |
|             |            |                | Montant      | % d'évo.     | Montant      | % d'évo.     |                 |              |
| 2018        | 992        | - 1,9 %        | 3 191        | 7,0 %        | 4 336        | 0,7 %        | 8 519           | 2,7 %        |
| 2019        | 944        | - 4,8 %        | 3 446        | 8,0 %        | 4 354        | 0,4 %        | 8 745           | 2,6 %        |
| 2020        | 872        | - 7,6 %        | 3 650        | 5,9 %        | 4 284        | - 1,6 %      | 8 807           | 0,7 %        |
| 2021        | 956        | 9,6 %          | 3 846        | 5,4 %        | 4 294        | 0,2 %        | 9 096           | 3,3 %        |
| <b>2022</b> | <b>937</b> | <b>- 2,0 %</b> | <b>4 084</b> | <b>6,2 %</b> | <b>4 393</b> | <b>2,3 %</b> | <b>9 413</b>    | <b>3,5 %</b> |

Données nationales.

Sources : « Statistiques mensuelles » France métropolitaines (direction de la stratégie, des études et des statistiques de la Caisse nationale d'assurance maladie – CNAM/DSES) + statistiques DOM (CNAM/DSES) pour les PN ; Datamart AT/MP pour les PE.

## ● Prestations en nature

Les montants des PN ont été établis à partir du total statistique des dépenses, duquel ont été retranchées les PE.

Après plusieurs années d'évolution à la baisse, les PN en AT/MP ont connu une hausse marquée en 2021, avec plus de 10% de croissance par rapport à 2020. Cette évolution est à mettre en regard de la forte baisse en 2020 liée à la crise sanitaire du Covid-19, qui avait entraîné une baisse des AT.

En 2022, le montant des PN s'inscrit en recul de 2% par rapport à 2021 ; il reste cependant de l'ordre de 950 M€, comme c'était déjà le cas en 2019 et en 2021 (cf. Tableau 35).

Pour mémoire, les PN servies par la branche maladie ressortent dans l'intervalle 150-160 Mds€ sur 2018-2019 et dans l'intervalle 170-180 Mds€ sur 2020-2021-2022. Mais les évolutions ne sont en rien comparables avec les évolutions en AT/MP, non seulement car les montants ne sont pas du même ordre de grandeur, mais surtout car les périmètres de la branche maladie changent au cours de la période avec l'intégration du régime social des indépendants en 2020 et la sortie des dépenses du médico-social en 2021 consécutive à la création de la cinquième branche autonomie.

**Tableau 36**  
**Montants des PN servies par la branche maladie de 2018 à 2022 (en M€)**

| Année    | 2018    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    |
|----------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Montant  | 153 257 | 158 188 | 177 447 | 171 886 | 180 282 |
| % d'évo. | - 5,4 % | - 1,9 % | - 4,8 % | - 7,6 % | 9,6 %   |

Données nationales.

Sources : « Statistiques mensuelles » France métropolitaine CNAM/DSES + statistiques DOM CNAM/DSES.

### / Remboursements en AT/MP pour les soins exécutés en ville

En AT/MP, la prise en charge des soins médicaux à 100 % du tarif des responsabilités, et à 150 % des soins dentaires ou de l'achat ou de la location de dispositifs médicaux inscrits sur une liste dédiée, dite « LPP » (liste des produits et prestations), permet un niveau de couverture élevé. Celle-ci n'est toutefois pas complète, en raison des possibles dépassements ou des tarifs supérieurs à la base de remboursement.

Sur les 937 M€ remboursés en AT/MP en 2022 pour des PN, les remboursements pour les soins de ville en représentent à peu près la moitié. Le Tableau 37 présente le montant total remboursé en AT/MP ainsi que le montant remboursé moyen et le taux de remboursement moyen

par bénéficiaire pour l'année 2022, selon neuf postes de dépenses dispensés en soins de ville pour la partie PN. La biologie et les soins infirmiers ont été regroupés au sein d'une même catégorie, l'essentiel des dépenses liées à la biologie étant des soins infirmiers.

À l'exception des soins dentaires, la prise en charge par l'Assurance Maladie pour un bénéficiaire est supérieure à 90% en moyenne. En particulier, pour les postes les plus importants en termes de dépenses tels que la kinésithérapie et les consultations de médecins généralistes et de spécialistes, les taux de remboursement moyens par bénéficiaire sont respectivement de 99% pour les deux premiers et de 95% pour le dernier.

**Tableau 37**

**Taux moyens de remboursement par bénéficiaire en AT/MP selon les principaux postes de dépenses en 2022**

| Poste                 | Montant total remboursé (en €) | Montant moyen remboursé par patient (en €) | Taux de remboursement moyen par bénéficiaire (écart type) |
|-----------------------|--------------------------------|--|---|
| Généralistes          | 75 675 129                     | 88   | 99 % (+/- 8 %)  |
| Spécialistes          | 113 372 451                    | 179  | 95 % (+/- 17 %)   |
| Kinésithérapie        | 158 136 517                    | 442  | 99 % (+/- 7 %)  |
| Obstétrique           | 18 870                         | 78   | 99 % (+/- 6 %)  |
| Biologie + infirmier  | 19 553 993                     | 141  | 96 % (+/- 8 %)  |
| Pharmacie             | 30 177 641                     | 62   | 99 % (+/- 7 %)  |
| Dentaire (dont 150 %) | 756 901                        | 135  | 89 % (+/- 25 %)   |
| LPP (dont 150 %)      | 42 182 067                     | 137  | 97 % (+/- 11 %)   |

Données nationales.

Source : système national d'information interrégimes de l'Assurance Maladie (Sniiram).

On note que les soins dentaires se distinguent, avec un remboursement moyen par bénéficiaire plus faible (89%) et une dispersion plus importante. En effet, quelques bénéficiaires ont des restes à charge (RAC) très élevés impactant le taux de remboursement global des soins dentaires en AT/MP, qui ne s'élève plus qu'à 49%. Ceci est l'objet du Tableau 38 suivant.

Afin d'estimer le montant de ces RAC, le Tableau 38 présente les montants moyens restant à la charge des bénéficiaires en AT/MP en 2022, ainsi que des éléments de dispersion. En ce qui concerne les soins dentaires, si plus des trois quarts des bénéficiaires ne paient aucun RAC, 10% ont un RAC supérieur à 360 €, 5% supérieur à 898 € et 1% supérieur à 2 620 €. Ainsi, pour les soins dentaires, le montant moyen du RAC pour un bénéficiaire est de 139 €.

**Tableau 38**

**Montants des RAC par bénéficiaire en AT/MP en 2022**

| Poste                 | Moyenne | Médiane | 3 <sup>e</sup> quartile | 90 <sup>e</sup> centile | 95 <sup>e</sup> centile | 99 <sup>e</sup> centile | Écart type |
|-----------------------|---------|---------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|------------|
| Généralistes          | 0 €     | 0 €     | 0 €                     | 0 €                     | 0 €                     | 5 €                     | 6 €        |
| Spécialistes          | 30 €    | 0 €     | 1 €                     | 31 €                    | 100 €                   | 774 €                   | 168 €      |
| Kinésithérapie        | 2 €     | 0 €     | 0 €                     | 0 €                     | 0 €                     | 22 €                    | 33 €       |
| Obstétrique           | 1 €     | 0 €     | 0 €                     | 0 €                     | 0 €                     | 28 €                    | 6 €        |
| Pharmacie             | 0 €     | 0 €     | 0 €                     | 0 €                     | 0 €                     | 1 €                     | 1 €        |
| Biologie + infirmier  | 4 €     | 2 €     | 5 €                     | 11 €                    | 17 €                    | 30 €                    | 6 €        |
| Dentaire (dont 150 %) | 139 €   | 0 €     | 0 €                     | 360 €                   | 898 €                   | 2 620 €                 | 519 €      |
| LPP (dont 150 %)      | 7 €     | 0 €     | 0 €                     | 3 €                     | 12 €                    | 105 €                   | 213 €      |

Données nationales.

Source : Sniiram.

On voit ainsi que, si, pour la majorité des bénéficiaires, le RAC est nul en AT/MP, il existe toutefois certaines situations dans lesquelles le RAC est non négligeable. Cela est particulièrement vrai pour les soins dentaires et, dans une moindre mesure, pour les soins de spécialistes. La

prise en charge à 150% de la base de remboursement permet une amélioration considérable du taux de remboursement pour la LPP, qui permet de couvrir au global 95% des dépenses, mais cette amélioration est plus modeste dans certains cas pour les soins dentaires.

## / Focus sur les remboursements complémentaires (LPP et dentaire) en AT/MP

Parmi les PN, une amélioration de la prise en charge des produits et prestations remboursables (LPP) et des prothèses dentaires a été mise en place début 2009 en réduisant le RAC par application d'un coefficient multiplicateur sur les tarifs de responsabilité.

À la suite de cette disposition, on observait dès la mi-2009 une montée en charge des remboursements associés (réglés sous forme de compléments de remboursement). Depuis, ils ont augmenté de façon progressive au cours du temps jusqu'en 2015, année qui semble marquer un léger fléchissement. De 2015 à 2019, les montants remboursés sont relativement stables, avant une baisse

en 2020, due à la baisse des remboursements de LPP, suivie d'une nouvelle hausse en 2021, tirée par la LPP. En 2022, ils représentent 1,97 M€, en légère augmentation de 1,5% par rapport à 2021, pour 132 744 bénéficiaires (132 440 pour la LPP, 319 pour les soins dentaires). Le nombre de bénéficiaires, par contre, est en baisse de 16% par rapport à 2021. La hausse des montants remboursés est liée essentiellement aux produits et prestations de la liste LPP. La part de remboursement complémentaire relatif aux prothèses dentaires représente 1,75% des montants complémentaires remboursés à ce titre en 2022, stable par rapport à 2021.

**Tableau 39**

**Montants complémentaires (en €) dentaires et LPP faisant l'objet d'un remboursement à 150 % en AT/MP de 2009 à 2022**

| Année       | Total compléments AT | Dont « complément AT 150 % LPP » | Dont « complément AT 150 % dentaire » |
|-------------|----------------------|----------------------------------|---------------------------------------|
| 2009        | 110 663              | 98 018                           | 12 644                                |
| 2010        | 838 112              | 793 372                          | 44 740                                |
| 2011        | 1 148 640            | 1 095 874                        | 52 766                                |
| 2012        | 1 551 339            | 1 499 956                        | 51 384                                |
| 2013        | 1 981 954            | 1 933 000                        | 48 954                                |
| 2014        | 2 230 807            | 2 177 795                        | 53 012                                |
| 2015        | 2 269 244            | 2 226 203                        | 43 121                                |
| 2016        | 2 029 903            | 1 977 274                        | 52 629                                |
| 2017        | 1 975 239            | 1 933 579                        | 41 660                                |
| 2018        | 2 058 083            | 2 010 008                        | 48 075                                |
| 2019        | 2 044 875            | 2 019 859                        | 25 016                                |
| 2020        | 1 727 856            | 1 687 566                        | 40 290                                |
| 2021        | 1 940 460            | 1 906 386                        | 34 074                                |
| <b>2022</b> | <b>1 969 838</b>     | <b>1 935 320</b>                 | <b>34 158</b>                         |

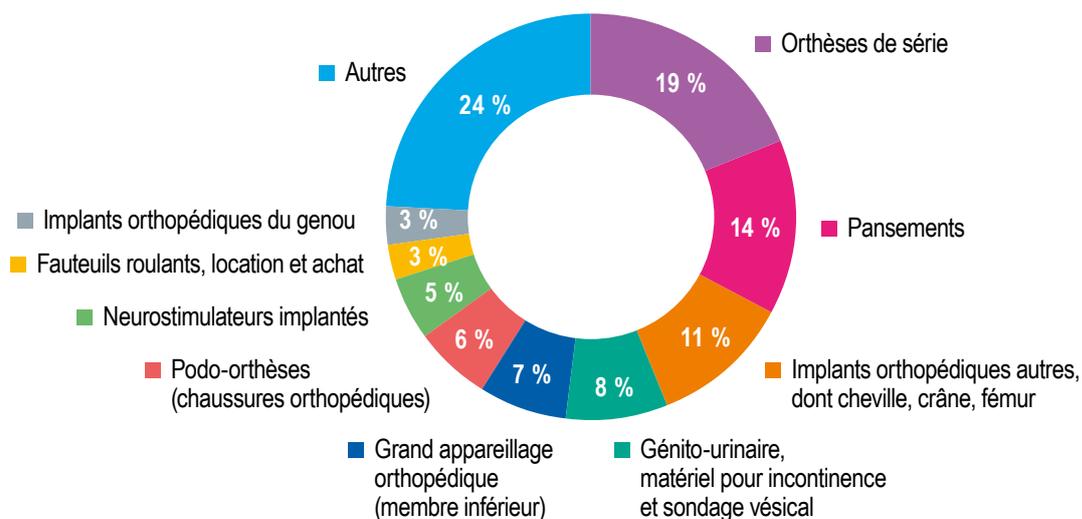
Données nationales.  
Source: Sniiram.

## / Produits et prestations (LPP) remboursés en AT/MP

En 2022, les montants remboursés pour les dispositifs médicaux inscrits dans la LPP remboursés au titre des salariés victimes des AT/MP s'élèvent à plus de 32 M€ hors complément à 150% (données nationales; sources: « Statistiques mensuelles » France métropolitaine CNAM/DSES + statistiques DOM CNAM/DSES).

Les dispositifs médicaux peuvent être classés selon une méthodologie développée par la CNAM, appelée « transcodage ». Elle permet de décliner quelque 4 000 codes affinés LPP en classes thérapeutiques. La Figure 38 page suivante présente les 9 principales catégories de produits de la LPP représentant chacune plus de 2% de l'ensemble des montants remboursés pour la LPP, hors complément.

**Figure 38**  
Répartition des montants remboursés en LPP en AT/MP en 2022 (hors 150 %)



Données nationales.  
Source : Sniiram.

## ● Incapacité temporaire

### / Évolutions comparées entre les branches

Les IJ versées au titre des AT/MP représentent près de 4,1 Mds€ en 2022. Elles restent donc à la hausse en 2022, avec une augmentation de 6,2% par rapport à 2021. Cette hausse est un peu plus élevée que celles constatées les

deux années précédentes (+5,9% en 2020, +5,4% en 2021), et s'inscrit en léger recul par rapport aux augmentations de 2018 et 2019, qui étaient respectivement de 7,0% et de 8,0% (voir Tableau 40).

**Tableau 40**  
Montants (en M€) des IJ pour les risques AT/MP et maladie de 2018 à 2022 et évolution d'une année sur l'autre

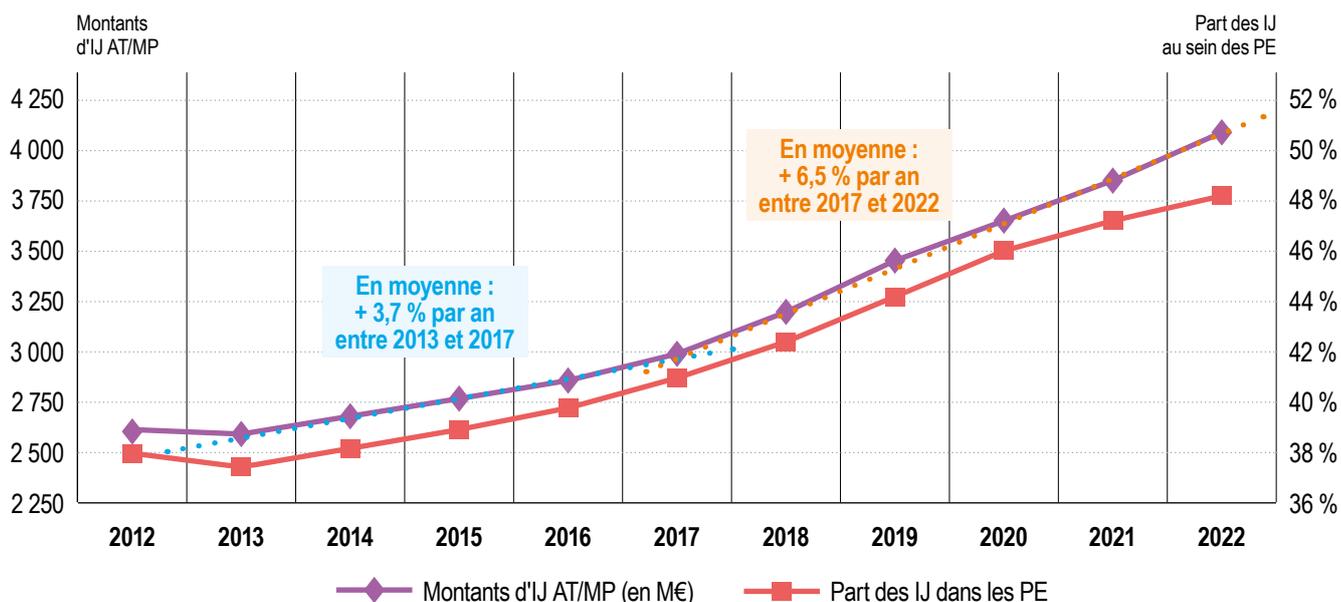
| Année | IJ AT/MP |          | IJ maladie |          | IJ dérogatoires |          |
|-------|----------|----------|------------|----------|-----------------|----------|
|       | Montant  | % d'évo. | Montant    | % d'évo. | Montant         | % d'évo. |
| 2018  | 3 191    | 7,0 %    | 7 736      | 4,5 %    |                 |          |
| 2019  | 3 446    | 8,0 %    | 7 995      | 3,3 %    |                 |          |
| 2020  | 3 650    | 5,9 %    | 9 162      | 14,6 %   | 1 117           |          |
| 2021  | 3 846    | 5,4 %    | 9 128      | -0,4 %   | 485             | -56,6 %  |
| 2022  | 4 084    | 6,2 %    | 9 810      | 7,5 %    | 1 509           | 211,4 %  |

Données nationales.  
Sources : Datamart AT/MP pour les IJ AT/MP – système national des données de santé/Datamart de consommation interrégimes (SNDS/DCIR) sur le champ du régime général hors travailleurs indépendants pour les IJ maladie.

En euros courants, le montant des IJ AT/MP demeure donc en augmentation depuis 2014, comme le montre la Figure 39. Sur cette dernière décennie, la croissance des IJ AT/MP s'est accélérée depuis 2018, avec une augmentation moyenne de 6,5% par an sur la période 2017-2022, contre une augmentation moyenne de 3,7% par an sur la période 2013-2017.

La part des montants d'IJ au sein des PE versées par la branche AT/MP a donc pris 10 points, passant de 38% en 2012 à 48% en 2022.

**Figure 39**  
Évolution des montants d'IJ versés par la branche AT/MP sur la période 2012-2022 et part de ces montants au sein des PE



De leur côté, les IJ maladie représentent, sur le champ des travailleurs salariés, 9,8 Mds€ en 2022, en augmentation de 7,5% par rapport à 2021. Cette augmentation fait suite aux années 2020 et 2021, qui s'étaient démarquées des années précédentes avec un écart à la hausse de plus de 1 Md€, en relation avec le contexte d'épidémie de Covid-19 et de crise sanitaire associée.

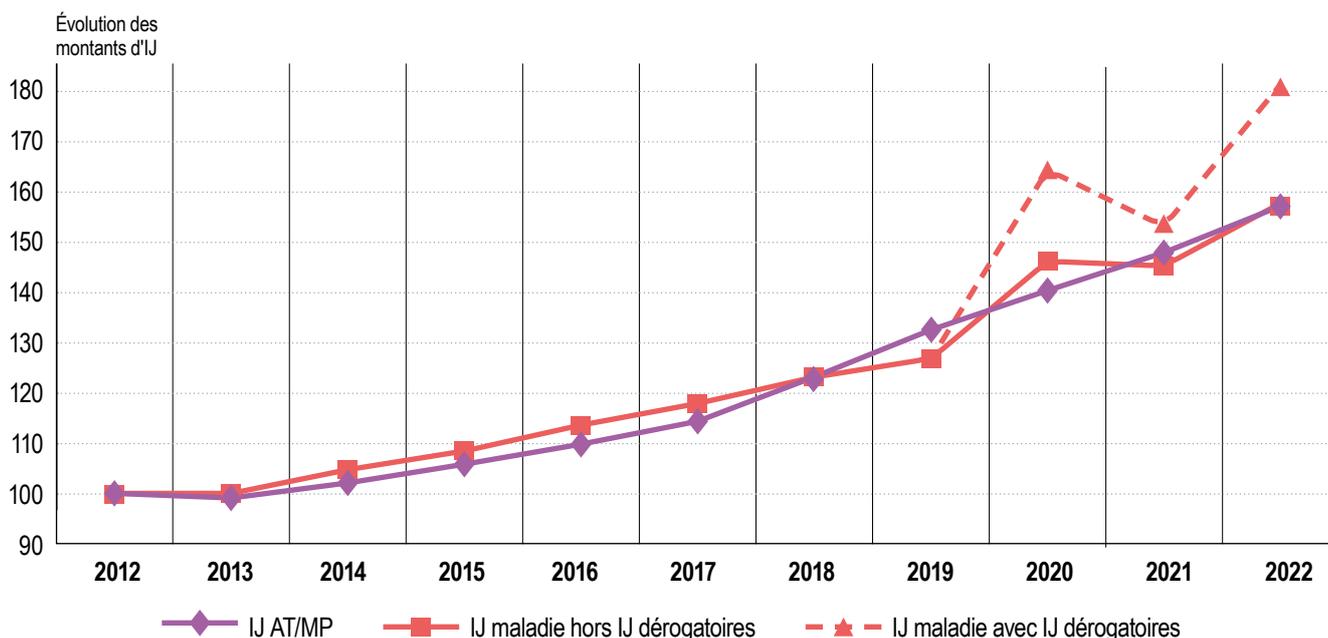
Par ailleurs, dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19, un dispositif d'indemnisation dérogatoire des arrêts de travail a été créé pour certains publics. Concernant les arrêts des « assurés vulnérables » ou des « personnes à risque élevé », les arrêts pour garde d'enfants, ainsi que les arrêts des cas contact ou parents de cas contact, ces IJ dérogatoires ont nettement augmenté en 2022, représentant 1,5 Md€, soit 3 fois plus que ce qui a été payé en 2021. Ce dispositif a pris fin début 2023.

Hors IJ dérogatoires, les IJ versées en maladie représentent globalement entre 2,3 et 2,5 fois le montant des IJ AT/MP suivant les années.

Les évolutions comparées de ces montants d'IJ sur la dernière décennie par la Figure 39 montre que les IJ respectivement servies par les branches AT/MP et maladie ont connu les mêmes inflexions jusqu'en 2017. Elles sont donc en partie affectées par des phénomènes communs, ce qui peut justifier des actions communes de gestion du risque. Cependant, comme il a été vu plus haut, les dernières années sont marquées par des différences importantes :

- en 2018 et 2019, l'augmentation des IJ apparaît plus sensible en AT/MP et l'écart s'est même accentué en 2019 ;
- en 2020, l'épidémie de Covid-19 et le contexte de crise sanitaire se sont particulièrement répercutés sur les IJ prises en charge en maladie.

**Figure 40**  
**Comparaison des évolutions des IJ servies par les branches AT/MP et maladie sur la période 2012-2022**  
 (base 100 en 2012)



**NB :** la figure est présentée en base 100 de façon à pouvoir comparer les évolutions de montants qui sont de niveaux différents.

### / Décomposition de l'évolution des montants d'IJ AT/MP

La compréhension de l'évolution des montants d'IJ est une question récurrente de l'Assurance Maladie. Sur ce sujet, une différence structurante entre les deux branches tient au fait que les IJ de la branche AT/MP peuvent être toutes rattachées à leur fait générateur, qui est un sinistre reconnu.

Ainsi, en première approche, l'objectif est d'arriver à décomposer la différence de montant d'IJ AT/MP entre deux années successives, en un effet « volume » lié

à l'évolution du nombre de sinistres avec IJ, un effet « durée » lié aux durées d'arrêt et un effet « prix » lié à la valeur de la journée d'IJ.

Pour mettre en œuvre cette décomposition, les différents indicateurs IJ ont été établis au sein du Tableau 41. Selon cette approche, qui ne concerne donc que les IJ d'une année donnée, le nombre moyen de jours d'IJ par sinistre s'établit en moyenne à 79 jours en 2022 et le coût moyen d'IJ, à 4 158 €.

**Tableau 41**  
**Indicateurs IJ AT/MP de 2018 à 2022 et évolution d'une année sur l'autre**

|   | Année      |            |            |            |                   | Évolution par rapport à l'année précédente |          |         |                |
|---|------------|------------|------------|------------|-------------------|--|----------|---------|----------------|
|   | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       | 2022              | 2019                                       | 2020     | 2021    | 2022           |
| <b>Nombre de sinistres avec paiement ou régularisation IJ</b> | 1 042 222  | 1 051 705  | 922 611    | 1 002 500  | <b>982 160</b>    | 0,9 %                                      | - 12,3 % | 8,7 %   | <b>- 2,0 %</b> |
| <b>Nombre d'IJ</b>  | 65 231 492 | 69 290 354 | 71 478 102 | 74 965 206 | <b>77 291 042</b> | 6,2 %                                      | 3,2 %    | 4,9 %   | <b>3,1 %</b>   |
| <b>Montant d'IJ</b>   | 3 191 M€   | 3 446 M€   | 3 650 M€   | 3 846 M€   | <b>4 084 M€</b>   | 8,0 %                                      | 5,9 %    | 5,4 %   | <b>6,2 %</b>   |
| <b>Nombre moyen d'IJ par sinistre</b>                         | 63         | 66         | 77         | 75         | <b>79</b>         | 5,3 %                                      | 17,6 %   | - 3,5 % | <b>5,2 %</b>   |
| <b>Montant moyen d'IJ par sinistre</b>                        | 3 062 €    | 3 277 €    | 3 957 €    | 3 837 €    | <b>4 158 €</b>    | 7,0 %                                      | 20,7 %   | - 3,0 % | <b>8,4 %</b>   |
| <b>Valeur moyenne d'une IJ</b>                                | 48,90 €    | 49,70 €    | 51,10 €    | 51,30 €    | <b>52,80 €</b>    | 1,7 %                                      | 2,7 %    | 0,5 %   | <b>3,0 %</b>   |

Source: données de prestations du Datamart AT/MP en date de paiement.

La décomposition des montants d'IJ AT/MP suivant les effets « volume », « durée » et « prix » conduit aux résultats présentés par la Figure 41 sur la dernière décennie.

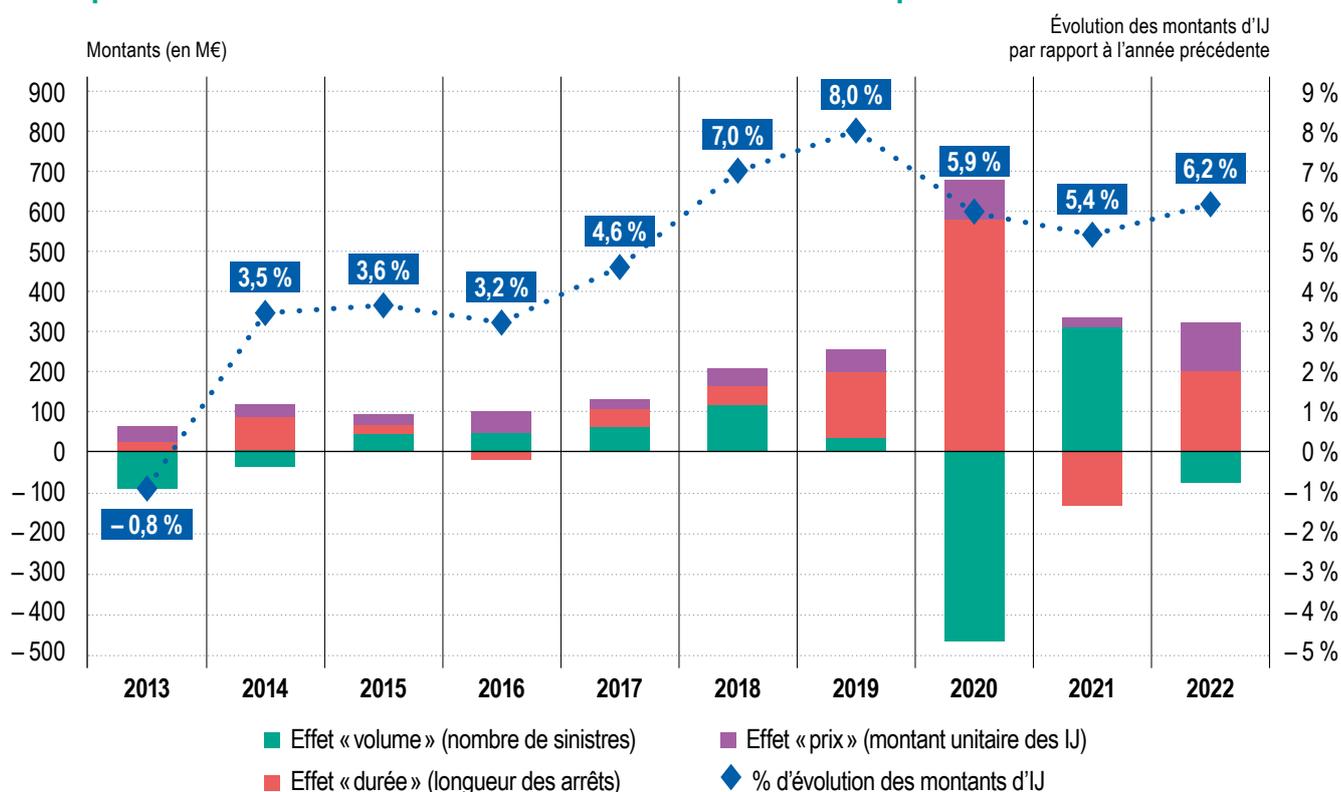
La baisse des montants d'IJ sur la première année de la décennie étudiée s'explique ainsi par une baisse du nombre de sinistres plus importante que les hausses réunies des effets « durée » et « prix ».

Ensuite, les augmentations des montants d'IJ de l'ordre de 100 M€ sur les années 2014 à 2017 sont la résultante d'effets différents : 2014 subit une forte augmentation des durées

en partie compensée par une diminution du nombre de sinistres ; en 2015, les trois effets sont cumulatifs, mais l'augmentation du nombre de sinistres est prépondérante ; en 2016, les durées tendent à diminuer un peu tandis que l'effet « prix » vient abonder significativement l'effet « volume ».

Sur les années 2017-2019, la croissance, qui s'accélère, est ensuite portée par les trois effets, avec en particulier l'effet « durée » qui augmente sensiblement en 2019, ce qui s'explique en partie par la modification législative concernant la prise en charge des MP (voir infra).

**Figure 41**  
Décomposition des écarts des montants d'IJ d'une année sur l'autre sur la période 2013-2022



En 2020, première année marquée par la crise sanitaire, la croissance se maintient presque au même rythme, bien que le nombre de sinistres diminue nettement – en raison d'une moindre exposition aux risques AT/MP, les sinistres ont diminué –, c'est donc la part contributive de l'effet « durée » à la hausse, qui est plus forte que l'effet « volume » à la baisse, qui explique cette poursuite à la hausse.

En 2021, la croissance se maintient une fois encore au même rythme, avec cette fois-ci un rééquilibrage, le nombre de sinistres se rapproche de son niveau d'avant-Covid, ce qui se traduit par une hausse importante de l'effet « volume ». Dans une moindre mesure, l'effet « durée » est à la baisse, et ne compense donc pas la hausse de l'effet « volume ».

En 2022, tandis que l'effet « volume » est à la baisse, la croissance se poursuit malgré tout avec la reprise de la tendance de fond de l'effet « durée », et avec un effet

« prix » plus marqué que les années précédentes. Dans un contexte de forte inflation, l'année 2022 a en effet été marquée par une triple revalorisation du Smic (+ 0,9% en janvier, + 2,65% en mai, + 2,01% en août), ce qui se répercute en partie sur les montants moyens des IJ.

Il est à noter que l'effet « prix », qui correspond à l'impact de l'évolution de la valeur unitaire moyenne de la journée d'IJ toutes choses égales par ailleurs, est lui-même la résultante de plusieurs facteurs, à savoir :

- les valeurs moyennes de chaque nature d'IJ valorisées de façon différente selon que ce sont des IJ « normales », « majorées », « temps partiel »... (cf. « Évolution par nature de prestations ») ;
- et les parts respectives de ces différents types d'IJ dans l'ensemble des IJ.

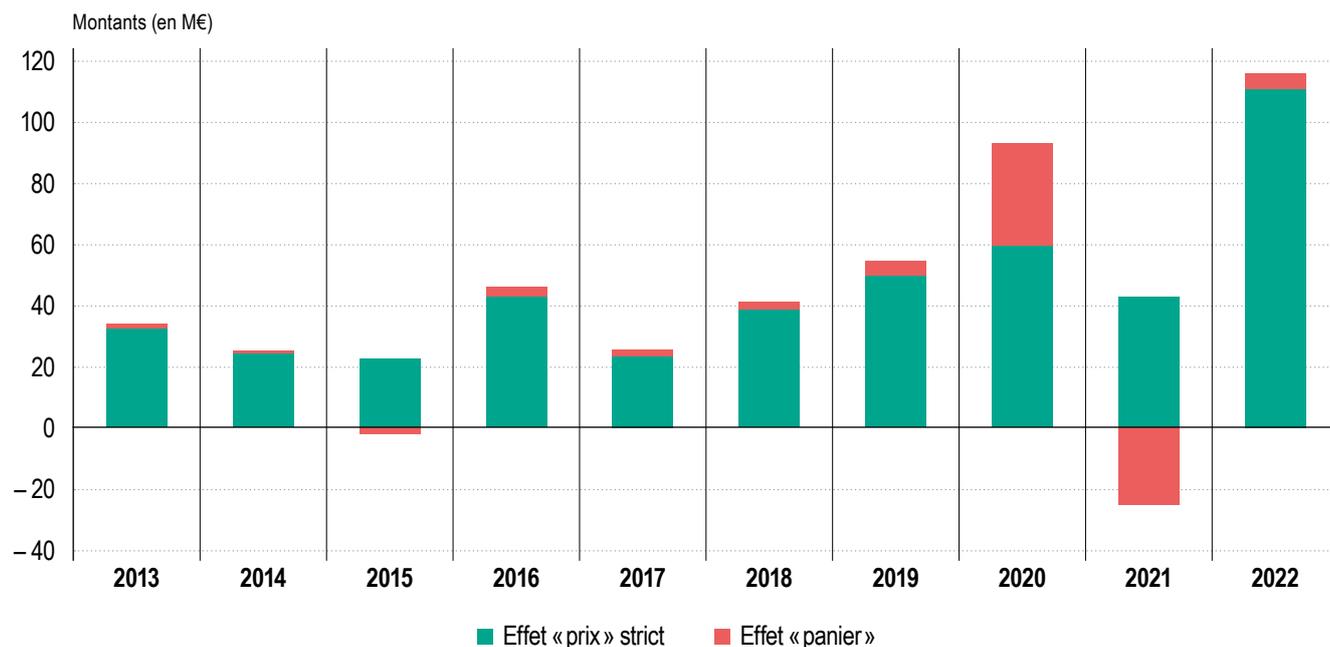
Ainsi, sur la Figure 42, on différencie l'effet « prix » global en deux effets : un effet « prix » strict dépendant des évolutions des valeurs moyennes pour chaque nature d'IJ, et un effet « panier » dépendant des évolutions des poids relatifs de ces natures d'IJ.

En 2022, c'est l'effet « prix » au sens strict qui constitue quasi l'essentiel de l'effet « prix » global, ce qui n'était pas le cas en 2020, où la hausse de l'effet « prix » global

résultait pour les deux tiers de l'effet « prix » au sens strict, et pour un tiers de l'effet « panier », la part des IJ majorées ayant sensiblement augmenté dans l'ensemble des IJ en 2020 (cf. « Évolution par nature de prestations »).

En 2021, un rééquilibrage s'est effectué, ce qui s'est traduit par un effet « panier » à la baisse, venant diminuer l'effet « prix » global.

**Figure 42**  
Décomposition des montants liés à l'effet « prix » sur la période 2013-2022



### / Évolution par nature de prestations

Il existe plusieurs valorisations pour les IJ AT/MP. Ainsi, dans l'évolution globale des montants des IJ AT/MP, il convient de distinguer :

- les IJ normales, versées pour les vingt-huit premiers jours d'arrêt (indemnisation à 60% du salaire), qui sont en léger recul en 2022 (- 0,9% par rapport à 2021), et qui restent, comme l'année dernière, sur un niveau comparable à celui d'avant la crise sanitaire ;
- les IJ majorées, qui interviennent à partir du vingt-neuvième jour (indemnisation à 80% du salaire), qui poursuivent leur augmentation en 2022, avec une hausse de 7,2% par rapport à 2021, supérieure à celle enregistrée en 2021, qui était de 3,8% par rapport à 2020 ;
- les IJ temps partiel, qui indemnisent les situations de reprise en travail aménagé ou à temps partiel, qui restent en nette augmentation en 2022 (+ 23% en 2021 par rapport à 2020, + 15% en 2022 par rapport à 2021). Il est à noter que ces IJ ont été soumises à une modification législative qui a supprimé l'exigence d'un arrêt à temps complet précédant le travail aménagé ou à temps partiel (LFSS pour 2020) ;
- l'indemnité temporaire d'inaptitude (ITI), qui augmente aussi, avec une hausse de 10% par rapport à 2021.

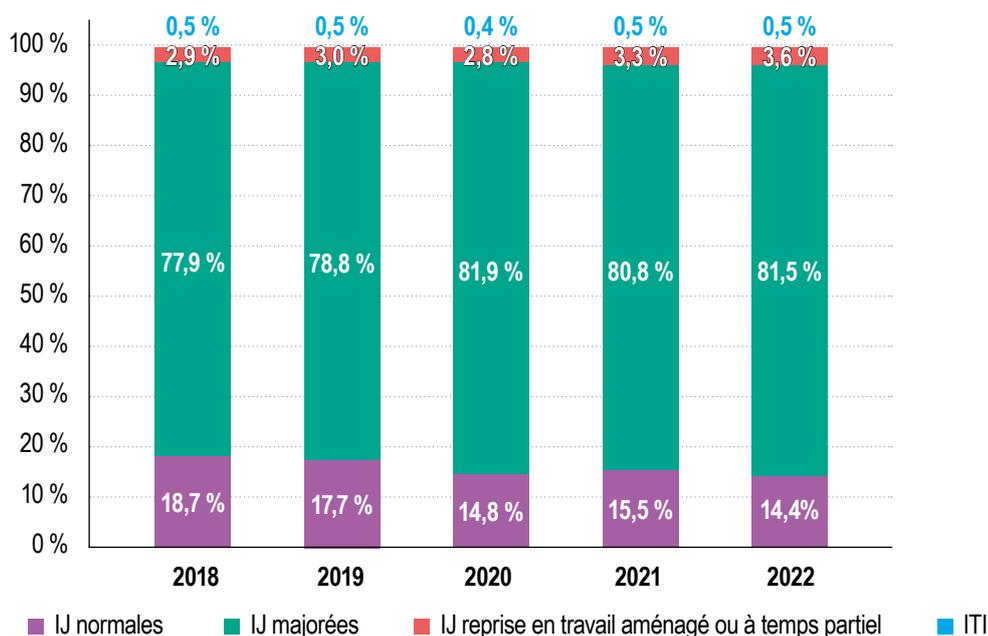
**Tableau 42****Montants (en M€) des IJ par nature d'IJ de 2018 à 2022 et évolution d'une année sur l'autre**

| Année | IJ normales |          | IJ majorées |          | IJ reprise en travail aménagé ou à temps partiel |          | ITI     |          |
|-------|-------------|----------|-------------|----------|--|----------|---------|----------|
|       | Montant     | % d'évo. | Montant     | % d'évo. | Montant  | % d'évo. | Montant | % d'évo. |
| 2018  | 597         | 4,8 %    | 2 485       | 7,6 %    | 93   | 6,1 %    | 16      | 4,0 %    |
| 2019  | 611         | 2,5 %    | 2 714       | 9,2 %    | 103  | 11,0 %   | 17      | 8,6 %    |
| 2020  | 540         | - 11,6 % | 2 991       | 10,2 %   | 104  | 0,5 %    | 15      | - 11,2 % |
| 2021  | 595         | 10,1 %   | 3 106       | 3,8 %    | 127  | 22,7 %   | 18      | 14,9 %   |
| 2022  | 590         | - 0,9 %  | 3 328       | 7,2 %    | 146  | 14,8 %   | 20      | 10,1 %   |

Source: données de prestations du Datamart AT/MP en date de paiement.

La Figure 43 présente la répartition de chaque nature d'IJ sur les années 2018-2022. Les IJ majorées y sont majoritairement représentées, avec une part représentative qui est passée de 78% en 2018 à 82%

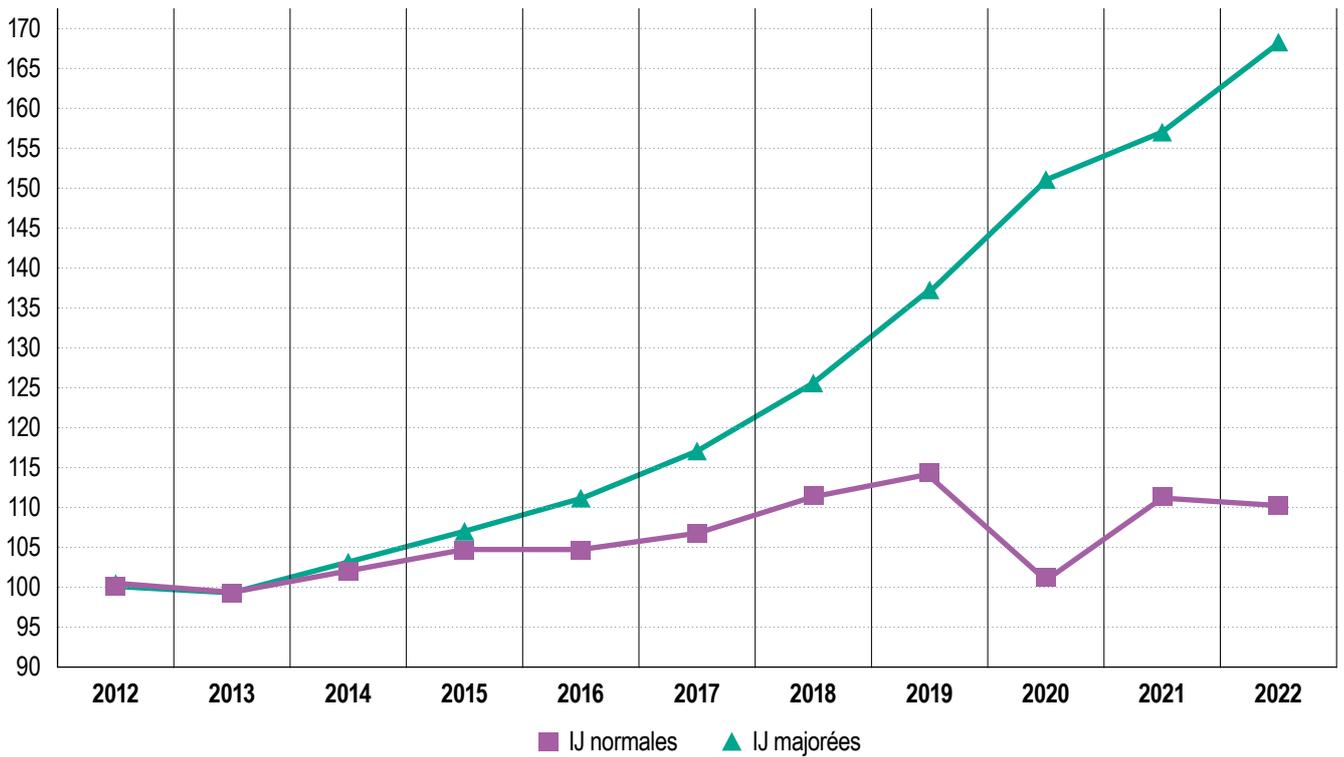
en 2020, et s'établit à 81,5% en 2022. À l'inverse, les IJ normales ont vu leur part représentative diminuer de plus de 4 points, de 19% en 2018 à un peu plus de 14% en 2022.

**Figure 43****Répartition par type d'IJ de 2018 à 2022**Données nationales.  
Source: Datamart AT/MP.

La Figure 44 met en perspective les montants des IJ pour ces deux types d'IJ sur les années 2012-2022 (base 100 en 2012) et montre la part prépondérante des IJ majorées – donc des arrêts longs – dans l'accroissement global du

poste « IJ ». En comparaison, les IJ normales ont donc une croissance plus faible, avec un décrochage à la baisse en 2020, qui est marqué par la crise sanitaire.

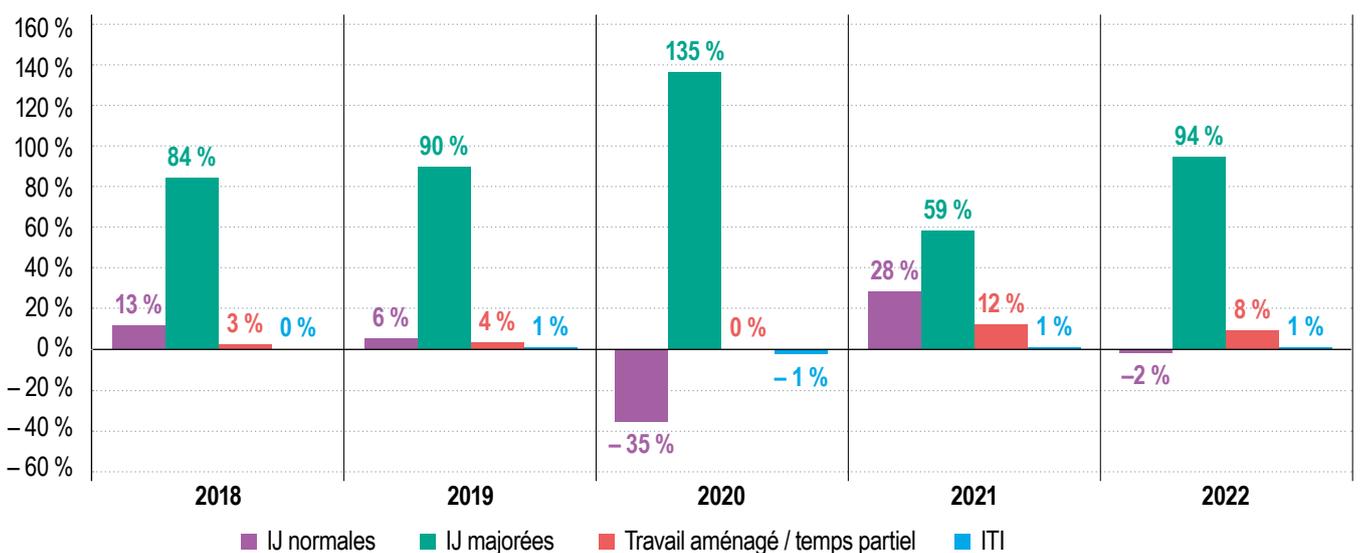
**Figure 44**  
Évolutions différenciées des montants d'IJ normales et majorées sur les années 2012-2022 (base 100 en 2012)



En décomposant les différences annuelles de montants d'IJ par nature d'IJ, il est possible d'établir les parts contributives de chacune d'elles à l'évolution des montants d'IJ.

La Figure 45 permet de visualiser leurs parts contributives respectives pour les années 2018-2022. En toute logique, la part contributive des IJ majorées reste prépondérante, même si l'année 2021, en rattrapage de l'année 2020, enregistre une contribution à la hausse des IJ normales plus importante que les années précédentes.

**Figure 45**  
Parts contributives des différentes natures d'IJ à la croissance des montants d'IJ pour les années 2018 à 2022



Pour apporter un éclairage supplémentaire sur ces évolutions en montants, les différents indicateurs IJ par nature d'IJ sont également précisés dans le Tableau 43.

**Tableau 43**  
**Indicateurs relatifs aux IJ de 2019 à 2022 par nature d'IJ (IJ normales, majorées, temps partiel, ITI)**

|   | Année      |            |            |                   | Évolution par rapport à l'année précédente |          |         |                |
|---|------------|------------|------------|-------------------|--|----------|---------|----------------|
|   | 2019       | 2020       | 2021       | 2022              | 2019                                       | 2020     | 2021    | 2022           |
| <b>IJ normales</b>                                      |            |            |            |                   |  |          |         |                |
| Nombre de sinistres avec paiement ou régularisation IJ  | 925 329    | 788 102    | 858 642    | <b>832 461</b>    | 0,1 %                                      | - 14,8 % | 9,0 %   | <b>- 3,0 %</b> |
| Nombre d'IJ   | 15 114 563 | 13 237 166 | 14 456 038 | <b>13 786 239</b> | 1,0 %                                      | - 12,4 % | 9,2 %   | <b>- 4,6 %</b> |
| Montant d'IJ  | 611 M€     | 540 M€     | 595 M€     | <b>590 M€</b>     | 2,5 %                                      | - 11,6 % | 10,1 %  | <b>- 0,9 %</b> |
| Nombre moyen d'IJ par sinistre                          | 16         | 17         | 17         | <b>17</b>         | 0,9 %                                      | 2,8 %    | 0,2 %   | <b>- 1,6 %</b> |
| Montant moyen d'IJ par sinistre                         | 660 €      | 685 €      | 693 €      | <b>708 €</b>      | 2,4 %                                      | 3,8 %    | 1,1 %   | <b>2,2 %</b>   |
| Valeur moyenne d'une IJ                                 | 40 €       | 41 €       | 41 €       | <b>43 €</b>       | 1,5 %                                      | 0,9 %    | 0,9 %   | <b>3,9 %</b>   |
| <b>IJ majorées</b>                                      |            |            |            |                   |  |          |         |                |
| Nombre de sinistres avec paiement ou régularisation IJ  | 466 046    | 436 742    | 470 402    | <b>467 211</b>    | 3,7 %                                      | - 6,3 %  | 7,7 %   | <b>- 0,7 %</b> |
| Nombre d'IJ   | 50 268 361 | 54 327 759 | 55 715 184 | <b>58 127 276</b> | 7,4 %                                      | 8,1 %    | 2,6 %   | <b>4,3 %</b>   |
| Montant d'IJ  | 2 714 M€   | 2 991 M€   | 3 106 M€   | <b>3 328 M€</b>   | 9,2 %                                      | 10,2 %   | 3,8 %   | <b>7,2 %</b>   |
| Nombre moyen d'IJ par sinistre                          | 108        | 124        | 118        | <b>124</b>        | 3,6 %                                      | 15,3 %   | - 4,8 % | <b>5,0 %</b>   |
| Montant moyen d'IJ par sinistre                         | 5 824 €    | 6 848 €    | 6 603 €    | <b>7 123 €</b>    | 5,3 %                                      | 17,6 %   | - 3,6 % | <b>7,9 %</b>   |
| Valeur moyenne d'une IJ                                 | 54 €       | 55 €       | 56 €       | <b>57 €</b>       | 1,7 %                                      | 2,0 %    | 1,3 %   | <b>2,7 %</b>   |
| <b>IJ reprise en travail aménagé ou à temps partiel</b> |            |            |            |                   |  |          |         |                |
| Nombre de sinistres avec paiement ou régularisation IJ  | 38 127     | 35 447     | 42 639     | <b>45 980</b>     | 11,4 %                                     | - 7,0 %  | 20,3 %  | <b>7,8 %</b>   |
| Nombre d'IJ   | 3 551 279  | 3 608 322  | 4 444 661  | <b>5 000 098</b>  | 13,2 %                                     | 1,6 %    | 23,2 %  | <b>12,5 %</b>  |
| Montant d'IJ  | 103 M€     | 104 M€     | 127 M€     | <b>146 M€</b>     | 11,0 %                                     | 0,5 %    | 22,7 %  | <b>14,8 %</b>  |
| Nombre moyen d'IJ par sinistre                          | 93         | 102        | 104        | <b>109</b>        | 1,6 %                                      | 9,3 %    | 2,4 %   | <b>4,3 %</b>   |
| Montant moyen d'IJ par sinistre                         | 2 712 €    | 2 931 €    | 2 990 €    | <b>3 184 €</b>    | - 0,3 %                                    | 8,1 %    | 2,0 %   | <b>6,5 %</b>   |
| Valeur moyenne d'une IJ                                 | 29 €       | 29 €       | 29 €       | <b>29 €</b>       | - 1,9 %                                    | - 1,1 %  | - 0,4 % | <b>2,1 %</b>   |
| <b>ITI</b>  |            |            |            |                   |  |          |         |                |
| Nombre de sinistres avec paiement ou régularisation IJ  | 15 037     | 13 111     | 14 996     | <b>15 992</b>     | 8,5 %                                      | - 12,8 % | 14,4 %  | <b>6,6 %</b>   |
| Nombre d'IJ   | 356 071    | 304 855    | 349 261    | <b>377 387</b>    | 8,1 %                                      | - 14,4 % | 14,6 %  | <b>8,1 %</b>   |
| Montant d'IJ  | 17 M€      | 15 M€      | 18 M€      | <b>20 M€</b>      | 8,6 %                                      | - 11,2 % | 14,9 %  | <b>10,1 %</b>  |
| Nombre moyen d'IJ par sinistre                          | 24         | 23         | 23         | <b>24</b>         | - 0,3 %                                    | - 1,8 %  | 0,2 %   | <b>1,3 %</b>   |
| Montant moyen d'IJ par sinistre                         | 1 158 €    | 1 179 €    | 1 185 €    | <b>1 223 €</b>    | 0,2 %                                      | 1,8 %    | 0,5 %   | <b>3,3 %</b>   |
| Valeur moyenne d'une IJ                                 | 49 €       | 51 €       | 51 €       | <b>52 €</b>       | 0,5 %                                      | 3,7 %    | 0,3 %   | <b>1,9 %</b>   |

De nouveau, pour éclairer les évolutions, l'objectif a été d'arriver à décomposer la différence de montant d'IJ AT/MP entre deux années successives, pour chaque nature d'IJ, suivant les effets « volume », « durée » et « prix ».

La Figure 46 présente les résultats pour les deux principales natures d'IJ (IJ normales et IJ majorées).

Il apparaît de fait que les montants mis en jeu dans les IJ normales sont plus faibles que ceux relatifs aux IJ majorées.

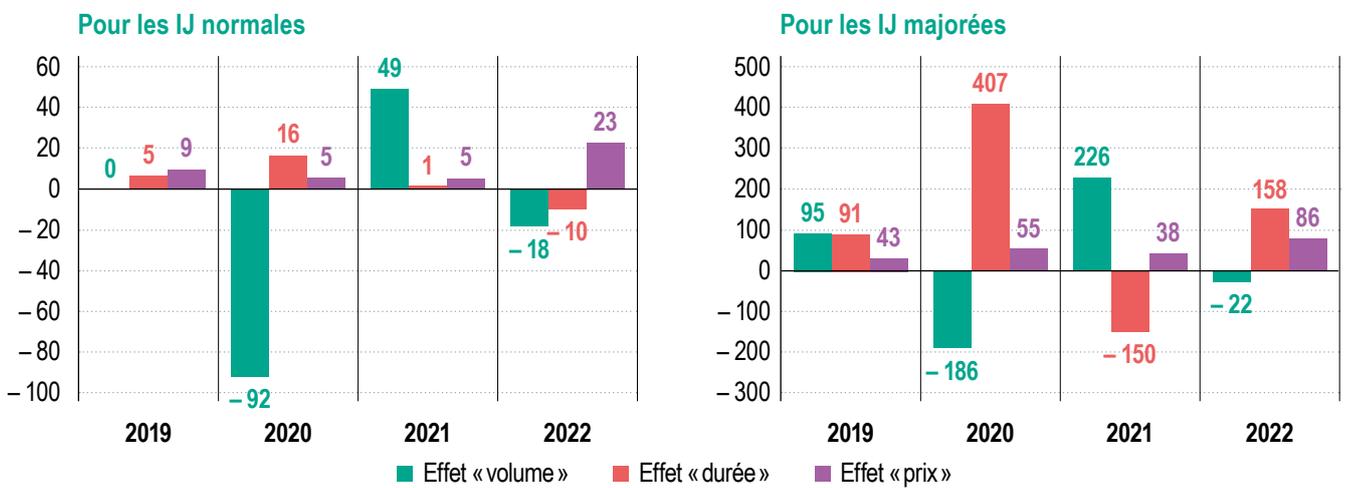
Il ressort principalement de ces décompositions que :

- les IJ normales sont marquées par un effet « volume » qui est prépondérant, notamment en 2020 avec la baisse du

nombre de sinistres et en 2021 avec le redressement de la sinistralité ;

- les IJ majorées supportent, elles, plus directement l'effet de l'allongement de la durée d'arrêt, puisque, contrairement aux IJ normales, elles ne sont pas limitées à vingt-huit jours, et ainsi l'effet « durée » peut être important et prendre le pas sur l'effet « volume », comme c'est le cas en 2020 ;
- aussi bien pour les IJ normales que pour les IJ majorées, l'effet « prix » reste toujours positif et se démarque sensiblement à la hausse en 2022 par rapport aux années précédentes (voir supra).

**Figure 46**  
Décomposition des écarts des montants d'IJ AT/MP d'une année sur l'autre (en M€)



### / Évolution par risque

Même s'ils s'inscrivent dans une tendance globalement à la hausse, les montants d'IJ par risque (AT, accidents de trajet ou MP) présentent des différences d'évolution, comme le montre le Tableau 44 :

- les IJ liées au risque AT restent en augmentation en 2022, avec une hausse de 5,8% par rapport à 2021, qui est donc plus élevée que celles des années précédentes (+ 5,2% en 2020, + 4,5% en 2021) ;

- après avoir vu leur croissance ralentir en 2019 et 2020, et même diminuer légèrement en 2021, les IJ liées au risque accidents de trajet affichent en 2022 une hausse de 9,7% par rapport à 2021 ;
- enfin, les IJ liées au risque MP augmentent de 5,4% en 2022, ce qui est moins marqué que les années précédentes, où la croissance avoisinait ou dépassait les 10% d'augmentation par an.

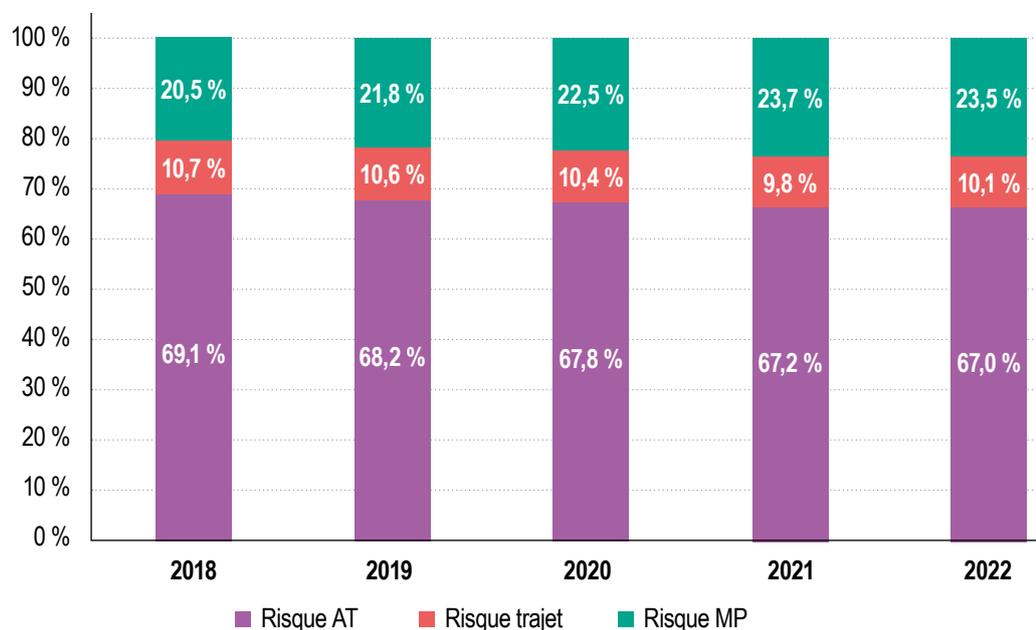
**Tableau 44**  
Montants (en M€) des IJ par risque de 2018 à 2022 et évolution annuelle

| Année | AT      |          | Trajet  |          | MP      |          | Risque non défini/régularisations |          | Total   |
|-------|---------|----------|---------|----------|---------|----------|-----------------------------------|----------|---------|
|       | Montant | % d'évo. | Montant | % d'évo. | Montant | % d'évo. | Montant                           | % d'évo. | Montant |
| 2018  | 2 204   | 6,2 %    | 342     | 7,8 %    | 654     | 9,6 %    | - 9                               | 22,8 %   | 3 191   |
| 2019  | 2 351   | 6,7 %    | 364     | 6,5 %    | 751     | 14,9 %   | - 20                              | 129,1 %  | 3 446   |
| 2020  | 2 474   | 5,2 %    | 378     | 3,9 %    | 821     | 9,2 %    | - 23                              | 13,6 %   | 3 650   |
| 2021  | 2 586   | 4,5 %    | 376     | - 0,5 %  | 911     | 11,1 %   | - 28                              | 21,5 %   | 3 846   |
| 2022  | 2 735   | 5,8 %    | 413     | 9,7 %    | 961     | 5,4 %    | - 25                              | - 11,4 % | 4 084   |

En termes de répartition par risque, le risque AT reste majoritaire avec 67% des IJ en 2021, mais sa part représentative au sein des IJ tend à diminuer, perdant

un peu plus de 2 points et demi entre 2017 et 2021, alors que, dans le même temps, celle des MP a gagné plus de 3 points et demi.

**Figure 47**  
Répartition des IJ par risque de 2018 à 2022



**NB :** les montants rattachés à des sinistres avec un risque qui n'a pas été identifié ne sont pas représentés.

En mettant en perspective les montants d'IJ par nature de risque sur les années 2012-2022 (base 100 en 2012), la Figure 48 permet de comparer leur dynamique d'évolution. Il existe une certaine proximité des croissances entre les AT et les MP sur les années 2014 à 2017, mais, de 2018 à 2021, le rythme de croissance des MP est plus élevé que les deux autres risques. Il convient de savoir qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018 les modalités en charge des MP ont été modifiées: la prise en charge a en effet été avancée à la date de premier constat de la maladie par un médecin, à concurrence de deux ans pour les IJ, en lieu et place de la date du CMI, qui peut lui être bien postérieur.

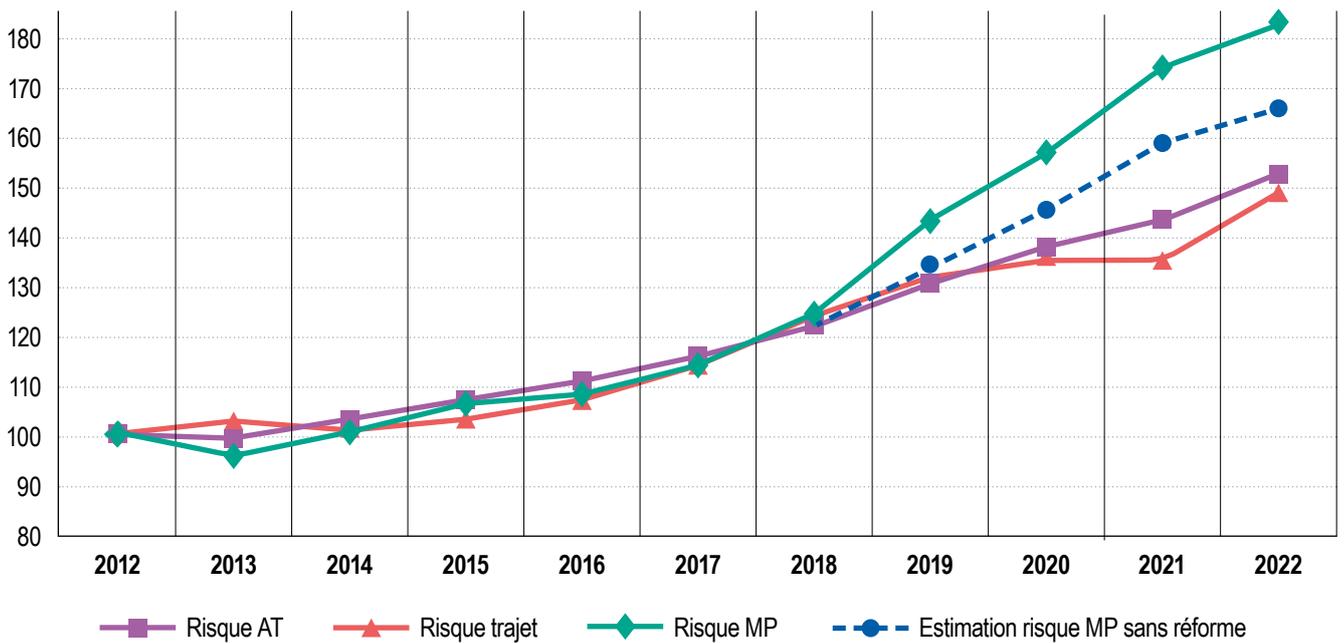
À titre de comparaison, pour estimer la progression des IJ MP sans cette réforme, une simulation a été effectuée en retirant du total des IJ MP les IJ servis antérieurement

à la date de réception du CMI. La progression des IJ MP résultantes enregistre alors une croissance de 9% en 2019 par rapport à 2018 (contre + 15% avec réforme).

Il en ressort que l'essentiel de l'effet de la réforme a été absorbé sur l'année 2019, les années 2020, 2021 et 2022 retrouvant un rythme de croissance des IJ MP assez similaire à celui de la courbe simulée sans réforme, bien qu'il soit toujours un peu plus élevé.

Quant aux IJ trajet, qui avaient un rythme de croissance au moins égal à celui des IJ AT jusqu'en 2019, ils ont marqué le pas en 2021, alors que les IJ AT ont continué d'augmenter. En 2022, leur croissance s'est accélérée plus fortement que celle des IJ AT.

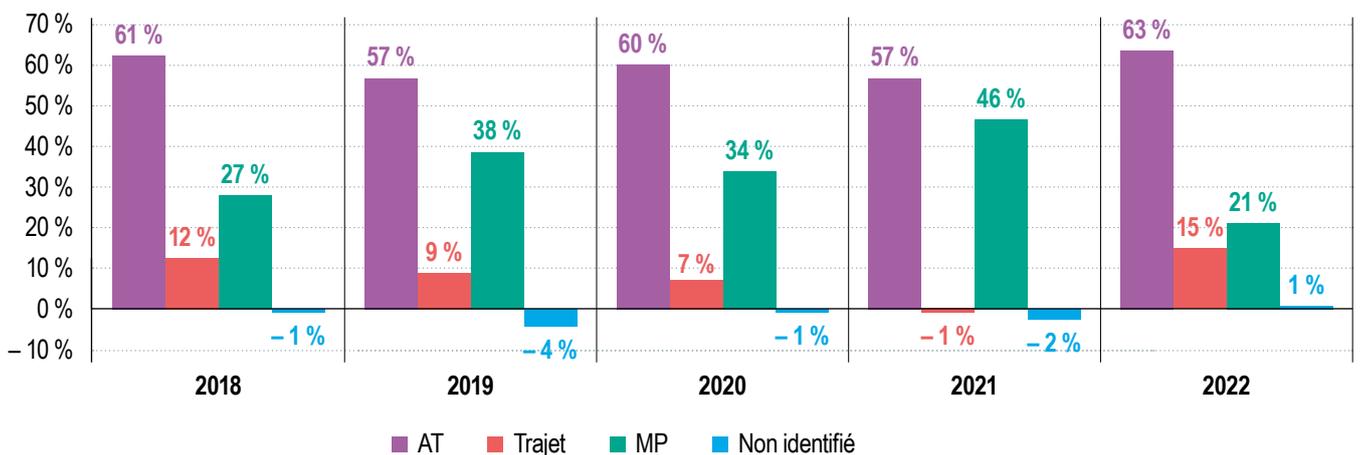
**Figure 48**  
Évolutions différenciées par risque des montants des IJ sur les années 2012-2022 (base 100 en 2012)



En décomposant les différences annuelles de montants d'IJ par risque AT/MP, il est possible d'établir les parts contributives de chaque risque à l'évolution des montants d'IJ. La Figure 49 permet de visualiser les parts contributives de chaque risque pour les années 2018-2022. Ainsi, la part

contributive des AT reste la plus forte sur la période, bien que les MP aient vu leur part contributive sensiblement augmenter depuis 2019 (voir supra).

**Figure 49**  
Parts contributives des risques à la croissance des montants d'IJ pour les années 2018 à 2022



Pour apporter un éclairage supplémentaire sur ces évolutions en montants, les différents indicateurs IJ par nature de risque sont également précisés dans le Tableau 45.

**Tableau 45**  
**Indicateurs relatifs aux IJ de 2019 à 2022 par nature de risque (AT, trajet, MP)**

|  | Année      |            |            |                   | Évolution par rapport à l'année précédente |           |           |                 |
|--|------------|------------|------------|-------------------|--|-----------|-----------|-----------------|
|  | 2019       | 2020       | 2021       | 2022              | 2019                                       | 2020      | 2021      | 2022            |
| <b>Risque AT</b>                                       |            |            |            |                   |  |           |           |                 |
| Nombre d'accidents avec paiement ou régularisation IJ  | 826 679    | 720 418    | 782 358    | <b>748 445</b>    | 0,2 %                                      | - 12,9 %  | 8,6 %     | <b>- 4,3 %</b>  |
| Nombre d'IJ  | 47 422 894 | 48 682 592 | 50 770 001 | <b>51 954 839</b> | 4,8 %                                      | 2,7 %     | 4,3 %     | <b>2,3 %</b>    |
| Montant d'IJ   | 2 351 M€   | 2 474 M€   | 2 586 M€   | <b>2 735 M€</b>   | 6,7 %                                      | 5,2 %     | 4,5 %     | <b>5,8 %</b>    |
| Nombre moyen d'IJ par sinistre                         | 57         | 67         | 65         | <b>69</b>         | 4,6 %                                      | 17,9 %    | - 4,0 %   | <b>7,1 %</b>    |
| Montant moyen d'IJ par sinistre                        | 2 838 €    | 3 429 €    | 3 298 €    | <b>3 654 €</b>    | 6,4 %                                      | 20,8 %    | - 3,8 %   | <b>10,8 %</b>   |
| Valeur moyenne d'une IJ                                | 50 €       | 51 €       | 51 €       | <b>53 €</b>       | 1,7 %                                      | 2,5 %     | 0,2 %     | <b>3,4 %</b>    |
| <b>Risque accident de trajet</b>                       |            |            |            |                   |  |           |           |                 |
| Nombre d'accidents avec paiement ou régularisation IJ  | 123 738    | 105 903    | 113 968    | <b>115 456</b>    | 0,4 %                                      | - 14,4 %  | 7,6 %     | <b>1,3 %</b>    |
| Nombre d'IJ  | 7 441 362  | 7 553 363  | 7 653 512  | <b>8 137 900</b>  | 5,0 %                                      | 1,5 %     | 1,3 %     | <b>6,3 %</b>    |
| Montant d'IJ   | 364 M€     | 378 M€     | 376 M€     | <b>413 M€</b>     | 6,5 %                                      | 3,9 %     | - 0,5 %   | <b>9,7 %</b>    |
| Nombre moyen d'IJ par sinistre                         | 60         | 71         | 67         | <b>70</b>         | 4,7 %                                      | 18,7 %    | - 5,9 %   | <b>5,1 %</b>    |
| Montant moyen d'IJ par sinistre                        | 2 934 €    | 3 566 €    | 3 294 €    | <b>3 576 €</b>    | 6,2 %                                      | 21,5 %    | - 7,6 %   | <b>8,5 %</b>    |
| Valeur moyenne d'une IJ                                | 49 €       | 50 €       | 49 €       | <b>51 €</b>       | 1,4 %                                      | 2,4 %     | - 1,8 %   | <b>3,2 %</b>    |
| <b>Risque MP</b>                                       |            |            |            |                   |  |           |           |                 |
| Nombre de MP avec paiement ou régularisation IJ        | 81 413     | 74 815     | 79 883     | <b>78 576</b>     | 7,0 %                                      | - 8,1 %   | 6,8 %     | <b>- 1,6 %</b>  |
| Nombre d'IJ  | 14 836 476 | 15 682 402 | 17 051 647 | <b>17 569 258</b> | 13,2 %                                     | 5,7 %     | 8,7 %     | <b>3,0 %</b>    |
| Montant d'IJ   | 751 M€     | 821 M€     | 911 M€     | <b>961 M€</b>     | 14,9 %                                     | 9,2 %     | 11,1 %    | <b>5,4 %</b>    |
| Nombre moyen d'IJ par sinistre                         | 182        | 210        | 213        | <b>224</b>        | 5,8 %                                      | 15,0 %    | 1,8 %     | <b>4,8 %</b>    |
| Montant moyen d'IJ par sinistre                        | 9 226 €    | 10 964 €   | 11 407 €   | <b>12 224 €</b>   | 7,5 %                                      | 18,8 %    | 4,0 %     | <b>7,2 %</b>    |
| Valeur moyenne d'une IJ                                | 51 €       | 52 €       | 53 €       | <b>55 €</b>       | 1,6 %                                      | 3,3 %     | 2,1 %     | <b>2,3 %</b>    |
| <b>Risque non identifié / régularisations</b>          |            |            |            |                   |  |           |           |                 |
| Nombre de sinistres avec paiement ou régularisation IJ | 19 875     | 21 475     | 26 291     | <b>39 683</b>     | 9,4 %                                      | 8,1 %     | 22,4 %    | <b>50,9 %</b>   |
| Nombre d'IJ  | - 410 378  | - 440 255  | - 509 954  | <b>- 370 955</b>  | 106,8 %                                    | 7,3 %     | 15,8 %    | <b>- 27,3 %</b> |
| Montant d'IJ   | - 20 M€    | - 23 M€    | - 28 M€    | <b>- 25 M€</b>    | 129,1 %                                    | 13,6 %    | 21,5 %    | <b>- 11,4 %</b> |
| Nombre moyen d'IJ par sinistre                         | - 17       | 75         | - 19       | <b>- 9</b>        | - 95,7 %                                   | - 528,6 % | - 125,5 % | <b>- 50,8 %</b> |
| Montant moyen d'IJ par sinistre                        | - 1 498 €  | 4 139 €    | - 1 036 €  | <b>- 618 €</b>    | - 94,0 %                                   | - 376,3 % | - 125,0 % | <b>- 40,3 %</b> |
| Valeur moyenne d'une IJ                                | 86 €       | 56 €       | 55 €       | <b>66 €</b>       | 39,6 %                                     | - 35,5 %  | - 1,7 %   | <b>21,2 %</b>   |

Source: données de prestations couplées aux données d'Orphée, issues du Datamart AT/MP.

Cette mise en parallèle des trois risques permet notamment de voir les similitudes et différences concernant les durées moyennes et les coûts moyens des IJ par sinistre :

- les risques AT et accidents de trajet affichent une grande proximité avec respectivement un nombre d'IJ moyen de 69 et 70 jours en 2022 pour un coût moyen équivalent d'environ 3 600 € ;

- le risque MP se distingue avec un nombre moyen d'IJ de plus de 224 jours pour un coût moyen de 12 200 € en 2022.

Les tableaux qui suivent détaillent chaque nature d'IJ par risque.

**Tableau 46**  
**Montants (en M€) des IJ normales de 2018 à 2022 par risque et évolution d'une année sur l'autre**

| Année | IJ normales |          |         |          |         |          |         |          |
|-------|-------------|----------|---------|----------|---------|----------|---------|----------|
|       | AT          |          | Trajet  |          | MP      |          | Autres* |          |
|       | Montant     | % d'évo. | Montant | % d'évo. | Montant | % d'évo. | Montant | % d'évo. |
| 2018  | 468         | 4,4 %    | 70      | 8,4 %    | 58      | 3,7 %    | -0,1    | NC       |
| 2019  | 479         | 2,4 %    | 72      | 2,3 %    | 62      | 6,7 %    | -2,0    | NC       |
| 2020  | 424         | -11,5 %  | 62      | -14,1 %  | 55      | -11,0 %  | -0,9    | NC       |
| 2021  | 469         | 10,6 %   | 65      | 5,8 %    | 61      | 11,0 %   | -0,6    | NC       |
| 2022  | 457         | -2,4 %   | 69      | 5,8 %    | 58      | -5,8 %   | 5,0     | NC       |

\* Risque non identifié (régularisations, suspens... ).  
NC: non calculé.

**Tableau 47**  
**Montants (en M€) des IJ majorées de 2018 à 2022 par risque et évolution d'une année sur l'autre**

| Année | IJ majorées |          |         |          |         |          |         |          |
|-------|-------------|----------|---------|----------|---------|----------|---------|----------|
|       | AT          |          | Trajet  |          | MP      |          | Autres  |          |
|       | Montant     | % d'évo. | Montant | % d'évo. | Montant | % d'évo. | Montant | % d'évo. |
| 2018  | 1 672       | 6,7 %    | 258     | 7,8 %    | 564     | 10,5 %   | -8,4    | NC       |
| 2019  | 1 800       | 7,7 %    | 278     | 7,6 %    | 654     | 16,0 %   | -17,6   | NC       |
| 2020  | 1 979       | 10,0 %   | 302     | 8,9 %    | 731     | 11,7 %   | -21,6   | NC       |
| 2021  | 2 030       | 2,6 %    | 296     | -2,1 %   | 806     | 10,3 %   | -26,5   | NC       |
| 2022  | 2 179       | 7,3 %    | 326     | 10,4 %   | 852     | 5,7 %    | -29,0   | NC       |

**Tableau 48**  
**Montants (en M€) des IJ reprise en travail aménagé ou à temps partiel de 2018 à 2022 par risque et évolution d'une année sur l'autre**

| Année | IJ reprise en travail aménagé ou à temps partiel |          |         |          |         |          |         |          |
|-------|--|----------|---------|----------|---------|----------|---------|----------|
|       | AT   |          | Trajet  |          | MP      |          | Autres  |          |
|       | Montant  | % d'évo. | Montant | % d'évo. | Montant | % d'évo. | Montant | % d'évo. |
| 2018  | 55   | 5,7 %    | 13      | 7,1 %    | 26      | 7,4 %    | -0,4    | NC       |
| 2019  | 61   | 11,6 %   | 13      | 6,9 %    | 29      | 12,0 %   | -0,5    | NC       |
| 2020  | 62   | 0,8 %    | 13      | -0,2 %   | 29      | -0,3 %   | -0,4    | NC       |
| 2021  | 76   | 23,4 %   | 14      | 6,7 %    | 38      | 29,3 %   | -0,6    | NC       |
| 2022  | 87   | 14,2 %   | 16      | 13,7 %   | 44      | 16,2 %   | -0,6    | NC       |

**Tableau 49**

**Montants (en M€) des IJ ITI de 2018 à 2022 par risque et évolution d'une année sur l'autre**

| Année | ITI     |          |         |          |         |          |         |          |
|-------|---------|----------|---------|----------|---------|----------|---------|----------|
|       | AT      |          | Trajet  |          | MP      |          | Autres  |          |
|       | Montant | % d'évo. |
| 2018  | 9,8     | 5,6 %    | 0,7     | - 1,7 %  | 5,5     | 2,2 %    | 0,03    | NC       |
| 2019  | 10,4    | 5,8 %    | 0,8     | 17,8 %   | 6,2     | 12,3 %   | 0,04    | NC       |
| 2020  | 9,1     | - 12,1 % | 0,7     | - 19,4 % | 5,6     | - 8,7 %  | 0,03    | NC       |
| 2021  | 10,5    | 14,8 %   | 0,8     | 20,4 %   | 6,5     | 14,5 %   | 0,03    | NC       |
| 2022  | 11,3    | 8,1 %    | 0,9     | 11,2 %   | 7,3     | 13,2 %   | 0,04    | NC       |

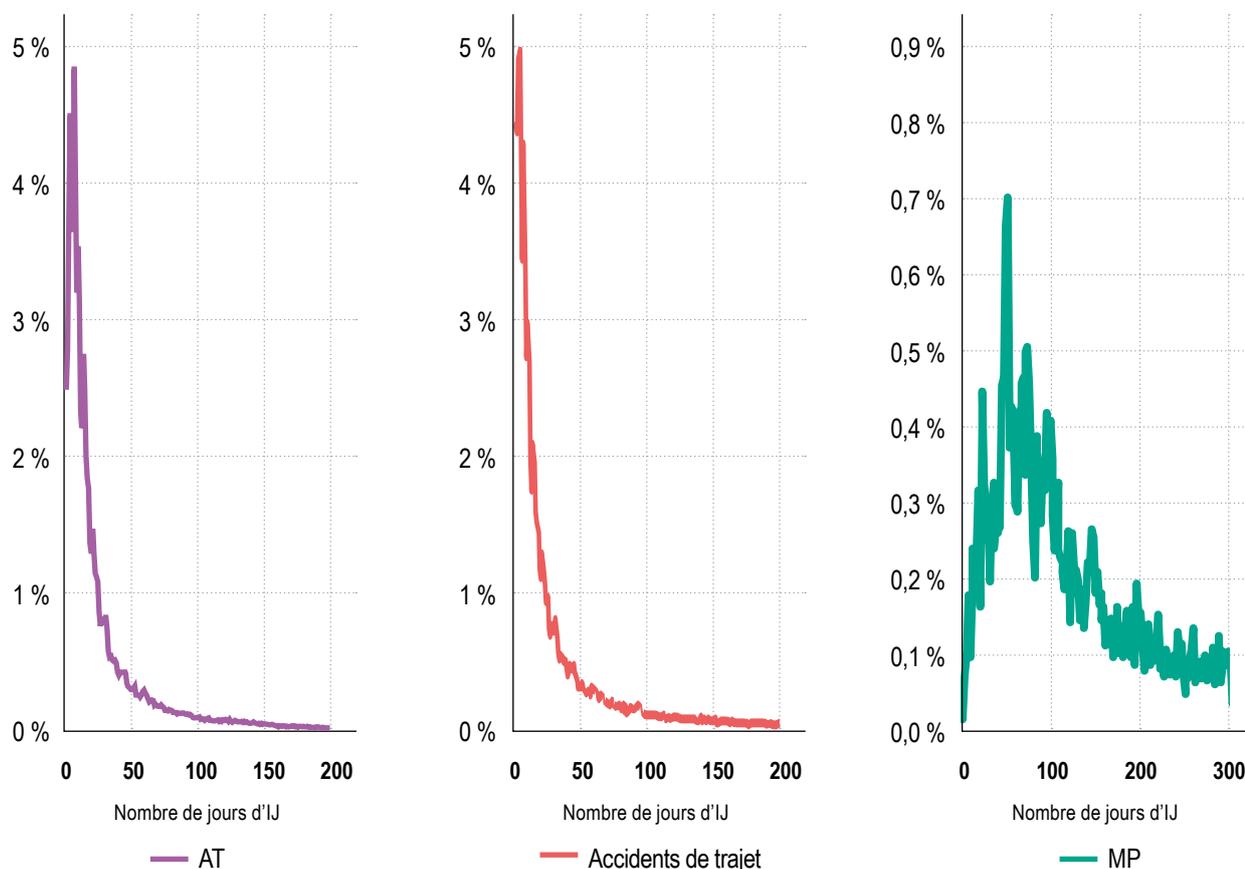
**/ Suivi longitudinal des arrêts et des coûts d'IJ et constitution des coûts d'IJ en vision longitudinale**

Les résultats sur les IJ présentés ci-dessus sont nécessaires au suivi des montants d'IJ et à une meilleure compréhension de leur évolution. Ils s'appuient notamment sur des indicateurs annuels moyens, calculés de façon «transversale», en rapportant le montant d'IJ d'une année, ou le nombre d'IJ d'une année, au nombre de sinistres concernés.

Ces résultats ne rendent cependant pas compte de la durée d'arrêt globale d'un sinistre, ni de la diversité de ces durées. À cette fin, ce paragraphe présente des statistiques permettant de ventiler les sinistres AT/MP avec arrêt, ainsi que leur coût d'IJ associé, en fonction de leur durée d'arrêt globale.

**Figure 50**

**Répartition (en %) des sinistres AT/MP avec un 1<sup>er</sup> arrêt de travail en 2018 en fonction de leur nombre de jours d'IJ de la période 2018-2022, par nature de risque**



Pour ce faire, une étude longitudinale a été menée sur les sinistres AT/MP ayant entraîné un premier arrêt de travail indemnisé en 2018, en suivant leurs arrêts de travail AT/MP sur la période 2018-2022.

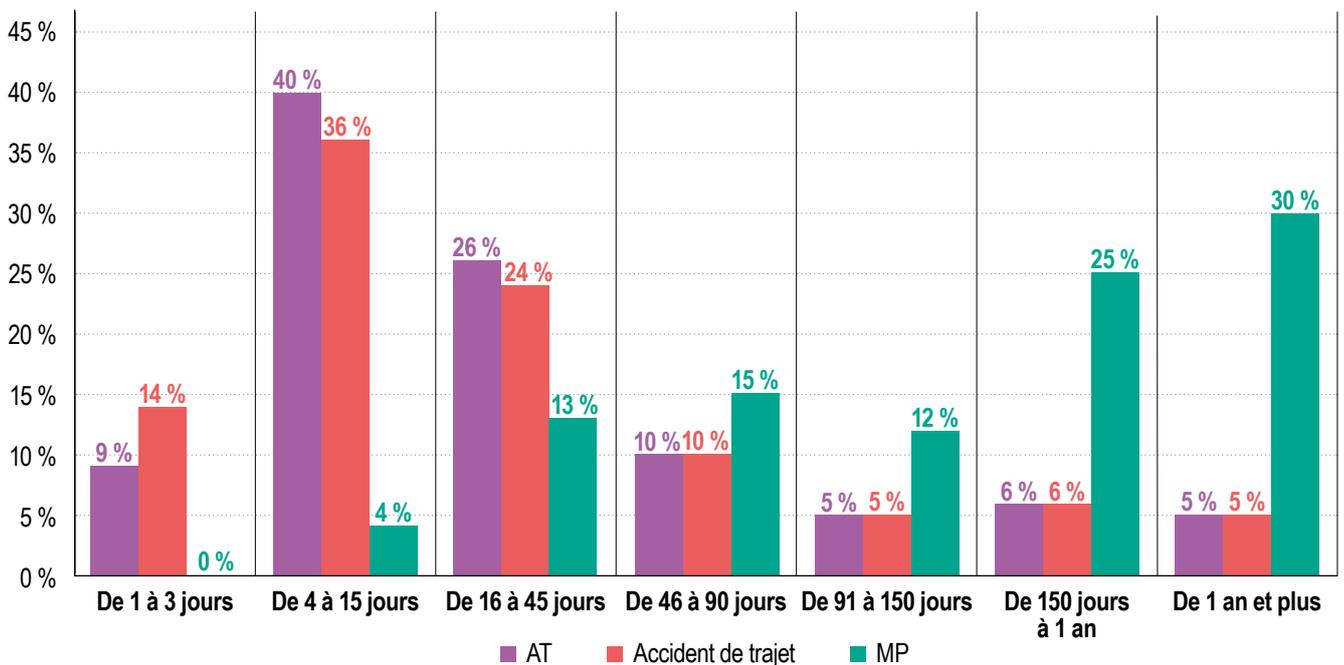
Cette cohorte est ainsi constituée de 787 000 sinistres, dont 83% d'AT, 12% d'accidents de trajet et 5% de MP.

La ventilation de ces sinistres en fonction de leur nombre de jours d'IJ, réalisée en Figure 50 pour chaque risque, montre que les valeurs moyennes, calculées aux paragraphes précédents, masquent en fait une grande dispersion du nombre de jours d'IJ.

Ainsi, pour les AT et les accidents de trajet, le profil de répartition est très proche, avec un pic d'accidents autour des quatre à sept jours d'arrêt. À l'inverse, pour les MP, les nombres de jours apparaissent plus élevés et la dispersion est beaucoup plus forte.

La Figure 51 synthétise les résultats par tranche de durée d'arrêt, où l'on retrouve ainsi la proximité des profils AT et accidents de trajet et où les MP se démarquent avec, pour plus de la moitié d'entre elles, un nombre de jours d'IJ supérieur à cent cinquante jours.

**Figure 51**  
Répartition (en %) des sinistres AT/MP avec un 1<sup>er</sup> arrêt de travail en 2018, par tranche de durée d'arrêt et par nature de risque



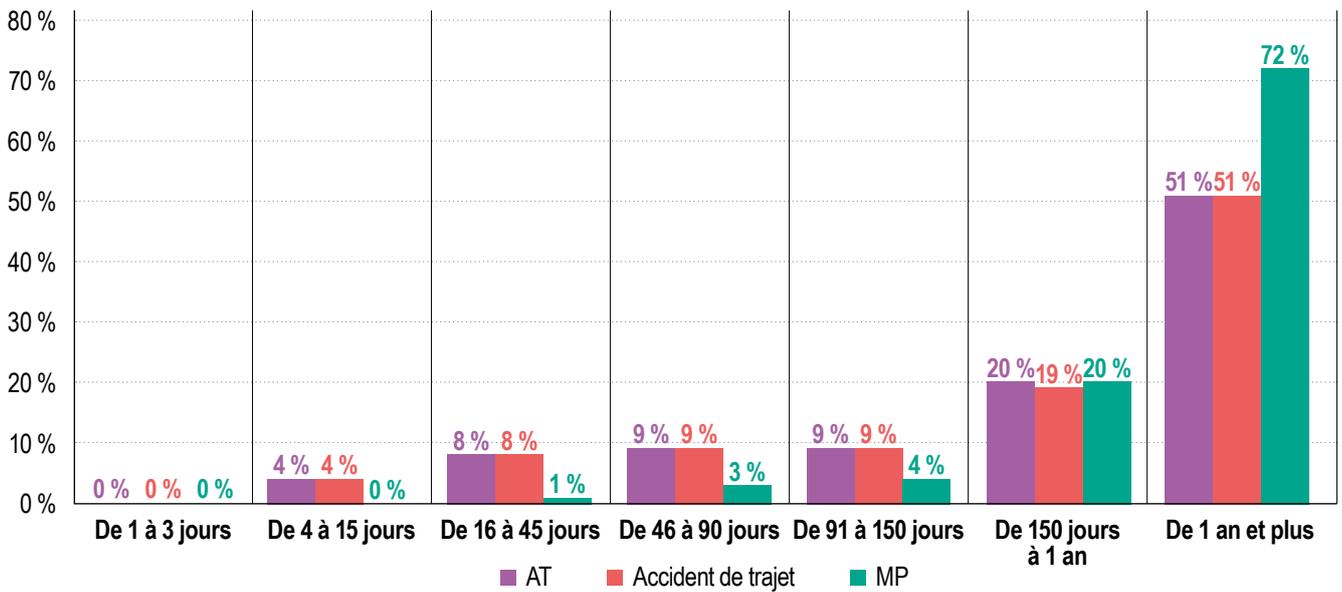
**NB :** durée d'arrêt = cumul du nombre d'IJ 2018-2022 du sinistre.

En réalisant le même exercice, mais en considérant cette fois-ci les coûts d'IJ, les résultats sont différents, comme le montre la Figure 52. Pour chaque risque, les coûts se concentrent pour les durées d'arrêt les plus longues. Ainsi, pour les AT et les accidents de trajet, les coûts sont concentrés pour la moitié sur les accidents avec plus d'un an d'IJ, alors que ces derniers ne représentent qu'un peu moins de 5% des accidents.

En conséquence de ces résultats, les montants d'IJ peuvent s'étendre sur plusieurs années. La Figure 53 présente tout d'abord la part des cas concernés par le versement d'IJ au fil des années, au sein des sinistres de la cohorte.

**Figure 52**

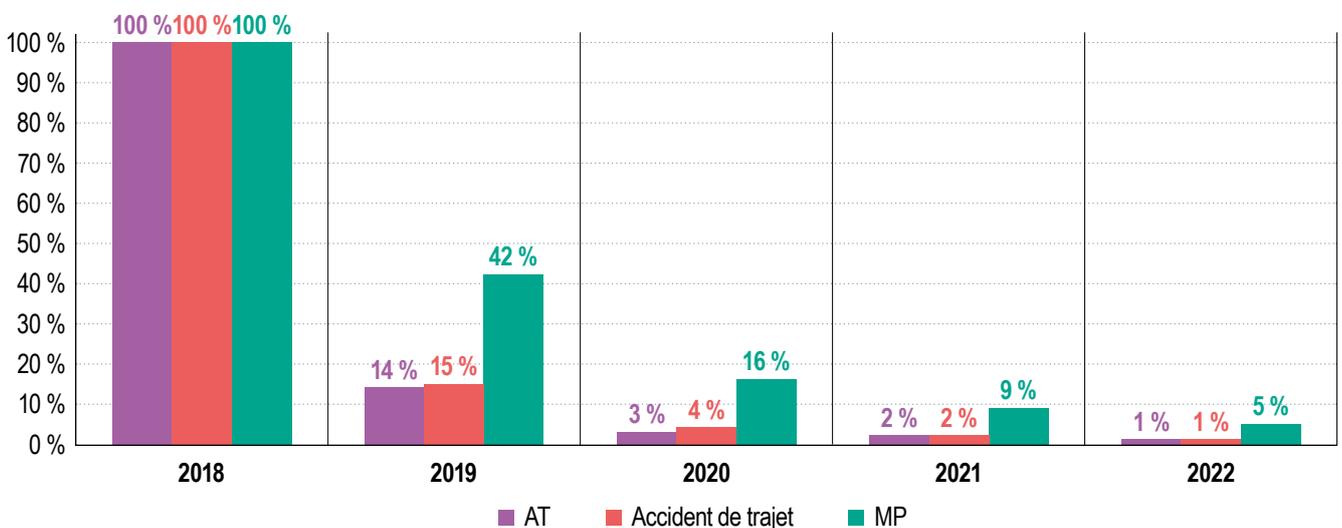
Répartition (en %) des montants d'IJ 2018-2022 concernant les sinistres avec un 1<sup>er</sup> arrêt de travail en 2018, par tranche de durée d'arrêt et par nature de risque



NB : durée d'arrêt = cumul du nombre d'IJ 2018-2022 du sinistre.

**Figure 53**

Poids des sinistres avec un versement d'IJ dans l'année parmi les sinistres AT/MP de la cohorte 2018



NB : cohorte 2018 = sinistres avec 1<sup>er</sup> arrêt de travail indemnisé en 2018.

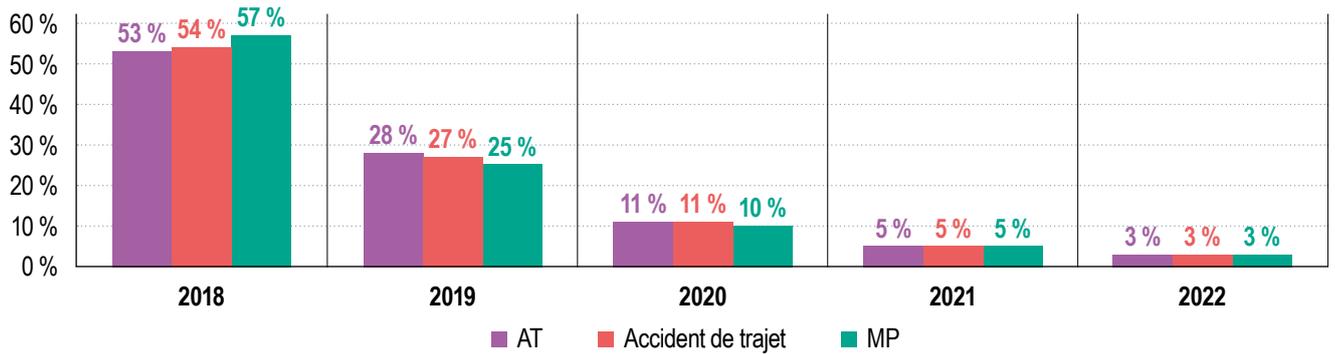
Ainsi, par exemple, parmi les MP ayant eu un premier arrêt de travail indemnisé en 2018, 42% ont aussi eu un versement d'IJ en 2019, et il en reste 5% avec un versement d'IJ en 2022.

Pour les AT et les accidents de trajet, le nombre d'accidents avec IJ diminue plus rapidement au fil des années, passant à environ 14% de cas concernés par des IJ en 2019, à 3% en 2020 et 2% en 2021.

Pour visualiser la constitution des coûts d'IJ de la cohorte 2018 au fil des années, les montants d'IJ 2018-2022 de la cohorte ont été ventilés par année (cf. Figure 54).

Il ressort que les résultats sont assez proches pour les trois risques ; un peu plus de la moitié des coûts d'IJ est donc enregistrée en 2018, puis un peu plus du quart en 2019, ensuite les années 2020, 2021 et 2022 en enregistrent respectivement 10%, 5% et 3%.

**Figure 54**  
**Ventilation par année des montants d'IJ 2018-2022 des sinistres AT/MP de la cohorte 2018**



**NB :** cohorte 2018 = sinistres avec 1<sup>er</sup> arrêt de travail indemnisé en 2018.

**/ Constitution des coûts d'IJ en vision rétrospective**

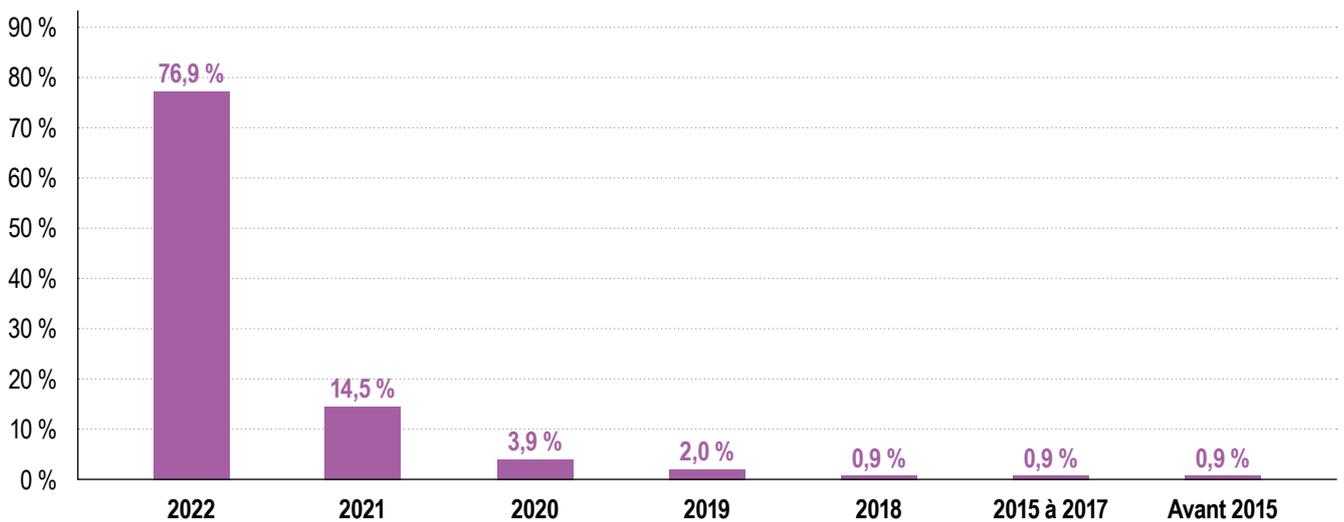
Les résultats précédents, issus du suivi longitudinal des IJ, expliquent donc que les IJ d'une année donnée peuvent aussi être la conséquence de sinistres remontant à plusieurs années.

À ce titre, la Figure 55 offre une vision rétrospective en ventilant les sinistres avec IJ de l'année 2022, en fonction de l'année de premier versement d'IJ de chaque sinistre.

La Figure 56 réalise le même exercice en déclinant les résultats par risque.

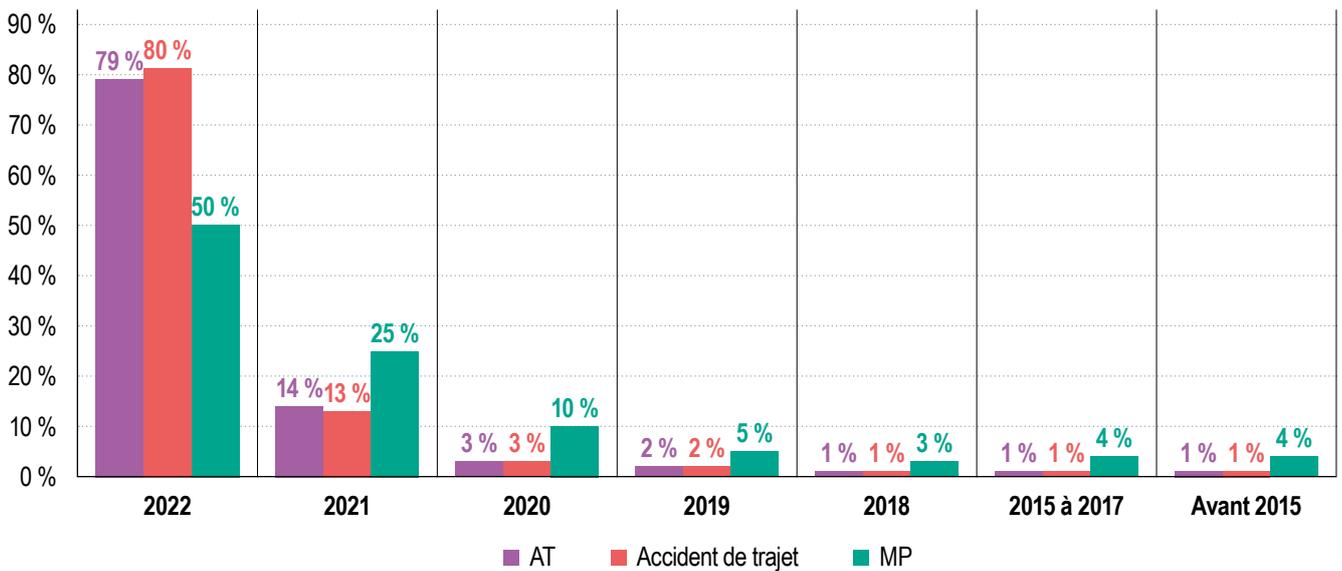
Il apparaît donc que, très majoritairement, les sinistres ont une première indemnisation d'arrêt de travail en 2022, même si cela reste moins vrai pour les MP, qui ne sont que la moitié à avoir une première indemnisation en 2022.

**Figure 55**  
**Ventilation des sinistres avec IJ en 2022 en fonction de l'année de 1<sup>re</sup> indemnisation d'arrêt de travail de chaque sinistre, tous risques confondus**



**Figure 56**

**Ventilation des sinistres avec IJ en 2022 en fonction de l'année de 1<sup>er</sup> indemnisation d'arrêt de travail de chaque sinistre, en distinguant les risques AT/MP**

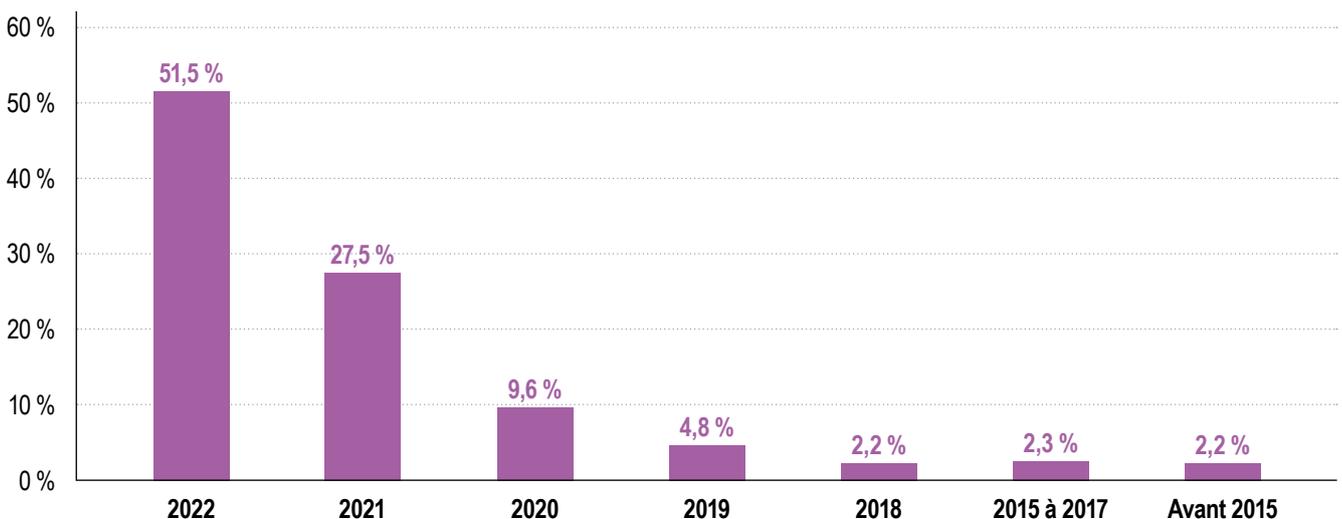


De la même façon, pour avoir une vision rétrospective de l'origine des sinistres, les montants d'IJ de l'année 2022 ont été ventilés en fonction de l'année de premier versement d'IJ de chaque sinistre (cf. Figure 57). Il apparaît donc qu'un peu plus de la moitié des montants d'IJ de l'année 2022 relève de sinistres avec une première indemnisation d'arrêt de travail en 2022, un peu plus du quart pour des sinistres

avec première indemnisation en 2021, et le quart restant se dispersant sur les années précédentes, qui peuvent remonter à plus d'une dizaine d'années – ce qui ne veut cependant pas dire que ces sinistres ont entraîné des arrêts continus depuis leur première indemnisation, leurs arrêts 2022 peuvent en effet être la conséquence de rechutes.

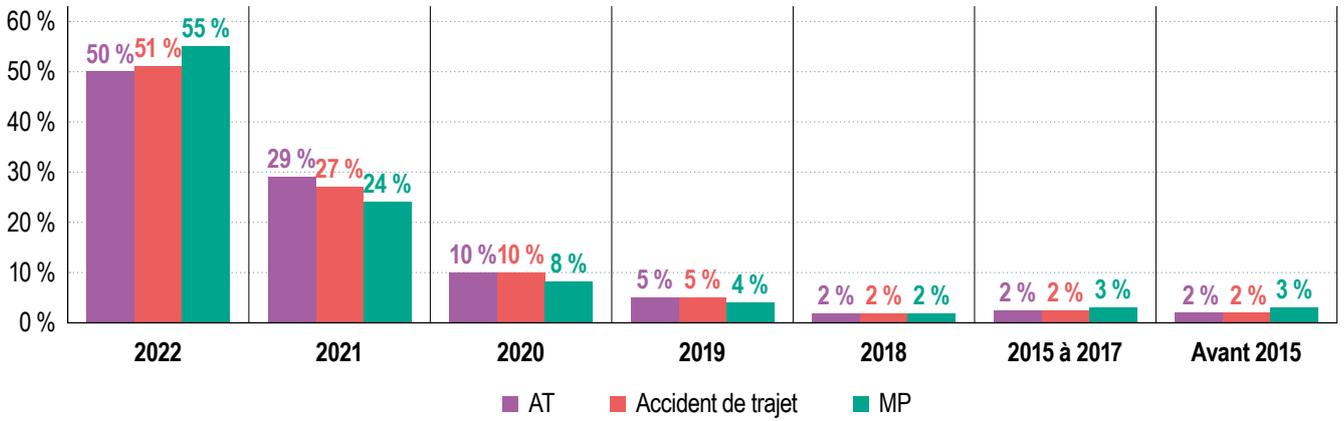
**Figure 57**

**Ventilation des montants d'IJ 2022 en fonction de l'année de 1<sup>er</sup> indemnisation d'arrêt de travail de chaque sinistre, tous risques confondus**



Les résultats par nature de risque ne sont pas sensiblement différents, même si les MP apparaissent un peu plus représentées en 2022, ainsi que pour les années les plus anciennes.

**Figure 58**  
**Ventilation des montants d'IJ 2022 en fonction de l'année de 1<sup>re</sup> indemnisation d'arrêt de travail de chaque sinistre, en distinguant les risques AT/MP**



## ● Incapacité permanente

### / Bilan statistique sur les prestations liées à l'incapacité permanente (IP)

Avec **4,3 Mds€ par an** en moyenne sur ces cinq dernières années, les prestations liées à l'IP restent le premier poste de dépenses de l'Assurance Maladie – Risques professionnels.

Ces prestations peuvent être :

- des rentes servies à des victimes ;

- des rentes servies à des ayants droit ;
- ainsi que des capitaux comme les IC ou les rachats de rente, sachant que les deux premières rubriques recouvrent la majorité des volumes et des montants concernés.

#### Montants versés en 2022 avec rappel des années 2018 à 2021

Le total des montants de prestations liées à l'IP s'élève à près de 4,4 Mds€ en 2022, en hausse de 2,3% par rapport à 2021. Cette hausse se démarque des évolutions enregistrées ces dernières années, où le taux d'évolution a oscillé au maximum entre - 2 % et + 1 % par an. L'augmentation en 2022 s'explique essentiellement par

les taux de revalorisation qui ont été appliqués dans le courant de l'année : la revalorisation s'appliquant chaque année au 1<sup>er</sup> avril était de 1,8 %, et une revalorisation spéciale de 4 % décidée dans la loi en faveur du pouvoir d'achat a été ajoutée au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

**Tableau 50**

#### Montants (en M€) des prestations d'IP servies et évolutions d'une année sur l'autre

| Année       | Total IP (a + b + c) |              | Dont rentes de victime (a) |              | Dont rentes d'ayant droit (b) |              | Dont capitaux (c) |              | Taux de revalorisation des rentes* |
|-------------|----------------------|--------------|----------------------------|--------------|-------------------------------|--------------|-------------------|--------------|------------------------------------|
|             | Montant              | % d'évo.     | Montant                    | % d'évo.     | Montant                       | % d'évo.     | Montant           | % d'évo.     |                                    |
| 2018        | 4 336                | 0,7 %        | 3 002                      | 0,4 %        | 1 218                         | 1,7 %        | 115               | 0,2 %        | 1,0 %                              |
| 2019        | 4 354                | 0,4 %        | 3 004                      | 0,1 %        | 1 231                         | 1,1 %        | 118               | 2,6 %        | 0,3 %                              |
| 2020        | 4 284                | - 1,6 %      | 2 989                      | - 0,5 %      | 1 223                         | - 0,7 %      | 73                | - 38,6 %     | 0,3 %                              |
| 2021        | 4 294                | 0,2 %        | 2 982                      | - 0,2 %      | 1 226                         | 0,2 %        | 86                | 18,8 %       | 0,1 %                              |
| <b>2022</b> | <b>4 393</b>         | <b>2,3 %</b> | <b>3 050</b>               | <b>2,3 %</b> | <b>1 253</b>                  | <b>2,2 %</b> | <b>89</b>         | <b>3,5 %</b> | <b>1,8 %-4 %</b>                   |

Données nationales.

Source : Datamart AT/MP + SNDS/DCIR pour le mois de février 2021.

\* Taux de revalorisation appliqué à l'ensemble des rentes au 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours. En 2022 s'est appliquée une revalorisation supplémentaire de + 4 % au 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Représentant 69% du total des prestations d'IP, le montant des rentes de victime enregistre une hausse de 2,3% en 2022, équivalente donc à celle constatée au niveau global. De même, le montant lié aux rentes d'ayant droit, qui représente 29% du poste « IP », enregistre une hausse similaire.

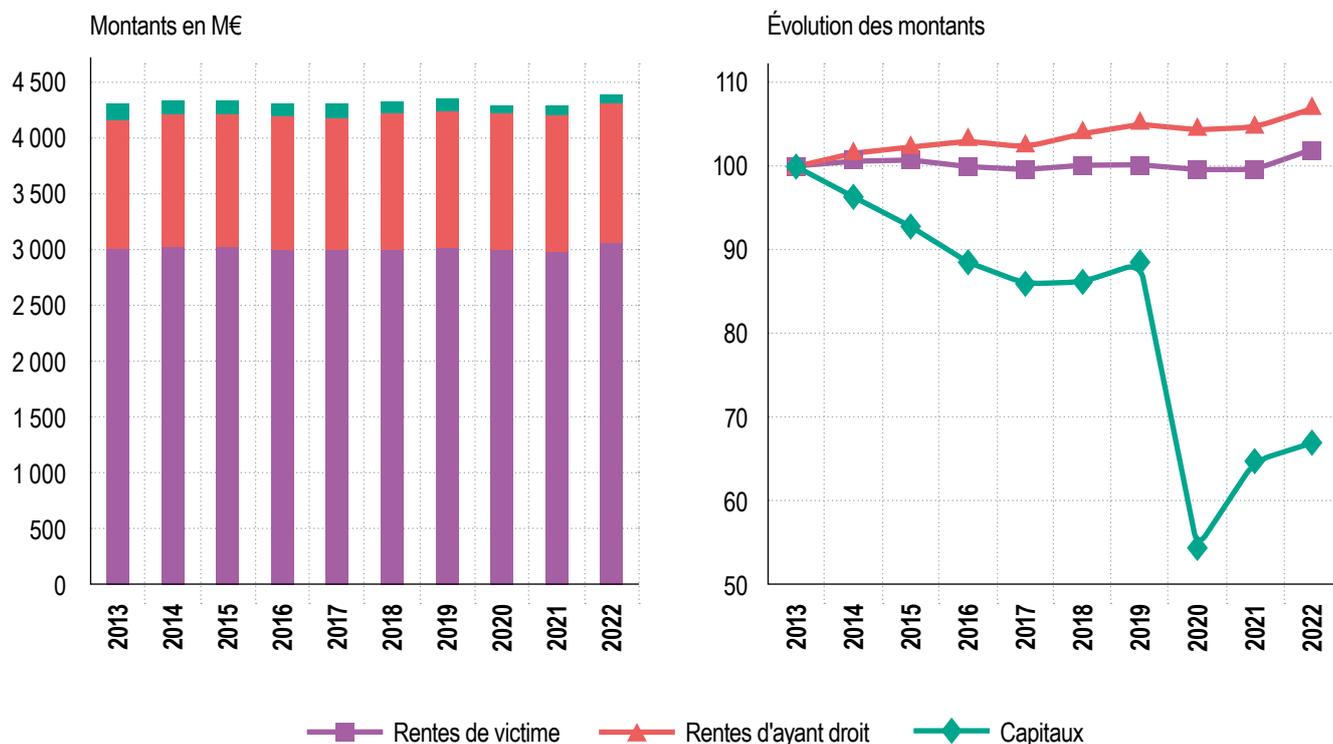
Comparativement aux montants des rentes, les capitaux ont été fortement impactés à la baisse en 2020 (- 38,6% par rapport à 2019), en raison de la baisse de la sinistralité AT consécutive à la crise sanitaire liée au Covid-19, mais aussi en raison de la suppression de la possibilité de rachat partiel des rentes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 (voir infra). Représentant 2% du total des prestations d'IP, ces capitaux ont réaugmenté en 2021 (de + 18,8%), ainsi qu'en 2022 (de + 3,5%), ce qui les laisse cependant en dessous des montants d'avant 2020.

On rappelle que les capitaux versés une année donnée sont principalement liés à cette même année ou à l'année précédente, puisque ce sont majoritairement des IC qui indemnisent les nouvelles IP de moins de 10% de l'année concernée ou de l'année précédente, alors que les rentes – qui indemnisent de façon viagère les IP dont le taux est supérieur à 10%, ainsi que les décès, via les rentes d'ayant droit – sont très majoritairement constituées de rentes attribuées antérieurement à l'année considérée. Ainsi, les rentes de victime et les rentes d'ayant droit sont moins directement impactées par les effets de la sinistralité d'une année donnée, comme cela a été le cas en 2020, avec une répercussion bien moindre sur les rentes de la baisse de sinistralité.

Pour avoir une vision rétrospective plus étendue, la Figure 59 présente l'évolution des montants sur les dix dernières années, ce qui permet de voir la relative stabilité des montants versés au titre des rentes de victime (en euros courants) et, dans le même temps, une

orientation plus à la hausse des montants des rentes d'ayant droit, avec une évolution moyenne annuelle de +0,7%. Les capitaux subissent quant à eux des évolutions plus marquées, comme vu supra.

**Figure 59**  
Montants des prestations d'IP pour les principaux postes de 2013 à 2022 et représentation de l'évolution en base 100 en 2013



**Volumes en 2022 avec rappels des années 2018 à 2021**

Concernant le nombre de rentes payées (ou régularisées) dans l'année, l'année 2022 enregistre près de 1,3 million de rentes, en diminution de 0,8% par rapport à 2021.

**Tableau 51**  
Nombre de rentes payées ou régularisées, ainsi que nombre de bénéficiaires distincts pour les rentes de victime, et évolution d'une année sur l'autre

| Année | Total des rentes |          | Rentes de victime |          | Bénéficiaires de rentes de victime* |          | Rentes d'ayant droit |          |
|-------|------------------|----------|-------------------|----------|-------------------------------------|----------|----------------------|----------|
|       | Nombre           | % d'évo. | Nombre            | % d'évo. | Nombre                              | % d'évo. | Nombre               | % d'évo. |
| 2018  | 1 343 966        | -0,8 %   | 1 258 605         | -0,8 %   | 1 097 295                           | -0,5 %   | 85 361               | -0,8 %   |
| 2019  | 1 336 080        | -0,6 %   | 1 251 165         | -0,6 %   | 1 093 086                           | -0,4 %   | 84 915               | -0,5 %   |
| 2020  | 1 319 991        | -1,2 %   | 1 236 162         | -1,2 %   | 1 082 313                           | -1,0 %   | 83 829               | -1,3 %   |
| 2021  | 1 307 534        | -0,9 %   | 1 224 839         | -0,9 %   | 1 075 023                           | -0,7 %   | 82 695               | -1,4 %   |
| 2022  | 1 296 727        | -0,8 %   | 1 214 464         | -0,8 %   | 1 068 683                           | -0,6 %   | 82 263               | -0,5 %   |

\* Une même victime pouvant être bénéficiaire de plusieurs rentes, ce décompte permet de comptabiliser les victimes distinctes (et non plus les rentes), qui ont un paiement au titre d'au moins une rente sur l'année.

94% de ces rentes sont des rentes servies à des victimes et 6% des rentes servies à des ayants droit, ce qui se distingue de la répartition des montants, où les rentes de victimes représentent 71% des montants et les rentes d'ayants droit, 29%.

Les rentes d'ayants droit enregistrent ainsi un montant versé moyen de 15 200 € en 2022, tandis que les rentes de victime ont un montant versé moyen de l'ordre de 2 500 €.

Ce montant moyen pour les rentes de victime cache cependant des montants qui peuvent être très différents, en lien avec la valeur du taux d'indemnisation, comme le montre le Tableau 52.

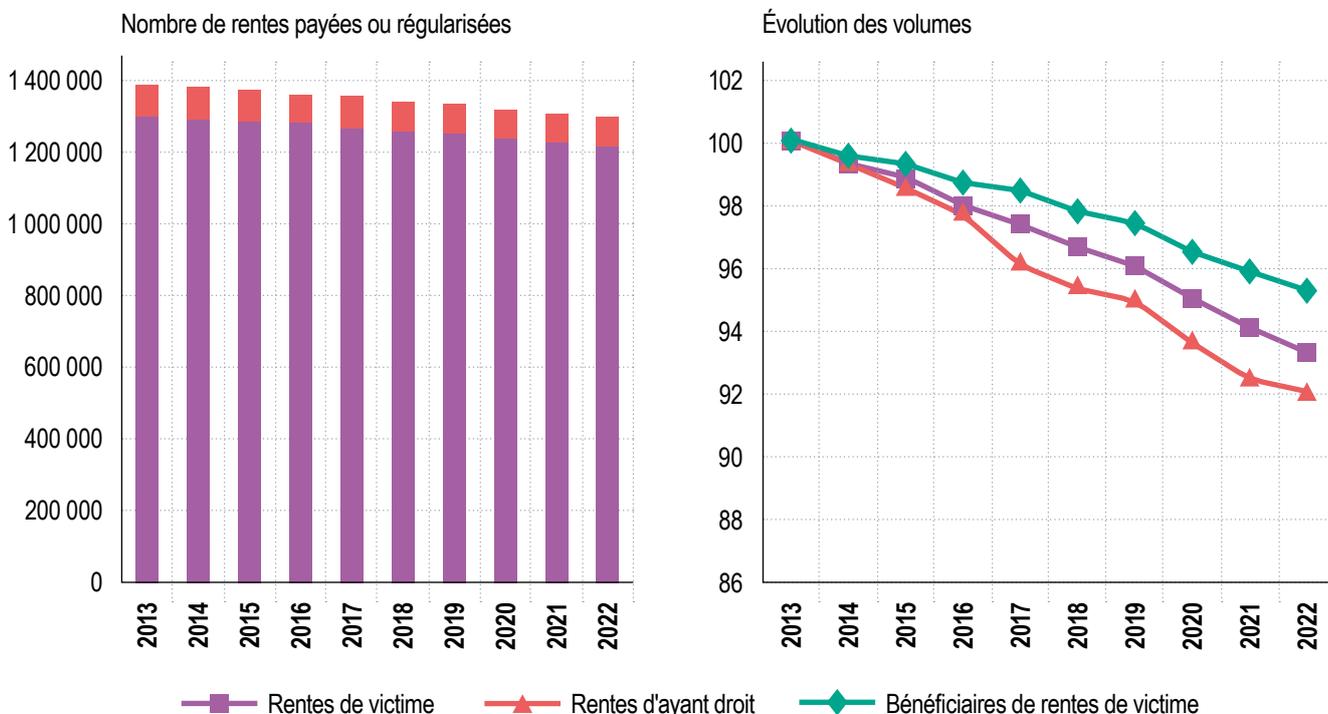
En ce qui concerne les évolutions, comme le montrent le Tableau 51 et la Figure 60, elles sont à la baisse, en moyenne de -0,8% par an pour les rentes de victime et de -0,9% par an pour les rentes d'ayant droit.

**Tableau 52**  
**Nombre de rentes de victime payées ou régularisées en 2022 et montants moyens versés en 2022 (en €) par tranche de taux d'indemnisation**

|   | Rentes dont le taux d'indemnisation est compris dans l'intervalle |                |                |                |                |                 | Total des rentes |
|---|---|----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|------------------|
|   | De 1 % à 9 %  | De 10 % à 19 % | De 20 % à 39 % | De 40 % à 59 % | De 60 % à 79 % | De 80 % à 100 % |                  |
| Nombre de rentes payées ou régularisées en 2022 | 112 119   | 738 353        | 280 215        | 47 032         | 22 824         | 14 903          | 1 215 446        |
| Montant moyen versé en 2022                     | 511   | 1 534          | 3 026          | 5 903          | 13 223         | 21 823          | 2 421            |

**NB :** le total des rentes de victime est un peu différent de celui du Tableau 51 puisque certaines rentes peuvent avoir eu un taux d'indemnisation qui a changé de tranche en 2022.

**Figure 60**  
**Nombre de rentes payées (ou régularisées) de 2013 à 2022 pour les rentes de victime et les rentes d'ayant droit et représentation de leur évolution (base 100 en 2013)**



**Focus sur les rentes d'ayant droit par nature d'ayant droit**

Les rentes de conjoint survivant représentent 95% des montants versés au titre des rentes d'ayant droit. En nombre, les rentes de conjoint représentent 88% des

rentes d'ayant droit, les rentes d'enfant 10%, les rentes d'ascendant et les rentes de réversion, un peu moins de 1% chacune.

**Tableau 53**  
Montants (en M€) des rentes d'ayant droit et évolutions d'une année sur l'autre

| Année       | Rentes de conjoint |              | Rentes d'enfant |              | Rentes d'ascendant |               | Rentes de réversion |              |
|-------------|--------------------|--------------|-----------------|--------------|--------------------|---------------|---------------------|--------------|
|             | Montants           | % d'évo.     | Montants        | % d'évo.     | Montants           | % d'évo.      | Montants            | % d'évo.     |
| 2018        | 1 155              | 1,9 %        | 59,2            | - 1,5 %      | 2,6                | - 5,0 %       | 1,3                 | 6,1 %        |
| 2019        | 1 167              | 1,1 %        | 60,2            | 1,6 %        | 2,5                | - 5,8 %       | 1,3                 | - 2,4 %      |
| 2020        | 1 162              | - 0,5 %      | 57,7            | - 4,1 %      | 2,3                | - 6,2 %       | 1,3                 | 2,6 %        |
| 2021        | 1 166              | 0,3 %        | 57,0            | - 1,2 %      | 2,0                | - 11,9 %      | 1,3                 | 1,2 %        |
| <b>2022</b> | <b>1 191</b>       | <b>2,2 %</b> | <b>58,6</b>     | <b>2,9 %</b> | <b>2,4</b>         | <b>20,0 %</b> | <b>1,4</b>          | <b>4,5 %</b> |

**Tableau 54**  
Nombre de rentes d'ayant droit payées ou régularisées et évolutions d'une année sur l'autre

| Année       | Rentes de conjoint |                | Rentes d'enfant |                | Rentes d'ascendant |                | Rentes de réversion |              |
|-------------|--------------------|----------------|-----------------|----------------|--------------------|----------------|---------------------|--------------|
|             | Nombre             | % d'évo.       | Nombre          | % d'évo.       | Nombre             | % d'évo.       | Nombre              | % d'évo.     |
| 2018        | 74 535             | - 0,3 %        | 9 176           | - 3,9 %        | 1 018              | - 7,0 %        | 632                 | 2,9 %        |
| 2019        | 74 222             | - 0,4 %        | 9 107           | - 0,8 %        | 949                | - 6,8 %        | 637                 | 0,8 %        |
| 2020        | 73 619             | - 0,8 %        | 8 680           | - 4,7 %        | 883                | - 7,0 %        | 647                 | 1,6 %        |
| 2021        | 72 743             | - 1,2 %        | 8 497           | - 2,1 %        | 791                | - 10,4 %       | 664                 | 2,6 %        |
| <b>2022</b> | <b>72 508</b>      | <b>- 0,3 %</b> | <b>8 337</b>    | <b>- 1,9 %</b> | <b>742</b>         | <b>- 6,2 %</b> | <b>676</b>          | <b>1,8 %</b> |

**Focus sur les majorations de rentes**

Les montants de rentes présentés dans le Tableau 50 intègrent les majorations et les prestations complémentaires qui peuvent s'ajouter aux montants des rentes en cas de recours à une tierce personne ou en cas de faute inexcusable de l'employeur (FIE).

Ces montants de majoration présentés dans le Tableau 54 sont en augmentation en 2022, à la fois pour les majorations liées au recours à une tierce personne (+ 1,0%) et pour les majorations FIE (+ 1,5% pour les majorations FIE des rentes de victime et + 6,2% pour les majorations FIE des rentes de conjoint survivant).

**Tableau 55**  
Montants (en M€) des majorations de rente et évolutions d'une année sur l'autre

| Année       | Majorations MTP/PCRTP* pour les rentes de victime |              | Majorations FIE pour les rentes de victime |              | Majorations FIE pour les rentes de conjoint |              | Majorations FIE pour les rentes d'enfant |              | Majorations FIE pour les rentes d'ascendant |               |
|-------------|---|--------------|--|--------------|---|--------------|--|--------------|---|---------------|
|             | Montants  | % d'évo.     | Montants                                   | % d'évo.     | Montants                                    | % d'évo.     | Montants                                 | % d'évo.     | Montants                                    | % d'évo.      |
| 2018        | 43,1  | 0,2 %        | 53,0                                       | 8,5 %        | 73,7  | 7,5 %        | 2,4                                      | - 12,2 %     | 0,5   | - 2,0 %       |
| 2019        | 42,1  | - 2,2 %      | 54,6                                       | 3,1 %        | 77,2  | 4,7 %        | 2,2                                      | - 5,0 %      | 0,4   | - 10,8 %      |
| 2020        | 41,0  | - 2,8 %      | 54,0                                       | - 1,1 %      | 75,6  | - 2,0 %      | 2,3                                      | 3,0 %        | 0,4   | - 4,5 %       |
| 2021        | 40,8  | - 0,4 %      | 61,9                                       | 14,6 %       | 79,7  | 5,3 %        | 2,1                                      | - 7,8 %      | 0,4   | - 13,1 %      |
| <b>2022</b> | <b>41,2</b>                                       | <b>1,0 %</b> | <b>62,8</b>                                | <b>1,5 %</b> | <b>84,6</b>                                 | <b>6,2 %</b> | <b>2,2</b>                               | <b>4,7 %</b> | <b>0,6</b>                                  | <b>71,9 %</b> |

\* La prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PCRTP) remplace la majoration de rente pour l'assistance d'une tierce personne (MTP) depuis le 1<sup>er</sup> mars 2013. La PCRTP et la MTP sont prévues pour les victimes dont l'IP atteint 80% et qui sont dans l'incapacité d'effectuer seuls les actes de la vie courante. Les personnes qui bénéficiaient jusqu'à cette date de l'ancienne majoration MTP peuvent opter pour la nouvelle prestation ou continuer de percevoir cette majoration dans les conditions et selon les règles de revalorisation en vigueur avant le changement.

Concernant le nombre de cas concernés, les majorations MTP/PCRTP concernent un peu plus de 2 800 rentes en 2022, en baisse de 1,8 % par rapport à 2021, ce qui s'inscrit dans la baisse constatée de ces dernières années.

Quant aux majorations FIE en 2022, elles représentent principalement 18 100 cas pour les rentes de victime et 6 100 cas pour les rentes de conjoint ; elles sont en augmentation sur les cinq dernières années.

**Tableau 56**  
**Nombre de rentes payées ou régularisées avec majorations de rente et évolutions d'une année sur l'autre**

| Année       | Majorations MTP/PCRTP pour les rentes de victimes |                | Majorations FIE pour les rentes de victime |              | Majorations FIE pour les rentes de conjoint |              | Majorations FIE pour les rentes d'enfant |                | Majorations FIE pour les rentes d'ascendant |               |
|-------------|---|----------------|--|--------------|---|--------------|--|----------------|---|---------------|
|             | Montants  | % d'évo.       | Montants                                   | % d'évo.     | Montants                                    | % d'évo.     | Montants                                 | % d'évo.       | Montants                                    | % d'évo.      |
| 2018        | 3 053   | - 1,2 %        | 16 126                                     | 4,3 %        | 5 603                                       | 2,9 %        | 644                                      | - 3,6 %        | 53  | - 5,4 %       |
| 2019        | 2 998   | - 1,8 %        | 16 695                                     | 3,5 %        | 5 790                                       | 3,3 %        | 638                                      | - 0,9 %        | 49  | - 7,5 %       |
| 2020        | 2 895   | - 3,4 %        | 16 942                                     | 1,5 %        | 5 866                                       | 1,3 %        | 590                                      | - 7,5 %        | 44  | - 10,2 %      |
| 2021        | 2 861   | - 1,2 %        | 17 556                                     | 3,6 %        | 5 964                                       | 1,7 %        | 562                                      | - 4,7 %        | 40  | - 9,1 %       |
| <b>2022</b> | <b>2 810</b>                                      | <b>- 1,8 %</b> | <b>18 068</b>                              | <b>2,9 %</b> | <b>6 136</b>                                | <b>2,9 %</b> | <b>532</b>                               | <b>- 5,3 %</b> | <b>47</b>                                   | <b>17,5 %</b> |

### Focus sur les capitaux

En 2022, les capitaux, qui représentent 2 % des dépenses du poste « IP », concernent très majoritairement les IC (93 % des montants), qui viennent indemniser les IP de moins de 10 %.

Les rachats obligatoires de rente, qui concernent les rentes dont le montant annuel devient inférieur à 1/80<sup>e</sup> du salaire annuel minimal des rentes (18 985,60 € au

1<sup>er</sup> avril 2022), sont en forte augmentation en 2022 par rapport aux années précédentes. Ils représentent 7 % des montants des capitaux versés au titre de l'IP en 2022.

Par ailleurs, la très forte baisse des rachats facultatifs de rente depuis 2020 s'explique par la suppression de la possibilité de racheter partiellement les rentes AT/MP depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 (LFSS 2020).

**Tableau 57**  
**Montants (en M€) des capitaux versés liés à l'IP et évolutions d'une année sur l'autre**

| Année       | IC          |                | Rachats obligatoires |                  | Rachats facultatifs partiels |                 |
|-------------|-------------|----------------|----------------------|------------------|------------------------------|-----------------|
|             | Montant     | % d'évo.       | Montant              | % d'évo.         | Montant                      | % d'évo.        |
| 2018        | 84,5        | 0,5 %          | 1,7                  | 115,6 %          | 28,5                         | - 3,5 %         |
| 2019        | 86,7        | 2,6 %          | 0,5                  | - 73,4 %         | 30,7                         | 7,7 %           |
| 2020        | 68,3        | - 21,2 %       | 0,4                  | - 12,5 %         | 3,9                          | - 87,4 %        |
| 2021        | 85,6        | 25,2 %         | 0,2                  | - 61,6 %         | 0,5                          | - 86,7 %        |
| <b>2022</b> | <b>82,7</b> | <b>- 3,3 %</b> | <b>6,5</b>           | <b>4 098,3 %</b> | <b>0,1</b>                   | <b>- 77,7 %</b> |

**Tableau 58**  
**Nombre de paiements ou de régularisations concernant les IC et les rachats, et évolutions d'une année sur l'autre**

| Année       | IC            |                | Rachats obligatoires |                  | Rachats facultatifs partiels |                 |
|-------------|---------------|----------------|----------------------|------------------|------------------------------|-----------------|
|             | Montant       | % d'évo.       | Montant              | % d'évo.         | Montant                      | % d'évo.        |
| 2018        | 49 952        | 4,1 %          | 1 065                | 70,1 %           | 4 053                        | - 3,1 %         |
| 2019        | 48 569        | - 2,8 %        | 316                  | - 70,3 %         | 4 322                        | 6,6 %           |
| 2020        | 39 282        | - 19,1 %       | 291                  | - 7,9 %          | 573                          | - 86,7 %        |
| 2021        | 49 986        | 27,2 %         | 105                  | - 63,9 %         | 99                           | - 82,7 %        |
| <b>2022</b> | <b>47 729</b> | <b>- 4,5 %</b> | <b>4 614</b>         | <b>4 294,3 %</b> | <b>46</b>                    | <b>- 53,5 %</b> |

## / Évaluation des effets « volume », « revalorisation » et « prix » sur les rentes servies

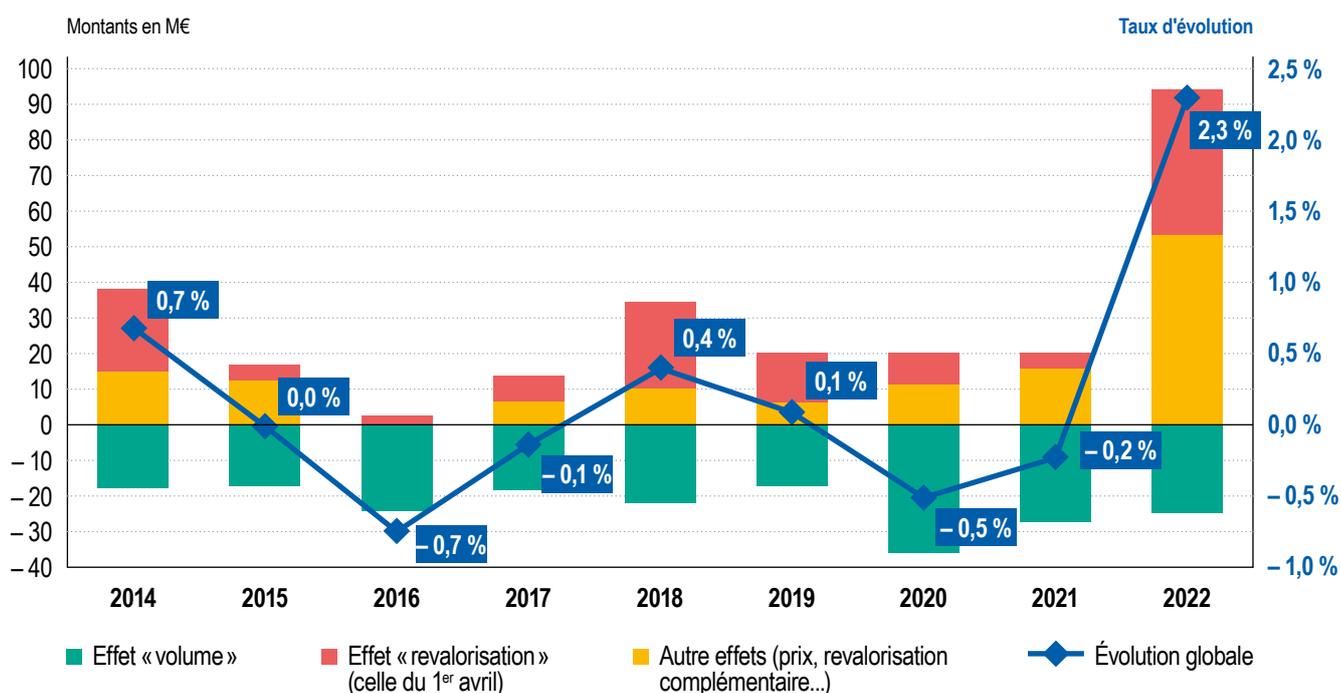
Pour aider à la compréhension des évolutions, on mène depuis plusieurs années un exercice de décomposition des écarts des montants versés entre deux années successives, en fonction des effets suivants :

- un effet « volume » correspondant à la variation du montant servi entre deux années successives, qui serait dû au seul effet du nombre de rentes servies, toutes choses égales par ailleurs ;
- un effet « revalorisation » correspondant à l'effet de la revalorisation indicielle des rentes qui s'applique au 1<sup>er</sup> avril de chaque année (voir les taux de revalorisation appliqués de 2018 à 2022 dans le Tableau 50) ;

- et un effet complémentaire, appelé effet « prix », qui dépend de la distribution du montant des rentes, qui elle-même résulte des salaires de référence et des taux d'IP reconnus (pour les rentes de victime), ces derniers pouvant par ailleurs subir de possibles modifications – le plus souvent à la hausse – suite à des contestations et/ou des révisions de taux. Cette année, dans l'effet « prix » est également intégré l'effet de la revalorisation de + 4 % qui s'est appliquée au 1<sup>er</sup> juillet 2022, suite à la loi en faveur du pouvoir d'achat.

L'exercice est mené, d'une part, pour les montants des rentes de victime (voir Figure 61) et, d'autre part, pour les montants des rentes d'ayant droit, en particulier pour les rentes de conjoint, qui représentent 95 % des montants des rentes d'ayant droit (voir Figure 62).

**Figure 61**  
Évolution du montant des rentes de victime et décomposition suivant les effets « volume », « revalorisation » et « prix »

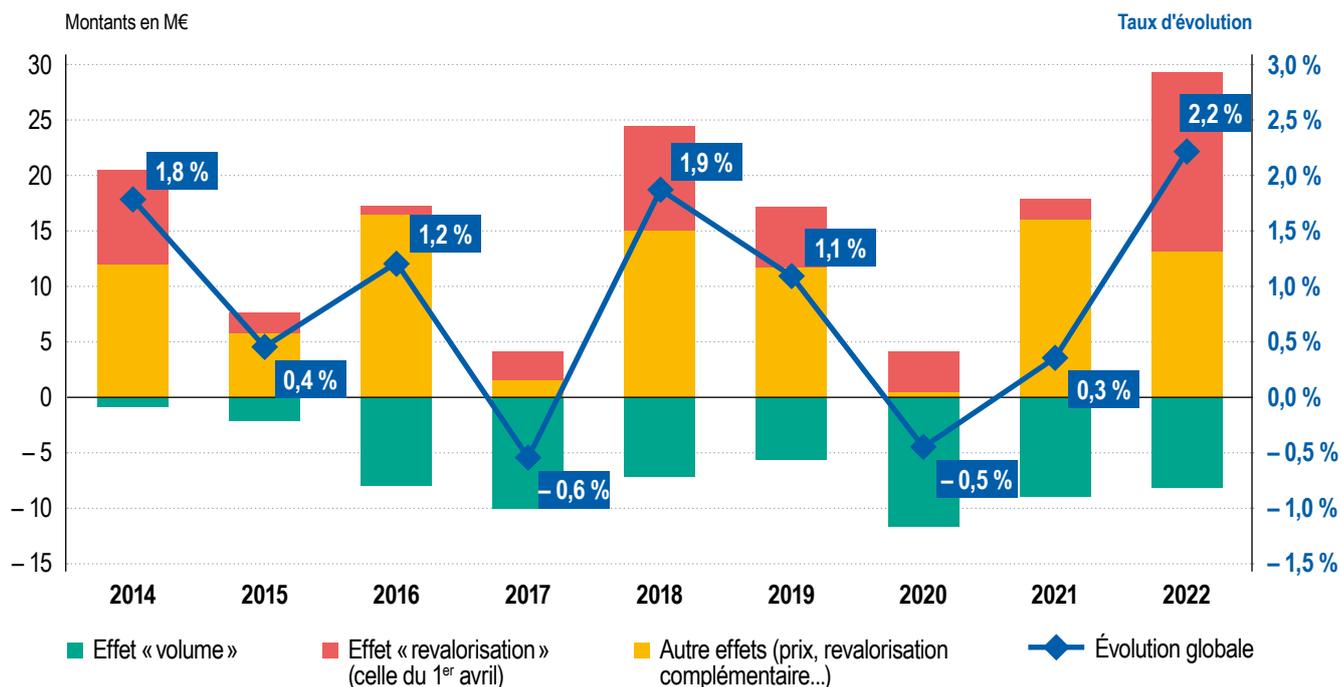


Avec 3,05 Mds€ en 2022, le montant des rentes de victime est en augmentation de 2,3 %, soit + 69 M€ par rapport à 2021. Comme pour les années précédentes, l'effet « volume » est à la baisse, avec une diminution d'environ 25 M€ en 2022, ce qui est presque stable par rapport à 2021, mais un peu moins important qu'en 2020. À la différence de ces deux années, l'effet « volume » à la baisse est plus que compensé en 2022 par les effets « revalorisation » et « prix ».

L'effet « revalorisation », par principe, a une part contributive à la hausse, évaluée à + 41 M€ en 2022, ce qui est significativement plus élevé que les années précédentes, en lien direct avec le taux de revalorisation d'avril 2022 de + 1,8 %, alors que les taux de revalorisation d'avril des trois années précédentes étaient au plus de + 0,3 %.

Évalué à + 53 M€ en 2022, l'effet « prix » a une part contributive à la hausse inédite, qui s'explique par la revalorisation spécifique de + 4 % appliquée au 1<sup>er</sup> juillet 2022 (loi en faveur du pouvoir d'achat).

**Figure 62**  
**Évolution du montant des rentes de conjoint et décomposition suivant les effets « volume », « revalorisation » et « prix »**



Avec 1,19 Md€ en 2022, le montant des rentes de conjoint est en augmentation de 2,2%, soit + 25 M€ par rapport à 2021.

Comme pour les années précédentes, et comme c'est le cas pour les rentes de victime, l'effet « volume » contribue à la baisse, d'environ 4 M€ en 2022, ce qui est plus faible que les trois années précédentes.

L'effet « revalorisation », par principe, a une part contributive à la hausse, évaluée à + 16 M€ en 2022. Comme pour les rentes de victime, l'effet « revalorisation » est plus élevé que les années précédentes, en lien avec le taux de revalorisation d'avril 2022 de + 1,8%, alors que les taux de

revalorisation d'avril des trois années précédentes étaient au plus de + 0,3%.

L'effet « prix » est évalué à + 13 M€ en 2022, soit une part contributive du même ordre que celle de 2021, quand bien même il existe en 2022 une revalorisation supplémentaire de + 4 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022. Il est à noter que l'exercice est mené en date de paiement (comme c'est le cas pour tous les montants présentés dans la partie « Prestations »), ce qui peut inclure des situations de rattrapage/régularisation de rentes, qui viennent impacter cet effet « prix ».

# Éclairage sur les dépenses à partir des données issues de la tarification

Historiquement, une asymétrie importante était constatée entre les dépenses imputées à la branche AT/MP et les dépenses réellement occasionnées suite aux sinistres reconnus (écart de 1 619 M€ en 2016). Suite à la revalorisation des coefficients multiplicateurs des rentes et décès depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, qui sont passés de 32 à 36 pour les rentes et de 26 à 31 pour les

décès, le montant total des dépenses imputables à la branche AT/MP avait fortement augmenté (de + 9,4 % en 2017). Cette mesure, associée à la relative stabilité des dépenses réelles, a eu progressivement pour effet de partiellement rééquilibrer les montants imputés avec les dépenses versées, l'écart passant de 1 619 M€ en 2016 à 859 M€ en 2019 et 570 M€ en 2022.

**Tableau 59**  
Écarts entre les montants imputés et les dépenses versées (en M€)

| Année | Montants imputés AT/MP | Dépenses versées | Écarts  | Écarts en % |
|-------|------------------------|------------------|---------|-------------|
| 2012  | 6 894                  | 8 001            | - 1 107 | - 14 %      |
| 2013  | 6 707                  | 7 939            | - 1 232 | - 16 %      |
| 2014  | 6 680                  | 8 113            | - 1 433 | - 18 %      |
| 2015  | 6 669                  | 8 200            | - 1 531 | - 19 %      |
| 2016  | 6 623                  | 8 242            | - 1 619 | - 20 %      |
| 2017  | 7 244                  | 8 297            | - 1 053 | - 13 %      |
| 2018  | 7 504                  | 8 519            | - 1 015 | - 12 %      |
| 2019  | 7 886                  | 8 745            | - 859   | - 10 %      |
| 2020  | 7 453                  | 8 806            | - 1 353 | - 15 %      |
| 2021  | 8 632                  | 9 096            | - 464   | - 5 %       |
| 2022  | 8 843                  | 9 413            | - 570   | - 6 %       |

**Tableau 60**  
Écarts entre les montants imputés et les dépenses versées par type d'incapacité (en M€)

|                   | 2019    | 2020   | 2021             |          |        |
|-------------------|---------|--------|------------------|----------|--------|
|                   | Écarts  | Écarts | Montants imputés | Dépenses | Écarts |
| Prestations et IT | - 187   | - 67   | 4 962            | 5 020    | - 58   |
| IP                | - 1 166 | - 397  | 3 881            | 4 393    | - 512  |
| Total             | - 1 353 | - 464  | 8 843            | 9 413    | - 570  |

Pour les IP les montants imputés sont les capitaux représentatifs ou forfaitaires initiaux qui sont calculés, depuis l'arrêté du 22 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 16 octobre 1995 :

- **pour les rentes** : sur la base du montant annuel de la rente initiale **multiplié par 36** ;
- **pour les IC** : sur la base du montant de l'indemnité affecté **d'un coefficient égal à 1,1** ;

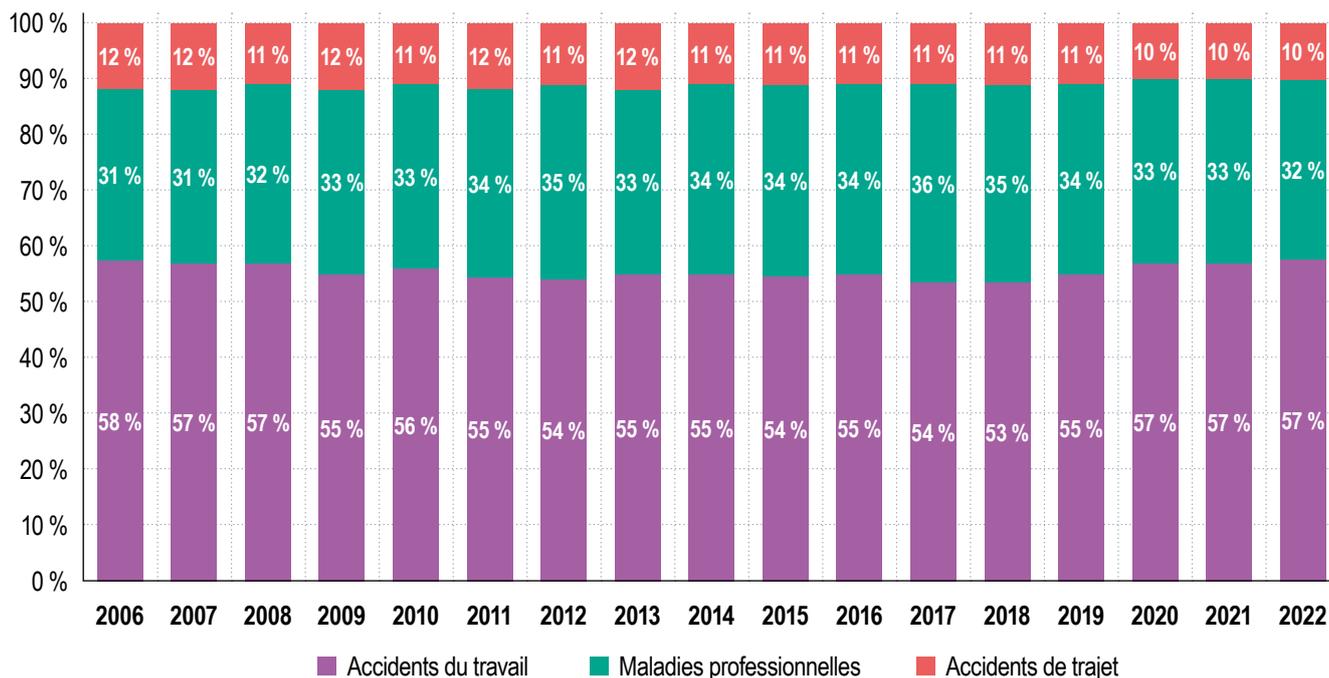
- **pour les décès** : sur la base du montant du salaire annuel minimal défini à l'article L 434-16 du CSS<sup>11</sup> **multiplié par 31**.

A contrario, les rentes et IC versées tiennent compte des éventuelles révisions de taux d'IP ou des rentes sur rechute non imputables à l'employeur.

L'analyse des dépenses imputées fournit un aperçu de la structure des coûts de la branche, comme le montrent les figures qui suivent.

<sup>11</sup> Dît salaire minimal des rentes, revalorisé à 18 985,60 € annuels au 1<sup>er</sup> avril 2022.

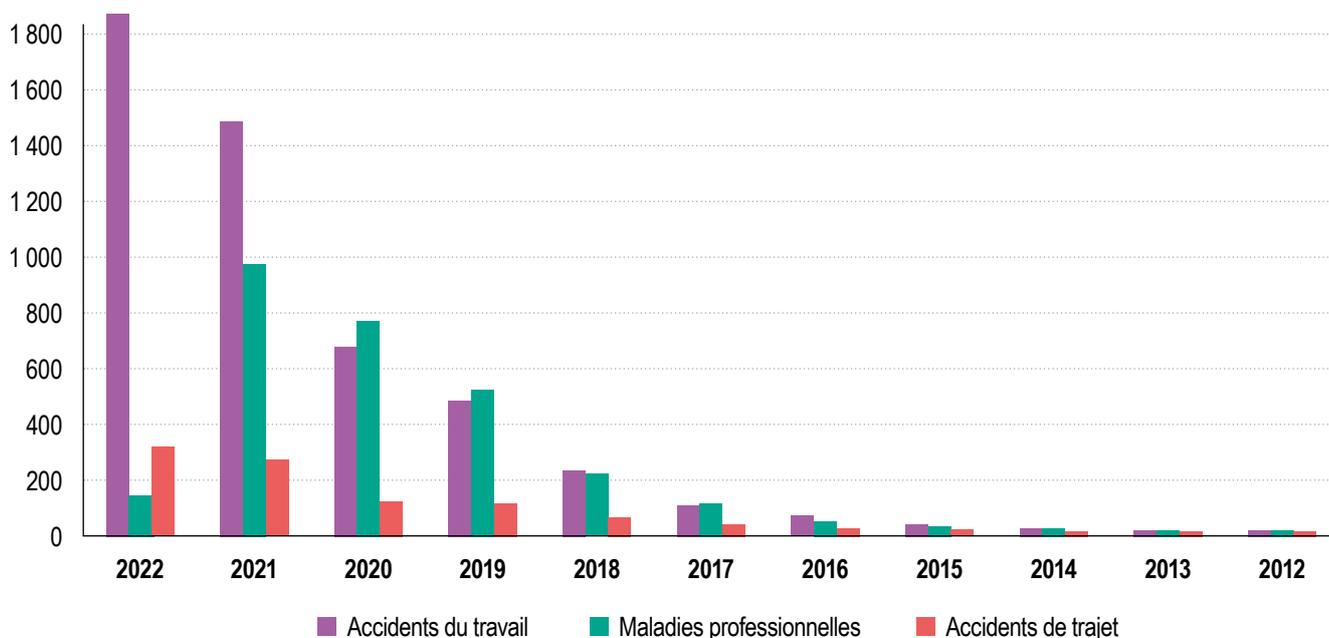
**Figure 63**  
Évolution de la répartition des montants entre les trois grandes natures de risque



La Figure 63 met en évidence une part assez stable des MP dans l'ensemble des coûts de la branche, avec 32% des montants en 2022.

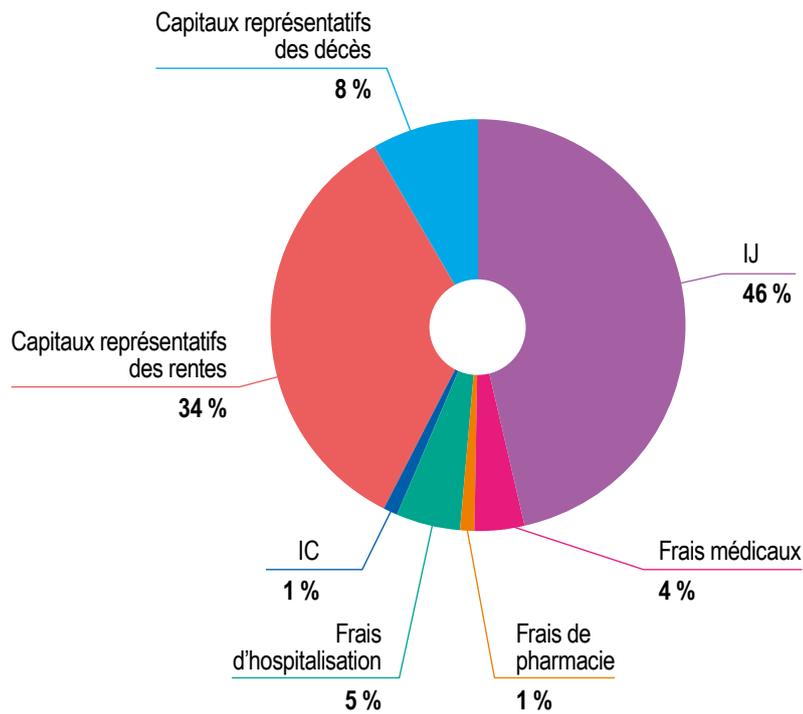
Les dépenses imputées proviennent très majoritairement (73,5%) de sinistres survenus lors des années<sup>12</sup> antérieures à 2022.

**Figure 64**  
Répartition des montants imputés en 2022 (en M€) en fonction de l'origine temporelle des sinistres



<sup>12</sup> L'année de sinistre correspond à l'année de déclaration de l'accident et, en MP, à l'année où la victime est informée pour la première fois de l'origine professionnelle de son affection en maladie.

**Figure 65**  
Répartition des montants imputés en 2022 par nature de coûts



Deux postes concentrent 80% des montants imputables, il s'agit des IJ (46%) et des capitaux représentatifs des rentes (34%).

La distribution des coûts des sinistres indique une concentration du coût du risque sur un faible nombre de sinistres.

**Tableau 61**  
**Distribution de la valeur de risque nette (y compris recours) en 2022**

| Tranche % sinistre     | Nombre de sinistres | Coût du risque net (recours déduits) | Contribution au coût total du risque |
|------------------------|---------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| 0 %                    | 134 440             | 3 341 000                            | 0,0 %                                |
| 10 %                   | 133 091             | 9 000 696                            | 0,1 %                                |
| 20 %                   | 136 558             | 20 146 884                           | 0,2 %                                |
| 30 %                   | 135 871             | 38 475 594                           | 0,4 %                                |
| 40 %                   | 135 229             | 66 334 395                           | 0,8 %                                |
| 50 %                   | 134 989             | 112 336 977                          | 1,3 %                                |
| 60 %                   | 135 122             | 207 219 264                          | 2,3 %                                |
| 70 %                   | 135 053             | 451 505 756                          | 5,1 %                                |
| 80 %                   | 135 068             | 1 173 239 351                        | 13,3 %                               |
| <b>De 90 % à 100 %</b> | <b>135 049</b>      | <b>6 736 409 226</b>                 | <b>76,4 %</b>                        |
| dont                   |                     |                                      |                                      |
| 90 %                   | 67 522              | 1 213 279 068                        | 13,8 %                               |
| 95 %                   | 13 506              | 326 729 097                          | 3,7 %                                |
| 96 %                   | 13 506              | 378 716 503                          | 4,3 %                                |
| 97 %                   | 13 505              | 491 615 177                          | 5,6 %                                |
| 98 %                   | 13 504              | 814 122 319                          | 9,2 %                                |
| 99 %                   | 13 506              | 3 511 947 062                        | 39,8 %                               |
| <b>Total</b>           | <b>1 350 470</b>    | <b>8 818 009 144</b>                 | <b>100,0 %</b>                       |

Sur 1,35 million de sinistres reconnus ayant généré des frais en 2022, quelle que soit leur année de survenance et quelle que soit la nature de risque concernée (AT, MP et accidents de trajet), 10% seulement contribuent à 76,4% de la valeur totale du risque (et respectivement 1,0% des sinistres pour 39,8% de la valeur du risque).

Cette forte concentration s'explique plus particulièrement par les sinistres ayant engendré de graves séquelles (sinistres avec IP supérieure ou égale à 10% et sinistres mortels), qui ne représentent que 1,9% du nombre des sinistres imputés mais 44,8% du coût du risque (cf. Tableau 38).

**Tableau 62**  
**Répartition de la valeur du risque par type de sinistre pour les sinistres graves en 2022**

| Nature des séquelles     | AT                  |                  | MP                  |                  | Accidents de trajet |                  | Tous risques        |                  |
|--------------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|
|                          | Nombre de sinistres | Valeur du risque |
| Sinistres avec IP < 10 % | 1,8 %               | 2,3 %            | 1,1 %               | 1,2 %            | 0,3 %               | 0,3 %            | 3,1 %               | 3,9 %            |
| Sinistres avec IP ≥ 10 % | 0,9 %               | 13,3 %           | 0,7 %               | 20,2 %           | 0,2 %               | 3,0 %            | 1,8 %               | 36,5 %           |
| Sinistres mortels        | 0,1 %               | 5,0 %            | 0,0 %               | 1,4 %            | 0,0 %               | 1,9 %            | 0,1 %               | 8,3 %            |
| <b>Total</b>             | <b>2,7 %</b>        | <b>20,7 %</b>    | <b>1,8 %</b>        | <b>22,9 %</b>    | <b>0,5 %</b>        | <b>5,2 %</b>     | <b>5,0 %</b>        | <b>48,7 %</b>    |

De la même façon, cette forte concentration s'explique également par le coût des MP: 10% des sinistres pour près de 33% du coût total du risque.

**Tableau 63**

**Répartition du nombre et de la valeur du risque par nature de risque en 2022**

| Nature du risque    | Nombre de sinistres | Valeur du risque |
|---------------------|---------------------|------------------|
| AT                  | 77 %                | 57,1 %           |
| MP                  | 10 %                | 32,5 %           |
| Accidents de trajet | 13 %                | 10,5 %           |
| <b>Total</b>        | <b>100 %</b>        | <b>100 %</b>     |

Après plusieurs hausses successives des montants imputés au titre des MP entre 2016 et 2019 (de + 19%) dues à l'augmentation des dépenses d'IP supérieures ou égales à 10% (capitales des rentes et décès à l'issue de la revalorisation des coefficients cf. supra), on observe une baisse significative entre 2019 et 2020 (- 7,6%).

En 2021, les montants imputés au titre des MP ont enregistré à nouveau une augmentation (+ 17,4%), notamment en raison des MP survenues en 2020 et 2021 et reconnues en 2021 comme étant liées au Covid-19 (tableau n° 100A).

Pour 2022, le montant total imputé au titre des MP diminue légèrement par rapport à 2021 (- 4 M€).

**Tableau 64**

**Montants imputables au titre des principaux tableaux de MP entre 2010 et 2022**  
**(montants en M€ – en italique, la part représentative dans la colonne)**

| N° de tableau et intitulé  | 2010                  | 2011                  | 2012                  | 2013                  | 2014                  | 2015                  | 2016                  | 2017                  | 2018                  | 2019                  | 2020                  | 2021                  | 2022                  |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| <b>57</b> Affections périarticulaires  | 775<br>36,6 %         | 855<br>38,0 %         | 865<br>36,9 %         | 810<br>37,2 %         | 808<br>36,3 %         | 811<br>35,5 %         | 793<br>35,7 %         | 855<br>33,5 %         | 897<br>34,1 %         | 1 008<br>38,1 %       | 958<br>39,2 %         | 1 124<br>39,2 %       | 1 144<br>39,9 %       |
| <b>30 bis</b> Cancers bronchopulmonaires dus à l'amiante                       | 523<br>24,7 %         | 522<br>23,2 %         | 567<br>24,1 %         | 511<br>23,4 %         | 534<br>24,0 %         | 578<br>25,3 %         | 534<br>24,0 %         | 621<br>24,3 %         | 627<br>23,8 %         | 596<br>22,5 %         | 514<br>21,0 %         | 505<br>17,6 %         | 546<br>19,1 %         |
| <b>30</b> Affections provoquées par la poussière d'amiante                     | 381<br>18,0 %         | 398<br>17,7 %         | 425<br>18,1 %         | 389<br>17,9 %         | 402<br>18,0 %         | 387<br>16,9 %         | 388<br>17,4 %         | 469<br>18,4 %         | 499<br>19,0 %         | 442<br>16,7 %         | 414<br>16,9 %         | 491<br>17,1 %         | 431<br>15,0 %         |
| <b>98</b> Affections chroniques du rachis lombaire – charges lourdes           | 121<br>5,7 %          | 130<br>5,8 %          | 142<br>6,0 %          | 136<br>6,2 %          | 134<br>6,0 %          | 126<br>5,5 %          | 123<br>5,6 %          | 127<br>5,0 %          | 127<br>4,8 %          | 141<br>5,3 %          | 115<br>4,7 %          | 134<br>4,7 %          | 133<br>4,6 %          |
| <b>42</b> Affections provoquées par les bruits                                 | 84<br>4,0 %           | 90<br>4,0 %           | 93<br>4,0 %           | 80<br>3,7 %           | 85<br>3,8 %           | 88<br>3,8 %           | 74<br>3,3 %           | 75<br>2,9 %           | 70<br>2,7 %           | 61<br>2,3 %           | 46<br>1,9 %           | 51<br>1,8 %           | 41<br>1,4 %           |
| <b>47</b> Affections professionnelles provoquées par les poussières de bois    | 29<br>1,4 %           | 27<br>1,2 %           | 20<br>0,9 %           | 22<br>1,0 %           | 25<br>1,1 %           | 23<br>1,0 %           | 21<br>0,9 %           | 28<br>1,1 %           | 26<br>1,0 %           | 25<br>0,9 %           | 21<br>0,9 %           | 26<br>0,9 %           | 19<br>0,7 %           |
| <b>25</b> Pneumoconioses consécutives à l'inhalation de silice                 | 21<br>1,0 %           | 29<br>1,3 %           | 28<br>1,2 %           | 27<br>1,2 %           | 23<br>1,0 %           | 25<br>1,1 %           | 25<br>1,1 %           | 33<br>1,3 %           | 26<br>1,0 %           | 21<br>0,8 %           | 23<br>0,9 %           | 33<br>1,2 %           | 29<br>1,0 %           |
| <b>04</b> Hémopathies provoquées par le benzène et tous produits en renfermant | 22<br>1,1 %           | 21<br>0,9 %           | 19<br>0,8 %           | 20<br>0,9 %           | 19<br>0,9 %           | 15<br>0,6 %           | 25<br>1,1 %           | 26<br>1,0 %           | 15<br>0,6 %           | 16<br>0,6 %           | 14<br>0,6 %           | 16<br>0,6 %           | 22<br>0,8 %           |
| <b>97</b> Affections chroniques du rachis lombaire – vibrations                | 19<br>0,9 %           | 21<br>0,9 %           | 21<br>0,9 %           | 24<br>1,1 %           | 21<br>1,0 %           | 24<br>1,1 %           | 24<br>1,1 %           | 23<br>0,9 %           | 23<br>0,9 %           | 21<br>0,8 %           | 20<br>0,8 %           | 22<br>0,8 %           | 22<br>0,8 %           |
| <b>66</b> Rhinites et asthmes professionnels                                   | 6<br>0,3 %            | 8<br>0,3 %            | 6<br>0,2 %            | 5<br>0,2 %            | 6<br>0,3 %            | 6<br>0,3 %            | 5<br>0,2 %            | 6<br>0,2 %            | 6<br>0,2 %            | 6<br>0,2 %            | 8<br>0,3 %            | 6<br>0,2 %            | 7<br>0,3 %            |
| Autres tableaux de MP  | 134<br>6,3 %          | 151<br>6,7 %          | 162<br>6,9 %          | 154<br>7,1 %          | 170<br>7,6 %          | 202<br>8,8 %          | 211<br>9,5 %          | 293<br>11,5 %         | 315<br>12,0 %         | 307<br>11,6 %         | 311<br>12,7 %         | 459<br>16,0 %         | 470<br>16,4 %         |
| <b>Ensemble</b>  | <b>2 115</b><br>100 % | <b>2 250</b><br>100 % | <b>2 348</b><br>100 % | <b>2 178</b><br>100 % | <b>2 227</b><br>100 % | <b>2 283</b><br>100 % | <b>2 224</b><br>100 % | <b>2 557</b><br>100 % | <b>2 633</b><br>100 % | <b>2 644</b><br>100 % | <b>2 444</b><br>100 % | <b>2 868</b><br>100 % | <b>2 864</b><br>100 % |

La valeur du risque des AT et MP hors dépenses imputées en Alsace-Moselle, hors accidents de trajet, hors activités spécifiques (CTN Z) et hors dépenses mutualisées est en légère augmentation de 2,9% entre 2021 et 2022.

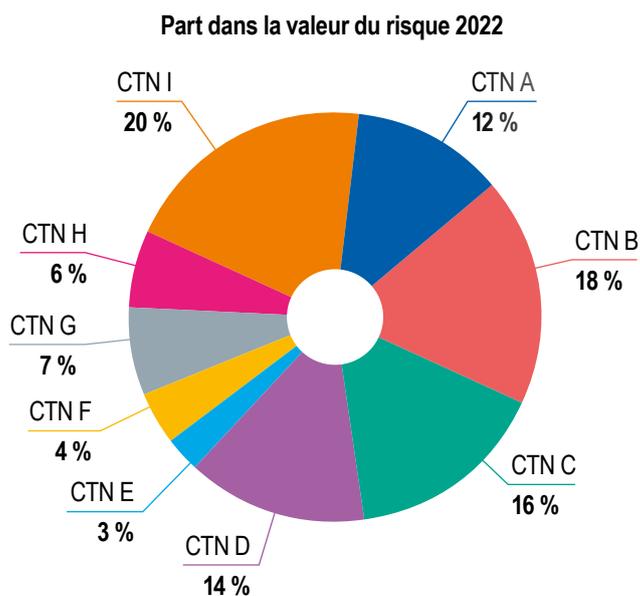
Cette augmentation est cependant hétérogène entre les différents CTN, la valeur du risque ayant plus fortement augmenté dans les CTN H (+ 9,5%) et C (+ 9,2%) alors que la valeur du risque est en nette régression concernant le CTN F (- 11,5%).

**Tableau 65**  
Évolution de la valeur du risque (en €) par CTN entre 2021 et 2022

| CTN          | Valeur du risque 2021 | Valeur du risque 2022 | Variation 2022/2021 |
|--------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| A            | 817 842 729           | 840 996 542           | 2,8 %               |
| B            | 1 231 249 800         | 1 273 596 160         | 3,4 %               |
| C            | 1 005 696 065         | 1 098 139 019         | 9,2 %               |
| D            | 918 501 623           | 954 735 438           | 3,9 %               |
| E            | 201 517 160           | 197 055 282           | - 2,2 %             |
| F            | 297 245 142           | 263 170 468           | - 11,5 %            |
| G            | 495 229 569           | 492 765 532           | - 0,5 %             |
| H            | 397 733 751           | 435 612 706           | 9,5 %               |
| I            | 1 409 880 492         | 1 412 972 966         | 0,2 %               |
| <b>Total</b> | <b>6 774 896 331</b>  | <b>6 969 044 111</b>  | <b>2,9 %</b>        |

La répartition de cette valeur du risque est également hétérogène, les CTN I, B et C représentant à eux seuls 54% des dépenses.

**Figure 66**  
Répartition de la valeur du risque 2022 par CTN



# SINISTRALITÉ

## À propos des données

### ● Principes généraux

Toutes les statistiques de ce chapitre (accidents du travail – AT –, accidents de trajet, maladies professionnelles – MP) sont établies sur le périmètre « neuf comités techniques nationaux (CTN), y compris sections au taux fonctions supports de nature administrative (FSNA) et au taux bureaux » stricto sensu, et, bien entendu, les historiques ont aussi été recalculés sur ce champ. C'est le cas pour les AT et les accidents de trajet depuis la version 2019 du rapport annuel, et depuis la version 2020 pour les MP. Les MP portées au compte spécial, c'est-à-dire reconnues pour des salariés « sectoriels » mais mutualisées en tarification, sont bien prises en compte dans la sous-partie « Dénombrements relatifs aux maladies professionnelles » p. 120.

On rappelle que les dénombrements des sinistres de ce chapitre – comme c'est le cas des statistiques publiées depuis les origines de la branche AT/MP, et à la différence des dénombrements du Tableau 33 p. 52 – ne concernent que les sinistres reconnus ayant donné lieu à versement de prestations en espèces (PE), à savoir indemnités journalières (IJ) des arrêts de travail et/ou indemnités en capital ou rentes d'incapacité permanente (IP), ou imputation d'un capital représentatif de décès, datés par la date de ce premier versement.

Autrement dit, pour la plupart des sinistres, il s'agit de ceux ayant donné lieu à au moins une journée d'arrêt de travail, sauf pour les MP des retraités, pour lesquelles une PE ne peut être qu'une indemnisation d'une IP.

### / Évolution du périmètre des comités techniques nationaux (CTN)

Le périmètre des CTN n'a pas évolué en 2022. Les dernières évolutions remontent à l'année 2020 et ont concerné les CTN H et I. Par principe, les historiques des séries de

données par CTN affichées dans ce rapport sont recalculés sur les nouveaux périmètres.

### / Mise en place de la déclaration sociale nominative (DSN)

Depuis 2017, la compilation des données a été affectée par le changement de certaines règles de gestion lié à la mise en œuvre de la déclaration sociale nominative (DSN), qui s'est substituée progressivement à la déclaration annuelle des données sociales (DADS), depuis 2017 sur le champ du secteur privé et à partir de 2018 sur le champ du secteur public. Depuis 2018, quasi tout le secteur privé est passé à la DSN, ce n'était pas encore le cas pour le secteur public.

En 2022, seuls les CTN H et I présentent encore une part des effectifs salariés déclarée via la DADS, mais celle-ci devient négligeable. En effet, 99% des effectifs salariés

du CTN H et du CTN I ont été déclarés directement via la DSN en 2022, contre 100% dans les autres CTN. Dans le CTN H, cela correspond à 90,5% des sections d'établissement (SE) qui ont déclaré leurs salariés via la DSN, et dans le CTN I, à 91,5% des SE.

À noter que les entreprises de la fonction publique hospitalière peuvent depuis 2022 centraliser leurs déclarations sociales, notamment les DSN, sur un seul de leurs établissements (décret n° 2022-26 du 12 janvier 2022 relatif à la tarification des risques d'AT et de MP des établissements de la fonction publique hospitalière) et, pour certaines d'entre elles, ce système a pu être mis en place dès 2021.

## / Disparition des sections bureaux et création du taux fonctions supports de nature administrative (FSNA)

Le taux bureaux permettait à un employeur de bénéficier d'une cotisation AT/MP réduite pour une partie de ses salariés qu'il déclarait non exposés au risque principal de l'établissement.

Depuis le 2 mars 2017, le taux bureaux a été progressivement remplacé par le taux FSNA. Ce nouveau dispositif, réservé aux entreprises de moins de 150 salariés, a vocation à être appliqué aux salariés exerçant une fonction administrative sous certaines conditions. Depuis le

1<sup>er</sup> janvier 2020, les SE au taux FSNA se sont complètement substitués aux SE au taux bureaux.

Ainsi, concernant les statistiques de sinistralité, les salariés des sections à taux FSNA ont été intégrés dans chaque CTN depuis le rapport annuel 2019. Et, pour rendre les comparaisons possibles d'une année sur l'autre, les historiques ont été recalculés en intégrant dans chaque CTN les sections à taux FSNA et les sections bureaux qui s'y rapportent.

## ● Particularité des données 2022

### / Le retour du chômage partiel au niveau d'avant la pandémie Covid

En 2020 et en 2021, l'épidémie de Covid-19 a eu pour conséquence un recours massif au chômage partiel pour lequel les entreprises ont continué à rémunérer leurs salariés et se sont fait rembourser par ailleurs. Les sommes correspondantes ont été inscrites sur les bulletins de salaire et ont été considérées en tarification AT/MP comme rémunérant des périodes d'emploi habituelles.

Ainsi, ces années-là, les données sources des statistiques AT/MP relatives aux effectifs salariés et aux heures travaillées des entreprises ont comptabilisé les salariés en chômage partiel comme des salariés au travail. S'ils avaient été calculés avec ces données brutes, les indices de sinistralité usuels (indice de fréquence – IF –, taux de fréquence, taux de gravité, indice de gravité), qui consistent à rapporter la sinistralité au temps d'exposition au risque, n'auraient pas eu de sens.

Pour autant, selon les données rapportées par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) du ministère du Travail, le recours au chômage partiel a été bien moindre en 2021 qu'en 2020, à savoir :

- en 2020, près de 3 millions de salariés en moyenne mensuelle, qui représentaient sur l'année 1,3 million d'équivalents temps plein (ETP), soit entre 6 et 7% de l'emploi salarié ;
- tandis qu'en 2021, 1,2 million de salariés pour 521 000 ETP, soit entre 2% et 3% de l'emploi salarié.

C'est pourquoi par défaut en 2020 les indices n'avaient pas été calculés, et seuls les dénombrements des sinistres et leurs évolutions avaient été affichés. Pour 2021 en revanche, le choix avait été fait de reprendre les calculs habituels en les assortissant d'une note de précaution quant à leur interprétation.

**Figure 67**

Moyenne trimestrielle du nombre mensuel de salariés en ETP en activité partielle entre 2020 et 2022 (source : Dares)



Les données fournies par la Dares n'avaient permis de redresser les indices de 2020 et 2021 que globalement (cf. Tableau 67 p. 101 pour les AT et Figure 74 p. 111 pour les accidents de trajet) et selon une maille de la nomenclature d'activités française (NAF) « 38 » (cf. « Focus sur la sinistralité pendant la période de Covid-19 » du rapport annuel 2021).

En 2022, selon les données de la Dares, le chômage partiel retrouve son étiage d'avant pandémie (< 0,2%). L'emploi constaté dans les données AT/MP est donc bien un emploi de plein exercice, et l'évolution des données du système national de tarification des risques professionnels ou SNTRP (+ 3%) est confirmée par les séries statistiques de

l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales Caisse nationale (ex-Agence centrale des organismes de Sécurité sociale), qui montrent que l'accroissement s'étale sur les quatre trimestres de l'année. Cela dit, corrigée du chômage partiel, l'évolution de l'emploi entre 2021 et 2022 atteint + 5,6%.

**Tableau 66**  
**Effectifs salariés SNTRP années 2018 à 2022 et redressés du chômage partiel**

|  | 2018  | 2019              | 2020   | 2021              | 2022              | Écart en nombre 2021-2022 |
|--|---|-------------------|--|-------------------|-------------------|---------------------------|
| <b>Salariés (effectifs tarification AT/MP en activité ou au chômage partiel)</b> | <b>19 172 462</b>   | <b>19 557 331</b> | 19 344 473   | 20 063 697        | <b>20 672 268</b> | <b>+ 608 571</b>          |
|  | <i>Évolutions non calculées car transition DADS -&gt; DSN</i> |                   | <i>Évolutions non calculées car chômage partiel massif</i> |                   | + 3,0 %           |                           |
| <b>Salariés redressés du chômage partiel</b>                                     |   |                   | <b>18 039 959</b>  | <b>19 542 904</b> | 20 633 808        | <b>+ 1 090 904</b>        |
|  |   |                   | - 7,8 %  | + 8,3 %           | + 5,6 %           |                           |

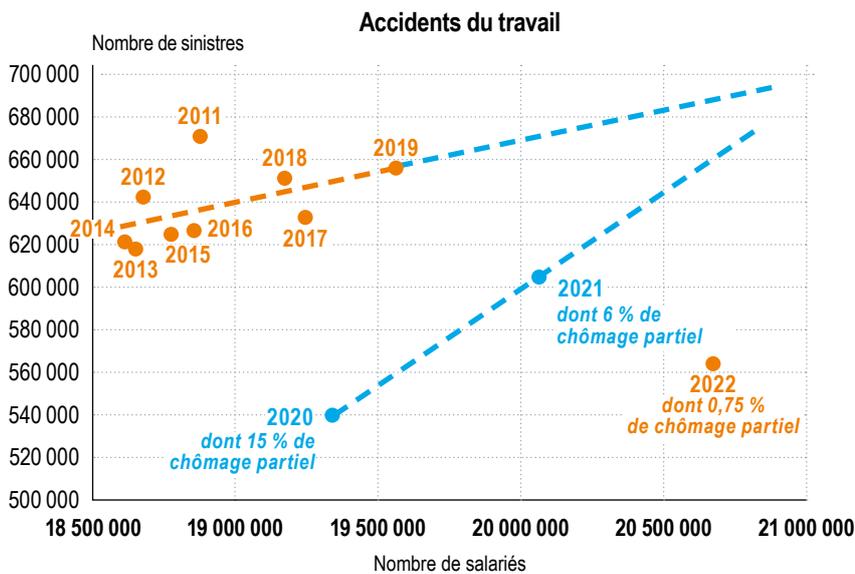
### / Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques

Les données de sinistralité de l'année 2022, issues du passage réel du SNTRP, font apparaître sur le champ des neuf CTN et du compte spécial, par rapport à l'année 2021 :

- pour les AT : une diminution de 6,7 % ;
- pour les accidents de trajet : une stagnation (+ 0,2 %) ;
- pour les MP, une diminution de 6,4 %.

Ces évolutions apparaissent donc en fort décalage avec l'emploi salarié, même si on ne retient que l'évolution faciale de + 3% évoquée au paragraphe précédent.

**Figure 68**  
Positionnement global de l'année 2022 salariés vs sinistres par rapport aux tendances attendues sur les trois risques



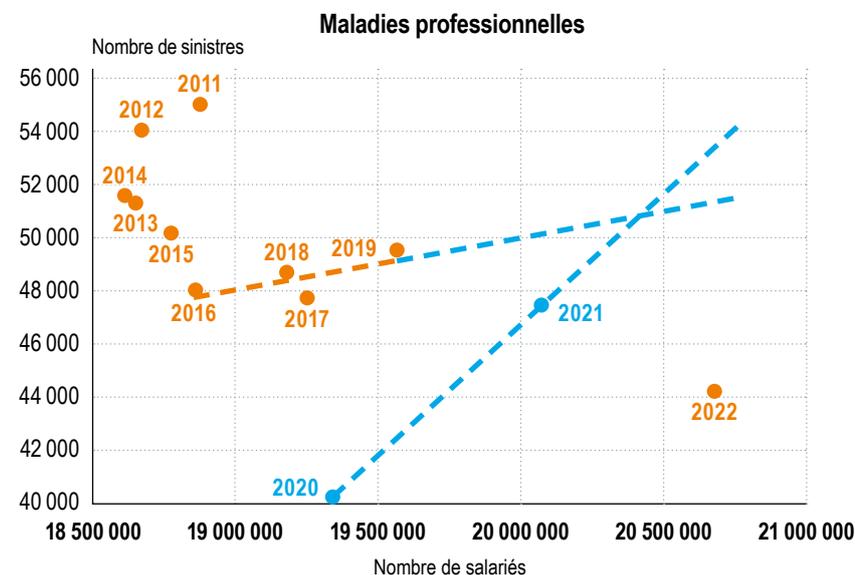
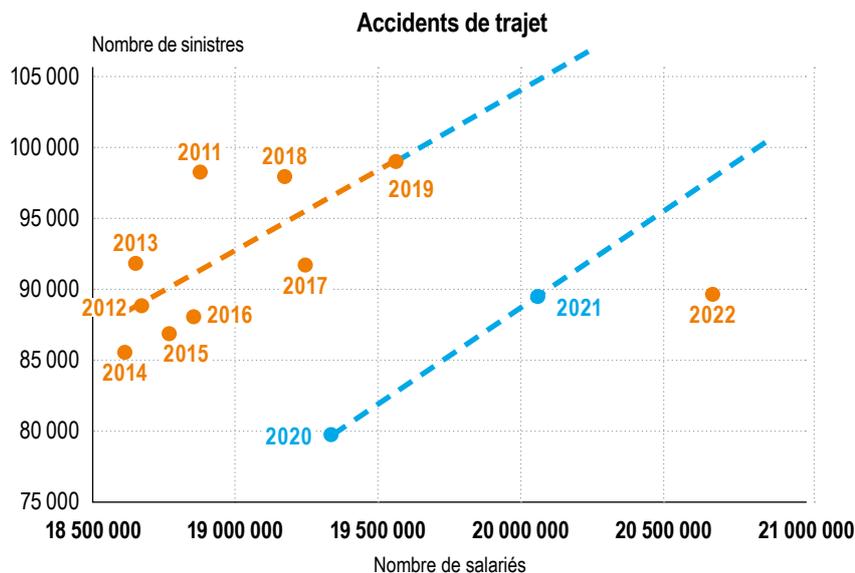
L'année 2022 étant la première année de plein exercice depuis 2019, on s'attendrait à trouver des points dans le prolongement des droites pointillées supérieures.

Pour les AT et les accidents de trajet, les tendances sont construites sur les séries 2011-2019. La plus grande dispersion accidents de trajet s'explique par la variabilité connue induite par les conditions climatiques.

Pour les MP, on ne retient que l'intervalle 2016-2019, la période précédente semblant être dans une logique très différente. On prend ici le total des MP, mais dont on sait qu'elles sont constituées à plus de 85% par des troubles musculosquelettiques (TMS), qui sont un risque peu différé.

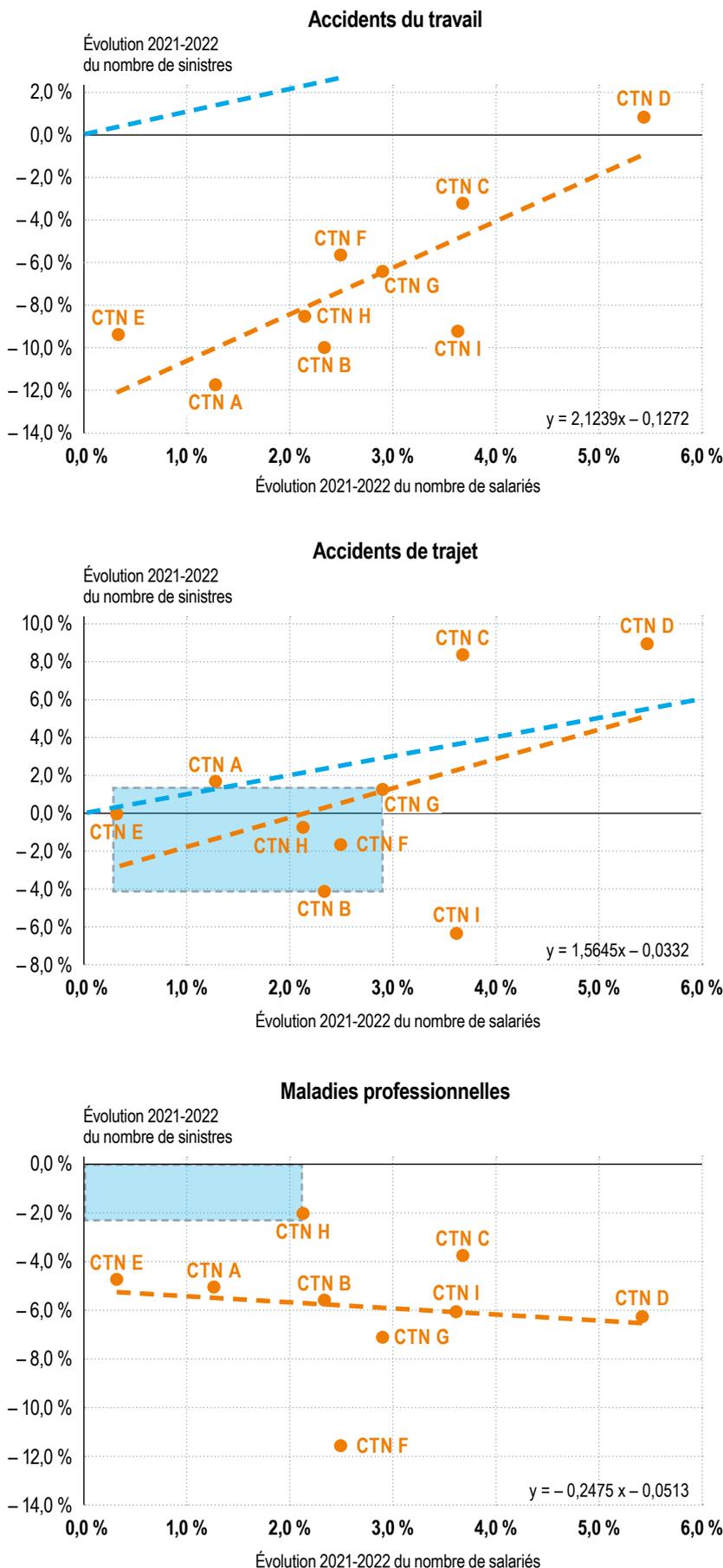
Plus discutable, mais néanmoins cohérent avec les constats précédents, l'année 2022, quasi sans chômage partiel, pourrait se situer à équidistance dans le prolongement des points de 2020 et de 2021, respectivement à 15% et 6% de chômage partiel.

En toute hypothèse, **2022 se situe très en deçà de ce qui pourrait être attendu.**



**Figure 69**

**Évolutions sectorielles (CTN) comparées salariés vs sinistres entre 2021 et 2022 pour les trois risques**



On examine ici tour à tour, pour les AT, les accidents de trajet et les MP, les évolutions annuelles constatées par CTN entre 2021 et 2022.

Si les points se situaient sur les lignes pointillées bleues (quand elles apparaissent), les évolutions des salariés et des sinistres auraient été strictement identiques. Les lignes pointillées orange représentent les tendances réelles calculées. Enfin, quand ils apparaissent, les rectangles bleus délimitent des zones qui seraient a priori raisonnablement admissibles au vu des données antérieures, sachant que l'on peut trouver des variations d'autant plus importantes que les CTN comportent peu de salariés.

Pour les AT, en 2022, tous les CTN posent a priori problème, même si le CTN D se démarque des autres CTN par une évolution positive.

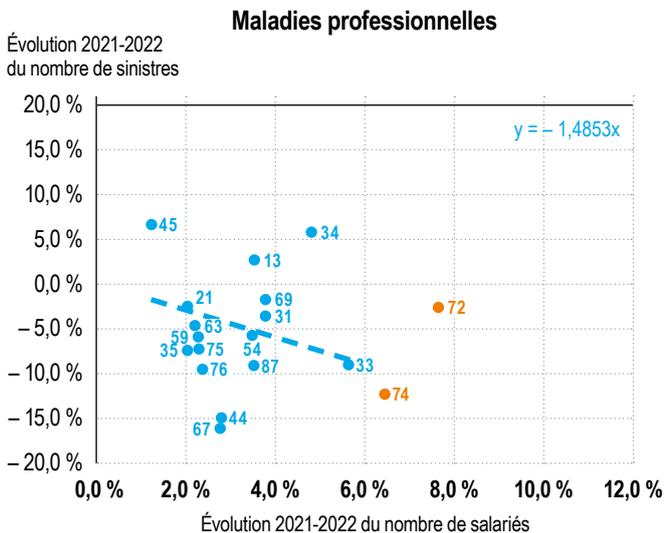
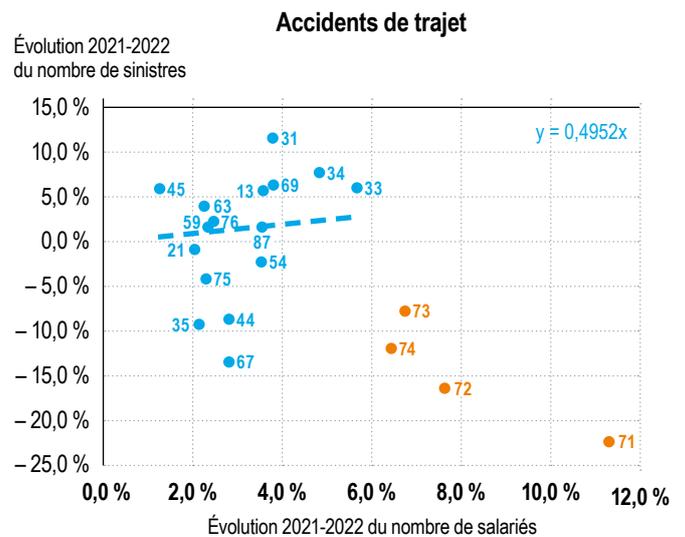
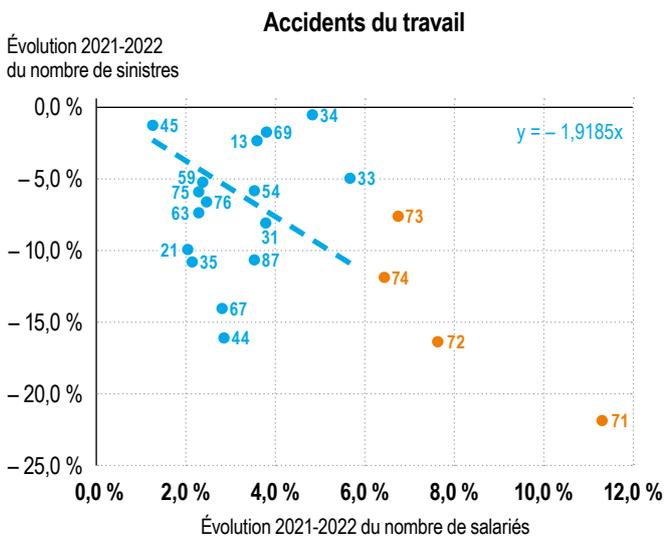
Pour les accidents de trajet, en 2022, ce sont trois « gros » CTN, à savoir les CTN I, C et D, qui ressortent très extrêmes. Mais la situation est plus nuancée puisque, parmi eux, les CTN C et D connaissent une forte évolution à la hausse alors que les atypismes des AT et des MP sont tous à la baisse. Et finalement, l'apparente stagnation globale des trajets résulte des variations fortes des CTN C et D à la hausse qui viennent compenser la très forte baisse du CTN I, toutes a priori aussi inexplicables les unes que les autres, puisque, si les conditions climatiques étaient en jeu, on peut penser qu'elles auraient impacté les CTN dans un même sens.

Pour les MP, ce sont huit CTN sur neuf qui sont atypiques avec une baisse supérieure à 4%.

**Ces graphiques éliminent la piste sectorielle comme source d'atypie.**

Figure 70

Évolutions géographiques (caisses régionales) comparées salariés vs sinistres entre 2021 et 2022 pour les trois risques



On refait ici l'exercice précédent, mais selon la maille régionale «Carsat<sup>13</sup>» tous secteurs confondus. Pour des raisons de base statistique, les régressions sont calculées sur les seules caisses métropolitaines (points bleus). Les pentes très négatives des régressions constatées pour les AT et les MP traduisent des évolutions inverses pour les salariés et les sinistres qui sont très improbables, tout comme les évolutions extrêmes constatées sur les trajets.

En conclusion, **les évolutions constatées sont trop marquées, synchrones et généralisées sur les trois risques pour être expliquées par des évolutions favorables « naturelles » de la sinistralité.**

Si les données relatives à la reconnaissance sont fiables (volumes reconnus, qualité de la prise en charge, taux de reconnaissance...) et tout à fait cohérentes avec la tarification, les données de sinistralité, elles, semblent incomplètes pour rendre compte des expositions réelles aux risques et de leurs évolutions.

Lors de la rédaction de ce rapport, des investigations sont en cours pour examiner des hypothèses en amont du processus de reconnaissance. Une recherche approfondie est menée autour des déclarations « incomplètes » (sans certificat médical initial – CMI).

Dans l'attente de corrections ultérieures qui pourront être fournies selon les résultats des investigations, les publications statistiques nationales relatives à la sinistralité doivent être adaptées. Les parties de ce chapitre dédiées aux AT, aux accidents de trajet et aux MP se limitent aux dénombrements qui fondent la tarification et ne présentent aucune des analyses différentielles habituelles, en évolution, en fréquence...

C'est la raison pour laquelle les parties qui suivent sont libellées « dénombrements... » et non « risque » comme les années précédentes. **Et il est instamment demandé au lecteur de ne pas donner d'interprétation structurelle aux évolutions qu'il pourrait être tenté de calculer lui-même.**

<sup>13</sup> Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail.

# Dénombrements relatifs aux accidents du travail



Les données 2022 présentées dans ce chapitre sont soumises aux restrictions d'interprétation exposées au paragraphe « Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques » p. 97.

## ● Considérations générales

**Tableau 67**

**Nombre d'AT reconnus en 1<sup>er</sup> règlement et effectifs salariés – années 2018 à 2022**  
(en italique, taux d'évolution annuelle)

|   | 2018  | 2019                               | 2020   | 2021              | 2022              | Écart 2021-2022  |
|---|---|------------------------------------|--|-------------------|-------------------|------------------|
| <b>AT en 1<sup>er</sup> règlement</b>   | 651 635   | 655 715                            | 539 833  | 604 565           | 564 189           | - 40 376         |
|   | 2,9 %   | 0,6 %                              | - 17,7 %   | 12,0 %            | NC                |                  |
| <b>Dont AT avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année</b>   | 588 861   | 592 918                            | 492 197  | 551 276           | 514 473           | - 36 803         |
|   | 2,7 %   | 0,7 %                              | - 17,0 %   | 12,0 %            | NC                |                  |
| <b>Salariés (effectifs tarification AT/MP en activité ou au chômage partiel)</b>                            | <b>19 172 462</b>   | <b>19 557 331</b>                  | 19 344 473   | 20 063 697        | <b>20 672 268</b> | <b>+ 608 571</b> |
|   | <i>Évolutions non calculées car transition DADS -&gt; DSN</i> |                                    | <i>Évolutions non calculées car chômage partiel massif</i> |                   | 3,0 %             |                  |
| <b>Salariés au chômage partiel – nombre de personnes – équivalents temps plein (ETP) (évaluation Dares)</b> | ≈ 38 000 p  | ≈ 38 000 p                         | 2 974 414 p  | 1 200 888 p       | 162 889 p         |                  |
|   |   |                                    | 1 304 514 ETP  | 520 793 ETP       | 38 460 ETP        |                  |
| <b>Salariés redressés du chômage partiel</b>  |   |                                    | <b>18 039 959</b>  | <b>19 542 904</b> | 20 633 808        | + 1 090 904      |
|   |   |                                    | - 7,8 %  | 8,3 %             | + 5,6 %           |                  |
| <b>Nouvelles IP</b>   | 33 384  | 33 859                             | 26 909   | 35 550            | 34 951            | - 599            |
|   | 0,4 %   | 1,4 %                              | - 20,5 %   | 32,1 %            | NC                |                  |
| <b>Décès</b>  | 553   | 733                                | 550  | 645               | 738               | + 93             |
|   | 4,3 %   | 32,5 %                             | - 25,0 %   | 17,3 %            | NC                |                  |
| <b>Journées d'incapacité temporaire (IT)</b>  | 43 647 917  | 45 936 185                         | 45 733 260   | 48 518 135        | 49 787 071        | + 1 268 936      |
|   | 4,5 %   | 5,2 %                              | - 0,4 %  | 6,1 %             | NC                |                  |
| <b>IF (habituel) calculé sur les effectifs de la tarification AT/MP</b>                                     | 34,0  | 33,5                               | 27,9   | 30,1              | NC                |                  |
|   | <i>Évolution non significative</i>                            | <i>Évolution non significative</i> |  |                   |                   |                  |
| <b>IF calculé sur les effectifs, chômage partiel déduit</b>   |   |                                    | 29,9   | 30,9              |                   |                  |
|   |   |                                    | - 10,7 %   | 3,4 %             |                   |                  |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et sections au taux bureaux; non compris: autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN et données Dares.

NC: non calculé.

Les effectifs 2017 et 2018 sont issus des déclarations sociales, DADS ou DSN, la DSN se substituant progressivement à la DADS, avec les règles de gestion qui leur sont associées. Du point de vue des séries statistiques, c'est une période transitoire qui justifie que les points annuels soient représentés isolément, ou que certaines évolutions ne soient pas calculées. À partir de 2019, seul le secteur public utilise encore de façon significative les DADS.

L'IF habituel 2020 n'est pas utilisable puisque, du fait du recours au chômage partiel durant la période Covid, les effectifs et les heures travaillées de l'année 2020 ne traduisent pas l'exposition au risque. En 2021, certains secteurs sont restés au chômage partiel une partie de l'année, les effectifs et les heures travaillées de l'année 2021 ainsi que les indicateurs de sinistralité bruts qui en découlent sont donc à prendre avec précaution.

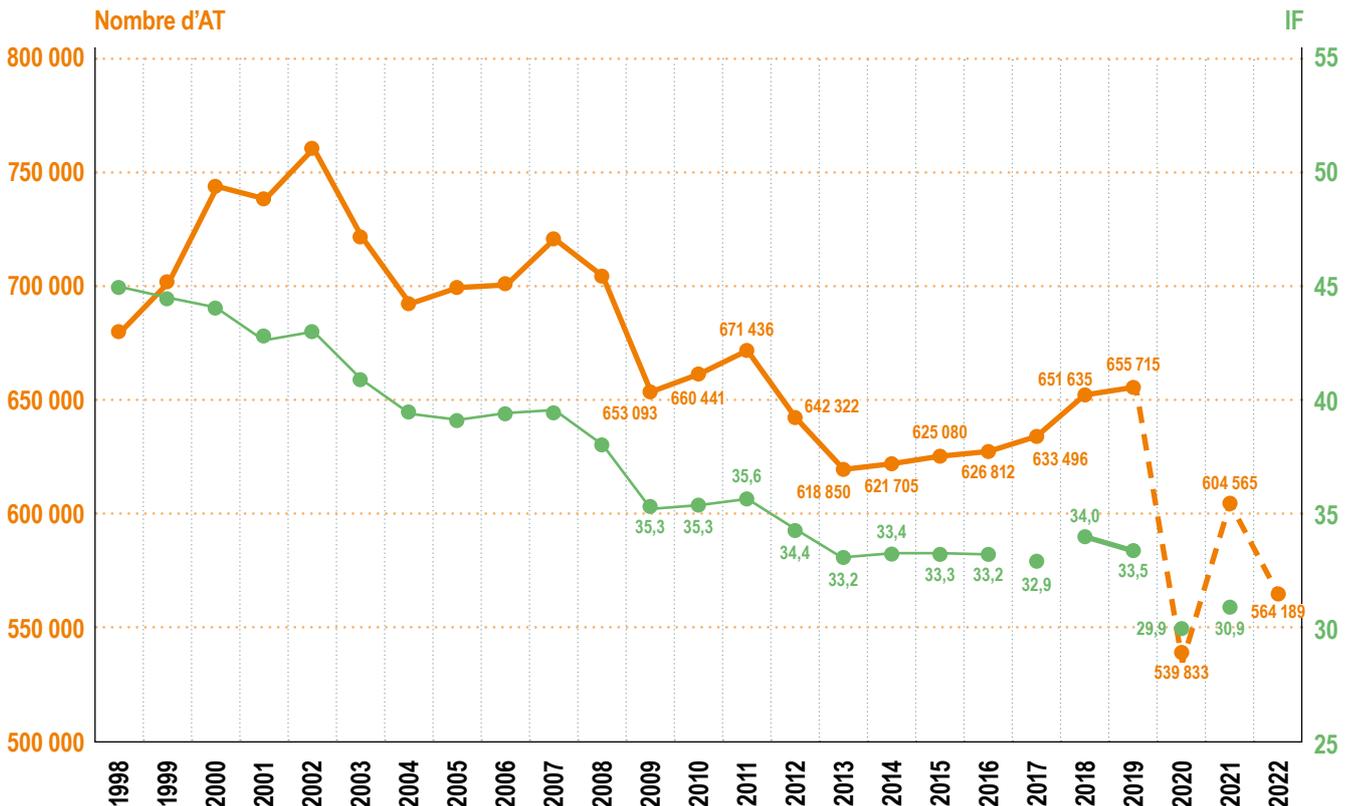
## / Sur la volumétrie des AT

En 2022, après une période marquée par la pandémie de Covid-19, la reprise de l'activité se poursuit. Le nombre de salariés tel qu'il ressort de la compilation des DSN augmente de 3% entre 2021 et 2022 et de 5,7% entre 2019 et 2022.

Dans le contexte évoqué au paragraphe précédent, on dénombre à l'inverse moins d'AT qu'en 2021 et qu'en 2019, dernière année avant la période Covid : 564 189AT ayant donné lieu à un premier règlement pour une prestation en espèce en 2022 ont été reconnus.

Figure 71

Évolution du nombre d'AT en 1<sup>er</sup> règlement et de leur fréquence pour 1 000 salariés sur la période 1998-2022



## / Sur les décès au travail

En 2022, les données font état de 738 **décès reconnus qui sont survenus avant consolidation** de l'état de la victime (i.e. un décès survenu avant toute fixation de taux d'IP). Comme le montre le Tableau 68 ci-contre et comme

les années précédentes, plus de la moitié de ces décès sont la conséquence de malaises, et plus de 10%, d'accidents routiers<sup>14</sup>.

<sup>14</sup> Attention, le risque routier est ici défini par l'algorithme de ciblage développé et validé par l'Assurance Maladie – Risques professionnels, la direction santé travail de Santé publique France, l'Observatoire national interministériel de sécurité routière (ONISR), la Mutualité sociale agricole (MSA), l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (Ifsttar) et la Direction générale du travail/ Dares. Il fait habituellement l'objet du focus risque routier du rapport. Il est différent de la catégorie « risque routier » de la partie, qui fait état, là aussi habituellement, des circonstances des AT et des risques qui en sont à l'origine, qui elle, est issue d'une méthode statistique de classification « automatique » qui regroupe des sinistres qui s'apparentent au risque routier.

**Tableau 68**

**Dénombrement des décès suite aux AT selon qu'ils sont liés au risque routier, à un malaise ou à un suicide – années 2019 à 2022**

|   | 2019       |              | 2020       |              | 2021       |              | 2022       |              |
|---|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|
|   | Nombre     | %            | Nombre     | %            | Nombre     | %            | Nombre     | %            |
| Risque routier                                  | 85         | 12 %         | 55         | 10 %         | 88         | 14 %         | 96         | 13 %         |
| <i>dont malaises</i>                            | 24         | 3 %          | 25         | 5 %          | 26         | 4 %          | 32         | 4 %          |
| Malaises (hors routiers)                        | 362        | 49 %         | 314        | 57 %         | 361        | 56 %         | 421        | 57 %         |
| Suicides  | 38         | 5 %          | 28         | 5 %          | 38         | 6 %          | 37         | 5 %          |
| Autres décès, ni routiers, ni malaises/suicides | 248        | 34 %         | 153        | 28 %         | 158        | 24 %         | 176        | 24 %         |
| Décès AT non codés                              | 0          | 0 %          | 0          | 0 %          | 0          | 0 %          | 8          | 1 %          |
| <b>TOTAL décès AT</b>                           | <b>733</b> | <b>100 %</b> | <b>550</b> | <b>100 %</b> | <b>645</b> | <b>100 %</b> | <b>738</b> | <b>100 %</b> |

Pour mémoire, le nombre d'AT mortels, dont ceux concernant les moins de 25 ans, est l'indicateur n° 2 parmi les 14 indicateurs stratégiques du Plan national santé au travail 4.

**Tableau 69**

**Dénombrement des décès suite aux AT, selon qu'ils sont liés au risque routier, à un malaise ou à un suicide, pour les salariés de moins de 25 ans et pour les salariés de 25 ans et plus – années 2019 à 2022**

|   | Moins de 25 ans |           |           |           | 25 ans et plus |            |            |            |
|---|-----------------|-----------|-----------|-----------|----------------|------------|------------|------------|
|   | 2019            | 2020      | 2021      | 2022      | 2019           | 2020       | 2021       | 2022       |
| Risque routier                                  | 12              | 5         | 9         | 14        | 73             | 50         | 79         | 82         |
| <i>dont malaises</i>                            | 0               | 0         | 0         | 1         | 24             | 25         | 26         | 31         |
| Malaises (hors routiers)                        | 3               | 4         | 8         | 4         | 359            | 310        | 353        | 417        |
| Suicides  | 0               | 1         | 0         | 1         | 38             | 27         | 38         | 36         |
| Autres décès, ni routiers, ni malaises/suicides | 13              | 10        | 12        | 17        | 235            | 143        | 146        | 159        |
| Décès AT non codés                              | 0               | 0         | 0         | 0         | 0              | 0          | 0          | 8          |
| <b>TOTAL décès AT</b>                           | <b>28</b>       | <b>20</b> | <b>29</b> | <b>36</b> | <b>705</b>     | <b>530</b> | <b>616</b> | <b>702</b> |

Un peu moins de 5% des décès liés au travail concernent des salariés de moins de 25 ans. Cela représente 36 décès en 2022. Il s'agit, de façon plus importante que pour les autres salariés, d'AT « classiques », c'est-à-dire hors malaises ou suicides, et d'accidents routiers. Les malaises, au contraire, sont relativement moins importants chez les

salariés de moins de 25 ans, alors qu'ils représentent plus de la moitié des décès chez les salariés de 25 ans et plus.

Les dénombrements de ces décès par secteur « CTN » figurent dans le Tableau 73 p. 108.

## ● Circonstances des accidents – les risques à l’origine des accidents

Malgré les réserves d’interprétation rappelées au paragraphe « Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques » p. 97, le calcul de proportions sur les sinistres reconnus pourrait conserver un sens statistique pour autant que les sinistres manquants, quelle qu’en soit la raison, se répartissent sur les catégories étudiées

de la même façon que les sinistres reconnus. Cela revient à dire que les sinistres reconnus seraient un échantillon représentatif des risques. On s’autorise à le faire ici, à titre informatif, où l’on ventile l’ensemble des AT tous secteurs confondus en 12 grandes catégories de circonstances.

### / Codage des déclarations et principe général de la classification des sinistres selon leurs circonstances

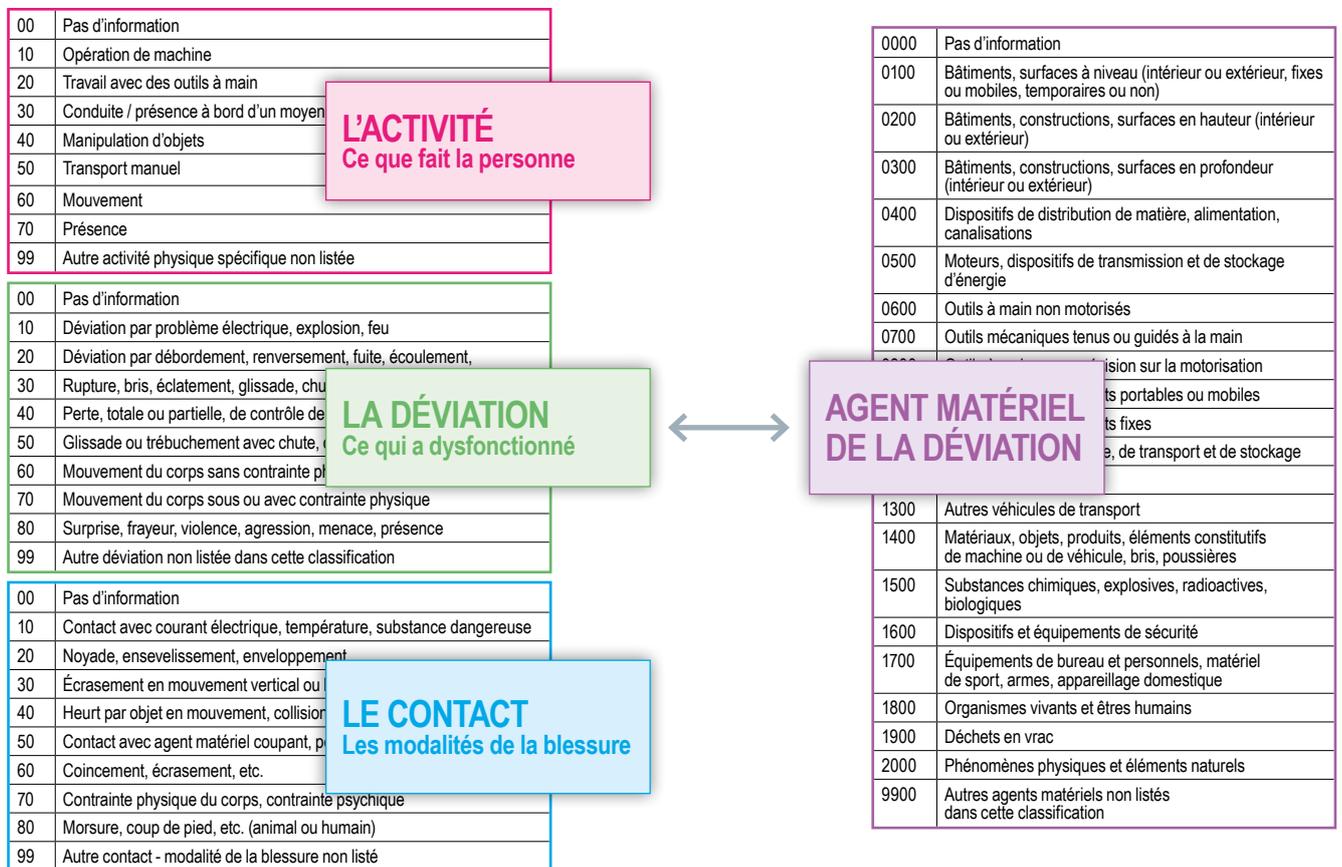
Depuis 2013, les statistiques sur les circonstances des accidents se conforment à la méthodologie des statistiques européennes sur les AT (Seat) III d’Eurostat, que la réglementation européenne impose aux États membres. En France, cela se traduit par le renseignement de quatre des six variables de la méthode (cf. Figure 72), à savoir :

- **l’activité physique spécifique** : ce que faisait la personne au moment de l’accident ;
- **la déviation** : ce qui a dysfonctionné, par exemple une chute ;

- **son agent matériel** : l’objet en cause, par exemple une échelle ;
- ainsi que les **modalités du contact** : la manière dont la victime a été blessée, par exemple un écrasement, un heurt, une coupure...

Ainsi, les déclarations d’AT reconnus font l’objet d’un codage en caisse régionale. À la lecture des zones textuelles de chaque déclaration (cf. Figure 73), le codeur choisit les modalités adéquates dans les nomenclatures des quatre variables. C’est un travail fastidieux, qui est le fondement de toutes les analyses de prévention.

**Figure 72**  
Schéma de description des circonstances des accidents



**Figure 73**  
Zones textuelles de la déclaration d'AT (n° 14463\*01)

|   |  |
|---|--|
| Activité de la victime lors de l'accident |  |
| Nature de l'accident                      |  |
| Objet dont le contact a blessé la victime |  |

Cependant, si un tel système peut donner des informations importantes et inédites sur le déroulement des accidents dans des secteurs particuliers, elle aboutit à des descriptions d'AT tellement variées qu'elles sont difficilement synthétisables et qu'elles nécessitent un travail supplémentaire pour faire ressortir les grandes causes d'accidents.

Dans cet objectif, la mise en œuvre d'un travail statistique de classification, dont le principe est de regrouper les sinistres qui se ressemblent le plus vis-à-vis de leurs circonstances, a abouti à répartir les AT selon le risque qui en est à l'origine en 12 catégories, qui peuvent s'interpréter comme :

- le risque physique (dont risque électrique) ;
- le risque chimique ;
- le risque machines ;
- le risque outillage à main ;
- le risque manutention manuelle ;
- le risque routier<sup>15</sup> ;
- le risque manutention mécanique ;
- le risque lié aux autres véhicules de transport ;
- le risque chutes de plain-pied ;
- le risque chutes de hauteur ;
- le risque agressions ;
- et les autres risques.

### / Limites structurelles de cette classification

Calée sur l'exigence de la réglementation européenne, la codification ne concerne que les AT survenus à partir de 2013 et pour lesquels au moins quatre jours d'arrêt ont été prescrits. Par construction, elle ne rend donc pas compte des circonstances des accidents peu graves.

On observe en 2022 (cf. Tableau 70) une part d'AT non codés plus importante que les années précédentes : 24 % des AT ayant au moins quatre jours d'arrêt dans l'année n'ont pas été codés, contre 18 % en 2021 et 10 % les années d'avant.

Parmi ces accidents codés, certaines déclarations ne sont pas rédigées assez explicitement pour permettre de coder les quatre variables et/ou les coder de façon informative. Il en résulte en 2022 que 60 % seulement des accidents avec arrêt sont utilisables pour établir des statistiques sur leurs circonstances. Cette restriction d'échantillon vient s'ajouter à celle rappelée en introduction de ce chapitre (paragraphe « Circonstances des accidents – les risques à l'origine des accidents » p. 104).

**Tableau 70**  
État des lieux du codage des AT 2022

|  | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------|------|------|------|------|
| % AT en 1 <sup>er</sup> règlement avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année                                 | 90 % | 90 % | 91 % | 91 % | 91 % |
| dont % AT en 1 <sup>er</sup> règlement avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année codés                      | 91 % | 91 % | 93 % | 82 % | 76 % |
| dont % AT en 1 <sup>er</sup> règlement avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année avec codage informatif     | 69 % | 69 % | 70 % | 63 % | 60 % |
| dont % AT en 1 <sup>er</sup> règlement avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année avec codage non informatif | 21 % | 22 % | 22 % | 19 % | 16 % |

<sup>15</sup> Attention, le risque routier correspond ici à une catégorie qui est issue d'une méthode statistique de classification « automatique » qui regroupe des sinistres qui s'apparentent au risque routier au vu de leurs circonstances. Il diffère du risque routier tel qu'il a été défini par l'algorithme de ciblage développé et validé par l'Assurance Maladie – Risques professionnels, la direction santé travail de Santé publique France, l'ONISR, la MSA, l'Ifsttar et la Direction générale du travail.

Ainsi, le classement des accidents selon leur «risque à l'origine» ne porte en 2022 que sur 60% des AT «en premier règlement». À cette considération vient s'ajouter le fait que toute classification statistique comporte une part, certes minoritaire, de faux positifs ou faux négatifs.

Il s'agit donc d'une analyse dont les résultats ne valent qu'en première approche, par leurs ordres de grandeur respectifs, ou par leurs évolutions sur le long terme, et non comme résultats de précision. C'est pour cette raison que, cette année, il est affiché un intervalle dans lequel se situe la part des AT survenus du fait de chacun des risques. Celui-ci est calculé en appliquant aux sinistres de 2022 à la fois la classification de l'année, comme ce qui est fait habituellement, mais aussi celle de l'année précédente.

## / Classification 2022

Dans le contexte particulier des années 2020-2021, où certains secteurs ont été à l'arrêt, où d'autres ont vu leur activité modifiée, où d'autres, enfin, ont recouru massivement au télétravail et avec les changements de modes de travail qui ont pu être opérés depuis, la nature

des AT aurait pu s'en trouver fondamentalement affectée et la classification, présenter une hiérarchie des risques différente de celle des années précédentes. Comme le montre le rapport de l'année dernière, il n'en a rien été.

**Tableau 71**

**Répartition des AT 2022 avec au moins 4 jours d'arrêt, des IP, des décès et des jours d'arrêt (ou journées d'IT) selon le risque à l'origine de l'accident**

| Risques à l'origine des AT             | AT en 1 <sup>er</sup> règlement avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année %* | Nouvelles IP %* | Décès %*      | Journées d'IT %* |
|--|---|-----------------|---------------|------------------|
| Manutention manuelle                   | 48 % – 53 %   | 45 % – 48 %     | 13 % – 19 %   | 46 % – 50 %      |
| Chutes de plain-pied                   | 14 % – 18 %   | 16 % – 18 %     | 6 % – 7 %     | 16 % – 20 %      |
| Chutes de hauteur                      | 12 % – 13 %   | 15 %            | 17 % – 19 %   | 16 %             |
| Outillage à main                       | 9 %   | 6 %             | 0,3 % – 0,6 % | 4 %              |
| Agressions (y compris par animaux)     | 4 %   | 5 %             | 5 % – 7 %     | 5 %              |
| Risque routier                         | 3 % – 4 %   | 4 % – 5 %       | 20 % – 21 %   | 4 %              |
| Manutention mécanique                  | 1 % – 2 %   | 1 % – 2 %       | 1 %           | 2 %              |
| Risque machines                        | 1 %   | 2 % – 3 %       | 1 %           | 1 %              |
| Risque chimique                        | 1 %   | 0,4 %           | 1 %           | 0,3 % – 0,4 %    |
| Autres risques                         | 0,3 % – 0,5 %   | 0,5 % – 1,1 %   | 23 % – 28 %   | 0,5 % – 0,9 %    |
| Risque physique dont risque électrique | 0,2 % – 0,3 %   | 0,3 % – 0,4 %   | 3 % – 4 %     | 0,2 % – 0,3 %    |
| Autres véhicules de transport          | 0,1 %   | 0,1 %           | 0 % – 0,6 %   | 0,1 %            |
| Sous-total avec un risque identifié**  | 57 % – 60 %   | 63 %            | 40 % – 47 %   | 60 % – 61 %      |
| AT sans risque identifié**             | 40 % – 43 %   | 37 %            | 53 % – 60 %   | 39 % – 40 %      |

\* % sur les AT avec un risque identifié (57% à 60% des AT avec au moins 4 jours d'arrêt).

\*\* % sur l'ensemble des sinistres de la catégorie (AT avec au moins 4 jours d'arrêt, IP, décès et jours d'arrêt).

On peut néanmoins voir apparaître depuis l'année dernière, et de façon plus marquée que les autres années, une catégorie qui, au sein du risque routier, concerne plus particulièrement les deux-roues. Même si elle ne figure pas ici, le choix ayant été fait de rester sur les 12 catégories «habituelles», l'apparition de cette catégorie reflète l'émergence de ces modes de déplacement et des métiers les utilisant.

Quatre grands risques sont ainsi identifiés comme étant à l'origine de la plupart des AT en 2022 (cf. Tableau 71) :

- **la manutention manuelle**, qui est à l'origine de la moitié des accidents ;
- **les chutes de plain-pied**, qui en représentent autour de 15%-20% ;

- **les chutes de hauteur** (plus de 10%) ;
- **et l'outillage à main** (9%).

Les risques chutes de plain-pied et chutes de hauteur représentent ici plus du quart des AT. Pour des raisons évoquées plus haut, la classification n'est qu'une première approche et ces résultats, même s'ils sont du même ordre de grandeur, peuvent différer de plusieurs unités de ceux obtenus par des approches strictement analytiques.

Enfin, plus de la moitié des décès n'ont pas de risque identifié. Il s'agit pour l'essentiel des décès par malaise non couverts par les nomenclatures Seat (paragraphe «Codage des déclarations et principe général de la classification des sinistres selon leurs circonstances» p. 104) qui se limitent aux facteurs physiques externes.

## ● Dénombrements sectoriels

**Tableau 72**

**Dénombrement des AT reconnus et des effectifs salariés par CTN – années 2019 à 2022**

| CTN   | Année 2019                                   |                                 | Année 2020                                   |                                 | Année 2021                                   |                                 | Année 2022                                   |                                 |
|---|--|---------------------------------|--|---------------------------------|--|---------------------------------|--|---------------------------------|
|   | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | AT en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | AT en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | AT en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | AT en 1 <sup>er</sup> règlement |
| <b>A Métallurgie</b>                        | 1 762 335                                    | 50 353                          | 1 738 637                                    | 41 062                          | 1 739 518                                    | 45 776                          | 1 761 669                                    | 40 411                          |
| <b>B BTP<sup>16</sup></b>                   | 1 731 886                                    | 88 360                          | 1 777 316                                    | 77 086                          | 1 868 363                                    | 89 112                          | 1 911 879                                    | 80 241                          |
| <b>C Transports, EGE<sup>17</sup>, etc.</b> | 2 149 970                                    | 97 346                          | 2 120 348                                    | 78 497                          | 2 181 683                                    | 89 491                          | 2 262 036                                    | 86 555                          |
| <b>D Alimentation</b>                       | 2 644 665                                    | 113 914                         | 2 593 968                                    | 92 422                          | 2 687 946                                    | 95 833                          | 2 833 933                                    | 96 619                          |
| <b>E Chimie, caoutchouc, etc.</b>           | 427 318                                      | 10 091                          | 426 292                                      | 8 423                           | 428 287                                      | 9 248                           | 429 717                                      | 8 386                           |
| <b>F Bois, ameublement, etc.</b>            | 425 550                                      | 17 692                          | 419 206                                      | 14 762                          | 424 182                                      | 16 780                          | 434 758                                      | 15 841                          |
| <b>G Commerces non alimentaires</b>         | 2 260 861                                    | 48 373                          | 2 252 365                                    | 39 455                          | 2 323 848                                    | 44 558                          | 2 391 198                                    | 41 707                          |
| <b>H Activités de services I</b>            | 4 376 681                                    | 39 622                          | 4 343 160                                    | 30 373                          | 4 497 622                                    | 35 795                          | 4 593 331                                    | 32 749                          |
| <b>I Activités de services II</b>           | 3 778 065                                    | 189 964                         | 3 673 181                                    | 157 753                         | 3 912 248                                    | 177 972                         | 4 053 747                                    | 161 680                         |
| <b>Total 9 CTN</b>                          | <b>19 557 331</b>                            | <b>655 715</b>                  | <b>19 344 473</b>                            | <b>539 833</b>                  | <b>20 063 697</b>                            | <b>604 565</b>                  | <b>20 672 268</b>                            | <b>564 189</b>                  |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et sections au taux bureaux, non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

Du fait du recours massif au chômage partiel durant la période Covid, les effectifs salariés et, par conséquent, leur évolution ne reflètent pas l'exposition au risque en 2020. En 2021, certains secteurs sont restés au chômage partiel une partie de l'année, les chiffres de l'année 2021 sont donc à prendre avec précaution.

<sup>16</sup> Bâtiment et travaux publics.

<sup>17</sup> Eau, gaz, électricité.

Le Tableau 73 fournit les autres dénombrements sectoriels relatifs aux AT. Les indicateurs de sinistralité usuels antérieurs sont à retrouver dans les rapports précédents au sein du même paragraphe.

**Tableau 73****Autres dénombrements relatifs aux AT en 1<sup>er</sup> règlement par CTN – année 2022**

| CTN                          | IP            | Décès      | Journées d'IT     | Somme des taux d'IP |
|------------------------------|---------------|------------|-------------------|---------------------|
| A Métallurgie                | 2 701         | 62         | 3 065 705         | 31 852              |
| B BTP                        | 5 262         | 168        | 6 917 431         | 72 718              |
| C Transports, EGE, etc.      | 5 688         | 157        | 8 529 248         | 68 630              |
| D Alimentation               | 4 882         | 79         | 7 770 467         | 50 256              |
| E Chimie, caoutchouc, etc.   | 607           | 14         | 699 353           | 7 149               |
| F Bois, ameublement, etc.    | 1 101         | 20         | 1 276 718         | 12 568              |
| G Commerces non alimentaires | 2 593         | 42         | 3 669 720         | 28 314              |
| H Services I                 | 2 024         | 78         | 2 568 488         | 28 018              |
| I Services II                | 10 093        | 118        | 15 289 941        | 98 445              |
| <b>Total 9 CTN</b>           | <b>34 951</b> | <b>738</b> | <b>49 787 071</b> | <b>397 950</b>      |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux ; non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

Les règles de tarification de la branche AT/MP prévoient une imputation partagée entre entreprises de travail temporaire et entreprises utilisatrices des frais des sinistres des intérimaires, dès lors qu'ils ont donné lieu à une IP supérieure à 10% ou à un décès. C'est pourquoi, depuis toujours, les statistiques de sinistralité et de tarification incluent les secteurs «utilisateurs» dans lesquels sont survenus ces sinistres graves.

L'exploitation statistique des données des caisses régionales concernant les situations d'intérim permet désormais de rendre compte des secteurs, pour un peu plus des trois quarts des accidents des intérimaires, graves ou moins graves.

**Tableau 74****Dénombrement des AT 2022 des intérimaires, reconnus, pour lesquels le secteur utilisateur est renseigné dans les bases de données, rapportés aux AT 2022 reconnus de chacun des CTN**

| CTN                          | Nombre d'AT en 1 <sup>er</sup> règlement intérim 2022<br>7820Z* | Nombre d'AT en 1 <sup>er</sup> règlement CTN 2022<br>(rappel Tableau 72) |
|------------------------------|---|--|
| A Métallurgie                | 5 996   | 40 411   |
| B BTP                        | 9 137   | 80 241   |
| C Transports, EGE, etc.      | 7 171   | 86 555   |
| D Alimentation               | 5 153   | 96 619   |
| E Chimie, caoutchouc, etc.   | 1 924   | 8 386  |
| F Bois, ameublement, etc.    | 2 606   | 15 841   |
| G Commerces non alimentaires | 2 055   | 41 707   |
| H Services I                 | 515   | 32 749   |
| I Services II                | 1 583   | 161 680  |

\* Dénombrements minorant les données réelles.

## ● Dénombrements régionaux

Dans le Tableau 75 figurent les dénombrements des effectifs salariés 2022 et des AT 2022 reconnus de l'ensemble des établissements relevant de chacune des caisses régionales, ainsi que leur historique sur les années 2019 à 2021.

**Tableau 75**

**Dénombrement des AT reconnus en 1<sup>er</sup> règlement et des effectifs salariés par caisse régionale – années 2019 à 2022**

| Département de la caisse régionale | Libellé de la caisse régionale | 2019   |                                 | 2020   |                                 | 2021   |                                 | 2022   |                                 |
|------------------------------------|--------------------------------|--|---------------------------------|--|---------------------------------|--|---------------------------------|--|---------------------------------|
|                                    |                                | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | AT en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | AT en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | AT en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | AT en 1 <sup>er</sup> règlement |
| 13                                 | Sud-Est                        | 1 489 188                                    | 55 212                          | 1 468 979                                    | 46 362                          | 1 540 487                                    | 52 325                          | 1 595 594                                    | 51 034                          |
| 21                                 | Bourgogne-Franche-Comté        | 709 407                                      | 26 312                          | 695 815                                      | 21 929                          | 714 793                                      | 24 764                          | 729 433                                      | 22 296                          |
| 31                                 | Midi-Pyrénées                  | 843 091                                      | 28 938                          | 834 899                                      | 24 499                          | 872 281                                      | 27 431                          | 905 236                                      | 25 188                          |
| 33                                 | Aquitaine                      | 925 562                                      | 36 321                          | 921 297                                      | 32 423                          | 961 172                                      | 35 225                          | 1 015 572                                    | 33 444                          |
| 34                                 | Languedoc-Roussillon           | 643 959                                      | 27 990                          | 651 949                                      | 23 125                          | 685 998                                      | 26 900                          | 719 127                                      | 26 754                          |
| 35                                 | Bretagne                       | 884 357                                      | 36 668                          | 881 569                                      | 31 301                          | 918 605                                      | 35 606                          | 937 960                                      | 31 763                          |
| 44                                 | Pays de la Loire               | 1 121 920                                    | 45 765                          | 1 117 642                                    | 37 124                          | 1 162 381                                    | 43 814                          | 1 195 316                                    | 36 779                          |
| 45                                 | Centre-Val de Loire            | 657 639                                      | 25 874                          | 649 791                                      | 21 021                          | 671 510                                      | 21 736                          | 679 856                                      | 21 445                          |
| 54                                 | Nord-Est                       | 617 406                                      | 23 226                          | 607 247                                      | 19 350                          | 630 975                                      | 21 167                          | 653 277                                      | 19 922                          |
| 59                                 | Nord-Picardie                  | 1 547 687                                    | 60 043                          | 1 523 040                                    | 50 427                          | 1 578 431                                    | 56 751                          | 1 615 199                                    | 53 706                          |
| 63                                 | Auvergne                       | 340 370                                      | 13 032                          | 333 598                                      | 10 539                          | 344 432                                      | 12 352                          | 352 127                                      | 11 440                          |
| 67                                 | Alsace-Moselle                 | 815 102                                      | 26 700                          | 799 434                                      | 21 015                          | 824 432                                      | 23 937                          | 847 509                                      | 20 562                          |
| 69                                 | Rhône-Alpes                    | 2 054 307                                    | 75 163                          | 2 041 070                                    | 60 473                          | 2 095 118                                    | 67 528                          | 2 174 599                                    | 66 270                          |
| 75                                 | Île-de-France                  | 4 981 635                                    | 107 138                         | 4 917 018                                    | 82 726                          | 5 051 925                                    | 89 360                          | 5 167 442                                    | 84 101                          |
| 76                                 | Normandie                      | 896 096                                      | 33 297                          | 872 786                                      | 27 660                          | 903 247                                      | 30 895                          | 925 077                                      | 28 826                          |
| 87                                 | Centre-Ouest                   | 615 842                                      | 24 101                          | 613 636                                      | 20 913                          | 628 477                                      | 23 738                          | 650 712                                      | 21 210                          |
| 971                                | Guadeloupe                     | 89 175                                       | 1 660                           | 87 252                                       | 1 708                           | 89 638                                       | 1 909                           | 99 777                                       | 1 494                           |
| 972                                | Martinique                     | 88 764                                       | 2 298                           | 88 238                                       | 1 708                           | 91 933                                       | 2 344                           | 98 956                                       | 1 962                           |
| 973                                | Guyane                         | 42 847                                       | 334                             | 43 309                                       | 293                             | 45 385                                       | 340                             | 48 451                                       | 314                             |
| 974                                | La Réunion                     | 192 977                                      | 5 643                           | 195 904                                      | 5 237                           | 210 168                                      | 6 439                           | 223 740                                      | 5 676                           |
| 976                                | Mayotte*                       | –  | –                               | –  | –                               | 42 309                                       | 4                               | 37 308                                       | 3                               |
|                                    | <b>Total</b>                   | <b>19 557 331</b>                            | <b>655 715</b>                  | <b>19 344 473</b>                            | <b>539 833</b>                  | <b>20 063 697</b>                            | <b>604 565</b>                  | <b>20 672 268</b>                            | <b>564 189</b>                  |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et sections au taux bureaux ; non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

Du fait du recours massif au chômage partiel durant la période Covid, les effectifs salariés et, par conséquent, leur évolution ne reflètent pas l'exposition au risque en 2020. En 2021, certains secteurs sont restés au chômage partiel une partie de l'année, les chiffres de l'année 2021 sont donc à prendre avec précaution.

\* La caisse de Mayotte a rejoint les statistiques de sinistralité AT/MP en 2021.

# Dénombrements relatifs aux accidents de trajet



Les données 2022 présentées dans ce chapitre sont soumises aux restrictions d'interprétation exposées au paragraphe « Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques » p. 97.

## ● Considérations générales

**Tableau 76**

**Dénombrement des accidents de trajet reconnus en 1<sup>er</sup> règlement et effectifs salariés pour les années 2018 à 2022 (en italique, taux d'évolution annuelle ou écart en nombre)**

|  | 2018  | 2019              | 2020   | 2021              | 2022              | Écart en nombre 2021-2022 |
|--|---|-------------------|--|-------------------|-------------------|---------------------------|
| <b>Salariés (effectifs tarification AT/MP en activité ou au chômage partiel)</b> | <b>19 172 462</b>   | <b>19 557 331</b> | 19 344 473   | 20 063 697        | <b>20 672 268</b> | + 608 571                 |
|  | <i>Évolutions non calculées car transition DADS -&gt; DSN</i> |                   | <i>Évolutions non calculées car chômage partiel massif</i> |                   | + 3,0 %           |                           |
| <b>Salariés redressés du chômage partiel</b>                                     |   |                   | <b>18 039 959</b>  | <b>19 542 904</b> | 20 633 808        | + 1 090 904               |
|  |   |                   | - 7,8 %  | + 8,3 %           | + 5,6 %           |                           |
| <b>Accidents de trajet reconnus en 1<sup>er</sup> règlement</b>                  | <b>98 022</b>   | <b>98 899</b>     | <b>79 428</b>  | <b>89 278</b>     | <b>89 483</b>     | + 205                     |
|  | 7,0 %   | 0,9 %             | - 19,7 %   | 12,4 %            | NC                |                           |
| <i>dont accidents de trajets avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année</i>        | <b>83 506</b>   | <b>84 466</b>     | <b>68 817</b>  | <b>77 315</b>     | <b>77 766</b>     | + 451                     |
|  | 6,6 %   | 1,1 %             | - 18,5 %   | 12,3 %            | NC                |                           |
| <b>Nouvelles IP</b>  | <b>6 200</b>  | <b>6 426</b>      | <b>4 942</b>   | <b>6 390</b>      | <b>5 876</b>      | + 514                     |
|  | - 0,3 %   | 3,6 %             | - 23,1 %   | 29,3 %            | NC                |                           |
| <b>Décès</b>   | <b>280</b>  | <b>283</b>        | <b>221</b>   | <b>240</b>        | <b>286</b>        | + 46                      |
|  | 7,3 %   | 1,1 %             | - 21,9 %   | 8,6 %             | NC                |                           |
| <i>dont décès routiers</i>   | <b>220</b>  | <b>202</b>        | <b>148</b>   | <b>164</b>        | <b>217</b>        | + 53                      |
|  | 0,5 %   | - 8,2 %           | - 26,7 %   | 10,8 %            | NC                |                           |
| <b>Journées d'IT</b>   | <b>6 772 568</b>  | <b>7 121 022</b>  | <b>7 010 875</b>   | <b>7 265 165</b>  | <b>7 745 336</b>  | + 480 171                 |
|  | 6,2 %   | 5,1 %             | - 1,5 %  | 3,6 %             | NC                |                           |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux, non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.  
NC : non calculé.

### / Sur la volumétrie des accidents de trajet

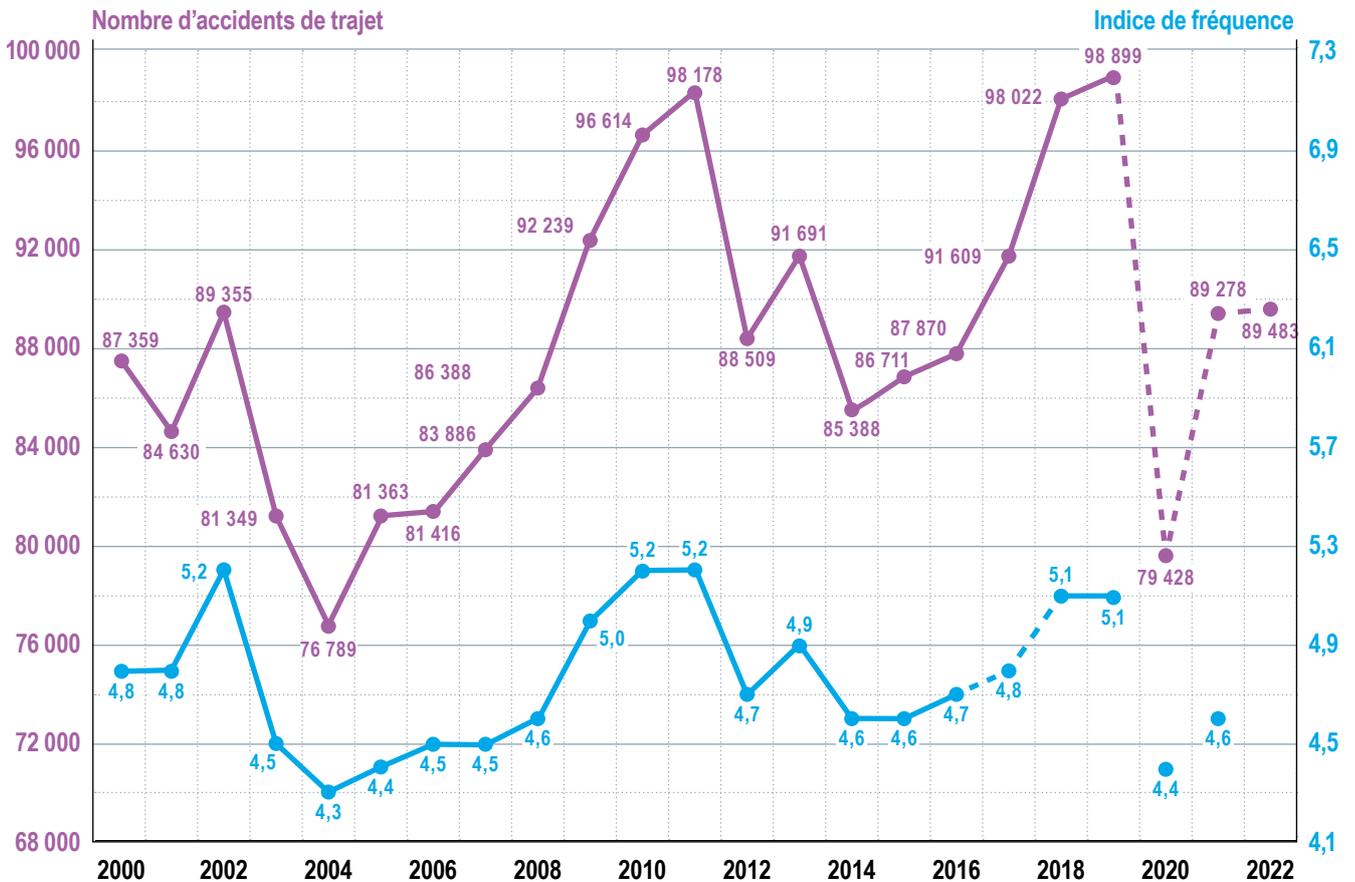
Rappelons qu'en 2022, après une période marquée par la pandémie de Covid-19, la reprise de l'activité se poursuit et le nombre de salariés tel qu'il ressort de la compilation des DSN augmente de 3% entre 2021 et 2022 et de 5,7% entre 2019 et 2022.

Dans le contexte évoqué au paragraphe « Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques » p. 97,

on dénombre presque autant d'accidents de trajet qu'en 2021, soit près de 10% de moins qu'en 2019, dernière année avant la période Covid, ce qui semble ne refléter que partiellement la sinistralité réelle 2022 et le risque routier inhérent aux déplacements domicile-travail : 89 483 accidents de trajet ayant été reconnus ont donné lieu à un premier règlement pour une PE en 2022.

**Figure 74**

Évolution du nombre d'accidents de trajet en 1<sup>er</sup> règlement et de leur fréquence pour 1 000 salariés sur la période 2000-2022



Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux; non compris: autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

### / Sur les décès par accident de trajet

En 2022, les données font état de 286 **décès reconnus qui sont survenus avant consolidation** de l'état de la victime (i.e. un décès survenu avant toute fixation de taux d'IP).

Plus des trois quarts de ces décès ont été identifiés comme des décès liés au risque routier<sup>18</sup> (Tableau 77).

<sup>18</sup> Attention, le risque routier est ici défini par l'algorithme de ciblage développé et validé par l'Assurance Maladie – Risques professionnels, la direction santé travail de Santé publique France, l'ONISR, la MSA, l'Ifsttar et la Direction générale du travail/ Dares. Il fait habituellement l'objet du focus risque routier du rapport. Il est différent de la catégorie « risque routier » de la partie, qui fait état, là aussi habituellement, des circonstances des AT et des risques qui en sont à l'origine, qui elle, est issue d'une méthode statistique de classification « automatique » qui regroupe des sinistres qui s'apparentent au risque routier.

**Tableau 77**

**Dénombrement des décès reconnus nouvellement indemnisés suite à des accidents de trajet selon qu'ils sont liés ou non au risque routier – années 2018 à 2022**

|   | 2018       |              | 2019       |              | 2020       |              | 2021       |              | 2022       |              |
|---|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|
|   | Nombre     | %            |
| Décès suite à un accident de trajet par risque routier                | 220        | 79 %         | 202        | 71 %         | 148        | 67 %         | 164        | 68 %         | 217        | 76 %         |
| Autres décès suite à un accident de trajet codés de façon informative | 26         | 9 %          | 42         | 15 %         | 37         | 17 %         | 45         | 19 %         | 41         | 14 %         |
| Décès suite à un accident de trajet avec codage non informatif        | 28         | 10 %         | 26         | 9 %          | 32         | 14 %         | 30         | 13 %         | 24         | 8 %          |
| Décès suite à un accident de trajet non codés                         | 6          | 2 %          | 13         | 5 %          | 4          | 2 %          | 1          | 0 %          | 4          | 1 %          |
| <b>Total décès suite à un accident de trajet</b>                      | <b>280</b> | <b>100 %</b> | <b>283</b> | <b>100 %</b> | <b>221</b> | <b>100 %</b> | <b>240</b> | <b>100 %</b> | <b>286</b> | <b>100 %</b> |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux ; non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

**Tableau 78**

**Dénombrement des décès suite aux accidents de trajet reconnus nouvellement indemnisés, selon qu'ils sont ou non liés au risque routier, pour les salariés de moins de 25 ans et pour les salariés de 25 ans et plus – années 2018 à 2022**

|   | Moins de 25 ans |           |           |           |           | 25 ans et plus |            |            |            |            |
|---|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------|------------|------------|------------|------------|
|   | 2018            | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2018           | 2019       | 2020       | 2021       | 2022       |
| Décès suite à un accident de trajet par risque routier                | 52              | 43        | 35        | 32        | 54        | 168            | 159        | 113        | 132        | 163        |
| Autres décès suite à un accident de trajet codés de façon informative | 1               | 7         | 5         | 8         | 5         | 25             | 35         | 32         | 37         | 36         |
| Décès suite à un accident de trajet avec codage non informatif        | 5               | 3         | 2         | 4         | 4         | 23             | 23         | 30         | 26         | 20         |
| Décès suite à un accident de trajet non codés                         | 2               | 3         | 2         |           |           | 4              | 10         | 2          | 1          | 4          |
| <b>Total décès suite à un accident de trajet</b>                      | <b>60</b>       | <b>56</b> | <b>44</b> | <b>44</b> | <b>63</b> | <b>220</b>     | <b>227</b> | <b>177</b> | <b>196</b> | <b>223</b> |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux : non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

Un peu plus de 20% des décès par accident de trajet concernent des salariés de moins de 25 ans. Cela représente 63 décès en 2022.

Les dénombrements des décès suite à un accident de trajet par secteur «CTN» figurent dans le Tableau 80, au paragraphe suivant.

## ● Dénombrements sectoriels

**Tableau 79**

**Dénombrement des accidents de trajet reconnus en 1<sup>er</sup> règlement et des effectifs salariés par CTN – années 2019 à 2022**

| CTN  | Année 2019                                   |  | Année 2020                                   |  | Année 2021                                   |  | Année 2022                                   |  |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
|  | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | Accidents de trajet en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | Accidents de trajet en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | Accidents de trajet en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | Accidents de trajet en 1 <sup>er</sup> règlement |
| <b>A Métallurgie</b>   | 1 762 335                                    | 6 795  | 1 738 637                                    | 5 358  | 1 739 518                                    | 5 853  | 1 761 669                                    | 5 953  |
| <b>B BTP</b><br>(y compris bureaux ou FSNA)  | 1 731 886                                    | 5 178  | 1 777 316                                    | 4 493  | 1 868 363                                    | 5 259  | 1 911 879                                    | 5 047  |
| <b>C Transports, EGE, etc.</b>   | 2 149 970                                    | 9 725  | 2 120 348                                    | 7 686  | 2 181 683                                    | 8 250  | 2 262 036                                    | 8 946  |
| <b>D Alimentation</b>  | 2 644 665                                    | 17 171   | 2 593 968                                    | 14 330   | 2 687 946                                    | 15 966   | 2 833 933                                    | 17 408   |
| <b>E Chimie, caoutchouc, plasturgie</b>  | 427 318                                      | 1 363  | 426 292                                      | 1 073  | 428 287                                      | 1 192  | 429 717                                      | 1 192  |
| <b>F Bois, ameublement, etc.</b>   | 425 550                                      | 1 445  | 419 206                                      | 1 248  | 424 182                                      | 1 472  | 434 758                                      | 1 448  |
| <b>G Commerces non alimentaires</b>  | 2 260 861                                    | 10 236   | 2 252 365                                    | 8 125  | 2 323 848                                    | 9 109  | 2 391 198                                    | 9 232  |
| <b>H Services I</b><br>(banques, assurances, administrations, etc.)                  | 4 376 681                                    | 18 029   | 4 343 160                                    | 13 035   | 4 497 622                                    | 12 999   | 4 593 331                                    | 12 919   |
| <b>I Services II</b><br>(travail temporaire, action sociale, santé, nettoyage, etc.) | 3 778 065                                    | 28 957   | 3 673 181                                    | 24 080   | 3 912 248                                    | 29 178   | 4 053 747                                    | 27 338   |
| <b>Total 9 CTN</b>   | <b>19 557 331</b>                            | <b>98 899</b>                                    | <b>19 344 473</b>                            | <b>79 428</b>                                    | <b>20 063 697</b>                            | <b>89 278</b>                                    | <b>20 672 268</b>                            | <b>89 483</b>                                    |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux ; non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

Du fait du recours massif au chômage partiel durant la période Covid, les effectifs salariés et, par conséquent, leur évolution ne reflètent pas l'exposition au risque en 2020. En 2021, certains secteurs sont restés au chômage partiel une partie de l'année. Les effectifs des années 2020 et 2021 sont donc à prendre avec précaution. Rappelons qu'en 2022, le dénombrement des accidents reflète incomplètement l'exposition au risque et leur évolution.

Le Tableau 80 fournit les autres dénombrements de l'année 2022 relatifs aux accidents de trajet. Les indicateurs de sinistralité usuels antérieurs sont à retrouver dans les rapports précédents au sein du même paragraphe.

**Tableau 80****Autres dénombrements relatifs aux accidents de trajet reconnus en 1<sup>er</sup> règlement par CTN – année 2022**

| CTN   | Nouvelles IP | Décès      | Journées perdues | Somme des taux d'IP |
|---|--------------|------------|------------------|---------------------|
| <b>A Métallurgie</b>  | 419          | 40         | 502 795          | 9 275               |
| <b>B BTP (y compris bureaux ou FSNA)</b>  | 315          | 43         | 460 976          | 8 114               |
| <b>C Transports, EGE, etc.</b>  | 675          | 33         | 902 773          | 10 944              |
| <b>D Alimentation</b>   | 914          | 42         | 1 488 173        | 14 242              |
| <b>E Chimie, caoutchouc, plasturgie</b>   | 99           | 6          | 102 186          | 1 795               |
| <b>F Bois, ameublement, etc.</b>  | 105          | 6          | 133 694          | 2 112               |
| <b>G Commerces non alimentaires</b>   | 570          | 29         | 745 120          | 8 368               |
| <b>H Services I (banques, assurances, administrations, etc.)</b>                  | 912          | 19         | 875 121          | 10 030              |
| <b>I Services II (travail temporaire, action sociale, santé, nettoyage, etc.)</b> | 1 867        | 68         | 2 534 498        | 25 599              |
| <b>TOTAL 9 CTN, y compris sections au taux FSNA</b>                               | <b>5 876</b> | <b>286</b> | <b>7 745 336</b> | <b>90 479</b>       |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux ; non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

## ● Dénombrements régionaux

Dans le Tableau 81 figurent les dénombrements des effectifs salariés 2022 et des accidents de trajet 2022 tels que reconnus en premier règlement pour l'ensemble

des établissements relevant de chacune des caisses régionales, ainsi que leur historique sur les années 2019 à 2021.

**Tableau 81**

**Dénombrement des accidents de trajet reconnus en 1<sup>er</sup> règlement et des effectifs salariés par caisse régionale – années 2019 à 2022**

| Département et libellé de la caisse régionale | 2019   |  | 2020   |  | 2021   |  | 2022   |  |
|---|--|--|--|--|--|--|--|--|
|   | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | Accidents de trajet en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | Accidents de trajet en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | Accidents de trajet en 1 <sup>er</sup> règlement | Salariés (en activité ou au chômage partiel) | Accidents de trajet en 1 <sup>er</sup> règlement |
| 13 – Sud-Est                                  | 1 489 188                                    | 10 598   | 1 468 979                                    | 8 562  | 1 540 487                                    | 10 085   | 1 595 594                                    | 10 654   |
| 21 – Bourgogne-Franche-Comté                  | 709 407                                      | 2 905  | 695 815                                      | 2 369  | 714 793                                      | 2 857  | 729 433                                      | 2 807  |
| 31 – Midi-Pyrénées                            | 843 091                                      | 4 027  | 834 899                                      | 3 159  | 872 281                                      | 3 509  | 905 236                                      | 3 908  |
| 33 – Aquitaine                                | 925 562                                      | 4 610  | 921 297                                      | 4 066  | 961 172                                      | 4 424  | 1 015 572                                    | 4 688  |
| 34 – Languedoc-Roussillon                     | 643 959                                      | 3 327  | 651 949                                      | 2 755  | 685 998                                      | 3 498  | 719 127                                      | 3 763  |
| 35 – Bretagne                                 | 884 357                                      | 3 394  | 881 569                                      | 2 771  | 918 605                                      | 3 595  | 937 960                                      | 3 264  |
| 44 – Pays de la Loire                         | 1 121 920                                    | 5 158  | 1 117 642                                    | 4 147  | 1 162 381                                    | 5 188  | 1 195 316                                    | 4 738  |
| 45 – Centre-Val de Loire                      | 657 639                                      | 3 111  | 649 791                                      | 2 489  | 671 510                                      | 2 733  | 679 856                                      | 2 890  |
| 54 – Nord-Est                                 | 617 406                                      | 2 474  | 607 247                                      | 1 967  | 630 975                                      | 2 366  | 653 277                                      | 2 309  |
| 59 – Nord-Picardie                            | 1 547 687                                    | 7 111  | 1 523 040                                    | 5 456  | 1 578 431                                    | 6 477  | 1 615 199                                    | 6 580  |
| 63 – Auvergne                                 | 340 370                                      | 1 370  | 333 598                                      | 1 086  | 344 432                                      | 1 338  | 352 127                                      | 1 390  |
| 67 – Alsace-Moselle                           | 815 102                                      | 3 622  | 799 434                                      | 2 707  | 824 432                                      | 3 462  | 847 509                                      | 2 997  |
| 69 – Rhône-Alpes                              | 2 054 307                                    | 11 046   | 2 041 070                                    | 8 190  | 2 095 118                                    | 9 829  | 2 174 599                                    | 10 443   |
| 75 – Île-de-France                            | 4 981 635                                    | 28 306   | 4 917 018                                    | 23 481   | 5 051 925                                    | 22 447   | 5 167 442                                    | 21 502   |
| 76 – Normandie                                | 896 096                                      | 4 058  | 872 786                                      | 3 161  | 903 247                                      | 3 657  | 925 077                                      | 3 723  |
| 87 – Centre-Ouest                             | 615 842                                      | 2 520  | 613 636                                      | 2 008  | 628 477                                      | 2 504  | 650 712                                      | 2 547  |
| 971 – Guadeloupe                              | 89 175                                       | 191  | 87 252                                       | 189  | 89 638                                       | 223  | 99 777                                       | 204  |
| 972 – Martinique                              | 88 764                                       | 296  | 88 238                                       | 210  | 91 933                                       | 247  | 98 956                                       | 263  |
| 973 – Guyane                                  | 42 847                                       | 40   | 43 309                                       | 45   | 45 385                                       | 36   | 48 451                                       | 38   |
| 974 – La Réunion                              | 192 977                                      | 735  | 195 904                                      | 610  | 210 168                                      | 799  | 223 740                                      | 775  |
| 976 – Mayotte*                                | –  | –  | –  | –  | 42 309                                       | 4  | 37 308                                       | 0  |
| <b>Total</b>                                  | <b>19 557 331</b>                            | <b>98 899</b>                                    | <b>19 344 473</b>                            | <b>79 428</b>                                    | <b>20 063 697</b>                            | <b>89 278</b>                                    | <b>20 672 268</b>                            | <b>89 483</b>                                    |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux ; non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

Du fait du recours massif au chômage partiel durant la période Covid, les effectifs salariés et, par conséquent, leur évolution ne reflètent pas l'exposition au risque en 2020. En 2021, certains secteurs sont restés au chômage partiel une partie de l'année. Les effectifs des années 2020 et 2021 sont donc à prendre avec précaution.

Rappelons aussi qu'en 2022, le dénombrement des accidents reflète incomplètement l'exposition au risque et leur évolution.

\* La caisse de Mayotte a rejoint les statistiques de sinistralité AT/MP en 2021.

## ● Circonstances des accidents de trajet – ce qui a dysfonctionné (déviation)

Malgré les réserves d'interprétation rappelées au paragraphe «Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques» p. 97, le calcul de proportions sur les sinistres reconnus pourrait conserver un sens statistique pour autant que les sinistres manquants, quelle qu'en soit la raison, se répartissent sur les catégories étudiées de la même façon que les sinistres reconnus.

Cela revient à dire que les sinistres reconnus seraient un échantillon représentatif des risques. On s'autorise à le faire ici, à titre informatif, où on ventile l'ensemble des accidents de trajet tous secteurs confondus selon la déviation qui a été codée, indiquant ainsi les différents dysfonctionnements qui ont conduit à l'accident de trajet.

### / Qualité du codage des accidents de trajet

Rappelons que, comme pour les AT, la codification, calée sur l'exigence de la réglementation européenne, ne concerne que les accidents de trajet survenus à partir de 2013 et pour lesquels au moins quatre jours d'arrêt ont été prescrits. Par construction, elle ne rend donc pas compte des circonstances des accidents peu graves.

On observe en 2022 (cf. Tableau 82) une part d'accidents de trajet non codés bien plus importante que les années précédentes: 29% des accidents de trajet ayant au moins quatre jours d'arrêt dans l'année n'ont pas été codés, contre 12% à 14% en 2020-2021 et autour de 20% les années précédentes.

Parmi ces accidents codés, certaines déclarations ne sont pas rédigées assez explicitement pour permettre de coder la déviation (ce qui a dysfonctionné) de façon informative. Il en résulte en 2022 que 68% seulement des accidents de trajet avec arrêt sont utilisables pour établir des statistiques sur ce qui a dysfonctionné et conduit à l'accident, alors que cette proportion dépassait les 75% à 80% les années précédentes. Cette restriction d'échantillon vient s'ajouter à celle rappelée en introduction de ce chapitre («Circonstances des accidents de trajet – ce qui a dysfonctionné [déviation]»).

**Tableau 82**

### État des lieux du codage de la déviation des accidents de trajet pour les années 2018 à 2022

|  | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------|------|------|------|------|
| % des accidents de trajet de 4 jours ou plus dans l'ensemble des accidents de trajet | 85 % | 85 % | 87 % | 87 % | 87 % |
| Dont % d'accidents de trajet codés dans les accidents de trajet de 4 jours ou plus   | 80 % | 81 % | 86 % | 88 % | 71 % |
| <i>dont accidents de trajet avec codage informatif de la déviation</i>               | 76 % | 78 % | 82 % | 83 % | 68 % |
| <i>dont accidents de trajet avec codage non informatif de la déviation</i>           | 3 %  | 4 %  | 4 %  | 4 %  | 3 %  |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux ; non compris: autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

Ainsi, le classement des accidents selon leur déviation ne porte en 2022 que sur 68 % des accidents de trajet connus en premier règlement. C'est pourquoi les extrapolations éventuelles à l'ensemble des sinistres ne valent qu'en pre-

mière approche, par leurs ordres de grandeur respectifs, ou par leurs évolutions sur le long terme, et non comme résultats de précision.

## / Déviation (dysfonctionnement) ayant conduit à l'accident de trajet

**Tableau 83**

Répartition des accidents de trajet selon la déviation – année 2022

| Déviation des accidents de trajet  | Trajets connus en 1 <sup>er</sup> règlement avec 4 jours d'arrêt ou plus sur l'année %* | Nouvelles IP %* | Décès %*     | Journées d'IT %* |
|--|---|-----------------|--------------|------------------|
| Perte, totale ou partielle <sup>19</sup> , de contrôle de moyen de transport – d'équipement de manutention (motorisé ou non)   | 60 %  | 64 %            | 76 %         | 58 %             |
| Glissade ou trébuchement avec chute, chute de personne – de plain-pied   | 16 %  | 14 %            | 2 %          | 17 %             |
| Chute de personne – de hauteur   | 8 %   | 6 %             | 1 %          | 8 %              |
| En marchant lourdement, faux pas, glissade – sans chute  | 5 %   | 3 %             | 0 %          | 4 %              |
| Mouvements non coordonnés, gestes intempestifs, inopportuns  | 3 %   | 2 %             | 1 %          | 2 %              |
| En étant attrapé, entraîné, par quelque chose ou par son élan  | 2 %   | 3 %             | 4 %          | 2 %              |
| Violence, agression, menace – provenant de personnes externes à l'entreprise envers les victimes dans le cadre de leur fonction (attaque de banque, chauffeurs de bus, etc.) | 1 %   | 2 %             | 0 %          | 2 %              |
| Autres déviations  | 6 %   | 6 %             | 16 %         | 6 %              |
| <b>Sous-total avec déviation informative (1)</b>   | <b>100 %</b>  | <b>100 %</b>    | <b>100 %</b> | <b>100 %</b>     |
| Accidents codés « sans information » (2)   | 3 %   | 4 %             | 14 %         | 4 %              |
| Accidents non codés (3)  | 29 %  | 21 %            | 1 %          | 24 %             |
| <b>Total dénombrements 2022 (1 + 2 + 3)</b>  | <b>77 766</b>   | <b>5 876</b>    | <b>286</b>   | <b>7 745 336</b> |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux ; non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

\* Pour les sinistres codés « sans information » et les sinistres non codés (en fin de tableau), le pourcentage colonne est calculé sur la totalité des sinistres 2022, contrairement aux pourcentages par déviation, qui sont effectués uniquement sur les sinistres pour lesquels la déviation est connue.

<sup>19</sup> Est ici repris le libellé précis tel qu'issu de la nomenclature servant à codifier non seulement les accidents de trajet, mais aussi les AT. Pour les accidents de trajet, ce libellé est à entendre principalement comme « perte, totale ou partielle, de contrôle de moyen de transport (motorisé ou non) ».

## / Focus sur les accidents de trajet mettant en cause une bicyclette ou une patinette

**Tableau 84**

**Part des accidents de trajet avec un agent matériel de la déviation codé « bicyclettes, patinettes » dans l'ensemble des accidents de trajet reconnus en 1<sup>er</sup> règlement de 4 jours ou plus d'arrêt codés – années 2016 à 2022**

|   | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | Évolution de la part 2019-2022 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------------------------|
| <b>Poids des accidents de bicyclette, patinette*</b>      | <b>3,4 %</b> | <b>3,6 %</b> | <b>4,0 %</b> | <b>5,0 %</b> | <b>6,6 %</b> | <b>6,9 %</b> | <b>8,5 %</b> | + 3,6 pts                      |
| – dont hommes*  | 2,1 %        | 2,2 %        | 2,5 %        | 3,0 %        | 3,9 %        | 4,0 %        | 5,1 %        | + 2,1 pts                      |
| – dont femmes*  | 1,3 %        | 1,4 %        | 1,5 %        | 1,9 %        | 2,7 %        | 2,8 %        | 3,4 %        | + 1,5 pt                       |
| <b>Total accidents avec bicyclette, patinette**</b>       | <b>100 %</b> |                                |
| – proportion d'hommes**                                   | 62,3 %       | 61,6 %       | 63,0 %       | 61,3 %       | 58,5 %       | 58,7 %       | 60,1 %       | – 1,2 pt                       |
| – proportion de femmes**                                  | 37,7 %       | 38,4 %       | 37,0 %       | 38,7 %       | 41,5 %       | 41,3 %       | 39,9 %       | + 1,2 pt                       |
| <b>Total accidents de trajet de 4 jours et plus codés</b> | <b>100 %</b> |                                |
| – proportion d'hommes                                     | 46,4 %       | 45,8 %       | 45,5 %       | 46,3 %       | 47,4 %       | 47,4 %       | 48,9 %       | – 2,6 pts                      |
| – proportion de femmes                                    | 53,6 %       | 54,2 %       | 54,5 %       | 53,7 %       | 52,6 %       | 52,6 %       | 51,1 %       | + 2,6 pts                      |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, y compris sections au taux FSNA et au taux bureaux ; non compris : autres catégories professionnelles particulières. Périmètre actuel des CTN.

\* Poids dans l'ensemble des accidents de trajet d'au moins quatre jours d'arrêt codés.

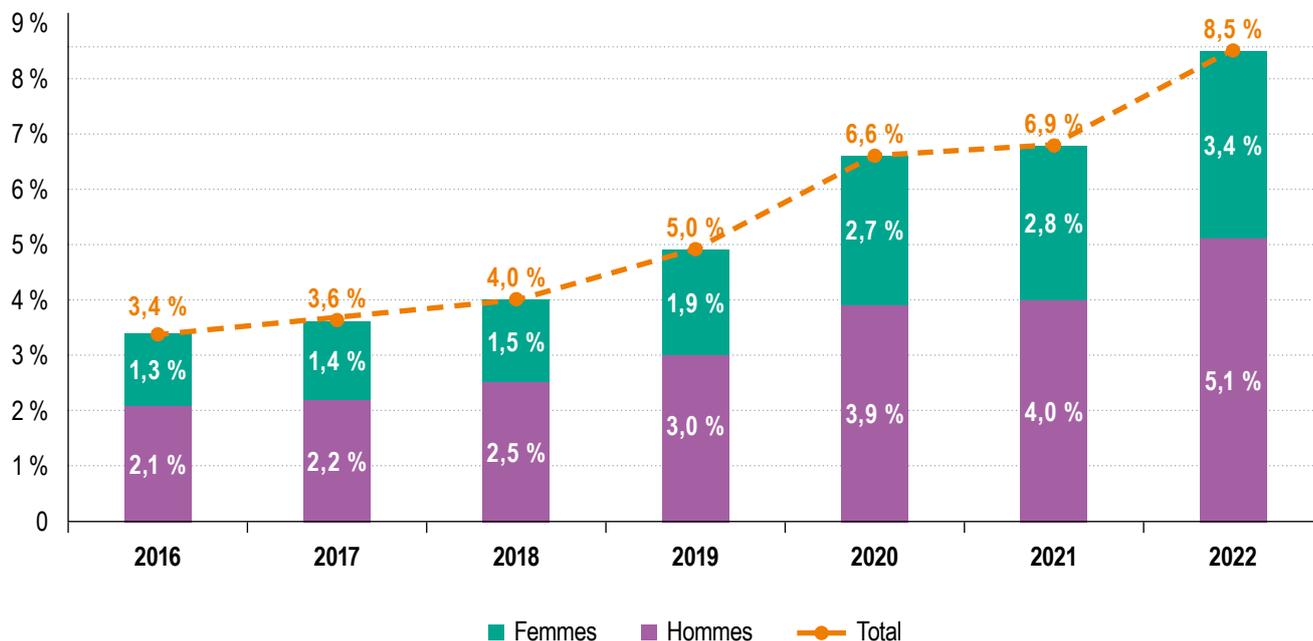
\*\* Accidents de trajet d'au moins quatre jours d'arrêt avec agent matériel de la déviation codé « bicyclettes, patinettes ».

Depuis 2017 est observée une augmentation systématique et marquée (y compris élément prégnant durant les années 2020 et 2021 marquées par la crise du Covid) de la part des accidents de trajet de quatre jours d'arrêt ou plus codés avec « bicyclette, patinette » en agent matériel de la déviation dans l'ensemble des accidents de quatre jours d'arrêt ou plus codés (Tableau 84 et Figure 75).

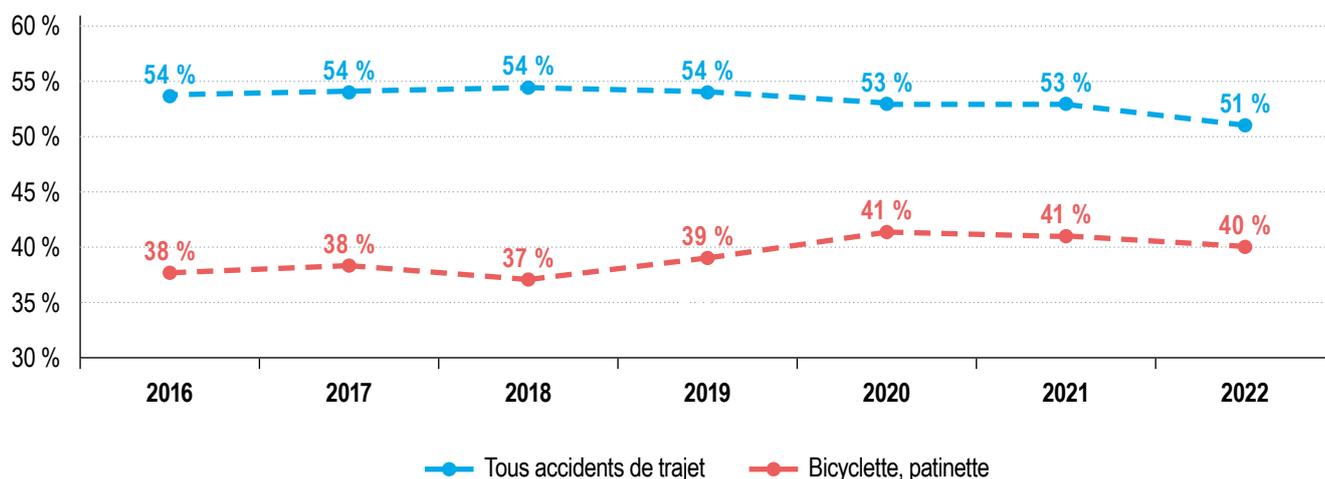
Cette augmentation est observée aussi bien chez les hommes que chez les femmes, ces dernières représentant autour de 40% des victimes d'accidents de trajet de 4 jours d'arrêt ou plus mettant en cause une bicyclette ou une patinette, alors qu'elles sont un peu plus fréquemment concernées par un accident de trajet toutes causes confondues que les hommes (Figure 76).

**Figure 75**

Proportion d'accidents de trajet avec un agent matériel de la déviation codé « bicyclette, patinette » dans l'ensemble des accidents de trajet reconnus en 1<sup>er</sup> règlement de 4 jours ou plus d'arrêt codés et détail selon le genre de la victime – années 2016 à 2022

**Figure 76**

Proportion de femmes, d'une part, au sein de l'ensemble des accidents de trajet de 4 jours et plus codés, d'autre part, au sein des seuls accidents avec un agent matériel de la déviation codé « bicyclette, patinette » – années 2016 à 2022



# Dénombrements relatifs aux maladies professionnelles



Les données 2022 présentées dans ce chapitre sont soumises aux restrictions d'interprétations exposées au paragraphe « Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques » p. 97.

## ● Considérations générales

Le nombre de MP reconnues diminue de près de 3 200 cas par rapport à 2021 ; il en est de même pour le nombre de victimes, qui diminue d'environ 2 400.

À la différence des accidents, les MP peuvent donner lieu à la reconnaissance simultanée de plusieurs syndromes, notamment pour les troubles musculosquelettiques ou TMS (par exemple, un TMS du poignet et un TMS du coude). C'est la raison pour laquelle on introduit ici un

dénombrement des victimes qui ne comptabilise qu'une seule fois les personnes reconnues atteintes de deux MP ou plus, au titre du même tableau de MP, au cours de l'année.

Comparativement à 2021, le nombre de nouvelles IP diminue de près de 1 300 cas en 2022. Il en est de même pour le nombre de nouvelles victimes ayant une IP, qui diminue d'environ 1 200 cas par rapport à 2021. L'IT augmente de 373 000 IJ par rapport à 2021.

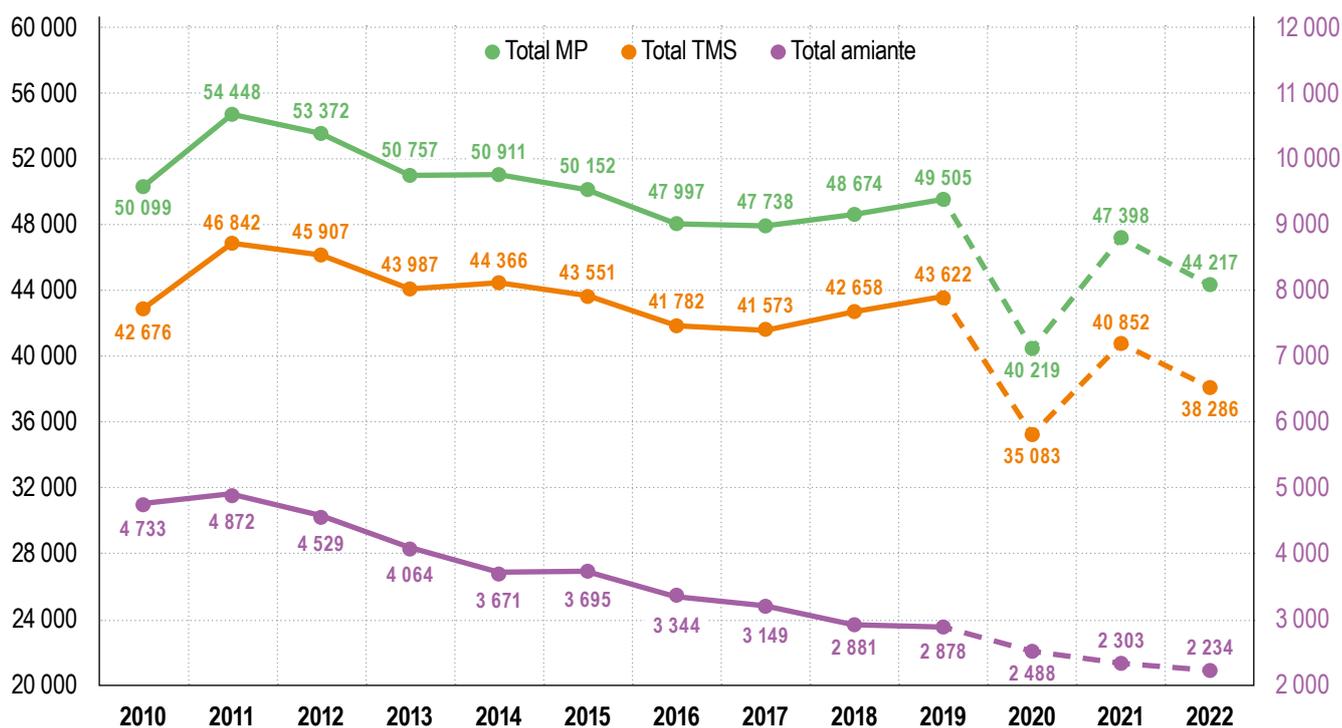
**Tableau 85**

**Dénombrement des MP pour les années 2018 à 2022 (en italique, taux d'évolution annuelle)**

|   | 2018                | 2018                | 2020                  | 2021                 | 2022             | Écart 2021-2022 |
|---|---------------------|---------------------|-----------------------|----------------------|------------------|-----------------|
| <b>MP en 1<sup>er</sup> règlement</b>                 | 48 674<br>2,0 %     | 49 505<br>1,7 %     | 40 219<br>- 18,8 %    | 47 398<br>17,8 %     | 44 217<br>NC     | - 3 181         |
| <b>Nombre de victimes en 1<sup>er</sup> règlement</b> | 44 708<br>1,8 %     | 45 393<br>1,5 %     | 37 148<br>- 18,2 %    | 43 502<br>17,1 %     | 41 066<br>NC     | - 2 436         |
| <b>Nouvelles IP</b>                                   | 23 964<br>- 0,2 %   | 24 671<br>3,0 %     | 19 933<br>- 19,2 %    | 25 142<br>26,1 %     | 23 831<br>NC     | - 1 311         |
| <b>Nombre de victimes ayant une IP</b>                | 21 349<br>- 0,3 %   | 21 936<br>2,7 %     | 17 711<br>- 19,3 %    | 22 099<br>24,8 %     | 20 887<br>NC     | - 1 212         |
| <b>Décès</b>  | 295<br>- 12,2 %     | 246<br>- 16,6 %     | 214<br>- 13,0 %       | 279<br>30,4 %        | 203<br>NC        | - 76            |
| <b>Journées d'IT</b>                                  | 11 670 079<br>5,9 % | 12 721 469<br>9,0 % | 12 587 107<br>- 1,1 % | 14 104 594<br>12,1 % | 14 477 722<br>NC | + 373 128       |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, compte spécial, sections au taux FSNA/bureaux, sièges sociaux (hors catégories professionnelles particulières).  
NC : non calculé.

**Figure 77**  
**Dénombrements annuels des MP sur la période 2010-2022**



Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, compte spécial, sections au taux FSNA/bureaux, sièges sociaux (hors catégories professionnelles particulières).

**Tableau 86**  
**Dénombrement des MP pour les années 2018 à 2022 par grandes familles (en italique, taux d'évolution annuelle)**

| N° de tableau et intitulé  | 2018                   | 2019                   | 2020                      | 2021                    | 2022                | Écart 2021-2022 |
|--|------------------------|------------------------|---------------------------|-------------------------|---------------------|-----------------|
| <b>TMS</b>   | 42 658<br>2,6 %        | 43 622<br>2,3 %        | 35 083<br>- 19,6 %        | 40 852<br>16,4 %        | 38 286<br>NC        | - 2 566         |
| <b>Amiante</b>   | 2 881<br>- 8,5 %       | 2 878<br>- 0,1 %       | 2 488<br>- 13,6 %         | 2 303<br>- 7,4 %        | 2 234<br>NC         | - 69            |
| <b>Autres tableaux de MP très représentés (surdités, allergies, asthmes, eczémas...)</b> | 1 202<br>- 1,7 %       | 1 159<br>- 3,6 %       | 880<br>- 24,1 %           | 868<br>- 1,4 %          | 738<br>NC           | - 130           |
| <b>Cancers hors amiante</b>  | 372<br>- 10,1 %        | 293<br>- 21,2 %        | 219<br>- 25,3 %           | 214<br>- 2,3 %          | 257<br>NC           | + 43            |
| <b>Tableau 100/ Insuffisance respiratoire aiguë par infection à Sars-COV-2</b>           | NC                     | NC                     | 21<br>NC                  | 950<br>NC               | 465<br>NC           | - 485           |
| <b>Autres tableaux de MP</b>   | 345<br>- 12,7 %        | 340<br>- 1,4 %         | 237<br>- 30,3 %           | 211<br>- 11,0 %         | 173<br>NC           | - 38            |
| <b>Hors tableau dont cancers</b>   | 1 216<br>23,6 %        | 1 213<br>- 0,2 %       | 1 291<br>6,4 %            | 2 000<br>54,9 %         | 2 064<br>NC         | + 64            |
| <b>Total MP</b>  | <b>48 674</b><br>2,0 % | <b>49 505</b><br>1,7 % | <b>40 219</b><br>- 18,8 % | <b>47 398</b><br>17,8 % | <b>44 217</b><br>NC | <b>- 3 181</b>  |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, compte spécial, sections au taux FSNA/bureaux, sièges sociaux (catégories professionnelles particulières).  
 NC: non calculé.

## ● Troubles musculosquelettiques

Le nombre de TMS diminue globalement d'environ 2 600 cas entre 2021 et 2022 (cf. Tableau 87). Cette baisse est présente dans tous les tableaux sauf pour le

tableau n° 79 «Lésions chroniques du ménisque», qui augmente de 14 cas entre 2021 et 2022.

**Tableau 87**  
**Dénombrement des MP en 1<sup>er</sup> règlement pour les tableaux de TMS**  
**(en italique, taux d'évolution annuelle)**

|     | N° de tableau et intitulé   | 2018                          | 2019                          | 2020                             | 2021                           | 2022                       | Écart 2021-2022 |
|-----|---|-------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|----------------------------|-----------------|
| 057 | 57 / Affections périarticulaires provoquées par certains gestes et postures de travail  | 38 913<br>2,9 %               | 39 975<br>2,7 %               | 32 253<br>- 19,3 %               | 37 580<br>16,5 %               | 35 095<br>NC               | - 2 485         |
| 098 | 98 / Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par la manutention manuelle de charges lourdes   | 2 648<br>- 2,2 %              | 2 536<br>- 4,2 %              | 1 938<br>- 23,6 %                | 2 171<br>12,0 %                | 2 122<br>NC                | - 49            |
| 079 | 79 / Lésions chroniques du ménisque   | 558<br>8,6 %                  | 629<br>12,7 %                 | 513<br>- 18,4 %                  | 624<br>21,6 %                  | 638<br>NC                  | + 14            |
| 097 | 97 / Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par des vibrations de basses et moyennes fréquences transmises par le corps entier   | 421<br>- 3,0 %                | 383<br>- 9,0 %                | 329<br>- 14,1 %                  | 391<br>18,8 %                  | 355<br>NC                  | - 36            |
| 069 | 69 / Affections provoquées par les vibrations et chocs transmis par certaines machines-outils, outils et objets et par les chocs itératifs du talon de la main sur des éléments fixes | 118<br>21,6 %                 | 99<br>- 16,1 %                | 50<br>- 49,5 %                   | 86<br>72,0 %                   | 76<br>NC                   | - 10            |
|     | <b>Total TMS</b>  | <b>42 658</b><br><b>2,6 %</b> | <b>43 622</b><br><b>2,3 %</b> | <b>35 083</b><br><b>- 19,6 %</b> | <b>40 852</b><br><b>16,4 %</b> | <b>38 286</b><br><b>NC</b> | <b>- 2 566</b>  |
|     | <b>IF TMS</b>   | <b>2,2</b><br><b>3,0 %</b>    | <b>2,2</b><br><b>0,2 %</b>    | <b>1,8</b><br><b>- 18,7 %</b>    | <b>2,0</b><br><b>12,3 %</b>    | <b>NC</b><br><b>NC</b>     |                 |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, compte spécial, sections au taux FSNA/bureaux, sièges sociaux (hors catégories professionnelles particulières).  
NC : non calculé.

## ● Pathologies liées à l'amiante

Le nombre de MP liées à l'amiante diminue de 69 cas entre 2021 et 2022. Cette évolution est liée, comme le montre le Tableau 88, à une diminution du nombre de MP du tableau n° 30 (- 128 cas entre 2021 et 2022), en

partie compensée par une augmentation du nombre de MP du tableau n° 30 bis (+ 59 cas). Ces évolutions s'inscrivent dans une diminution tendancielle de l'ensemble des MP amiante depuis 2011 (cf. Figure 77 p. 121).

**Tableau 88**

**Dénombrement des pathologies liées à l'amiante en 1<sup>er</sup> règlement par tableau de MP (en italique, taux d'évolution annuelle)**

|               | N° de tableau et intitulé   | 2018                           | 2019                           | 2020                            | 2021                           | 2022                      | Écart 2021-2022 |
|---------------|---|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|--------------------------------|---------------------------|-----------------|
| <b>30 bis</b> | Cancer broncho-pulmonaire provoqué par l'inhalation de poussières d'amiante     | 863<br>- 2,5 %                 | 844<br>- 2,2 %                 | 738<br>- 12,6 %                 | 724<br>- 1,9 %                 | 783<br>NC                 | + 59            |
| <b>30</b>     | Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante | 2 018<br>- 10,9 %              | 2 034<br>0,8 %                 | 1 750<br>- 14,0 %               | 1 579<br>- 9,8 %               | 1 451<br>NC               | - 128           |
| <b>Dont</b>   | plaques pleurales   | 1 233<br>- 18,7 %              | 1 265<br>2,6 %                 | 1 035<br>- 18,2 %               | 801<br>- 22,6 %                | 713<br>NC                 | - 88            |
|               | autres cancers  | 136<br>25,9 %                  | 140<br>2,9 %                   | 132<br>- 5,7 %                  | 143<br>8,3 %                   | 146<br>NC                 | + 3             |
|               | mésothéliomes   | 419<br>5,0 %                   | 366<br>- 12,6 %                | 340<br>- 7,1 %                  | 415<br>22,1 %                  | 356<br>NC                 | - 59            |
|               | asbestoses  | 230<br>- 4,6 %                 | 262<br>13,9 %                  | 242<br>- 7,6 %                  | 220<br>- 9,1 %                 | 236<br>NC                 | + 16            |
|               | divers  |                                | 1<br>NC                        | 1<br>NC                         | 0<br>NC                        | 0<br>NC                   | 0               |
|               | <b>Total cancers</b>  | <b>999</b><br><b>0,6 %</b>     | <b>984</b><br><b>- 1,5 %</b>   | <b>870</b><br><b>- 11,6 %</b>   | <b>867</b><br><b>- 0,3 %</b>   | <b>929</b>                | <b>+ 62</b>     |
|               | <b>Total cancers + mésothéliomes</b>  | <b>1 418</b><br><b>1,9 %</b>   | <b>1 350</b><br><b>- 4,8 %</b> | <b>1 210</b><br><b>- 10,4 %</b> | <b>1 282</b><br><b>6,0 %</b>   | <b>1 285</b><br><b>NC</b> | <b>+ 3</b>      |
|               | <b>Total amiante</b>  | <b>2 881</b><br><b>- 8,5 %</b> | <b>2 878</b><br><b>- 0,1 %</b> | <b>2 488</b><br><b>- 13,6 %</b> | <b>2 303</b><br><b>- 7,4 %</b> | <b>2 234</b><br><b>NC</b> | <b>- 69</b>     |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, compte spécial, sections au taux FSNA/bureaux, sièges sociaux (hors catégories professionnelles particulières).  
NC : non calculé.

## ● Pathologies hors tableau

On constate en 2022 une augmentation des maladies hors tableau de 64 cas par rapport à 2021.

Cette hausse est expliquée par une augmentation des maladies du chapitre V de la CIM 10<sup>20</sup>, les affections psychiques (136 MP supplémentaires).

Le chapitre XIII – Maladies du système ostéoarticulaire est lui aussi concerné par une augmentation du nombre de MP, qui va de 248 MP en 2021 à 268 en 2022.

En revanche, le chapitre XVIII – Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs, a diminué entre 2021 et 2022, de 147 MP en 2021 à 28 MP.

<sup>20</sup> Classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes. 10<sup>e</sup> révision ou ICD-10.

**Tableau 89**

**Dénombrement des pathologies hors tableau en 1<sup>er</sup> règlement par chapitre de la CIM 10 pour les années 2018 à 2022**

| Chapitre de la CIM 10 |   | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         |
|-----------------------|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| V                     | Troubles mentaux et du comportement   | 699          | 735          | 834          | 1 279        | 1 415        |
| XIII                  | Maladies du système ostéoarticulaire, des muscles et du tissu conjonctif                            | 168          | 153          | 142          | 248          | 268          |
| II                    | Tumeurs   | 149          | 147          | 107          | 139          | 111          |
| X                     | Maladies de l'appareil respiratoire   | 22           | 17           | 23           | 92           | 84           |
| I                     | Certaines maladies infectieuses et parasitaires   | 2            | 3            | 10           | 48           | 80           |
| XVIII                 | Symptômes, signes et résultats anormaux d'examens cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs | 123          | 116          | 121          | 147          | 28           |
| XXI                   | Facteurs influant sur l'état de santé et motifs de recours aux services de santé                    | 16           | 9            | 7            | 5            | 22           |
| VI                    | Maladies du système nerveux   | 7            | 11           | 11           | 7            | 16           |
| IX                    | Maladies de l'appareil circulatoire   | 2            | –            | 2            | 3            | 8            |
| XI                    | Maladies de l'appareil digestif   | 2            | –            | 5            | 3            | 8            |
| XIX                   | Lésions traumatiques, empoisonnements et certaines autres conséquences de causes externes           | 13           | 8            | 12           | 18           | 7            |
| III                   | Maladies du sang et des organes hématopoïétiques et certains troubles du système immunitaire        | 2            | 3            | 7            | 3            | 4            |
| XIV                   | Maladies de l'appareil génito-urinaire  | 3            | –            | 2            | –            | 3            |
| XV                    | Grossesse, accouchement et puerpéralité   | –            | 1            | –            | –            | 3            |
| IV                    | Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques  | –            | –            | 1            | –            | 2            |
| VIII                  | Maladies de l'oreille et de l'apophyse mastoïde   | –            | –            | 2            | –            | 2            |
| XII                   | Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané  | 3            | 4            | 3            | 5            | 1            |
| VII                   | Maladies de l'œil et de ses annexes   | 3            | 6            | 2            | 3            | 1            |
| XVII                  | Malformations congénitales et anomalies chromosomiques  | 2            | –            | –            | –            | 1            |
| <b>Total</b>          |   | <b>1 216</b> | <b>1 213</b> | <b>1 291</b> | <b>2 000</b> | <b>2 064</b> |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, compte spécial, sections au taux FSNA/bureaux, sièges sociaux (hors catégories professionnelles particulières).

## ● Autres tableaux de MP significativement représentés

En 2022, 465 MP liées à une insuffisance respiratoire aiguë par infection à Sars-COV-2 sont dénombrées (vs 950 en 2021).

Globalement, le nombre de MP très représentées (hors MP Covid) diminue de 130 cas entre 2021 et 2022. Cette baisse concerne tous les tableaux des autres MP significativement représentés.

**Tableau 90**

**Dénombrement des pathologies des « autres tableaux très représentés » en 1<sup>er</sup> règlement par tableau de MP (en italique, taux d'évolution annuelle)**

|     | N° de tableau et intitulé  | 2018                    | 2019                    | 2020                   | 2021                    | 2022               | Écart 2021-2022 |
|-----|--|-------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|--------------------|-----------------|
| 42  | Atteinte auditive provoquée par les bruits lésionnels                      | 558<br>- 8,1 %          | 517<br>- 7,3 %          | 361<br>- 30,2 %        | 381<br>5,5 %            | 302<br>NC          | - 79            |
| 65  | Lésions eczématiformes de mécanisme allergique                             | 227<br>0,4 %            | 226<br>- 0,4 %          | 151<br>- 33,2 %        | 151<br>0,0 %            | 149<br>NC          | - 2             |
| 66  | Rhinite et asthmes professionnels  | 189<br>8,6 %            | 166<br>- 12,2 %         | 206<br>24,1 %          | 143<br>- 30,6 %         | 114<br>NC          | - 29            |
| 25  | Affections consécutives à l'inhalation de poussières minérales hors cancer | 228<br>5,6 %            | 250<br>9,6 %            | 162<br>- 35,2 %        | 193<br>19,1 %           | 173<br>NC          | - 20            |
| 100 | Insuffisance respiratoire aiguë par infection à Sars-COV-2                 | NC                      | NC                      | 21<br>NC               | 950<br>NC               | 465<br>NC          | - 485           |
|     | <b>Total</b>   | <b>1 202</b><br>- 1,7 % | <b>1 159</b><br>- 3,6 % | <b>901</b><br>- 22,3 % | <b>1 818</b><br>101,8 % | <b>1 203</b><br>NC | <b>- 615</b>    |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, compte spécial, sections au taux FSNA/bureaux, sièges sociaux (hors catégories professionnelles particulières).  
NC : non calculé.

## ● Dénombrements sectoriels

Le Tableau 91 ci-dessous fait apparaître la répartition sectorielle des maladies pour celles qui sont directement imputées aux entreprises ou au compte spécial.

**Tableau 91**  
**Dénombrements sectoriels 2022 relatifs aux MP**

| CTN   | MP en 1 <sup>er</sup> règlement | Victimes en 1 <sup>er</sup> règlement | IP            | Victimes ayant une IP | Décès      | Journées d'IT     | Somme des taux d'IP |
|---|---------------------------------|---------------------------------------|---------------|-----------------------|------------|-------------------|---------------------|
| A Métallurgie   | 5 605                           | 5 213                                 | 3 130         | 2 778                 | 40         | 1 633 862         | 60 053              |
| B BTP   | 6 615                           | 6 160                                 | 3 814         | 3 358                 | 37         | 2 086 230         | 60 149              |
| C Transports, EGE, livre, communication                     | 3 283                           | 3 090                                 | 1 737         | 1 528                 | 10         | 1 101 134         | 23 304              |
| D Services, commerces, industries de l'alimentation         | 9 217                           | 8 505                                 | 4 413         | 3 795                 | 5          | 3 285 379         | 39 953              |
| E Chimie, caoutchouc, plasturgie                            | 1 519                           | 1 394                                 | 839           | 707                   | 16         | 455 655           | 14 355              |
| F Bois, ameublement, papier-carton, textile, vêtement, etc. | 2 263                           | 2 067                                 | 1 204         | 1 053                 | 10         | 747 807           | 15 787              |
| G Commerces non alimentaires                                | 2 491                           | 2 321                                 | 1 360         | 1 197                 | 8          | 827 455           | 17 485              |
| H Activités de services I                                   | 1 709                           | 1 615                                 | 941           | 861                   | 4          | 557 385           | 14 219              |
| I Activité de services II                                   | 8 933                           | 8 291                                 | 4 589         | 3 991                 | 5          | 3 040 637         | 43 340              |
| Compte spécial MP   | 2 582                           | 2 471                                 | 1 804         | 1 674                 | 68         | 742 178           | 56 773              |
| <b>Total</b>  | <b>44 217</b>                   | <b>41 127</b>                         | <b>23 831</b> | <b>20 942</b>         | <b>203</b> | <b>14 477 722</b> | <b>345 418</b>      |

Données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN, compte spécial, sections au taux FSNA/bureaux, sièges sociaux (hors catégories professionnelles particulières).

## ● Système de reconnaissance complémentaire

Une maladie peut être reconnue comme MP si elle figure sur l'un des tableaux de MP annexés au Code de la Sécurité sociale (CSS) et si elle répond aux conditions médicales et administratives de ce tableau ([article L 461-1 du CSS](#)). Avec l'évolution de la procédure rappelée dans les faits marquants, les alinéas traitant du système de reconnaissance complémentaire sont dorénavant les alinéas 6 et 7 de cet article (vs 3 et 4 auparavant), leurs contenus respectifs restant inchangés.

En effet, depuis la loi du 27 janvier 1993, une procédure complémentaire permet aussi de reconnaître le caractère professionnel d'une maladie dans les situations suivantes :

- la maladie figure dans un tableau de MP, mais une ou plusieurs des conditions relatives au délai de prise en charge, à la durée d'exposition ou à la liste limitative des travaux n'est pas remplie. La maladie peut être reconnue d'origine professionnelle s'il est établi qu'elle est directement causée par le travail habituel de la victime (alinéa 6) ;

- la maladie n'est mentionnée dans aucun tableau de MP, mais elle entraîne une IP supérieure ou égale à 25% ou le décès de la victime (alinéa 7). La maladie peut être reconnue d'origine professionnelle s'il est établi qu'il existe un lien direct et essentiel entre l'activité professionnelle habituelle de la victime et la maladie.

Dans le cadre de ce système complémentaire, la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) doit constituer un dossier et le transmettre au comité régional de reconnaissance des MP (CRRMP), chargé d'établir le lien direct ou essentiel entre la maladie et l'activité professionnelle. Ce comité est composé du médecin-conseil régional ou de son représentant, du médecin inspecteur régional du travail ou de son représentant, et d'un praticien hospitalier qualifié. Le CRRMP entend l'ingénieur-conseil chef du service prévention ou son représentant. Il rend un avis motivé qui s'impose à la CPAM.

Les figures des paragraphes «Alinéa 6» et «Alinéa 7» p. 130 traduisent les nombres d'avis rendus par les CRRMP rapportés aux années au cours desquelles ces avis sont rendus.

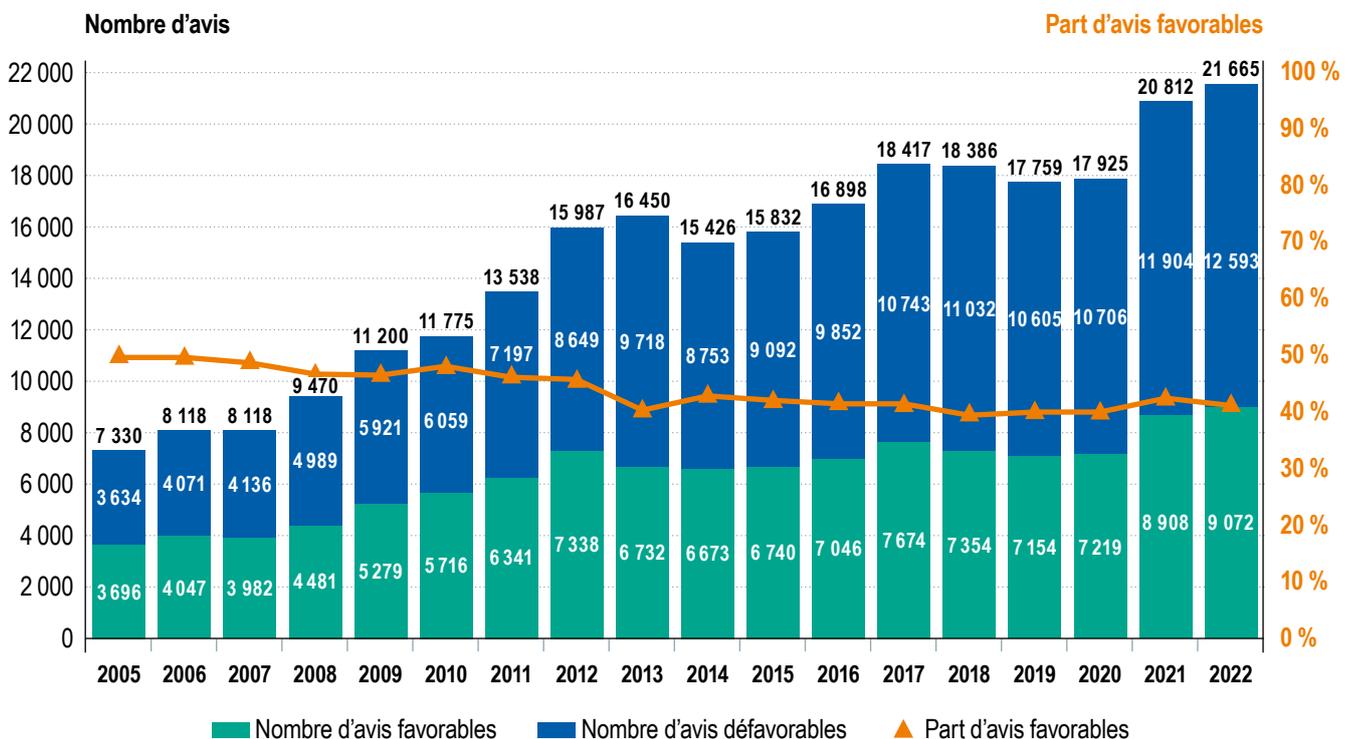
**Au cours des quinze dernières années, le nombre d'avis rendus en alinéa 6 est passé d'environ 7 000 à un peu moins de 22 000, soit une progression moyenne de 7 % par an.** En 2022, le nombre d'avis rendus en alinéa 6 est en augmentation par rapport à l'année précédente (+ 4%) (Figure 78). Depuis plus de cinq ans, le taux d'avis favorables se stabilise autour de 40%.

**Le nombre d'avis rendus en alinéa 7 continue d'augmenter d'environ 1 300 cas entre 2021 et 2022, soit 24 % d'augmentation** – pour atteindre un peu moins de 7 000 avis rendus en 2022. Parmi ceux-ci, un peu plus de 3 900 avis, soit **56 % d'entre eux**, concernent le chapitre V de la CIM 10 (**troubles mentaux et du comportement**).

Ce chapitre est établi à partir des rapports d'activité des CRRMP, dont on ne sait pas dans quelle mesure ils sont affectés par le problème général rencontré sur les données (cf. paragraphe «Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques» p. 97). Comme pour les chapitres qui précèdent, il convient de ne pas en tirer de conclusions quant aux expositions aux risques.

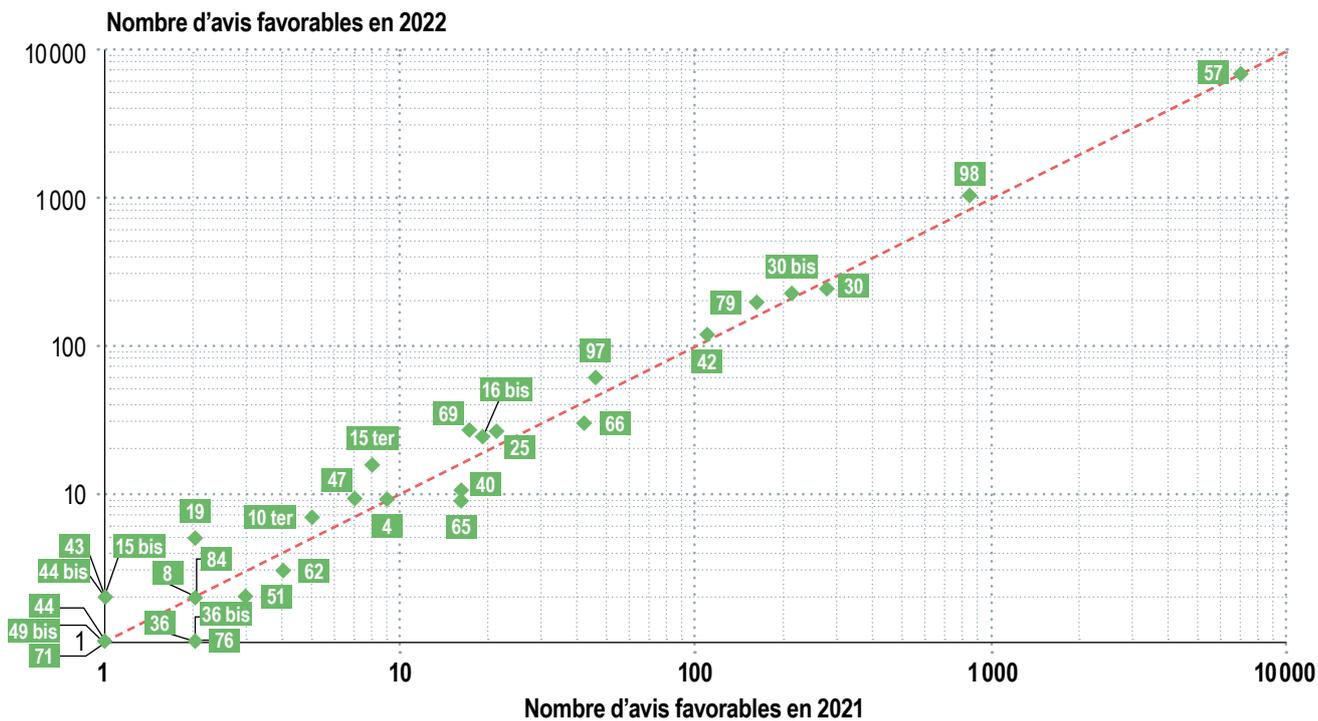
## / Alinéa 6

**Figure 78**  
**Nombres cumulés des avis favorables et défavorables des CRRMP en alinéa 6 de 2005 à 2022**



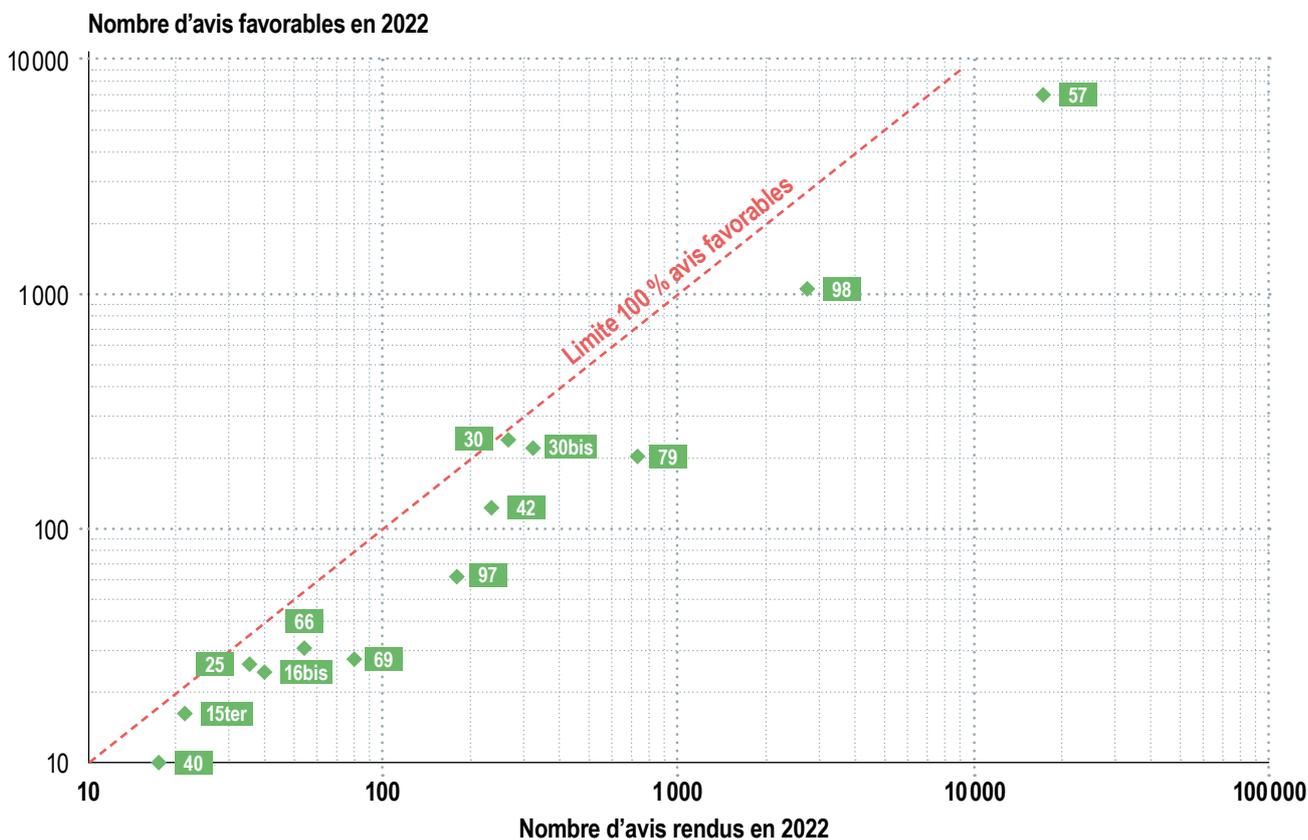
Données nationales des CRRMP du régime général (hors départements et territoires d'outre-mer – DOM-TOM –, sauf La Réunion).  
(Les nombres d'avis se lisent sur l'échelle de gauche, la part d'avis favorables sur l'échelle de droite.)

**Figure 79**  
Évolution 2021-2022 du nombre d'avis favorables des CRRMP en alinéa 6 par tableau de MP



Données nationales des CRRMP du régime général (hors DOM-TOM, sauf La Réunion).  
(Graphique limité aux tableaux ayant donné lieu à un avis favorable en 2021 et en 2022. Les points apparaissant au-dessus de la ligne pointillée subissent une augmentation, les points apparaissant en dessous, une diminution.)

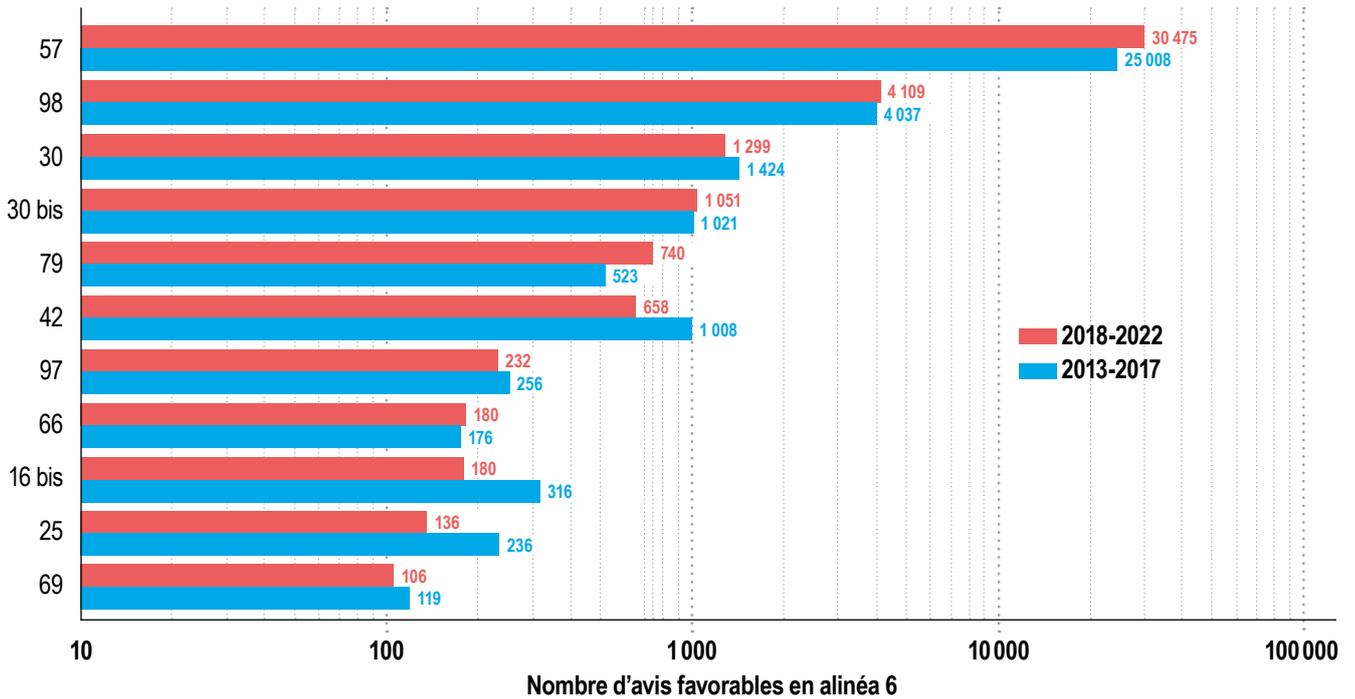
**Figure 80**  
Avis prononcés par les CRRMP en alinéa 6 en 2022 par tableau de MP pour les principaux tableaux (tableaux ayant fait l'objet d'au moins 10 avis en 2022)



Données nationales des CRRMP du régime général (hors DOM-TOM, sauf La Réunion).

**Figure 81**

**Avis favorables prononcés par les CRRMP en alinéa 6 par tableau de MP sur les années 2018-2022 et comparaison avec les 5 années qui ont précédé pour les principaux tableaux (> 100 cas sur 2018-2022)**

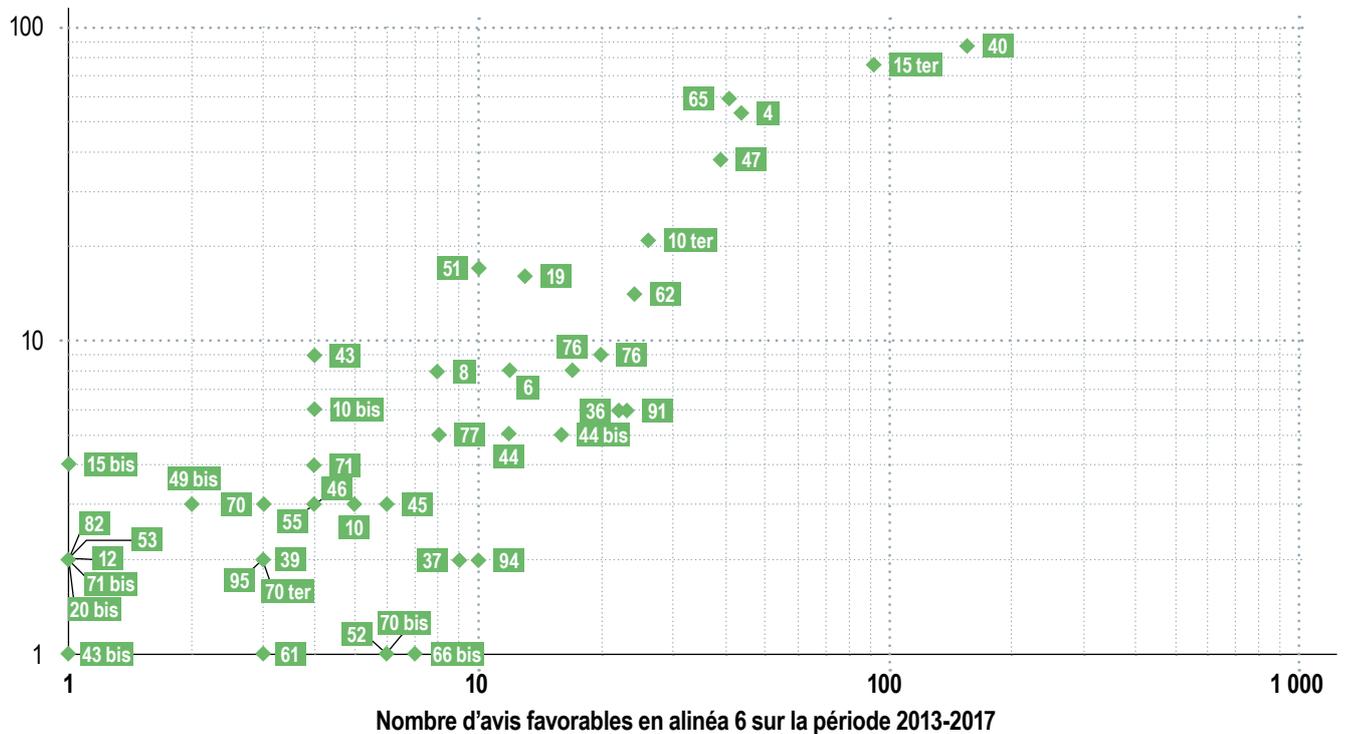


Données nationales des CRRMP du régime général (hors DOM-TOM, sauf La Réunion).

**Figure 82**

**Avis favorables prononcés par les CRRMP en alinéa 6 par tableau de MP sur les années 2018-2022 et comparaison avec les 5 années qui ont précédé, pour les tableaux peu représentés (< 100 cas sur 2018-2022)**

Nombre d'avis favorables en alinéa 6 sur la période 2018-2022



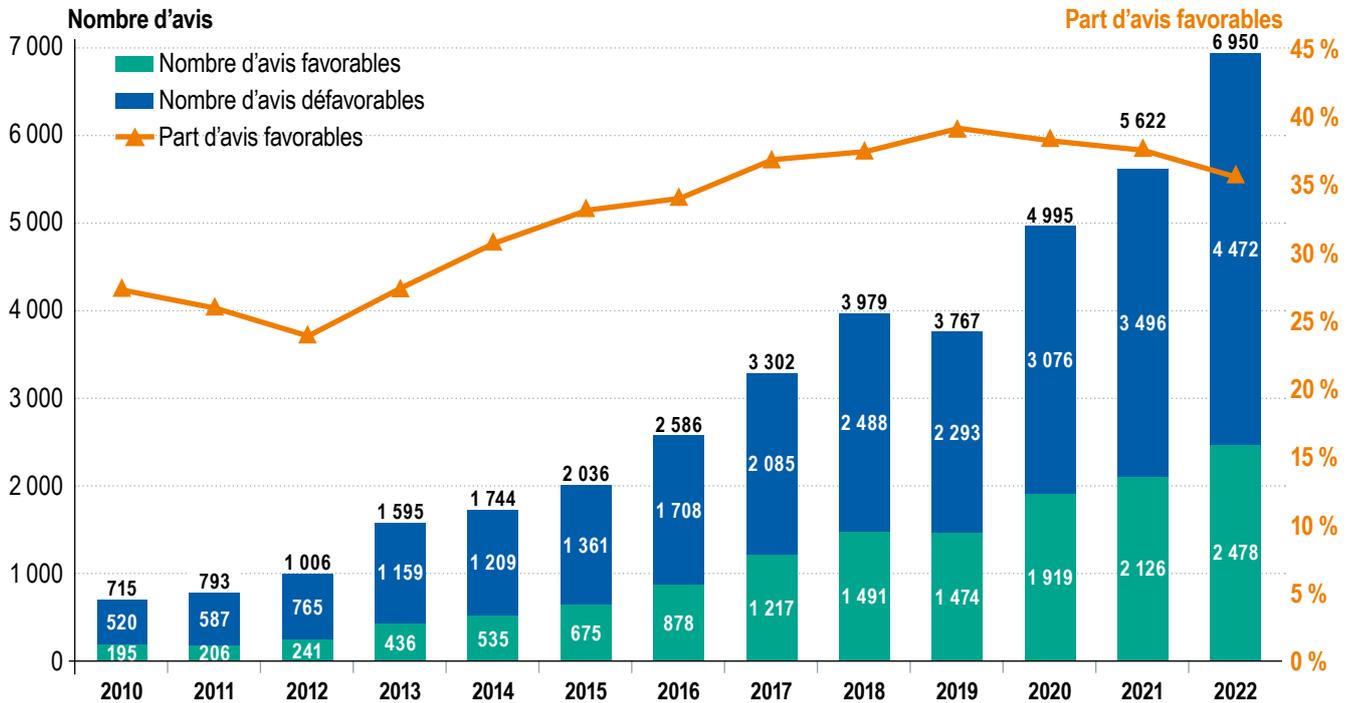
Données nationales des CRRMP du régime général (hors DOM-TOM, sauf La Réunion).

(Les points apparaissant au-dessus de la ligne pointillée subissent une augmentation, les points apparaissant en dessous, une diminution.)

/ Alinéa 7

Figure 83

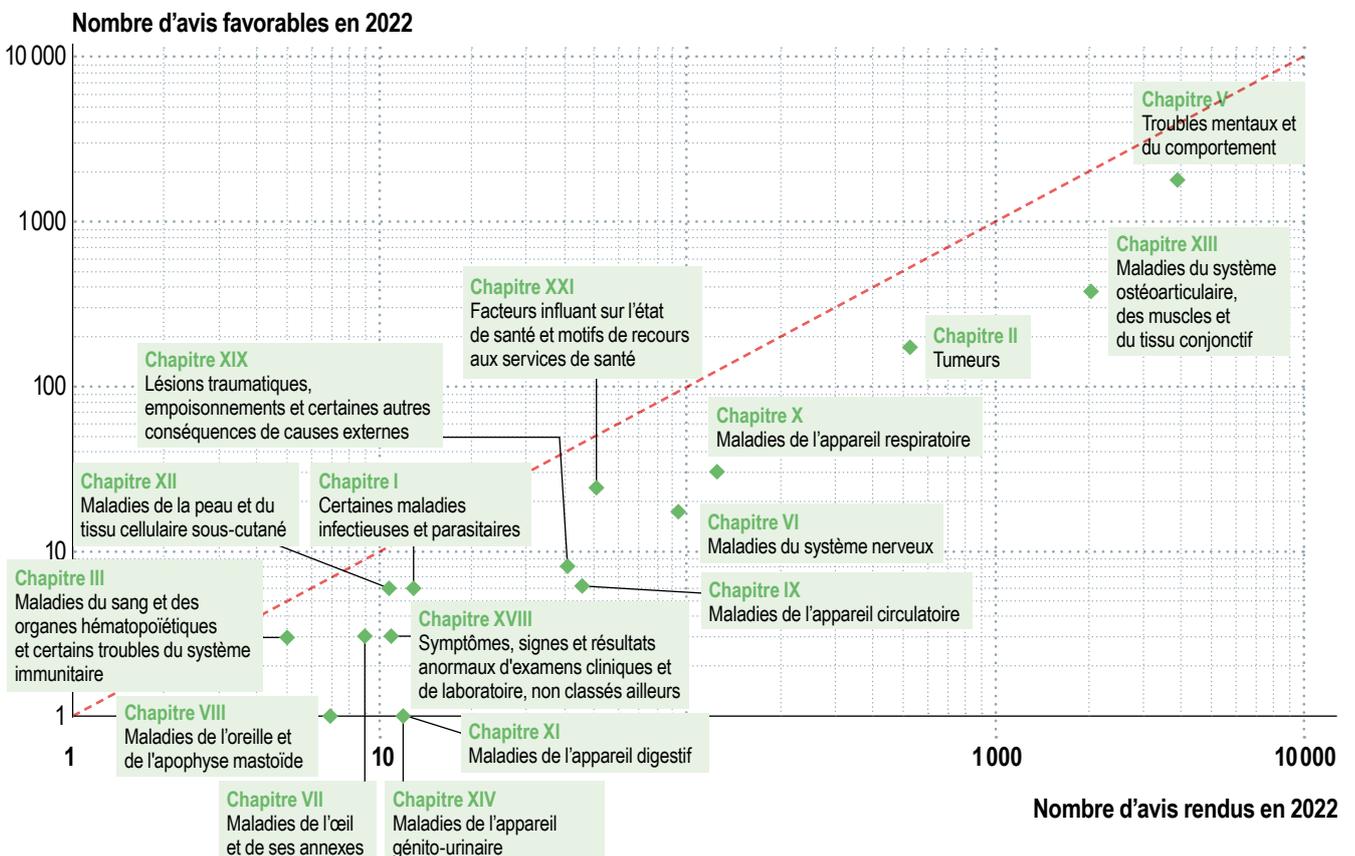
Avis favorables et défavorables (et totaux) des CRRMP en alinéa 7 de 2010 à 2022



Données nationales des CRRMP du régime général (hors DOM-TOM sauf La Réunion).  
(Les nombres d'avis se lisent sur l'échelle de gauche, la part d'avis favorables, sur l'échelle de droite).

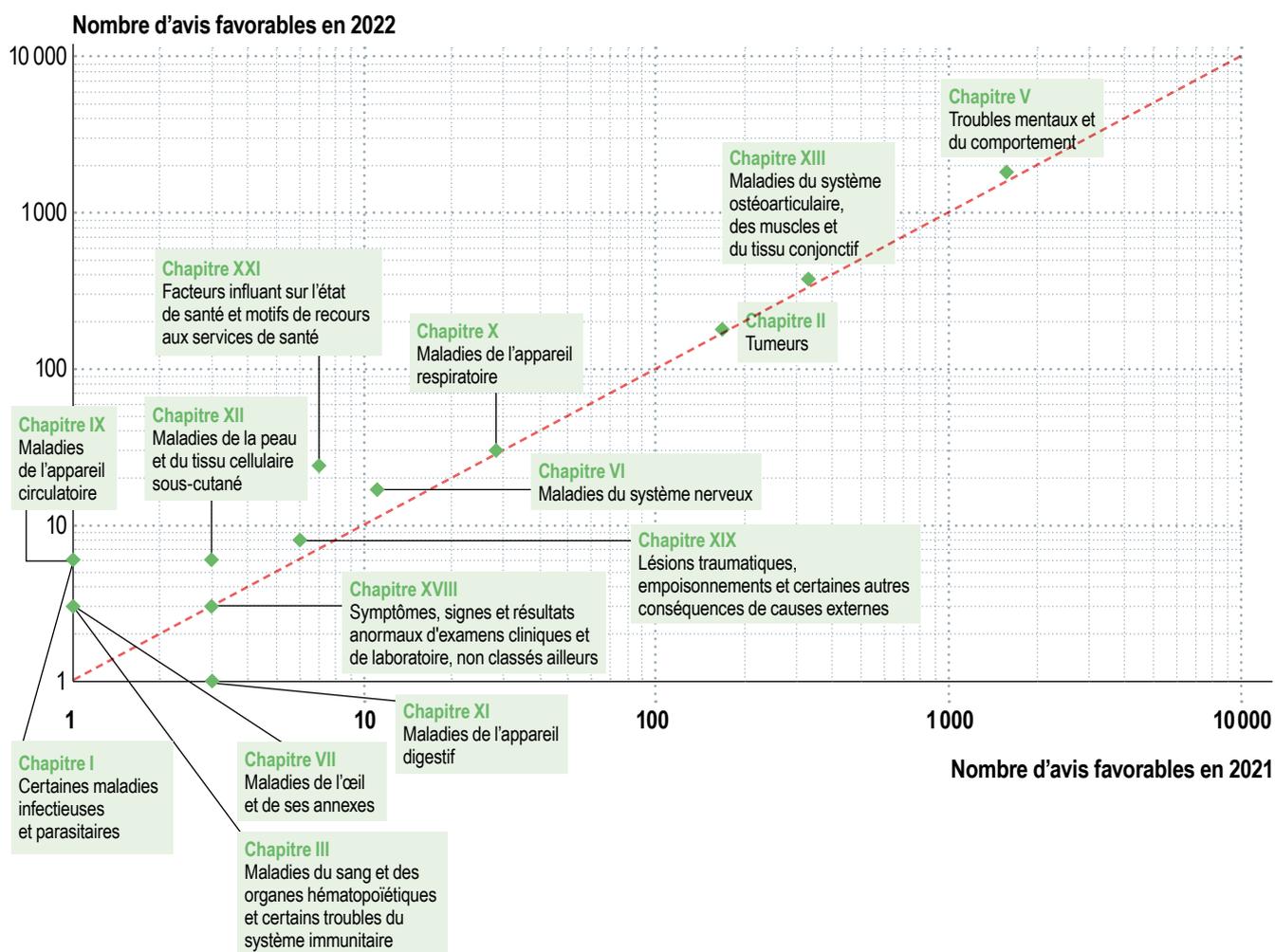
Figure 84

Avis rendus par les CRRMP en alinéa 7 en 2022 par chapitre de la CIM 10



Données nationales des CRRMP du régime général (hors DOM-TOM, sauf La Réunion).  
(Chapitre ayant fait l'objet en 2022 d'au moins un avis favorable. La ligne pointillée correspond à la limite théorique de 100% d'avis favorables.)

**Figure 85**  
**Évolution 2021-2022 du nombre d'avis favorables des CRRMP en alinéa 7 par chapitre de la CIM 10**



Données nationales des CRRMP du régime général (hors DOM-TOM, sauf La Réunion).  
 (Chapitre ayant fait l'objet en 2021 d'au moins un avis favorable. Les points apparaissant au-dessus de la ligne pointillée subissent une augmentation, les points apparaissant en dessous, une diminution.)

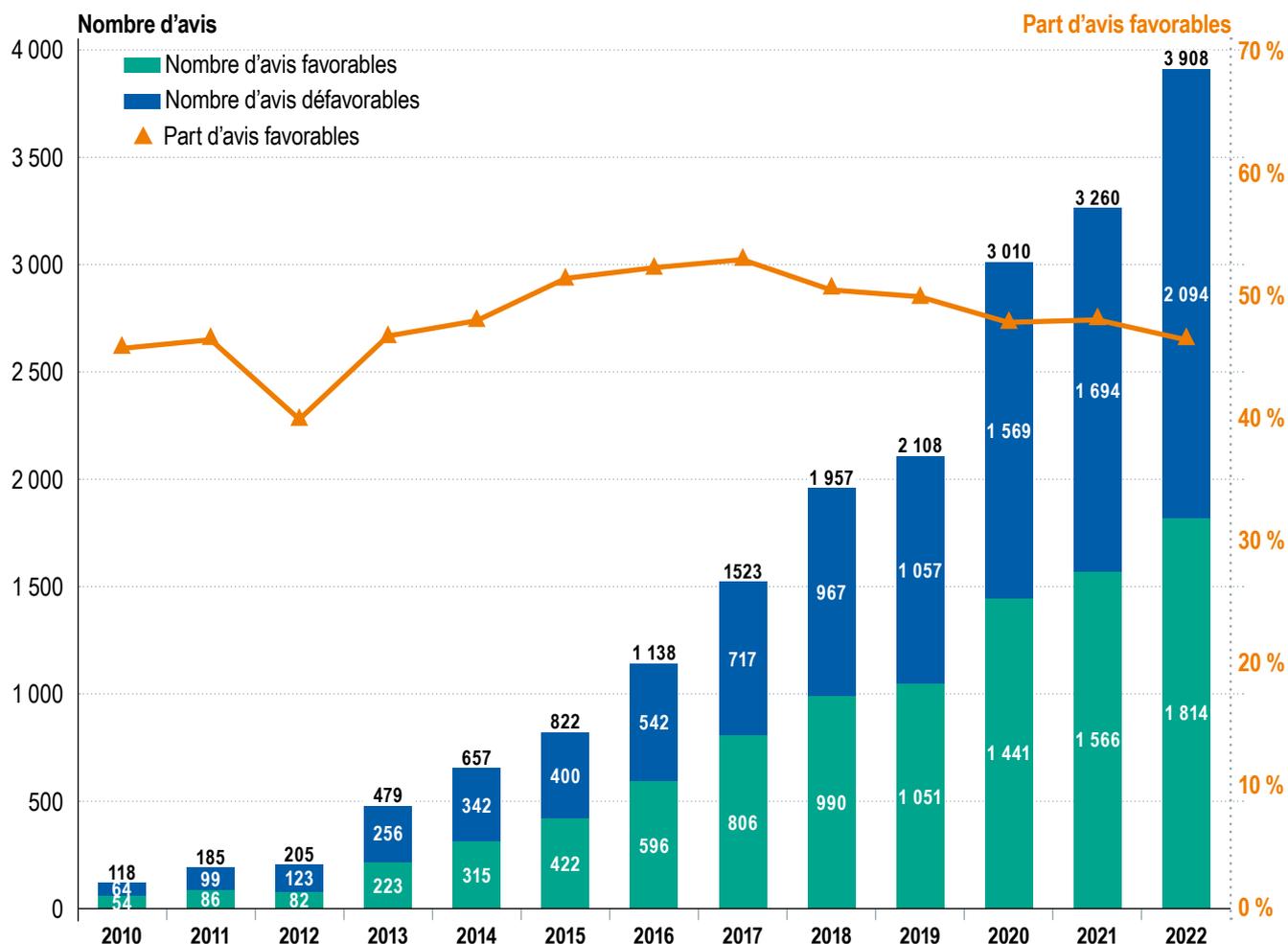
### / Affections psychiques au travail reconnues au titre de l'alinéa 7

En 2022, le nombre d'avis favorables prononcés par les CRRMP en matière de maladies psychiques atteint 1814 cas, **248 cas supplémentaires, soit environ 16 % de plus qu'en 2021** (cf. Figure 86). Cette hausse par rapport à l'année précédente – ce qui était déjà le cas les dernières années – est liée, d'une part, à un assouplissement

réglementaire qui permet de soumettre plus de dossiers aux CRRMP grâce à la nouvelle notion d'« IP prévisible à la date de la demande ». D'autre part, cette augmentation s'explique par une augmentation entre 2021 et 2022 des dépressions (+ 17%), des troubles anxieux (+ 14%) et des états de stress post-traumatique (+ 11%) (cf. Figure 87).

Figure 86

Focus sur le chapitre V de la CIM 10 : nombre d'avis favorables et défavorables des CRRMP relatifs à des affections psychiques de 2010 à 2022 (chapitre V de la CIM 10)



Données nationales des CRRMP du régime général (hors DOM-TOM sauf La Réunion).  
(Les nombres d'avis se lisent sur l'échelle de gauche, la part d'avis favorables sur l'échelle de droite.)

En effet, jusqu'en 2012, il fallait que l'état de santé du salarié ne soit plus évolutif, c'est-à-dire qu'il soit stabilisé ou consolidé, pour pouvoir reconnaître la MP. Si l'état était évolutif (ce qui est souvent le cas pour les affections psychiques), on ne pouvait pas évaluer le taux d'IP et donc reconnaître le caractère professionnel de la maladie. Cela limitait de fait le nombre de reconnaissances. Il suffit désormais que le médecin-conseil estime un taux d'IP prévisible supérieur à 25% à la date de la demande pour permettre une saisine du CRRMP.

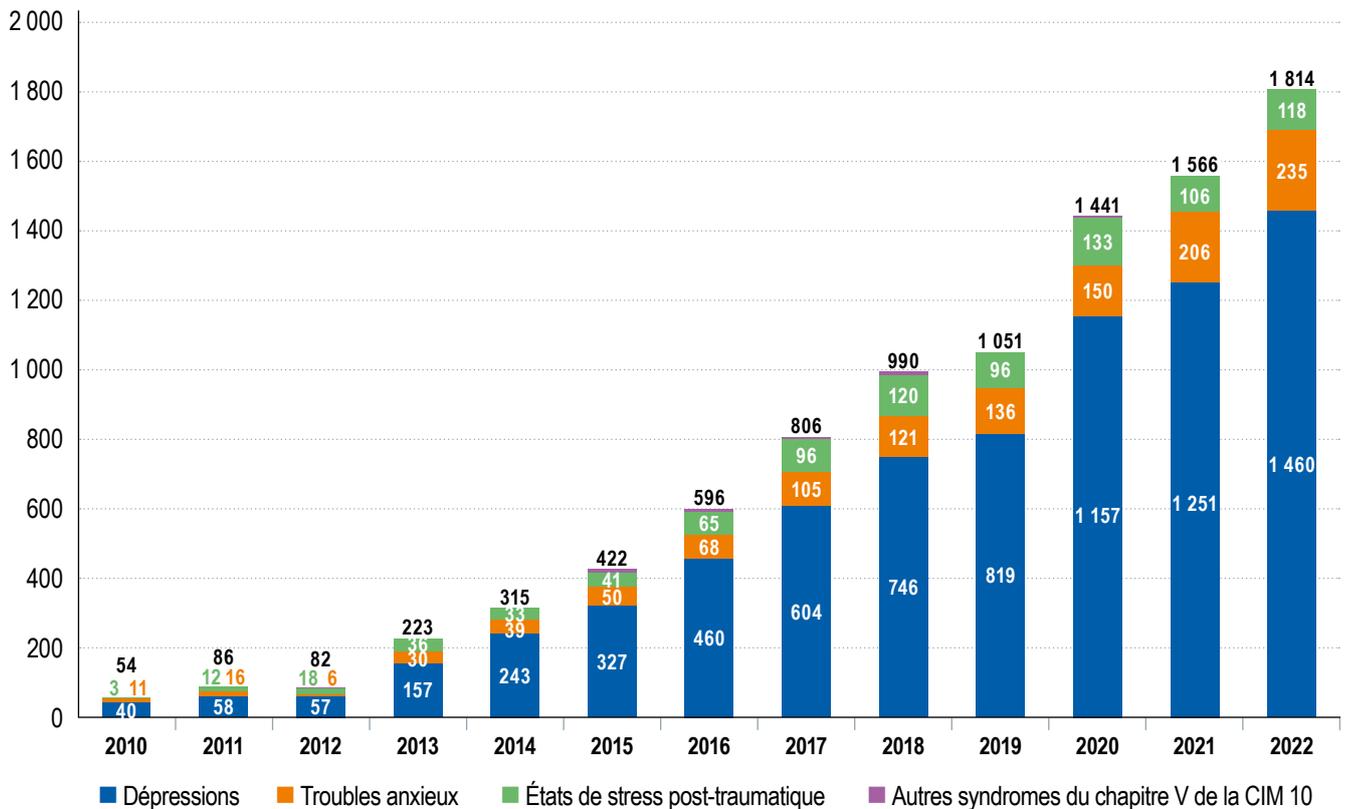
**La part des maladies psychiques liées au travail dont l'origine professionnelle a été reconnue** avoisine depuis cinq ans **50% des demandes** alors que, sur la même période, le nombre de dossiers a été multiplié par deux. Cela laisse a priori penser que la typologie des dossiers soumis au CRRMP a peu changé ces dernières années. En

2022, la valeur du risque de ces affections psychiques au sens de la sous-partie «Éclairage sur les dépenses à partir des données issues de la tarification» p. 88 représente une enveloppe d'environ 187 M€ se répartissant pour l'essentiel entre 53% d'IP (montant des capitaux) et 45% d'IT (IJ).

A noter que le syndrome d'épuisement professionnel, ou burn-out, ne figure pas dans les nosographies d'usage international, à savoir le manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM IV) et la CIM 10. Il convient d'ores et déjà de noter qu'il apparaît dans la CIM 11, adoptée en mai 2019, mais qui n'est pas encore mise en œuvre dans les bases de l'Assurance Maladie. Les manifestations de ce syndrome d'épuisement professionnel sont majoritairement des dépressions graves ou des syndromes anxieux. La Figure 87 fournit le détail des avis favorables apparaissant sur la Figure 86.

**Figure 87**

**Focus sur le chapitre V de la CIM 10 : nombre d'avis favorables des CRRMP relatifs à des affections psychiques de 2010 à 2022 selon les familles de syndromes**



Données nationales des CRRMP du régime général (hors DOM-TOM, sauf La Réunion).

Pour mémoire, l'Assurance Maladie - Risques professionnels a publié début 2018 un rapport dans sa série «Enjeux & actions» dédié aux affections psychiques liées au travail. Parmi les éléments nouveaux mis en avant dans ce rapport figurait la prise en charge des

troubles psychosociaux au titre des AT, en sus des cas rapportés ci-dessus en MP. Ces éléments statistiques ont été actualisés dans le rapport annuel de l'année dernière (focus n° 4).

# FOCUS

## Focus sur les assurés volontaires à titre individuel

La souscription à l'assurance volontaire individuelle permet aux travailleurs indépendants (artisans-commerçants ou professions libérales) de s'assurer spécifiquement contre le risque d'accident du travail (AT), d'accident de trajet et de maladie professionnelle (MP). Elle inclut le remboursement des frais de santé, l'indem-

nisation de l'incapacité permanente pour l'assuré et ses ayants droit éventuels, mais ne couvre pas l'incapacité temporaire (pour mémoire, la couverture maladie des travailleurs indépendants inclut des indemnités journalières – IJ – en cas d'arrêt de travail).

### ● Des assurés volontaires à titre individuel majoritairement dans le secteur de la santé

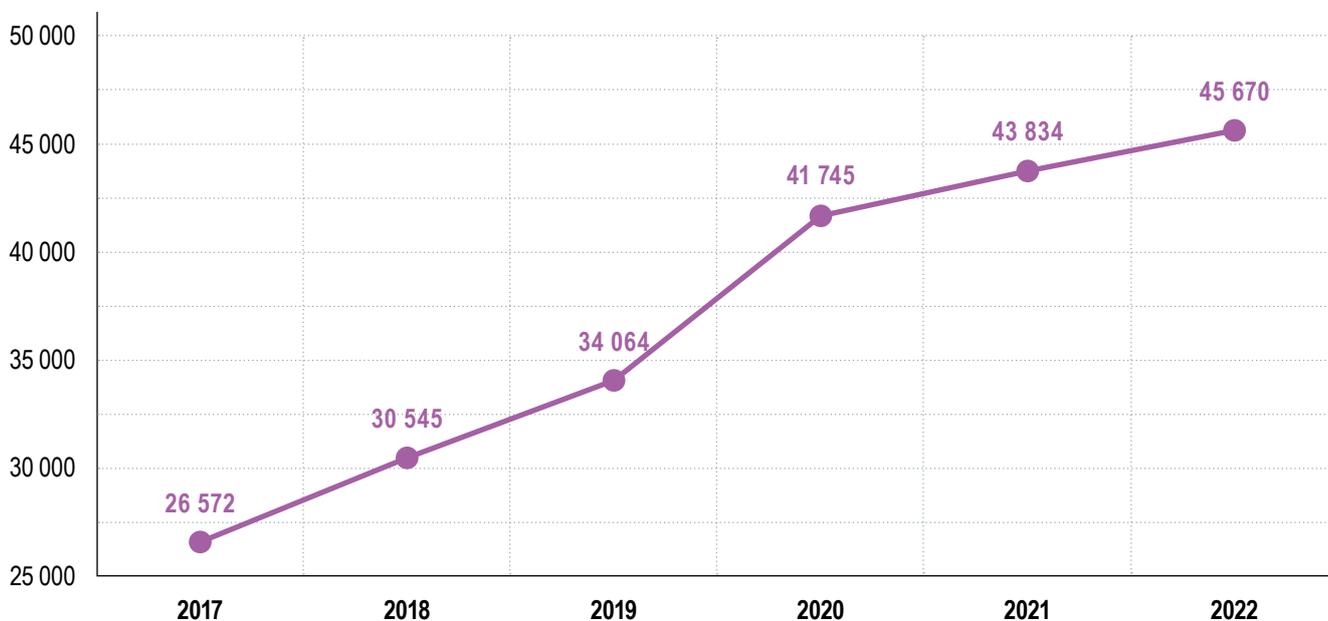
En 2022, 45 670 assurés volontaires à titre individuel ont été recensés ; ce nombre était de 43 834 en 2021, soit une augmentation de + 4 % (1 836 assurés volontaires de plus).

Entre 2020 et 2021, la hausse observée était du même ordre (+ 5 %, soit 2 089 assurés volontaires de plus) alors

que sur la période précédente, à savoir de 2017 à 2020, il avait été observé une hausse plus importante : de + 12 % à + 15 %, et même + 23 % entre 2019 et 2020 (Figure 88).

**Figure 88**

Évolution du nombre annuel d'assurés volontaires à titre individuel depuis l'année 2017



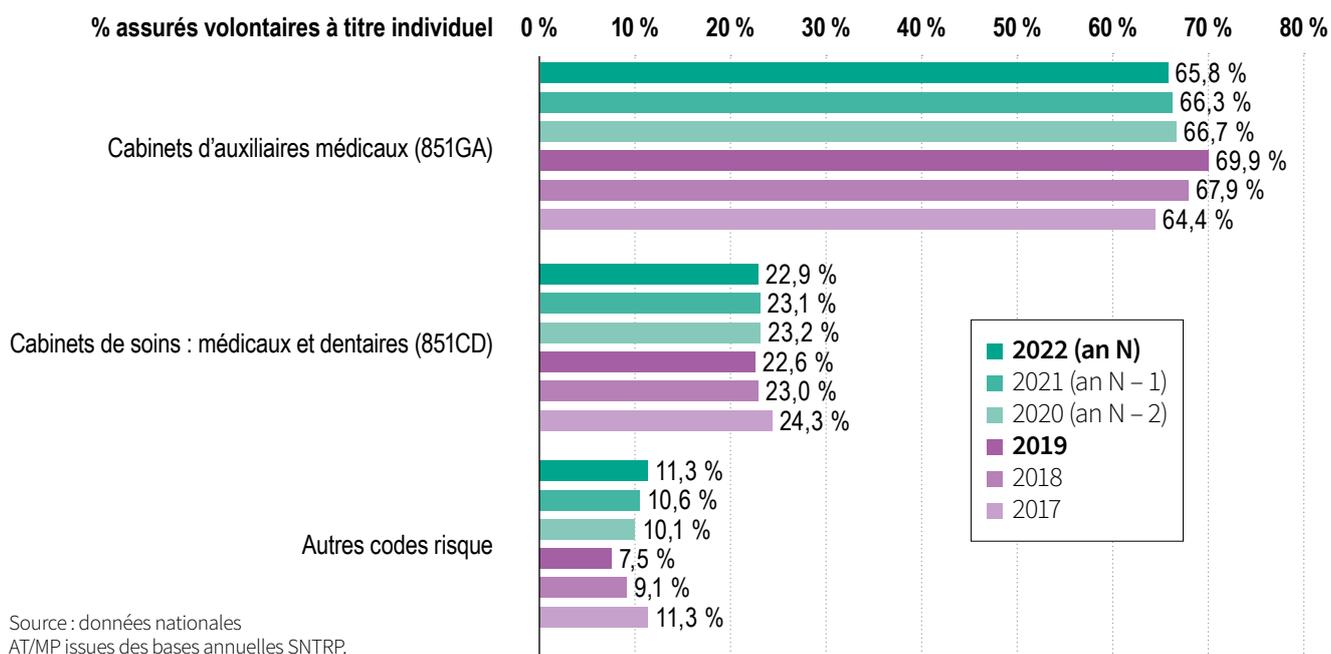
Source : données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP.

De même que les années précédentes, l'essentiel des assurés volontaires à titre individuel (89 %) travaille dans des cabinets d'auxiliaires médicaux (66 %) ou dans des cabinets de soins médicaux et dentaires (23 %) : Figure 89.

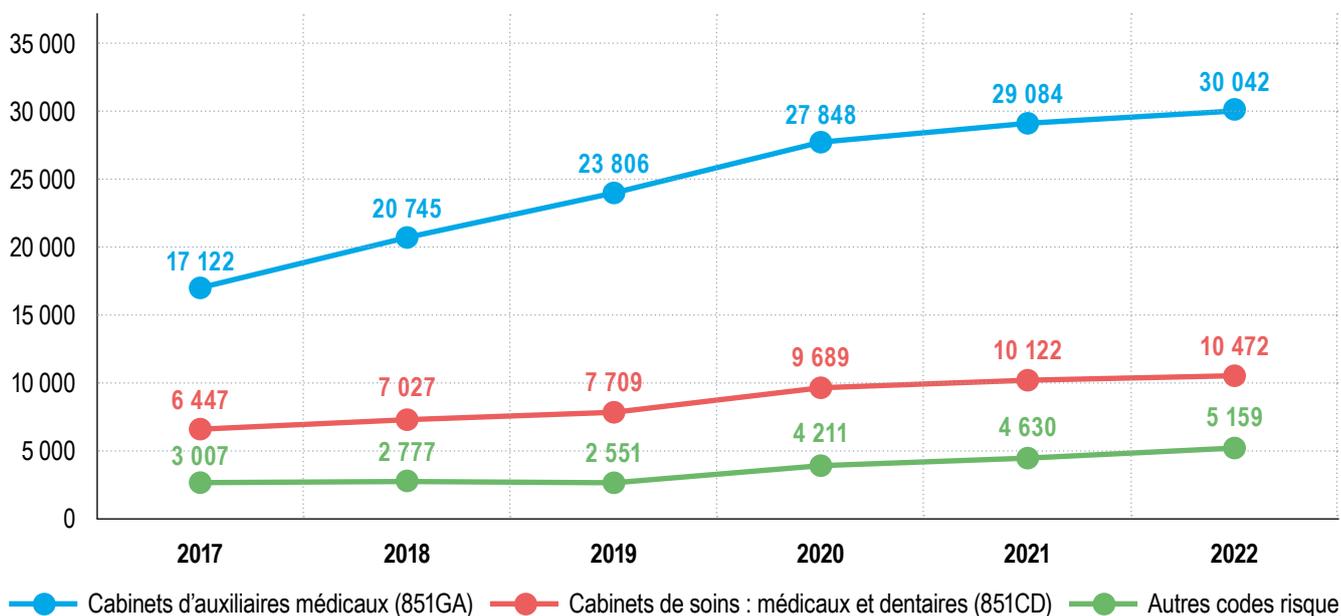
Le nombre d'assurés volontaires relevant du secteur « cabinets d'auxiliaires médicaux » est celui qui a le plus augmenté de 2017 à 2020, alors que, sur les trois dernières années (2020-2022), l'ensemble des codes risque autres que

les cabinets d'auxiliaires médicaux ou de soins sont ceux qui connaissent la plus forte hausse (Figure 90) ; portée en partie par la hausse du nombre d'assurés volontaires relevant du BTP (travaux d'isolation, de finitions ; gros œuvre, entreprise générale du bâtiment, construction métallique ; travaux de plomberie, électricité), des services (crédit-bail, location de brevets, cabinets juridiques, comptables, informatiques ; coiffure) ou des restaurants et hôtels.

**Figure 89**  
Répartition 2022 des assurés volontaires selon le code risque (et rappel des années 2017 à 2021)



**Figure 90**  
Évolution du nombre annuel d'assurés volontaires à titre individuel depuis l'année 2017 selon le secteur d'activité



## ● Répartition territoriale des assurés volontaires à titre individuel

En nombre d'assurés volontaires, les périmètres géographiques (territoires Carsat<sup>21</sup>, Cramif<sup>22</sup>, CGSS<sup>23</sup>) les plus concernés en 2022, comme en 2021, sont, dans l'ordre (Tableau 92) :

- l'Alsace-Moselle (autour de 5 900 assurés volontaires, soit 13 % des 45 670 assurés volontaires recensés en 2022) ;
- la région Rhône-Alpes, la Bretagne et le Sud-Est (entre 4 300 et 4 400 assurés volontaires, soit 10 % environ de l'ensemble des assurés volontaires) ;
- l'Aquitaine (autour de 3 300 assurés volontaires, 7 % de l'ensemble).

Les autres territoires métropolitains accueillent de 950 à 2 900 assurés volontaires environ, et les DOM, de 60 à 320 assurés volontaires environ.

Par conséquent, les assurés volontaires à titre individuel sont proportionnellement bien plus représentés en Alsace-Moselle que ne le sont sur ce territoire l'ensemble des établissements. Il en est de même, mais dans une moindre mesure, en Bretagne et en Auvergne. A contrario, les assurés volontaires sont proportionnellement beaucoup moins représentés en Île-de-France (4 % des assurés volontaires présents dans cette région vs 23 % des établissements).

**Tableau 92**

### Répartition par caisse régionale des assurés volontaires à titre individuel, année 2022

| Caisse régionale (Carsat, Cramif, CGSS) | Nombre assurés volontaires 2022 | % région assurés volontaires | % région tous établissements | Rang assurés volontaires | Rang tous établissements |
|---|---------------------------------|------------------------------|------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 13 – Sud-Est                            | 4 310                           | 9,4 %                        | 10,0 %                       | 4                        | 3                        |
| 21 – Bourgogne-Franche-Comté            | 1 500                           | 3,3 %                        | 3,5 %                        | 14                       | 12                       |
| 31 – Midi-Pyrénées                      | 2 804                           | 6,1 %                        | 4,6 %                        | 7                        | 8                        |
| 33 – Aquitaine                          | 3 364                           | 7,4 %                        | 5,7 %                        | 5                        | 5                        |
| 34 – Languedoc-Roussillon               | 2 922                           | 6,4 %                        | 4,7 %                        | 6                        | 7                        |
| 35 – Bretagne                           | 4 373                           | 9,6 %                        | 4,4 %                        | 3                        | 9                        |
| 44 – Pays de la Loire                   | 2 068                           | 4,5 %                        | 4,8 %                        | 11                       | 6                        |
| 45 – Centre                             | 951                             | 2,1 %                        | 3,1 %                        | 16                       | 14                       |
| 54 – Nord-Est                           | 2 184                           | 4,8 %                        | 3,1 %                        | 10                       | 15                       |
| 59 – Nord-Picardie                      | 2 595                           | 5,7 %                        | 6,5 %                        | 8                        | 4                        |
| 63 – Auvergne                           | 2 397                           | 5,2 %                        | 1,9 %                        | 9                        | 16                       |
| 67 – Alsace-Moselle                     | 5 965                           | 13,1 %                       | 4,0 %                        | 1                        | 11                       |
| 69 – Rhône-Alpes                        | 4 446                           | 9,7 %                        | 10,7 %                       | 2                        | 2                        |
| 75 – Île-de-France                      | 1 742                           | 3,8 %                        | 22,6 %                       | 13                       | 1                        |
| 76 – Normandie                          | 1 396                           | 3,1 %                        | 4,1 %                        | 15                       | 10                       |
| 87 – Centre-Ouest                       | 2 032                           | 4,4 %                        | 3,3 %                        | 12                       | 13                       |
| 71 – Guadeloupe                         | 179                             | 0,4 %                        | 0,7 %                        | 18                       | 18                       |
| 72 – Martinique                         | 61                              | 0,1 %                        | 0,6 %                        | 19                       | 19                       |
| 73 – Guyane                             | 61                              | 0,1 %                        | 0,3 %                        | 19                       | 20                       |
| 74 – La Réunion                         | 320                             | 0,7 %                        | 1,2 %                        | 17                       | 17                       |
| 25 – Mayotte                            |                                 |                              | 0,1 %                        |                          | 21                       |
| <b>Total</b>                            | <b>45 670</b>                   | <b>100,0 %</b>               | <b>100,0 %</b>               |                          |                          |

**NB :** les assurés ne sont ici comptés qu'une seule fois et dans une seule caisse.

<sup>21</sup> Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail.

<sup>22</sup> Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France.

<sup>23</sup> Caisse générale de Sécurité sociale.

## ● Sinistralité globale des assurés volontaires à titre individuel



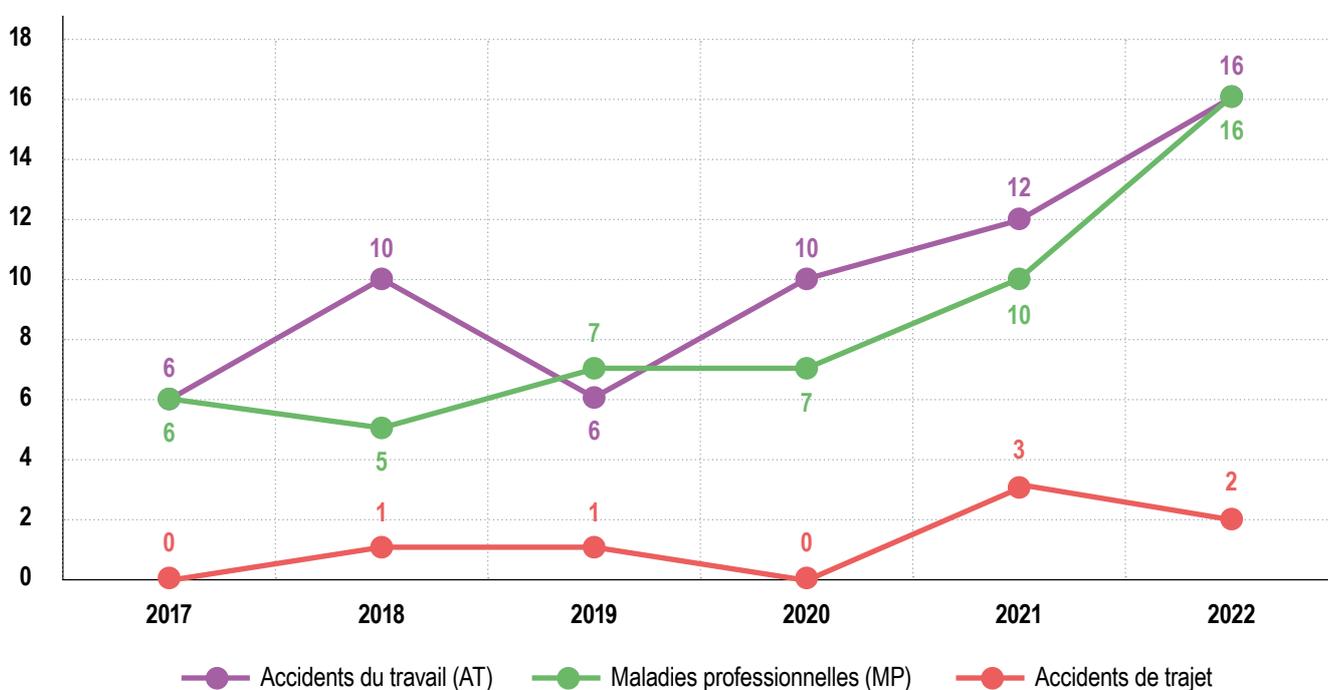
Les données 2022 présentées dans ce chapitre sont soumises aux restrictions d'interprétation exposées au paragraphe « Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques » p. 97.

Les assurés volontaires à titre individuel ont été concernés par 34 sinistres AT/MP avec paiement d'une première prestation en espèces en 2022 (25 en 2021, 17 en 2020). Alors que les accidents de trajet évoluent peu, les AT et les MP augmentent significativement entre 2021 et 2022 (Figure 91), et ce bien plus que le nombre d'assurés volontaires.

Les sinistres nouvellement recensés en 2022 au titre d'un accident ou d'une MP chez un assuré volontaire l'ont été presque exclusivement en raison de l'affectation d'un taux d'IP pour IP et, pour les deux accidents de trajet, en raison d'un accident mortel.

**Figure 91**

**Évolution du nombre de sinistres AT/MP des assurés volontaires à titre individuel depuis l'année 2017**



Source : données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP.

## ● Caractéristiques des victimes assurées volontaires à titre individuel

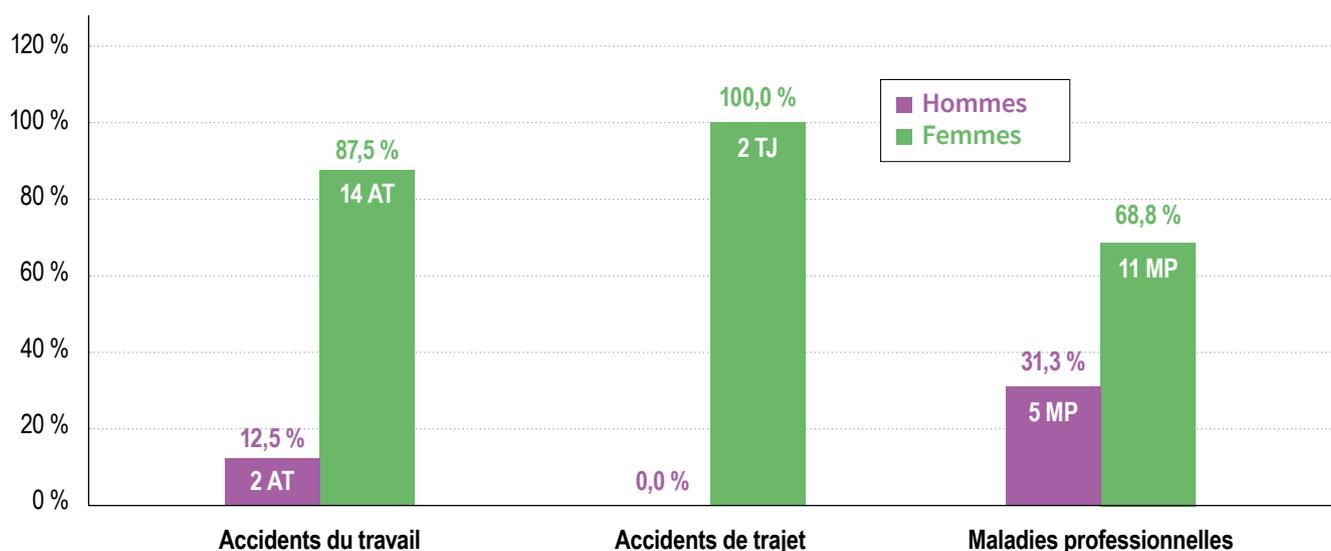
Les victimes sont surtout des femmes, et ce quelle que soit la nature du risque (AT, accident de trajet ou MP) (Figure 92).

Pour les MP, la profession de la victime est connue : les victimes de MP sont principalement des infirmières (Tableau 93).

Il est probable que ceci soit lié aux activités majoritairement exercées dans la population générale des assurés volontaires à titre individuel (Figure 89 p. 135) et aux caractéristiques de ces assurés, même si elles ne nous sont pas connues.

**Figure 92**

**Répartition des sinistres 2022 selon le sexe de l'assuré volontaire (nombre et proportion), par nature du risque**



Source : données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP.

**Tableau 93**

**Répartition des assurés volontaires à titre individuel victimes de MP en 2022 par sexe et profession, avec détail par code risque**

| Profession de la victime de MP                                   | Code risque |          |          |          | Total     |
|--|-------------|----------|----------|----------|-----------|
|  | 281CB       | 522CB    | 851GA    | 930DB    |           |
| Femme : personnel infirmier (niveau intermédiaire)*              |             |          | 6        |          | 6         |
| Femme : cadres infirmiers  |             |          | 2        |          | 2         |
| Femme : coiffeurs  |             |          |          | 1        | 1         |
| Homme : personnel infirmier (niveau intermédiaire)**             |             |          | 1        |          | 1         |
| Homme : coiffeurs  |             |          |          | 1        | 1         |
| Homme : forgerons, estampeurs et conducteurs de presses à forger | 1           |          |          |          | 1         |
| Homme : bouchers, poissonniers et assimilés                      |             | 1        |          |          | 1         |
| <b>Total victimes MP différentes</b>                             | <b>1</b>    | <b>1</b> | <b>9</b> | <b>2</b> | <b>13</b> |
| – dont victimes femmes (69 %)                                    |             |          | 8        | 1        | 9         |
| – dont victimes hommes (31 %)                                    | 1           | 1        | 1        | 1        | 4         |

\* Dont une victime femme concernée par 3 MP.

\*\* Dont une victime homme concernée par 2 MP.

281CB = Fabrication d'articles, de meubles et menuiseries, de fûts et emballages métalliques, de fils et câbles isolés. Fabrication de bouchage, d'emballage, de ferblanterie, de conditionnement métallique. Repoussage des métaux en feuilles. Fabrication d'accessoires d'ameublement en bronze et/ou fer forgé.

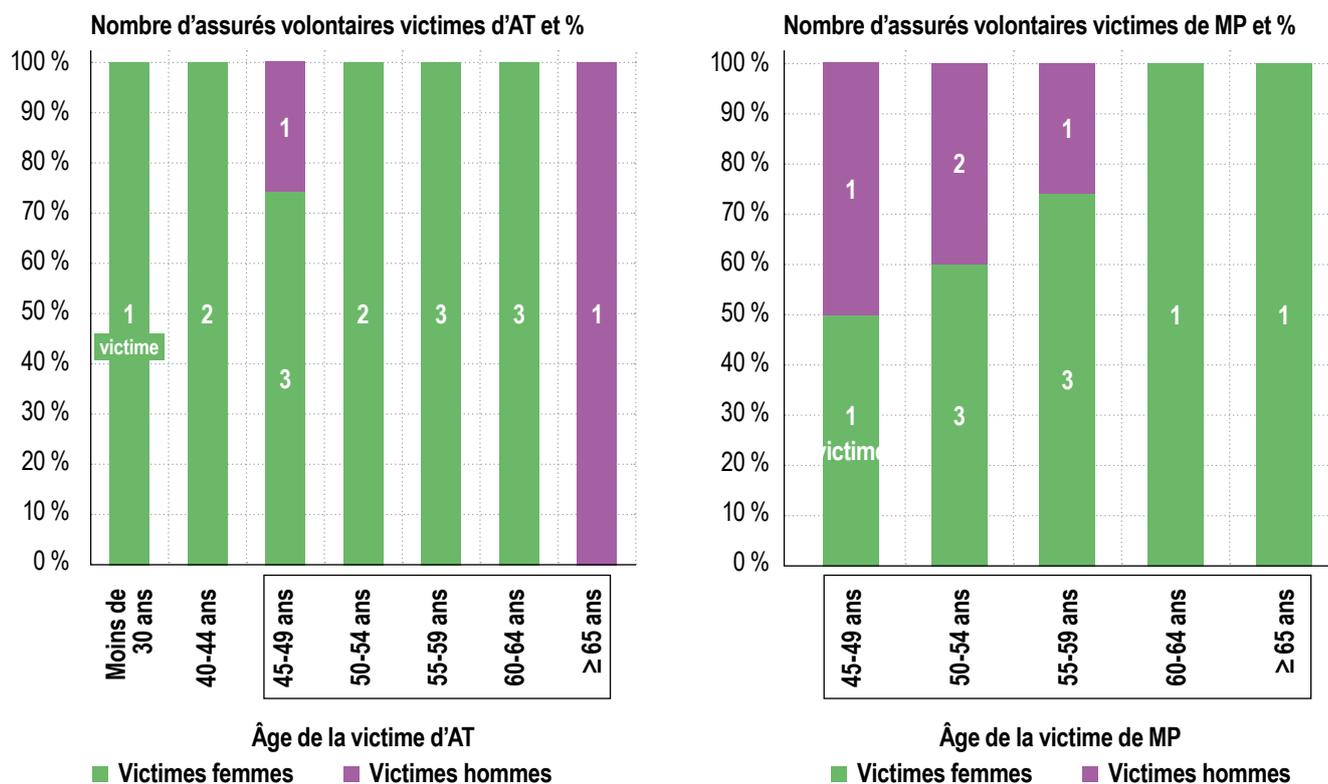
522CB = Commerce de détail de viandes, poissons, charcuterie artisanale y compris traiteurs, organisateurs de réception.

851GA = Cabinets d'auxiliaires médicaux.

930DB = Coiffure. Fabrication de postiches. Esthétique corporelle.

**Figure 93**

Répartition (en nombre et en proportion) des assurés volontaires à titre individuel victimes d'AT ou de MP en 2022, selon le sexe et l'âge



Source : données nationales AT/MP issues des bases annuelles SNTRP.

L'âge moyen des victimes est de 52 ans pour les 16 AT (outre une femme victime de 28 ans et un homme victime de 68 ans, les autres victimes étaient âgées de 41 à 64 ans) : Figure 93.

Pour les MP, l'âge moyen des 13 victimes différentes est de 55 ans (outre 3 femmes victimes de 46, 62 et 65 ans, les autres victimes avaient entre 49 et 59 ans).

Enfin, l'âge moyen des victimes des deux accidents de trajet mortels est de 39 ans, avec une femme victime de 34 ans et une femme victime de 44 ans.

## ● Caractéristiques des sinistres d'assurés volontaires à titre individuel

Outre la caractérisation des victimes, les seules informations complémentaires dont on dispose sur les sinistres d'assurés volontaires à titre individuel concernent le type de lésions provoquées par l'AT indemnisé (pas d'information sur les deux accidents de trajet mortels) et les syndromes relatifs aux maladies d'origine professionnelle indemnisées.

Pour les AT nouvellement enregistrés en 2022, deux n'ont pas eu de taux d'IP, dix ont donné lieu à une IP de 2 % à 6 % et quatre à un taux d'IP variant entre 13 et 30 %, témoignant donc d'une gravité parfois importante. Ils ont

eu des conséquences variées, provoquant des lombalgies, cervicalgies, contusions... mais aussi des blessures superficielles, des entorses, des fractures...

Pour les MP, les trois quarts (12 MP sur 16) ont conduit à un taux d'IP compris entre 6 % et 15 %, le quart restant (4 MP) se voyant affecté d'un taux d'IP de 2 % à 5 %. Il s'agissait systématiquement d'affections périarticulaires provoquées par certains gestes et postures de travail (tableau MP n° 57), très majoritairement au niveau de l'épaule, mais aussi parfois au niveau du coude ou de la zone poignet-main.

# Focus sur les cancers professionnels



Les données 2022 présentées dans ce chapitre sont soumises aux restrictions d'interprétation exposées au paragraphe « Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques » p. 97.

**P**our mémoire, l'Assurance Maladie – Risques professionnels a publié au premier semestre 2019 un fascicule « Enjeux & actions » dédié aux cancers professionnels prenant en compte les dernières évaluations épidémiologiques publiées par Santé publique France (Bulletin épidémiologique hebdomadaire n° 21 du 26 juin 2018).

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a publié également un document important sur le sujet décrivant par type de cancer des situations professionnelles à risque. Ce travail repose sur une synthèse des données du Réseau national de vigilance et de prévention des pathologies professionnelles, qui compile des données de consultations financées de façon significative par des budgets d'intervention de la branche AT/MP, à savoir le Fonds national de prévention des AT.

Le présent focus présente les principales statistiques sur les cancers d'origine professionnelle pris en charge par la branche, en considérant particulièrement la période 2018-2022. Les données relatives à l'année de 2022 peuvent aussi être concernées par les dysfonctionnements évoqués au paragraphe « Le décrochage des données 2022 par rapport aux séries historiques » p. 97 mais, comme on les sait affectées par une sous-déclaration structurelle, on fait ici le choix de maintenir le focus annuel en l'état.

Les dénombrements présentés dans le Tableau 94 intègrent :

- les cas reconnus dans le cadre des tableaux de reconnaissance proprement dits (alinéa 5 de [l'article L 461-1 du CSS](#)) ;

- les cas désignés dans un tableau de MP, mais reconnus dans le cadre du système complémentaire (alinéa 6 du même article – la victime ne remplit pas une ou plusieurs des conditions expressément prévues par le tableau de MP mais un lien direct entre la maladie et le travail habituel de la victime est établi) ;

- les cancers d'origine professionnelle qui ont été reconnus via l'alinéa 7 de l'article L 461-1 du CSS.

Comme pour les autres résultats commentés dans ce document, il s'agit du nombre de cancers d'origine professionnelle ayant entraîné un premier règlement par l'Assurance Maladie – Risques professionnels, suite à un premier arrêt de travail, à l'attribution d'un taux d'IP ou au décès de la victime.

La part des cancers professionnels liés à l'amiante étant prépondérante, les dénombrements ont été précisés pour les cancers de l'amiante (hors alinéa 7), qui représentent 77 % des cancers en 2022. Parmi les autres cancers, on distingue ici les cancers non liés à l'amiante (hors alinéa 7), qui représentent 16 % des cas, et les cancers en alinéa 7, qui représentent près de 7 % des cas.

En 2022, le nombre de cancers d'origine professionnelle s'établit ainsi à 1 652 nouveaux cas, en augmentation de 19 cas par rapport à 2021, mais inférieur aux 1 900 nouveaux cas en moyenne recensés sur la période 2015-2019 (Figure 94).

## Tableau 94

### Dénombrement des cancers professionnels avec un 1<sup>er</sup> règlement de 2018 à 2022 et évolution par rapport à l'année précédente

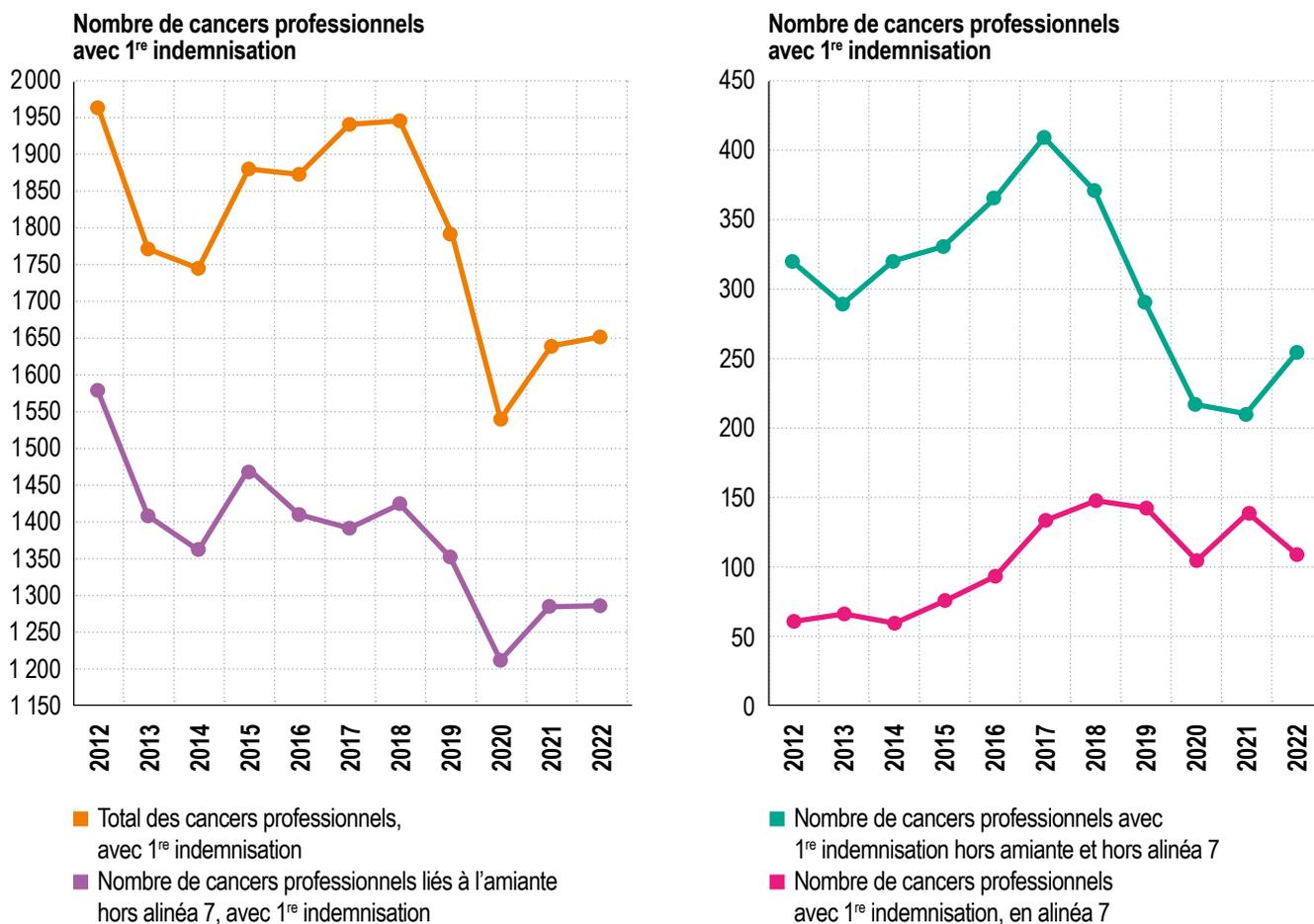
| Cancers d'origine professionnelle           |                  | 2018     | 2019     | 2020     | 2021    | 2022  | Écart entre 2021 et 2022 |
|---|------------------|----------|----------|----------|---------|-------|--------------------------|
| <b>Cancers amiante (hors alinéa 7)</b>      | En nombre        | 1 418    | 1 350    | 1 210    | 1 282   | 1 285 | 3                        |
|   | En % d'évolution | 1,9 %    | - 4,8 %  | - 10,4 % | 6,0 %   | NC    |                          |
| <b>Cancers hors amiante (hors alinéa 7)</b> | En nombre        | 372      | 293      | 219      | 214     | 257   | 43                       |
|   | En % d'évolution | - 10,1 % | - 21,2 % | - 25,3 % | - 2,3 % | NC    |                          |
| <b>Cancers alinéa 7</b>                     | En nombre        | 149      | 143      | 105      | 137     | 110   | - 27                     |
|   | En % d'évolution | 12,0 %   | - 4,0 %  | - 26,6 % | 30,5 %  | NC    |                          |
| <b>Total des cancers</b>                    | En nombre        | 1 939    | 1 786    | 1 534    | 1 633   | 1 652 | 19                       |
|   | En % d'évolution | 0,0 %    | - 7,9 %  | - 14,1 % | 6,5 %   | NC    |                          |

Sources : données nationales AT/MP issues des bases annuelles du système national de tarification des risques professionnels (SNTRP) sur les neuf comités techniques régionaux (CTN) et les sections au taux fonctions supports de nature administrative (FSNA)/bureaux, ainsi que le compte spécial MP.

Il est à noter que, même si les cancers sont des maladies qui se déclarent à distance de l'exposition, les circonstances de la crise sanitaire liée au Covid-19 ont pu impacter leur déclaration et donc la forte diminution en 2020 est à relativiser du fait de cette conjoncture particulière.

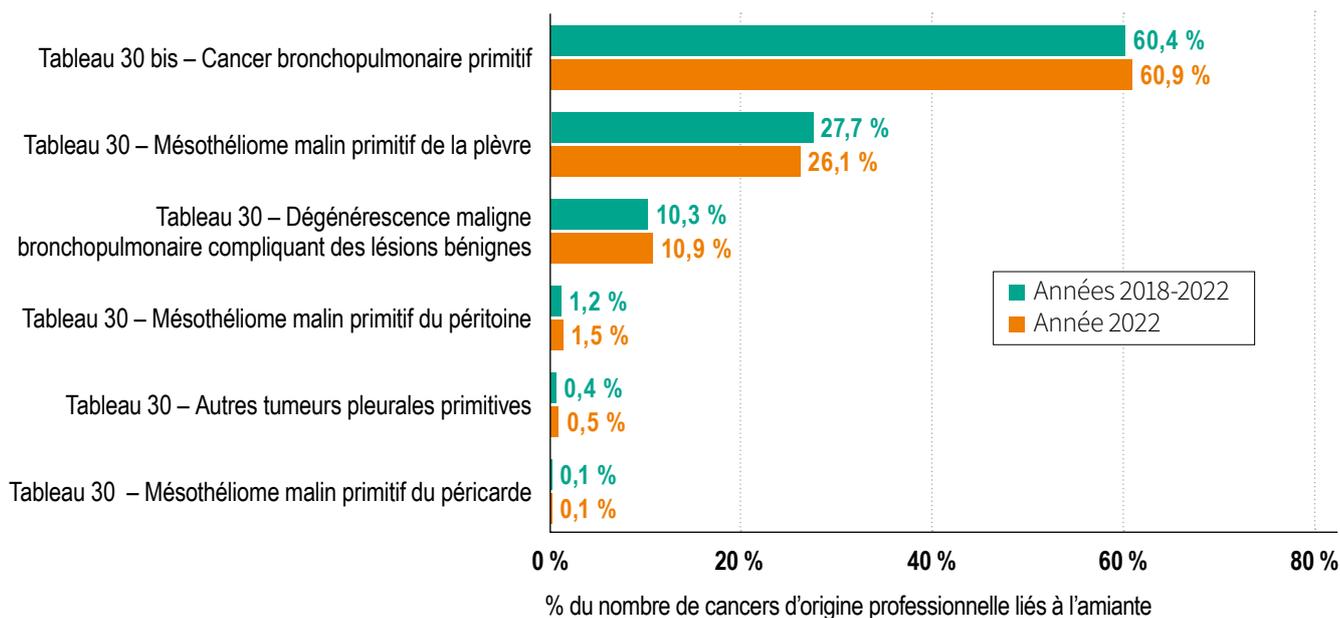
**Figure 94**

**Évolution des cancers professionnels avec 1<sup>re</sup> indemnisation en espèces sur la période 2012-2022**



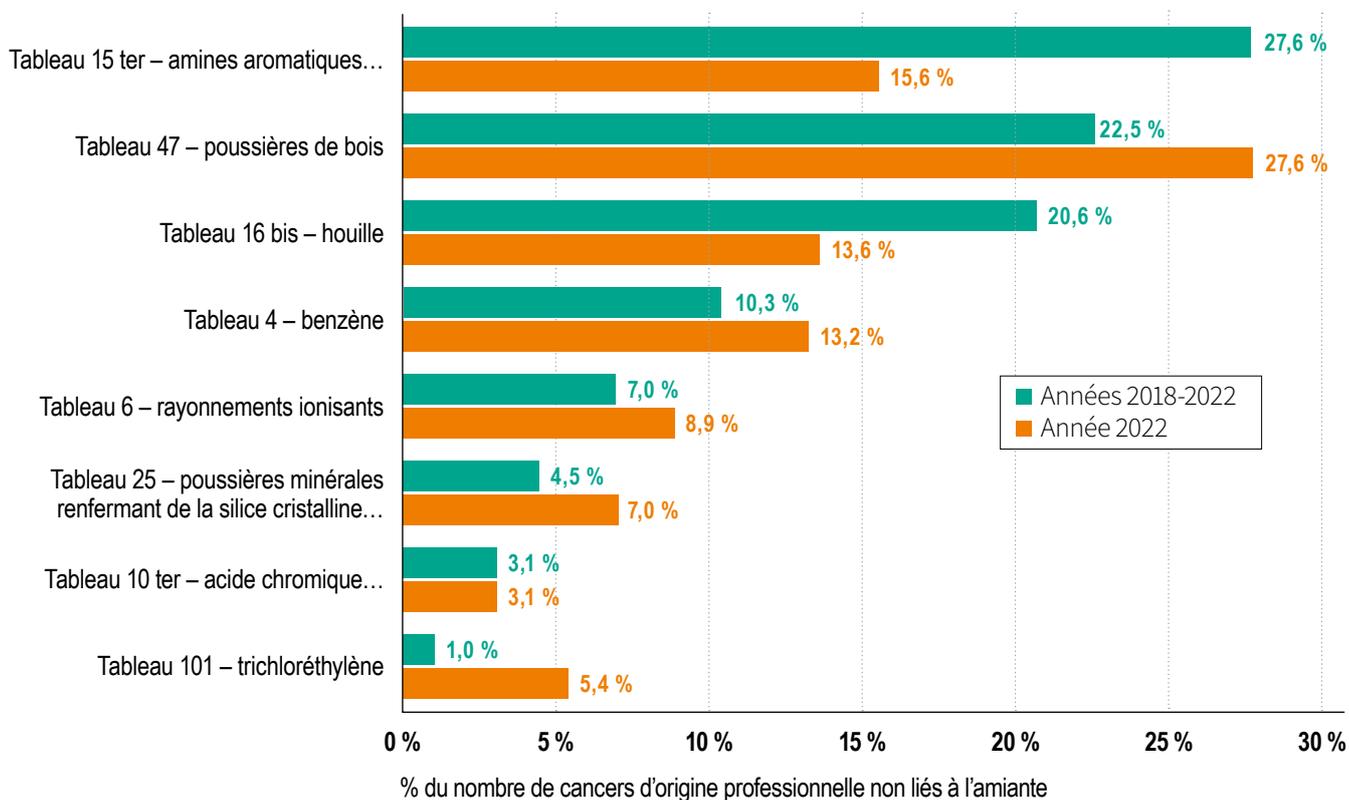
Les cancers de l'amiante se répartissent sur la période 2018-2022 à 60 % dans le tableau n° 30 bis « Cancers bronchopulmonaires provoqués par l'inhalation de poussières d'amiante » et à 40 % dans le tableau n° 30 « Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante ». Dans ce tableau n° 30, 70 % des cancers sont des mésothéliomes malins primitifs de la plèvre.

**Figure 95**  
Répartition des cancers d'origine professionnelle liés à l'amiante par tableau et syndrome



Les cancers d'origine professionnelle non liés à l'amiante de la période 2018-2022 se répartissent au sein de 19 tableaux de MP distincts. La Figure 96 représente la part représentative de chacun des 8 premiers tableaux de MP, leur part représentative cumulée étant de 97 % sur la période 2018-2022 (et de 95 % pour l'année 2022). Il est à noter que l'année 2022 enregistre les premiers cas de MP du tableau n° 101 « Affections cancéreuses provoquées par le trichloréthylène » (tableau créé en mai 2021), et le premier cas du tableau n° 102 « Cancer de la prostate provoqué par les pesticides » (tableau créé en avril 2022).

**Figure 96**  
Répartition des cancers d'origine professionnelle hors amiante pour les principaux tableaux MP



Le Tableau 95 présente le nombre de cancers d'origine professionnelle par tableau et par syndrome depuis quinze ans.

**Tableau 95****Dénombrement par tableau et syndrome des cancers d'origine professionnelle avec une 1<sup>re</sup> indemnisation en espèces de 2008 à 2022**

| N° de tableau                     | Libellé du tableau de MP   | Maladie (syndrome)   | 2008-2012  | 2013-2017  | 2018-2022  | 2021      | 2022      |
|-----------------------------------|--|--|------------|------------|------------|-----------|-----------|
| 4                                 | Hémopathies provoquées par le benzène et tous les produits en renfermant   | Leucémies  | 84         | 7          | 1          | 0         | 0         |
| 4                                 | Hémopathies provoquées par le benzène et tous les produits en renfermant   | Leucémie aiguë lymphoblastique à l'exclusion des leucémies aiguës avec des antécédents d'hémopathies   | 13         | 35         | 16         | 5         | 1         |
| 4                                 | Hémopathies provoquées par le benzène et tous les produits en renfermant   | Leucémie aiguë myéloblastique à l'exclusion des leucémies aiguës avec des antécédents d'hémopathies  | 34         | 71         | 43         | 9         | 12        |
| 4                                 | Hémopathies provoquées par le benzène et tous les produits en renfermant   | Hypercytoses d'origine myélodysplasique  | 0          | 0          | 0          | 0         | 0         |
| 4                                 | Hémopathies provoquées par le benzène et tous les produits en renfermant   | Syndromes myélodysplasiques acquis et non médicamenteux  | 18         | 17         | 33         | 5         | 8         |
| 4                                 | Hémopathies provoquées par le benzène et tous les produits en renfermant   | Syndromes myéloprolifératifs   | 75         | 77         | 47         | 9         | 13        |
| <b>Total du tableau n° 4</b>      |  |  | <b>224</b> | <b>207</b> | <b>140</b> | <b>28</b> | <b>34</b> |
| 6                                 | Affections provoquées par les rayonnements ionisants   | Cancer bronchopulmonaire primitif par inhalation   | 42         | 43         | 45         | 9         | 10        |
| 6                                 | Affections provoquées par les rayonnements ionisants   | Sarcome osseux   | 5          | 3          | 0          | 0         | 0         |
| 6                                 | Affections provoquées par les rayonnements ionisants   | Leucémies  | 39         | 51         | 50         | 12        | 13        |
| <b>Total du tableau n° 6</b>      |  |  | <b>86</b>  | <b>97</b>  | <b>95</b>  | <b>21</b> | <b>23</b> |
| 10 ter                            | Affections cancéreuses causées par l'acide chromique, les chromates et bichromates alcalins ou alcalinoterreux ainsi que le chromate de zinc | Cancer bronchopulmonaire primitif  | 58         | 69         | 41         | 6         | 8         |
| 10 ter                            | Affections cancéreuses causées par l'acide chromique, les chromates et bichromates alcalins ou alcalinoterreux ainsi que le chromate de zinc | Cancer des cavités nasales   | 3          | 4          | 1          | 1         | 0         |
| <b>Total du tableau n° 10 ter</b> |  |  | <b>61</b>  | <b>73</b>  | <b>42</b>  | <b>7</b>  | <b>8</b>  |
| 15 ter                            | Lésions prolifératives de la vessie provoquées par les amines aromatiques et leurs sels et la N-nitroso-dibutylamine et ses sels             | Lésions malignes primitives de l'épithélium vésical dues aux substances de la liste A  | 125        | 223        | 106        | 9         | 2         |
| 15 ter                            | Lésions prolifératives de la vessie provoquées par les amines aromatiques et leurs sels et la N-nitroso-dibutylamine et ses sels             | Lésions malignes primitives de l'épithélium vésical dues aux substances de la liste B  | 59         | 58         | 18         | 1         | 0         |
| 15 ter                            | Lésions prolifératives de la vessie provoquées par les amines aromatiques et leurs sels et la N-nitroso-dibutylamine et ses sels             | Tumeur primitive de l'épithélium urinaire (vessie, voies excrétrices supérieures) confirmée par examen histopathologique ou cytopathologique | 0          | 214        | 251        | 36        | 38        |
| <b>Total du tableau n° 15 ter</b> |  |  | <b>184</b> | <b>495</b> | <b>375</b> | <b>46</b> | <b>40</b> |

## ../. Suite Tableau 95

Dénombrement par tableau et syndrome des cancers d'origine professionnelle avec une 1<sup>re</sup> indemnisation en espèces de 2008 à 2022

| N° de tableau                     | Libellé du tableau de MP  | Maladie (syndrome)   | 2008-2012    | 2013-2017    | 2018-2022    | 2021       | 2022       |
|-----------------------------------|---|--|--------------|--------------|--------------|------------|------------|
| 16 bis                            | Affections cancéreuses provoquées par les goudrons de houille, les huiles de houille, les brais de houille et les suies de combustion du charbon            | Épithéliomas primitifs de la peau  | 22           | 6            | 10           | 1          | 1          |
| 16 bis                            | Affections cancéreuses provoquées par les goudrons de houille, les huiles de houille, les brais de houille et les suies de combustion du charbon            | Cancer bronchopulmonaire primitif  | 55           | 39           | 25           | 5          | 5          |
| 16 bis                            | Affections cancéreuses provoquées par les goudrons de houille, les huiles de houille, les brais de houille et les suies de combustion du charbon            | Tumeur primitive de l'épithélium urinaire (vessie, voies excrétrices supérieures) confirmée par examen histopathologique ou cytopathologique | 203          | 356          | 245          | 27         | 29         |
| <b>Total du tableau n° 16 bis</b> |   |  | <b>280</b>   | <b>401</b>   | <b>280</b>   | <b>33</b>  | <b>35</b>  |
| 20                                | Affections professionnelles provoquées par l'arsenic et ses composés minéraux   | Dyskératose lenticulaire en disque (maladie de Bowen)  | 1            | 0            | 1            | 0          | 0          |
| 20                                | Affections professionnelles provoquées par l'arsenic et ses composés minéraux   | Angiosarcome du foie   | 1            | 1            | 0            | 0          | 0          |
| 20                                | Affections professionnelles provoquées par l'arsenic et ses composés minéraux   | Épithélioma cutané primitif  | 3            | 2            | 0            | 0          | 0          |
| <b>Total du tableau n° 20</b>     |   |  | <b>5</b>     | <b>3</b>     | <b>1</b>     | <b>0</b>   | <b>0</b>   |
| 20 bis                            | Cancer bronchique primitif provoqué par l'inhalation de poussières ou de vapeurs arsenicales  | Cancer bronchique primitif   | 3            | 3            | 5            | 0          | 2          |
| <b>Total du tableau n° 20 bis</b> |   |  | <b>3</b>     | <b>3</b>     | <b>5</b>     | <b>0</b>   | <b>2</b>   |
| 20 ter                            | Cancer bronchique primitif provoqué par l'inhalation de poussières ou de vapeurs renfermant des arsénopyrites aurifères                                     | Cancer bronchique primitif   | 1            | 0            | 0            | 0          | 0          |
| <b>Total du tableau n° 20 ter</b> |   |  | <b>1</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>   | <b>0</b>   |
| 25                                | Affections consécutives à l'inhalation de poussières minérales renfermant de la silice cristalline, des silicates cristallins, du graphite ou de la houille | Cancer bronchopulmonaire primitif  | 58           | 64           | 61           | 16         | 18         |
| <b>Total du tableau n° 25</b>     |   |  | <b>58</b>    | <b>64</b>    | <b>61</b>    | <b>16</b>  | <b>18</b>  |
| 30                                | Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiantes  | Dégénérescence maligne bronchopulmonaire compliquant des lésions bénignes  | 694          | 488          | 672          | 137        | 140        |
| 30                                | Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiantes  | Mésothéliome malin primitif de la plèvre   | 1 841        | 1 901        | 1 814        | 399        | 336        |
| 30                                | Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiantes  | Mésothéliome malin primitif du péritoine   | 84           | 99           | 80           | 16         | 19         |
| 30                                | Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiantes  | Mésothéliome malin primitif du péricarde   | 12           | 3            | 5            | 0          | 1          |
| 30                                | Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiantes  | Autres tumeurs pleurales primitives  | 58           | 33           | 26           | 6          | 6          |
| <b>Total du tableau n° 30</b>     |   |  | <b>2 689</b> | <b>2 524</b> | <b>2 597</b> | <b>558</b> | <b>502</b> |

| N° de tableau              | Libellé du tableau de MP   | Maladie (syndrome)  | 2008-2012 | 2013-2017 | 2018-2022 | 2021 | 2022 |
|----------------------------|--|---|-----------|-----------|-----------|------|------|
| 30 bis                     | Cancer bronchopulmonaire provoqué par l'inhalation de poussières d'amiante                       | Cancer bronchopulmonaire primitif   | 4 898     | 4 524     | 3 956     | 724  | 783  |
| Total du tableau n° 30 bis |  |   | 4 898     | 4 524     | 3 956     | 724  | 783  |
| 36 bis                     | Affections cutanées cancéreuses provoquées par les dérivés du pétrole                            | Épithéliomas primitifs de la peau   | 12        | 9         | 20        | 5    | 5    |
| Total du tableau n° 36 bis |  |   | 12        | 9         | 20        | 5    | 5    |
| 37 ter                     | Cancers provoqués par les opérations de grillage des mattes de nickel                            | Cancer primitif de l'ethmoïde et des sinus de la face   | 6         | 0         | 0         | 0    | 0    |
| 37 ter                     | Cancers provoqués par les opérations de grillage des mattes de nickel                            | Cancer bronchique primitif  | 1         | 3         | 1         | 1    | 0    |
| Total du tableau n° 37 ter |  |   | 7         | 3         | 1         | 1    | 0    |
| 43 bis                     | Affections cancéreuses provoquées par l'aldéhyde formique  | Carcinome du nasopharynx  | 3         | 2         | 1         | 0    | 0    |
| Total du tableau n° 43 bis |  |   | 3         | 2         | 1         | 0    | 0    |
| 44 bis                     | Affections consécutives au travail au fond dans les mines de fer                                 | Cancer bronchopulmonaire primitif   | 10        | 5         | 2         | 0    | 1    |
| Total du tableau n° 44 bis |  |   | 10        | 5         | 2         | 0    | 1    |
| 45                         | Infections d'origine professionnelle par les virus des hépatites A, B, C, D et E                 | Carcinome hépatocellulaire post-hépatite à virus B  | 0         | 1         | 0         | 0    | 0    |
| 45                         | Infections d'origine professionnelle par les virus des hépatites A, B, C, D et E                 | Carcinome hépatocellulaire post-hépatite à virus C  | 0         | 1         | 0         | 0    | 0    |
| Total du tableau n° 45     |  |   | 0         | 2         | 0         | 0    | 0    |
| 47                         | Affections professionnelles provoquées par les poussières de bois                                | Carcinome des fosses nasales  | 53        | 70        | 62        | 8    | 16   |
| 47                         | Affections professionnelles provoquées par les poussières de bois                                | Cancer primitif de l'ethmoïde et des sinus de la face   | 305       | 282       | 244       | 48   | 55   |
| Total du tableau n° 47     |  |   | 358       | 352       | 306       | 56   | 71   |
| 52                         | Affections provoquées par le chlorure de vinyle monomère   | Angiosarcome  | 4         | 3         | 3         | 0    | 2    |
| Total du tableau n° 52     |  |   | 4         | 3         | 3         | 0    | 2    |
| 52 bis                     | Carcinome hépatocellulaire provoqué par l'exposition au chlorure de vinyle de monomère (CVM)     | Carcinome hépatocellulaire histologiquement confirmé et associé à au moins deux lésions du foie non tumoral | 0         | 0         | 0         | 0    | 0    |
| Total du tableau n° 52 bis |  |   | 0         | 0         | 0         | 0    | 0    |
| 61 bis                     | Cancer bronchopulmonaire provoqué par l'inhalation de poussières ou fumées renfermant du cadmium | Cancer bronchopulmonaire primitif   | 5         | 5         | 4         | 0    | 2    |
| Total du tableau n° 61 bis |  |   | 5         | 5         | 4         | 0    | 2    |

## ../. Suite Tableau 95

Dénombrement par tableau et syndrome des cancers d'origine professionnelle avec une 1<sup>re</sup> indemnisation en espèces de 2008 à 2022

| N° de tableau                                       | Libellé du tableau de MP   | Maladie (syndrome)                                | 2008-2012 | 2013-2017 | 2018-2022 | 2021  | 2022  |
|---|--|---|-----------|-----------|-----------|-------|-------|
| 70 ter  | Affections cancéreuses bronchopulmonaires primitives causées par inhalation de poussières de cobalt associées au carbure de tungstène avant frittage                                 | Cancer bronchopulmonaire primitif                 | 7         | 7         | 2         | 0     | 1     |
| Total du tableau n° 70 ter                          |  |   | 7         | 7         | 2         | 0     | 1     |
| 81  | Affections malignes provoquées par le bis(chlorométhyle)éther  | Cancer bronchique primitif                        | 1         | 0         | 0         | 0     | 0     |
| Total du tableau n° 81                              |  |   | 1         | 0         | 0         | 0     | 0     |
| 85  | Affection engendrée par l'un ou l'autre de ces produits : N-méthyl N'nitro N-nitrosoguanidine ; N-éthyl N'nitro N-nitroso-guanidine ; N-méthyl N-nitrosourée ; N-éthyl N-nitrosourée | Glioblastome                                      | 0         | 1         | 0         | 0     | 0     |
| Total du tableau n° 85                              |  |   | 0         | 1         | 0         | 0     | 0     |
| 99  | Hémopathies provoquées par le 1.3 butadiène et tous les produits en renfermant   | Leucémie myéloïde chronique                       | 0         | 0         | 4         | 1     | 0     |
| Total du tableau n° 99                              |  |   | 0         | 0         | 4         | 1     | 0     |
| 101   | Affections cancéreuses provoquées par le trichloréthylène  | Cancer primitif du rein                           | 0         | 0         | 14        | 0     | 14    |
| Total du tableau n° 101                             |  |   | 0         | 0         | 14        | 0     | 14    |
| 102   | Cancer de la prostate provoqué par les pesticides  | Cancer de la prostate provoqué par les pesticides | 0         | 0         | 1         | 0     | 1     |
| Total du tableau n° 102                             |  |   | 0         | 0         | 1         | 0     | 1     |
| Ensemble des cancers professionnels (hors alinéa 7) |  |   | 8 896     | 8 780     | 7 910     | 1 496 | 1 542 |

Sources : données nationales MP hors alinéa 7, issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN et les sections au taux FSNA/bureaux, ainsi que le compte spécial MP.

**NB :** les catégories particulières qui représentent moins de 10 cas par an sont incluses jusqu'en 2019.

Le tableau précédent étant consacré aux cancers figurant dans les tableaux MP, le Tableau 96 présente en complément le nombre de cancers d'origine professionnelle qui ont été reconnus via l'alinéa 7, en distinguant les principales catégories de cancers.

**Tableau 96**  
**Nombre de cancers d'origine professionnelle « alinéa 7 » de 2018 à 2022**

| Nombre de cancers professionnels avec 1 <sup>re</sup> indemnisation, reconnus par l'Assurance Maladie – Risques professionnels | 2018       | 2019       | 2020       | 2021       | 2022       |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|
| <b>via l'alinéa 7 de l'article L 461-1 du Code de la Sécurité sociale</b>  | <b>149</b> | <b>143</b> | <b>105</b> | <b>137</b> | <b>110</b> |
| • dont cancers ORL   | 6          | 14         | 5          | 4          | 2          |
| • dont cancers des bronches, du poumon et de la plèvre   | 19         | 16         | 22         | 35         | 30         |
| • dont cancers du rein   | 7          | 7          | 8          | 13         | 10         |
| • dont cancers de la vessie  | 74         | 63         | 33         | 31         | 29         |
| • dont cancers du sang (lymphomes, myélomes...)  | 21         | 24         | 24         | 31         | 24         |
| • dont autres cancers que les cancers ci-dessus  | 22         | 19         | 13         | 23         | 15         |

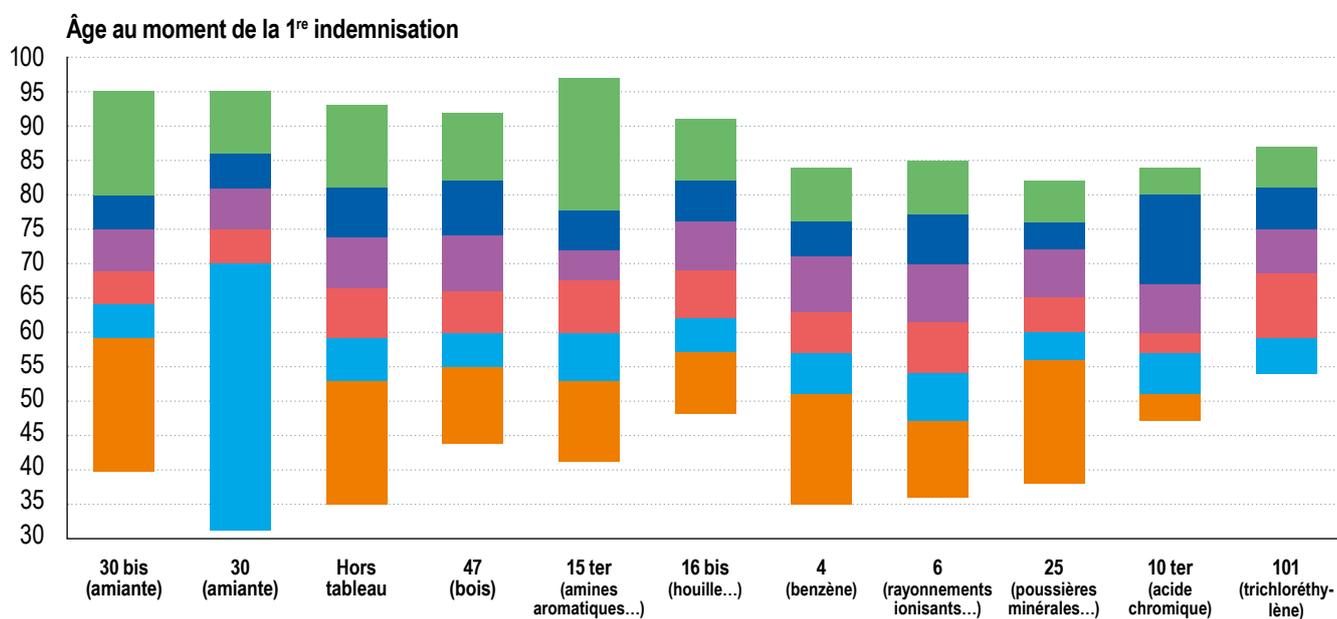
Sources : données nationales MP alinéa 7, issues des bases annuelles SNTRP sur les neuf CTN et les sections au taux FSNA/bureaux, ainsi que le compte spécial MP.

Pour les personnes ayant eu un premier arrêt de travail ou l'attribution d'un taux d'IP au titre d'un cancer professionnel, les âges moyen et médian sont égaux à 71 ans sur les années 2020-2021-2022.

Parmi les principaux syndromes, les victimes atteintes d'un mésothéliome ou de dégénérescence maligne bron-

chopulmonaire du tableau n° 30 (amiante) sont les plus âgées au moment de cette première indemnisation (âges moyen et médian de 75 ans), tandis que les victimes de cancers liés à l'acide chromique (tableau n° 10 ter) apparaissent comme les plus jeunes (âge médian de 60 ans et âge moyen de 63 ans).

**Figure 97**  
**Répartition des âges des victimes de cancers professionnels au moment de la 1<sup>re</sup> indemnisation en espèces pour un 1<sup>er</sup> arrêt de travail ou l'attribution d'un taux d'IP (hors cas de décès survenus avant la fixation d'un taux d'IP)**



**Tableaux de MP limités aux syndrômes cancéreux**

- Entre le 9<sup>e</sup> décile et le maxi
- Entre le 3<sup>e</sup> quartile et le 9<sup>e</sup> décile
- Entre la médiane et le 3<sup>e</sup> quartile
- Entre le 1<sup>er</sup> quartile et la médiane
- Entre le 1<sup>er</sup> décile et le 1<sup>er</sup> quartile
- Entre le mini et le 1<sup>er</sup> décile

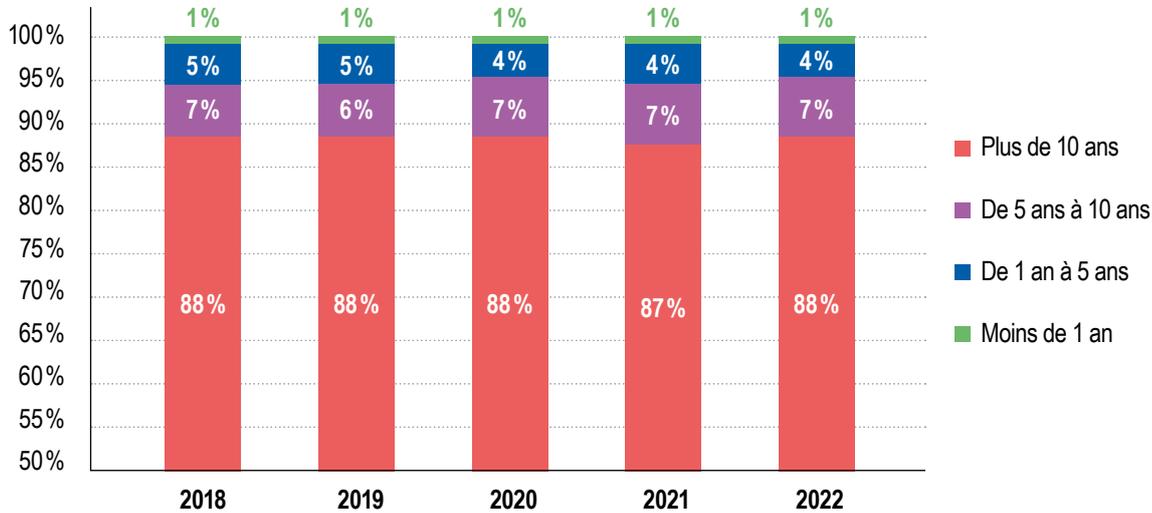
**NB :** représentation des dix tableaux comportant le plus grand nombre de cas de cancers sur les années 2020-2021-2022, dans l'ordre décroissant du nombre de cas (les cancers reconnus hors tableau de MP en alinéa 7 sont représentés au sein du regroupement « hors tableau »).

**Aide à la lecture :**

- premier décile % : 10 % des victimes ont un âge inférieur ou égal à la valeur du premier décile ;
- premier quartile : 25 % des victimes ont un âge inférieur ou égal à la valeur du premier quartile ;
- médiane : 50 % des victimes ont un âge inférieur ou égal à la valeur médiane ;
- troisième quartile : 75 % des victimes ont un âge inférieur ou égal au troisième quartile ;
- neuvième décile : 90 % des victimes ont un âge inférieur ou égal à la valeur du neuvième décile.

Les victimes de cancers d'origine professionnelle ont eu, à une très large majorité, une activité professionnelle qui les a exposés au risque pendant plus de dix ans.

**Figure 98**  
Répartition des cas de cancers d'origine professionnelle suivant la durée d'exposition au risque



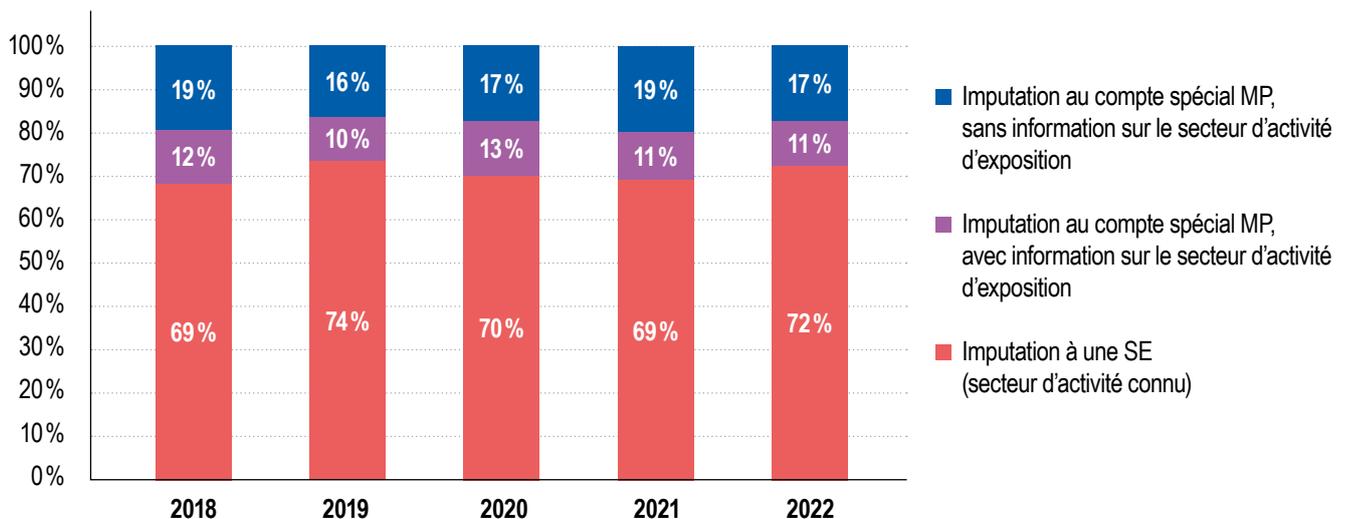
**NB :** la proportion de cas dont la durée d'exposition est non précisée varie de 6 % à 10 % par an ; elle n'a pas été représentée.

Pour les victimes de cancers professionnels, il n'est pas toujours possible d'identifier un secteur d'activité qui est à l'origine de la maladie. Sur la période 2018-2022, 71 % des cancers ont été imputés à une section d'établissement (SE), avec ainsi un secteur d'activité clairement identifié, 12 % ont été imputés au compte spécial MP, mais avec un secteur d'exposition identifié, et, enfin, 18 % des cas ont

été imputés au compte spécial, sans précision (au sein du système d'information) du secteur dans lequel a été exposée la victime.

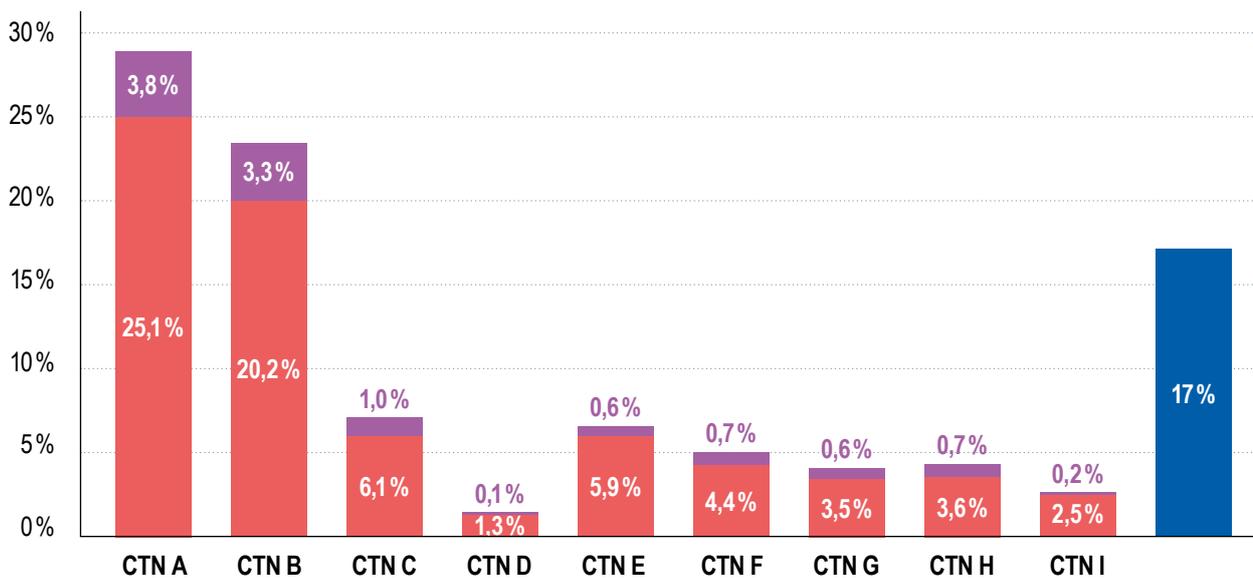
Le secteur de la métallurgie (CTN A) et le secteur du BTP (CTN B) sont ceux qui concentrent le plus grand nombre de cas de cancers professionnels.

**Figure 99**  
Répartition des cas de cancers d'origine professionnelle suivant l'imputation à un code risque ou au compte spécial MP



**Figure 100**

Répartition des cas de cancers d'origine professionnelle en 2022 par CTN et, dans le cas d'une imputation au compte spécial MP, suivant le CTN où a eu lieu l'exposition



- Imputation au compte spécial MP, sans information sur le secteur d'activité d'exposition
- Imputation au compte spécial MP, avec information sur le secteur d'activité d'exposition
- Imputation à une SE (secteur d'activité connu)

# Focus sur le Compte professionnel de prévention

## ● Présentation générale

Le Compte professionnel de prévention (C2P) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Il a été institué par la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites, et modifié par l'ordonnance n° 2017-1389 du 22 septembre 2017 relative à la prévention et à la prise en compte des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels et au C2P. Il permet aux salariés exposés à certains facteurs de risques professionnels d'acquérir des points, susceptibles d'être utilisés pour réaliser une formation professionnelle, effectuer un temps partiel sans perte de rémunération ou partir à la retraite de manière anticipée.

Tous les salariés des employeurs de droit privé ainsi que le personnel des personnes publiques employé dans les conditions du droit privé peuvent acquérir des droits au titre du C2P. Les salariés titulaires d'un contrat de travail de type particulier tels que notamment les apprentis ou les titulaires de contrats de professionnalisation sont également concernés.

Toutefois, les salariés affiliés à un régime spécial de retraite comportant un dispositif spécifique de reconnaissance et de compensation de la pénibilité, les salariés du particulier

employeur et les travailleurs détachés en France ne sont pas éligibles au compte. Six facteurs de risques professionnels sont pris en compte au titre du C2P : le travail de nuit, le travail en équipes successives alternantes, le travail répétitif, les activités exercées en milieu hyperbare, le bruit et les températures extrêmes. Un décret fixe les seuils associés à chacun de ces facteurs de risques, au-delà desquels les employeurs doivent déclarer l'exposition des travailleurs.

Trois modalités d'utilisation de points sont possibles :

- la formation professionnelle (dans le cadre d'une réorientation professionnelle) ;
- l'aménagement du temps de travail avec maintien de la rémunération ;
- ou l'anticipation du départ à la retraite (majoration de durée d'assurance vieillesse au titre du C2P).

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le dispositif C2P est géré par la branche AT/MP. Son financement est assuré par la branche AT/MP pour les salariés du régime général et par la MSA pour les salariés du régime agricole.

## ● Chiffres clés du dispositif pour 2022

En 2022, 48 241 établissements relevant de 29 140 entreprises ont émis des déclarations d'exposition. 752 573 salariés ont été déclarés par leur employeur au titre de cette année. On constate une augmentation du nombre de salariés déclarés exposés entre 2015 et 2016 (+ 56 %), qui s'explique par le fait qu'en 2015, 4 facteurs sont en vigueur alors qu'en 2016, 10 facteurs sont en vigueur. Puis, à partir de 2018, une baisse du nombre de salariés est constatée qui s'explique notamment par la suppression de 4 facteurs depuis 2018 (cf. Tableau 97). Entre 2020 et 2021, la proportion de sala-

riés déclarés exposés augmente de 6 %, il en est de même entre 2021 et 2022, celle-ci augmente de 7 %.

À noter toutefois que le nombre de déclarations est susceptible d'évoluer car un employeur peut rectifier une déclaration d'un salarié jusqu'à trois années suivant l'exposition si celle-ci est favorable au salarié. Par exemple, en 2022, un employeur peut avoir émis une déclaration pour un même salarié pour ses expositions 2019, 2020 et 2021.

**Tableau 97**

**Nombre de salariés déclarés exposés sur les facteurs en vigueur par année d'exposition de 2015 à 2022**

|  | 2015*   | 2016*   | 2017*   | 2018**  | 2019*** | 2020*** | 2021*** | 2022*** |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Nombre de salariés déclarés exposés</b>       | 582 889 | 906 777 | 897 658 | 676 340 | 705 286 | 664 506 | 700 938 | 752 573 |
| <b>Taux d'évolution</b>                          | -       | 56 %    | - 1 %   | - 25 %  | 4 %     | -6 %    | 6 %     | 7 %     |
| <b>Nombre de facteurs en vigueur sur l'année</b> | 4       | 10      | 10      | 6       | 6       | 6       | 6       | 6       |

Source : CNAM, service interne de prévention et de protection au travail (SIPP). Champ : régime général + MSA.

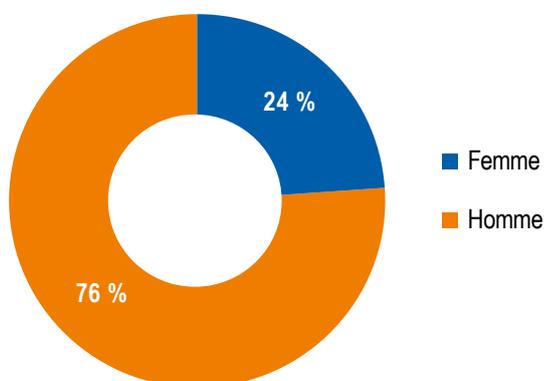
\* Données arrêtées à août 2021.

\*\* Données arrêtées à juillet 2022.

\*\*\* Données arrêtées à juillet 2023.

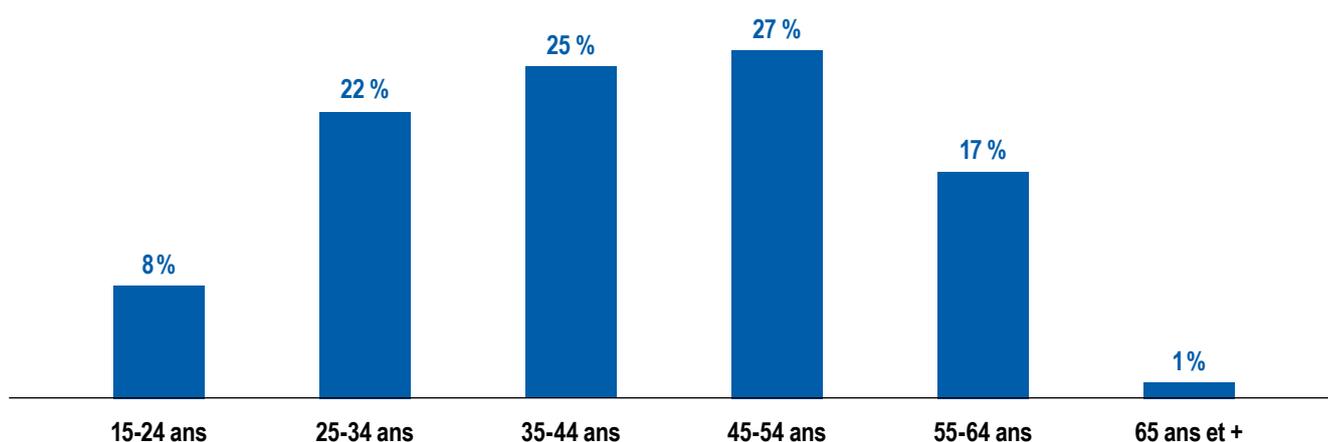
Les hommes représentent un peu plus de trois quarts des salariés déclarés exposés aux facteurs de risques du C2P (cf. Figure 101), 76 % contre 24 % pour les femmes. Aussi, plus de la moitié des salariés déclarés exposés en 2022 ont entre 35 et 54 ans (cf. Figure 102).

**Figure 101**  
Répartition par sexe des salariés déclarés exposés en 2022



Source : CNAM, SIPP. Champ : régime général + MSA.

**Figure 102**  
Répartition par âge des salariés déclarés exposés en 2022



Source : CNAM, SIPP. Champ : régime général + MSA.

Les facteurs « travail de nuit » et « travail en équipes successives alternantes » sont les deux facteurs les plus déclarés toutes années confondues.

Entre 2021 et 2022, on constate une augmentation du

nombre de salariés déclarés exposés sur tous les facteurs : travail de nuit (+ 9 %), travail en équipes successives alternantes (+ 4 %), travail répétitif (+ 14 %), bruit (+ 12 %), températures extrêmes (+ 3 %) et activités exercées en milieu hyperbare (+ 41 %) (cf. Tableau 98).

Tableau 98

Nombre de salariés déclarés exposés par année d'exposition et par facteur de risque  
(en italique, le taux d'évolution)

|   | 2015*   | 2016*   | 2017*   | 2018**  | 2019*** | 2020*** | 2021*** | 2022*** |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Travail de nuit</b>                                | 272 306 | 319 880 | 318 340 | 294 188 | 307 793 | 301 049 | 320 281 | 347 838 |
|   | –       | 17 %    | 0 %     | – 8 %   | 5 %     | – 2 %   | 6 %     | 9 %     |
| <b>Travail en équipes<br/>successives alternantes</b> | 247 973 | 272 691 | 263 467 | 258 213 | 267 794 | 239 319 | 256 183 | 265 897 |
|   | –       | 10 %    | – 3 %   | – 2 %   | 4 %     | – 11 %  | 7 %     | 4 %     |
| <b>Travail répétitif</b>                              | 98 291  | 106 580 | 100 776 | 83 397  | 94 953  | 87 111  | 90 996  | 103 731 |
|   | –       | 8 %     | – 5 %   | – 17 %  | 14 %    | – 8 %   | 4 %     | 14 %    |
| <b>Bruit</b>  | ND      | 96 101  | 88 237  | 75 678  | 77 758  | 71 891  | 75 419  | 84 583  |
|   | –       | –       | – 8 %   | – 14 %  | 3 %     | – 8 %   | 5 %     | 12 %    |
| <b>Températures extrêmes</b>                          | ND      | 41 952  | 47 484  | 45 033  | 49 670  | 46 161  | 49 873  | 51 135  |
|   | –       | –       | 13 %    | – 5 %   | 10 %    | – 7 %   | 8 %     | 3 %     |
| <b>Activités exercées<br/>en milieu hyperbare</b>     | 1 488   | 2 018   | 2 286   | 3 751   | 1 807   | 1 313   | 1 256   | 1 771   |
|   | –       | 36 %    | 13 %    | 64 %    | – 52 %  | – 27 %  | – 4 %   | 41 %    |

Source : CNAM, SIPP. Champ : régime général + MSA.

ND : non disponible.

\* Données arrêtées à août 2021.

\*\* Données arrêtées à juillet 2022.

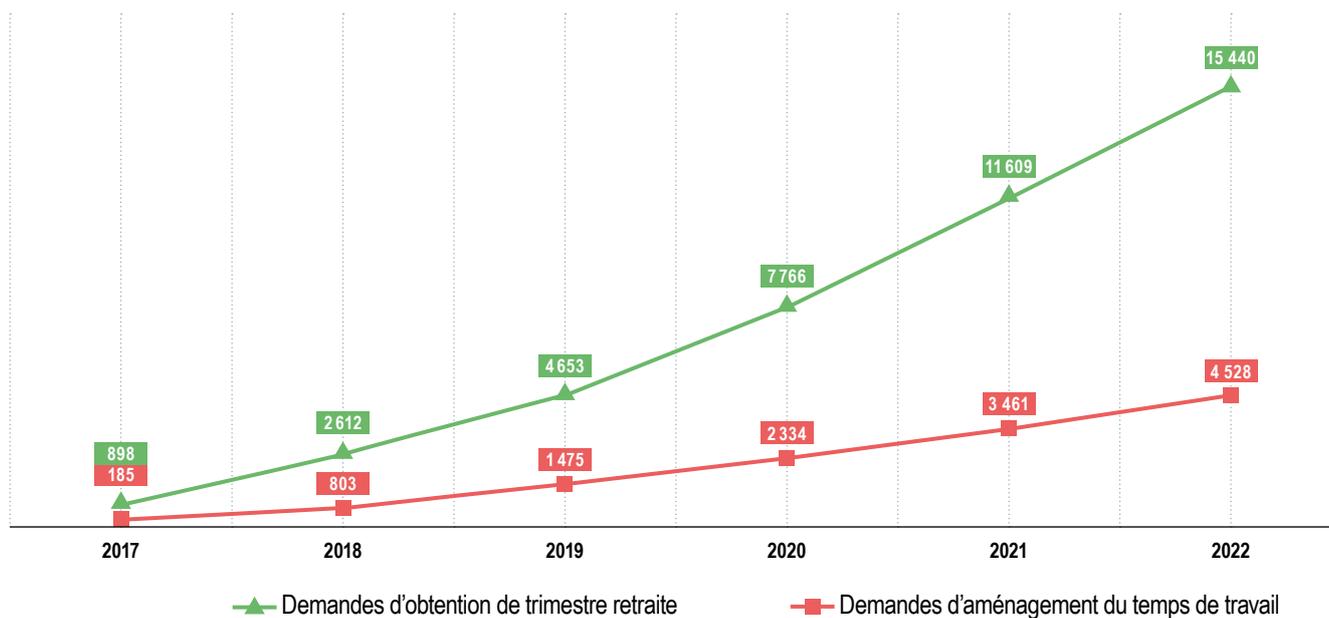
\*\*\* Données arrêtées à juillet 2023.

Depuis le début du dispositif, et à fin 2022, **15 440 demandes ont été déposées au titre de la retraite anticipée et 4 528 au titre de l'aménagement du temps de travail** (Figure 103). Sur ce graphique, les demandes de formations professionnelles ne sont pas représentées car les données ne sont pas **disponibles**. En revanche, les formations professionnelles apparaissent bien, comme les majorations de durée d'assurance pour pénibilité (MDAP) ou les temps partiels, sur la Figure 104, qui présente les demandes réalisées.

À fin 2022, 17 982 demandes terminées sont dénombrées dont 82 % au titre de la retraite anticipée, 16 % au titre

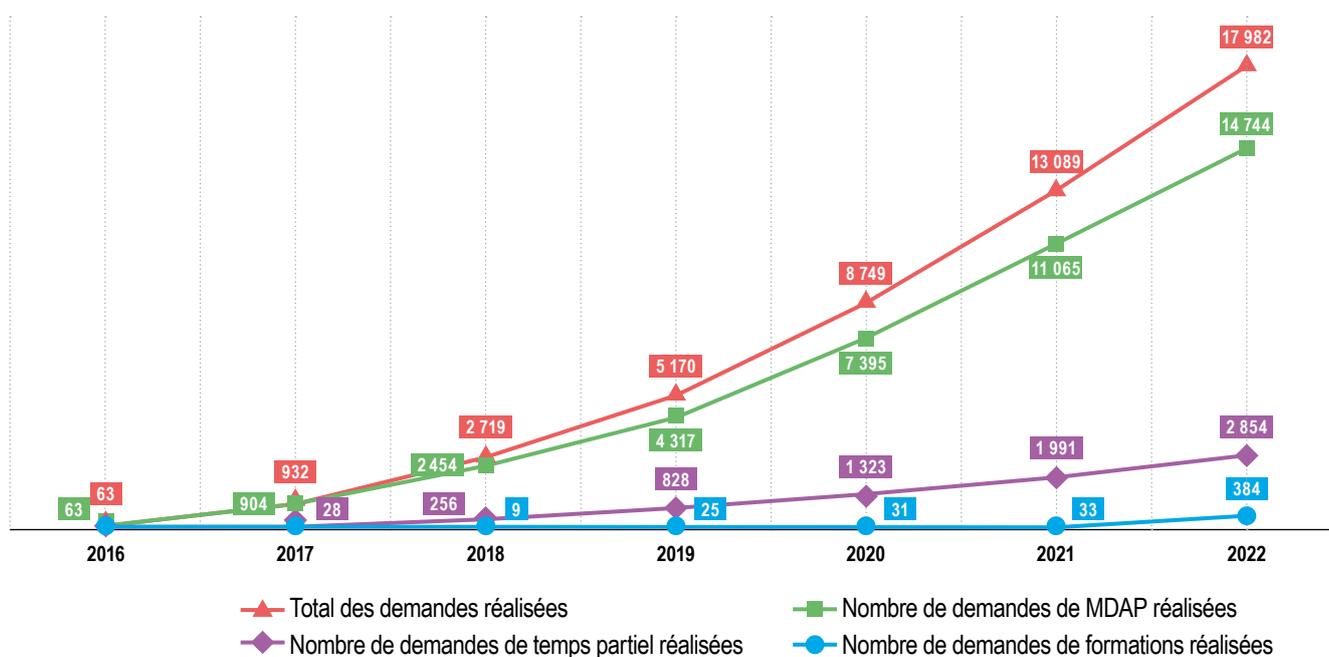
de l'aménagement du temps partiel et 2 % au titre de la formation (cf. Figure 105).

On constate que la proportion de demandes de formation professionnelle abouties progresse en 2022 (+ 2 %). En effet, les 20 premiers points acquis sur le C2P sont obligatoirement dévolus à la formation professionnelle sauf exceptions des salariés nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1960 (aucun point ne leur est réservé) et des personnes nées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1960 et le 31 décembre 1962 (seuls les 10 premiers points sont réservés pour la formation professionnelle).

**Figure 103****Nombre de demandes cumulées d'utilisation de points pour la MDAP et le temps partiel**

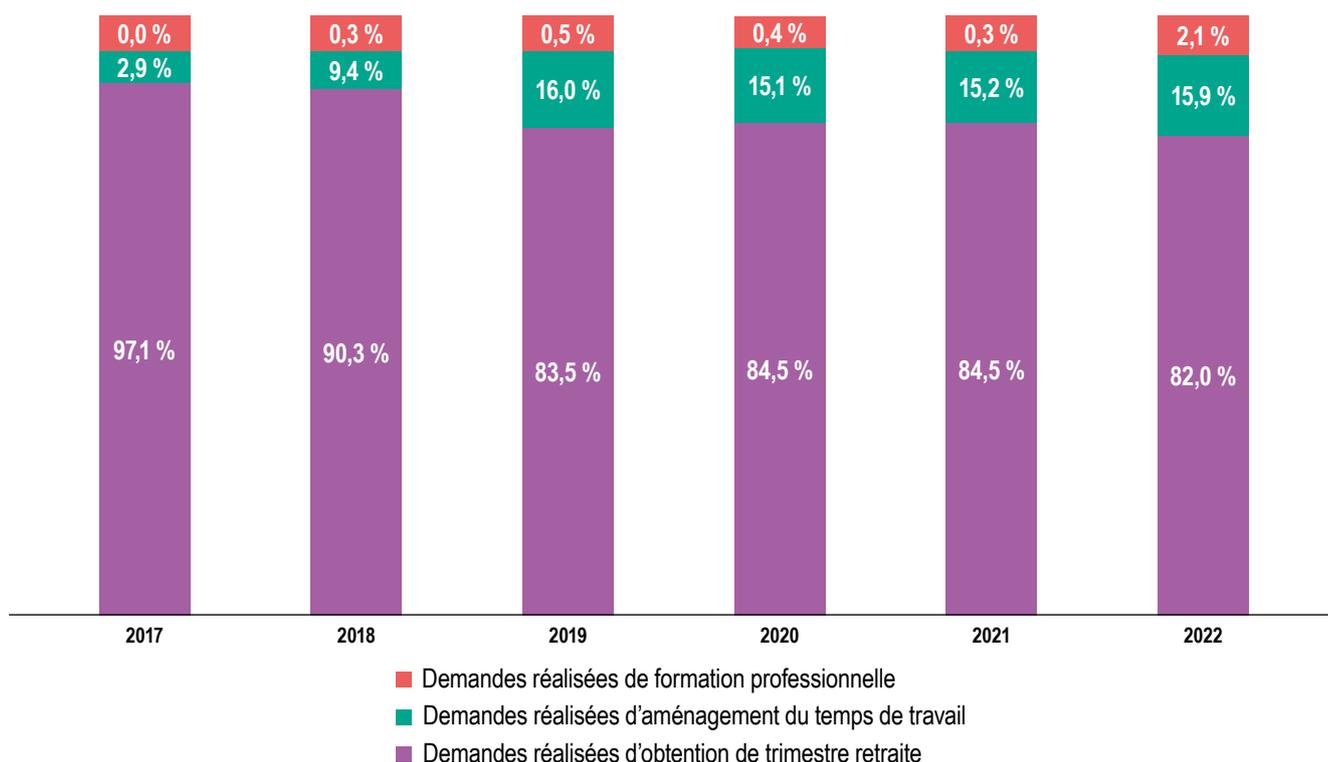
Source : CNAM, SIPP. Champ : régime général + MSA.

La Figure 104 et la Figure 105 présentent le nombre de demandes (et non le nombre de salariés) qui ont abouti au titre d'une MDAP, d'une demande de temps partiel ou d'une formation professionnelle par année à laquelle a pris fin la demande. Par exemple, une formation qui a débuté en 2021 et qui s'est terminée en 2022 sera comptabilisée en 2022.

**Figure 104****Nombre de demandes cumulées réalisées par type d'utilisation de points**

Source : CNAM, SIPP. Champ : régime général + MSA.

**Figure 105**  
**Proportion de demandes réalisées par type d'utilisation de points**



Source : CNAM, SIPP. Champ : régime général + MSA.

## ● Les accords en faveur de la prévention des risques professionnels

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les entreprises d'au moins 50 salariés ou appartenant à un groupe d'au moins 50 salariés ont l'obligation de négocier un accord collectif en faveur de la prévention des effets de l'exposition à certains risques professionnels ou, à défaut, d'établir un plan d'action, dès lors qu'elles remplissent au moins l'une des deux conditions suivantes :

- au moins 25 % des salariés sont déclarés au titre du C2P ;
- l'indice de sinistralité au titre des AT/MP<sup>24</sup> est strictement supérieur à un seuil de 0,25.

Les entreprises dont l'effectif comprend au moins 50 salariés et est inférieur à 300 salariés qui sont couvertes par un accord de branche étendu comprenant les thèmes obligatoires prévus dans le Code du travail n'ont pas l'obligation de négocier un accord ou, à défaut, de conclure un plan d'action.

Cet accord, conclu pour une durée maximale de trois ans ou, à défaut, le plan d'action, est déposé auprès des Direc-

tions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) du ressort géographique du siège social de l'entreprise.

En 2022, 10 950 entreprises étaient concernées par cette obligation (12 192 entreprises en 2021). 79 % des entreprises sont concernées au titre du dépassement du seuil de l'indice de sinistralité, 14 % au titre du dépassement du seuil de proportion de salariés exposés au C2P et 7 % au titre des deux critères. 89 % des entreprises comptent moins de 300 salariés.

À noter que ces accords en faveur de la prévention concernent les 10 facteurs de risques suivants : le travail de nuit, le travail répétitif, le travail en équipes successives alternantes, les activités exercées en milieu hyperbare, les températures extrêmes, le bruit ainsi que quatre facteurs de risques professionnels qui n'entrent pas dans le champ du C2P, à savoir les agents chimiques dangereux, les postures pénibles, les vibrations et les manutentions manuelles de charges.

<sup>24</sup> L'indice de sinistralité s'entend comme le nombre des AT et MP sur les trois dernières années divisé par l'effectif de l'entreprise de la dernière année connue.

# RÉFÉRENCES

## ● Tableaux

|  |    |   |    |
|--|----|---|----|
| <b>Tableau 1</b> Compte de résultat de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (en M€)  | 8  | <b>Tableau 22</b> Liste des codes risque bénéficiant d'un abattement des coûts moyens de 20 %   | 38 |
| <b>Tableau 2</b> Transferts et contributions à la charge de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (en M€)                   | 10 | <b>Tableau 23</b> Liste des codes risque bénéficiant d'un abattement des coûts moyens de 10 %   | 38 |
| <b>Tableau 3</b> Poids des transferts et contributions à la charge de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (en M€)         | 11 | <b>Tableau 24</b> Impact financier des abattements selon le mode de tarification  | 39 |
| <b>Tableau 4</b> Paramètres 2022 et 2023 de la tarification AT/MP  | 13 | <b>Tableau 25</b> Impact financier des ristournes en 2022   | 40 |
| <b>Tableau 5</b> Évolution de la part mutualisée du taux net moyen depuis 2011   | 14 | <b>Tableau 26</b> Montants des ristournes en 2022 par CTN   | 41 |
| <b>Tableau 6</b> Évolution de la part variable du taux net moyen depuis 2011   | 14 | <b>Tableau 27</b> Ensemble des injonctions notifiées (en italique, taux d'évolution annuelle)   | 42 |
| <b>Tableau 7</b> Évolution du taux net moyen national et de ses composantes depuis 2006  | 16 | <b>Tableau 28</b> Répartition sectorielle des injonctions notifiées (en italique, part dans le total)                                 | 43 |
| <b>Tableau 8</b> Répartition des SE et de l'effectif salarié par mode de tarification en 2022                                      | 17 | <b>Tableau 29</b> Nombres et montants des majorations actives en 2022 par année de prise d'effet                                      | 44 |
| <b>Tableau 9</b> Répartition des effectifs salariés en 2022 sur le nombre de codes risque (nomenclature 2023)                      | 18 | <b>Tableau 30</b> Nombre et montants des majorations actives en 2022 par CTN  | 45 |
| <b>Tableau 10</b> Liste des 20 codes risque comportant le plus grand nombre de salariés en 2022 (classés par effectif décroissant) | 19 | <b>Tableau 31</b> Nombres et montants des incitations subventionnelles en 2022  | 47 |
| <b>Tableau 11</b> Liste des 20 codes risque comportant le moins de salariés en 2022 (classés par effectif croissant)               | 20 | <b>Tableau 32</b> Répartition des Subventions Prévention TPE nationales accordées en 2022 par thématiques                             | 49 |
| <b>Tableau 12</b> Coûts moyens pour 2023 calculés sur la période 2019-2021 par catégorie de coût moyen et par CTN (en €)           | 21 | <b>Tableau 33</b> Volumétrie 2022 pour le processus de reconnaissance AT/MP   | 52 |
| <b>Tableau 13</b> Évolution des coûts moyens tous CTN confondus (en €)   | 22 | <b>Tableau 34</b> Statistiques sur les délais d'instruction concernant les reconnaissances des années 2021 et 2022                    | 56 |
| <b>Tableau 14</b> Nombre moyen de jours d'arrêt de l'épisode initial sur la période 2019-2021 par catégorie d'IT                   | 23 | <b>Tableau 35</b> Montants des prestations servies pour les années 2018 à 2022 (en M€) et évolution par rapport à l'année précédente  | 58 |
| <b>Tableau 15</b> Taux moyen d'IP sur la période 2019-2021 par catégorie d'IP  | 23 | <b>Tableau 36</b> Montants des PN servies par la branche maladie de 2018 à 2022 (en M€)   | 59 |
| <b>Tableau 16</b> Taux moyens notifiés pondérés par CTN en 2022  | 25 | <b>Tableau 37</b> Taux moyens de remboursement par bénéficiaire en AT/MP selon les principaux postes de dépenses en 2022              | 60 |
| <b>Tableau 17</b> Effets marginaux des cotisations et de la masse salariale sur le solde   | 29 | <b>Tableau 38</b> Montants des RAC par bénéficiaire en AT/MP en 2022  | 60 |
| <b>Tableau 18</b> Montants remboursés en 2022 par motif  | 31 | <b>Tableau 39</b> Montants complémentaires (en €) dentaires et LPP faisant l'objet d'un remboursement à 150 % en AT/MP de 2009 à 2022 | 61 |
| <b>Tableau 19</b> Montants remboursés en 2022 par juridiction  | 31 | <b>Tableau 40</b> Montants (en M€) des IJ pour les risques AT/MP et maladie de 2018 à 2022 et évolution d'une année sur l'autre       | 62 |
| <b>Tableau 20</b> Répartition entre compte spécial et comptes employeurs des frais liés aux MP                                     | 32 |   |    |
| <b>Tableau 21</b> Taux moyens des SE écrêtées  | 37 |   |    |

|   |           |  |            |
|---|-----------|--|------------|
| <b>Tableau 41</b> Indicateurs IJ AT/MP de 2018 à 2022 et évolution d'une année sur l'autre  | <b>64</b> | <b>Tableau 64</b> Montants imputables au titre des principaux tableaux de MP entre 2010 et 2022 (montants en M€ – en italique, la part représentative dans la colonne)   | <b>93</b>  |
| <b>Tableau 42</b> Montants (en M€) des IJ par nature d'IJ de 2018 à 2022 et évolution d'une année sur l'autre   | <b>67</b> | <b>Tableau 65</b> Évolution de la valeur du risque (en €) par CTN entre 2021 et 2022   | <b>94</b>  |
| <b>Tableau 43</b> Indicateurs relatifs aux IJ de 2019 à 2022 par nature d'IJ (IJ normales, majorées, temps partiel, ITI)  | <b>69</b> | <b>Tableau 66</b> Effectifs salariés SNTRP années 2018 à 2022 et redressés du chômage partiel  | <b>97</b>  |
| <b>Tableau 44</b> Montants (en M€) des IJ par risque de 2018 à 2022 et évolution annuelle   | <b>70</b> | <b>Tableau 67</b> Nombre d'AT reconnus en 1 <sup>er</sup> règlement et effectifs salariés – années 2018 à 2022   | <b>101</b> |
| <b>Tableau 45</b> Indicateurs relatifs aux IJ de 2019 à 2022 par nature de risque (AT, trajet, MP)  | <b>73</b> | <b>Tableau 68</b> Dénombrement des décès suite aux AT selon qu'ils sont liés au risque routier, à un malaise ou à un suicide – années 2019 à 2022  | <b>103</b> |
| <b>Tableau 46</b> Montants (en M€) des IJ normales de 2018 à 2022 par risque et évolution d'une année sur l'autre   | <b>74</b> | <b>Tableau 69</b> Dénombrement des décès suite aux AT, selon qu'ils sont liés au risque routier, à un malaise ou à un suicide, pour les salariés de moins de 25 ans et pour les salariés de 25 ans et plus – années 2019 à 2022                            | <b>103</b> |
| <b>Tableau 47</b> Montants (en M€) des IJ majorées de 2018 à 2022 par risque et évolution d'une année sur l'autre   | <b>74</b> | <b>Tableau 70</b> État des lieux du codage des AT 2022   | <b>105</b> |
| <b>Tableau 48</b> Montants (en M€) des IJ reprise en travail aménagé ou à temps partiel de 2018 à 2022 par risque et évolution d'une année sur l'autre                  | <b>74</b> | <b>Tableau 71</b> Répartition des AT 2022 avec au moins 4 jours d'arrêt, des IP, des décès et des jours d'arrêt (ou journées d'IT) selon le risque à l'origine de l'accident   | <b>106</b> |
| <b>Tableau 49</b> Montants (en M€) des IJ ITI de 2018 à 2022 par risque et évolution d'une année sur l'autre  | <b>75</b> | <b>Tableau 72</b> Dénombrement des AT reconnus et des effectifs salariés par CTN – années 2019 à 2022  | <b>107</b> |
| <b>Tableau 50</b> Montants (en M€) des prestations d'IP servies et évolutions d'une année sur l'autre   | <b>81</b> | <b>Tableau 73</b> Autres dénombrements relatifs aux AT en 1 <sup>er</sup> règlement par CTN – année 2022   | <b>108</b> |
| <b>Tableau 51</b> Nombre de rentes payées ou régularisées, ainsi que nombre de bénéficiaires distincts pour les rentes de victime, et évolution d'une année sur l'autre | <b>82</b> | <b>Tableau 74</b> Dénombrement des AT 2022 des intérimaires, reconnus, pour lesquels le secteur utilisateur est renseigné dans les bases de données, rapportés aux AT 2022 reconnus de chacun des CTN  | <b>108</b> |
| <b>Tableau 52</b> Nombre de rentes de victime payées ou régularisées en 2022 et montants moyens versés en 2022 (en €) par tranche de taux d'indemnisation               | <b>83</b> | <b>Tableau 75</b> Dénombrement des AT reconnus en 1 <sup>er</sup> règlement et des effectifs salariés par caisse régionale – années 2019 à 2022  | <b>109</b> |
| <b>Tableau 53</b> Montants (en M€) des rentes d'ayant droit et évolutions d'une année sur l'autre   | <b>84</b> | <b>Tableau 76</b> Dénombrement des accidents de trajet reconnus en 1 <sup>er</sup> règlement et effectifs salariés pour les années 2018 à 2022 (en italique, taux d'évolution annuelle ou écart en nombre)   | <b>110</b> |
| <b>Tableau 54</b> Nombre de rentes d'ayant droit payées ou régularisées et évolutions d'une année sur l'autre   | <b>84</b> | <b>Tableau 77</b> Dénombrement des décès reconnus nouvellement indemnisés suite à des accidents de trajet selon qu'ils sont liés ou non au risque routier – années 2018 à 2022   | <b>112</b> |
| <b>Tableau 55</b> Montants (en M€) des majorations de rente et évolutions d'une année sur l'autre   | <b>84</b> | <b>Tableau 78</b> Dénombrement des décès suite aux accidents de trajet reconnus nouvellement indemnisés, selon qu'ils sont ou non liés au risque routier, pour les salariés de moins de 25 ans et pour les salariés de 25 ans et plus – années 2018 à 2022 | <b>112</b> |
| <b>Tableau 56</b> Nombre de rentes payées ou régularisées avec majorations de rente et évolutions d'une année sur l'autre   | <b>85</b> | <b>Tableau 79</b> Dénombrement des accidents de trajet reconnus en 1 <sup>er</sup> règlement et des effectifs salariés par CTN – années 2019 à 2022  | <b>113</b> |
| <b>Tableau 57</b> Montants (en M€) des capitaux versés liés à l'IP et évolutions d'une année sur l'autre  | <b>85</b> | <b>Tableau 80</b> Autres dénombrements relatifs aux accidents de trajet reconnus en 1 <sup>er</sup> règlement par CTN – année 2022   | <b>114</b> |
| <b>Tableau 58</b> Nombre de paiements ou de régularisations concernant les IC et les rachats, et évolutions d'une année sur l'autre                                     | <b>85</b> | <b>Tableau 81</b> Dénombrement des accidents de trajet reconnus en 1 <sup>er</sup> règlement et des effectifs salariés par caisse régionale – années 2019 à 2022   | <b>115</b> |
| <b>Tableau 59</b> Écarts entre les montants imputés et les dépenses versées (en M€)   | <b>88</b> |  |            |
| <b>Tableau 60</b> Écarts entre les montants imputés et les dépenses versées par type d'incapacité (en M€)   | <b>88</b> |  |            |
| <b>Tableau 61</b> Distribution de la valeur de risque nette (y compris recours) en 2022   | <b>91</b> |  |            |
| <b>Tableau 62</b> Répartition de la valeur de risque par type de sinistre pour les sinistres graves en 2022   | <b>91</b> |  |            |
| <b>Tableau 63</b> Répartition du nombre et de la valeur du risque par nature de risque en 2022  | <b>92</b> |  |            |

|  |     |   |     |
|--|-----|---|-----|
| <b>Tableau 82</b> État des lieux du codage de la déviation des accidents de trajet pour les années 2018 à 2022   | 116 | <b>Tableau 91</b> Dénombrements sectoriels 2022 relatifs aux MP   | 126 |
| <b>Tableau 83</b> Répartition des accidents de trajet selon la déviation – année 2022  | 117 | <b>Tableau 92</b> Répartition par caisse régionale des assurés volontaires à titre individuel, année 2022   | 136 |
| <b>Tableau 84</b> Part des accidents de trajet avec un agent matériel de la déviation codé « bicyclettes, patinettes » dans l'ensemble des accidents de trajet reconnus en 1 <sup>er</sup> règlement de 4 jours ou plus d'arrêt codés – années 2018 à 2022 | 118 | <b>Tableau 93</b> Répartition des assurés volontaires à titre individuel victimes de MP en 2022 par sexe et profession, avec détail par code risque           | 138 |
| <b>Tableau 85</b> Dénombrement des MP pour les années 2018 à 2022 (en italique, taux d'évolution annuelle)   | 120 | <b>Tableau 94</b> Dénombrement des cancers professionnels avec un 1 <sup>er</sup> règlement de 2018 à 2022 et évolution par rapport à l'année précédente      | 140 |
| <b>Tableau 86</b> Dénombrement des MP pour les années 2018 à 2022 par grandes familles (en italique, taux d'évolution annuelle)  | 121 | <b>Tableau 95</b> Dénombrement par tableau et syndrome des cancers d'origine professionnelle avec une 1 <sup>re</sup> indemnisation en espèces de 2008 à 2022 | 143 |
| <b>Tableau 87</b> Dénombrement des MP en 1 <sup>er</sup> règlement pour les tableaux de TMS (en italique, taux d'évolution annuelle)   | 122 | <b>Tableau 96</b> Nombre de cancers d'origine professionnelle « alinéa 7 » de 2018 à 2022   | 147 |
| <b>Tableau 88</b> Dénombrement des pathologies liées à l'amiante en 1 <sup>er</sup> règlement par tableau de MP (en italique, taux d'évolution annuelle)   | 123 | <b>Tableau 97</b> Nombre de salariés déclarés exposés sur les facteurs en vigueur par année d'exposition de 2015 à 2022                                       | 150 |
| <b>Tableau 89</b> Dénombrement des pathologies hors tableau en 1 <sup>er</sup> règlement par chapitre de la CIM 10 pour les années 2018 à 2022   | 124 | <b>Tableau 98</b> Nombre de salariés déclarés exposés par année d'exposition et par facteur de risque (en italique, le taux d'évolution)                      | 152 |
| <b>Tableau 90</b> Dénombrement des pathologies des « autres tableaux très représentés » en 1 <sup>er</sup> règlement par tableau de MP (en italique, taux d'évolution annuelle)  | 125 | <b>Tableau 99</b> Liens Web vers les rapports « Enjeux & actions »  | 163 |
|  |     | <b>Tableau 100</b> Liens Web vers les rapports annuels antérieurs   | 163 |

## ● Figures

|  |    |   |    |
|--|----|---|----|
| <b>Figure 1</b> Répartition des charges 2022   | 8  | <b>Figure 13</b> Répartition des cotisations et dépenses par mode de tarification en 2022                     | 27 |
| <b>Figure 2</b> Évolution du report à nouveau et du résultat annuel de la branche AT/MP depuis 2013 (en M€)              | 9  | <b>Figure 14</b> Répartition des cotisations et dépenses par mode de tarification et CTN                      | 28 |
| <b>Figure 3</b> Transferts et contributions à la charge de l'Assurance Maladie – Risques professionnels (en M€)          | 11 | <b>Figure 15</b> Évolutions annuelles comparées des cotisations AT/MP et de la masse salariale                | 29 |
| <b>Figure 4</b> Évolutions respectives des parts mutualisées et variables du taux net moyen depuis 2004                  | 15 | <b>Figure 16</b> Montants annuels des remboursements de cotisation AT/MP (en M€)                              | 30 |
| <b>Figure 5</b> Évolution du taux net moyen national et du taux brut moyen national depuis 1970                          | 16 | <b>Figure 17</b> Répartition des remboursements de cotisations selon la nature du contentieux                 | 30 |
| <b>Figure 6</b> Évolution des taux bruts collectifs moyens des 9 CTN sur 4 ans hors Alsace-Moselle                       | 17 | <b>Figure 18</b> Répartition des prestations MP imputées en 2022  | 33 |
| <b>Figure 7</b> Structure des sinistres et des dépenses selon la catégorie de coûts moyens d'IT sur la période 2019-2021 | 22 | <b>Figure 19</b> Impacts des écrètements sur les cotisations AT/MP par mode de tarification (en M€)           | 36 |
| <b>Figure 8</b> Structure des sinistres et des dépenses selon la catégorie de coûts moyens d'IP sur la période 2019-2021 | 23 | <b>Figure 20</b> Répartition des écarts de cotisation par mode de tarification et taille d'entreprise en 2022 | 37 |
| <b>Figure 9</b> Répartition des SE et des effectifs par mode de tarification en 2022                                     | 24 | <b>Figure 21</b> Impacts annuels des écrètements sur les cotisations AT/MP (en M€)                            | 38 |
| <b>Figure 10</b> Taux moyen notifié par mode de tarification en 2022   | 24 | <b>Figure 22</b> Répartition de l'impact financier des abattements des coûts moyens par code risque           | 39 |
| <b>Figure 11</b> Taux moyens notifiés pondérés par CTN et par mode de tarification en 2022                               | 25 | <b>Figure 23</b> Montants et nombre des nouvelles ristournes notifiées en 2022                                | 41 |
| <b>Figure 12</b> Synthèse des éléments impactant les taux notifiés en 2022 (en M€)                                       | 26 | <b>Figure 24</b> Répartition des injonctions notifiées en 2022 selon les tailles d'entreprises                | 43 |

|  |    |   |    |
|--|----|---|----|
| <b>Figure 25</b> Montants et nombre des nouvelles majorations notifiées en 2022  | 45 | <b>Figure 48</b> Évolutions différenciées par risque des montants des IJ sur les années 2012-2022 (base 100 en 2012)  | 72 |
| <b>Figure 26</b> Majorations notifiées en 2022 réparties par tranches d'effectifs  | 46 | <b>Figure 49</b> Parts contributives des risques à la croissance des montants d'IJ pour les années 2018 à 2022  | 72 |
| <b>Figure 27</b> Répartition des Subventions Prévention TPE accordées en 2022 par tranches d'effectifs   | 48 | <b>Figure 50</b> Répartition (en %) des sinistres AT/MP avec un 1 <sup>er</sup> arrêt de travail en 2018 en fonction de leur nombre de jours d'IJ de la période 2018-2022, par nature de risque | 75 |
| <b>Figure 28</b> Répartition des Subventions Prévention TPE accordées en 2022  | 48 | <b>Figure 51</b> Répartition (en %) des sinistres AT/MP avec un 1 <sup>er</sup> arrêt de travail en 2018, par tranche de durée d'arrêt et par nature de risque                                  | 76 |
| <b>Figure 29</b> Répartition des contrats de prévention signés en 2022 par tranches d'effectifs  | 50 | <b>Figure 52</b> Répartition (en %) des montants d'IJ 2018-2022 concernant les sinistres avec un 1 <sup>er</sup> arrêt de travail en 2018, par tranche de durée d'arrêt et par nature de risque | 77 |
| <b>Figure 30</b> Répartition par thématiques des actions financées par les contrats de prévention signés en 2022   | 51 | <b>Figure 53</b> Poids des sinistres avec un versement d'IJ dans l'année parmi les sinistres AT/MP de la cohorte 2018   | 77 |
| <b>Figure 31</b> Montant total (en M€) et montant moyen sectoriel accordé par contrat de prévention en 2022  | 51 | <b>Figure 54</b> Ventilation par année des montants d'IJ 2018-2022 des sinistres AT/MP de la cohorte 2018   | 78 |
| <b>Figure 32</b> Suivi des taux de décisions favorables relatives aux AT, aux accidents de trajet et aux MP de 2015 à 2022   | 53 | <b>Figure 55</b> Ventilation des sinistres avec IJ en 2022 en fonction de l'année de 1 <sup>re</sup> indemnisation d'arrêt de travail de chaque sinistre, tous risques confondus                | 78 |
| <b>Figure 33</b> Majorants statistiques des parts de dossiers de reconnaissance des AT ayant pu faire l'objet d'une sous ou d'une surreconnaissance en 2022                  | 54 | <b>Figure 56</b> Ventilation des sinistres avec IJ en 2022 en fonction de l'année de 1 <sup>re</sup> indemnisation d'arrêt de travail de chaque sinistre, en distinguant les risques AT/MP      | 79 |
| <b>Figure 34</b> Majorants statistiques des parts de dossiers de reconnaissance des accidents de trajet ayant pu faire l'objet d'une sous ou d'une surreconnaissance en 2022 | 54 | <b>Figure 57</b> Ventilation des montants d'IJ 2022 en fonction de l'année de 1 <sup>re</sup> indemnisation d'arrêt de travail de chaque sinistre, tous risques confondus                       | 79 |
| <b>Figure 35</b> Majorants statistiques des parts de dossiers de reconnaissance des MP ayant pu faire l'objet d'une sous ou d'une surreconnaissance en 2022                  | 55 | <b>Figure 58</b> Ventilation des montants d'IJ 2022 en fonction de l'année de 1 <sup>re</sup> indemnisation d'arrêt de travail de chaque sinistre, en distinguant les risques AT/MP             | 80 |
| <b>Figure 36</b> Évolution du taux de dématérialisation des déclarations d'AT et d'accidents de trajet   | 57 | <b>Figure 59</b> Montants des prestations d'IP pour les principaux postes de 2013 à 2022 et représentation de l'évolution en base 100 en 2013   | 82 |
| <b>Figure 37</b> Évolution du taux de dématérialisation des certificats médicaux de 2016 à 2022  | 57 | <b>Figure 60</b> Nombre de rentes payées (ou régularisées) de 2013 à 2022 pour les rentes de victime et les rentes d'ayant droit et représentation de leur évolution (base 100 en 2013)         | 83 |
| <b>Figure 38</b> Répartition des montants remboursés en LPP en AT/MP en 2022 (hors 150 %)  | 62 | <b>Figure 61</b> Évolution du montant des rentes de victime et décomposition suivant les effets « volume », « revalorisation » et « prix »  | 86 |
| <b>Figure 39</b> Évolution des montants d'IJ versés par la branche AT/MP sur la période 2012-2022 et part de ces montants au sein des PE                                     | 63 | <b>Figure 62</b> Évolution du montant des rentes de conjoint et décomposition suivant les effets « volume », « revalorisation » et « prix »   | 87 |
| <b>Figure 40</b> Comparaison des évolutions des IJ servies par les branches AT/MP et maladie sur la période 2012-2022 (base 100 en 2012)                                     | 64 | <b>Figure 63</b> Évolution de la répartition des montants entre les trois grandes natures de risque   | 89 |
| <b>Figure 41</b> Décomposition des écarts des montants d'IJ d'une année sur l'autre sur la période 2013-2022   | 65 | <b>Figure 64</b> Répartition des montants imputés en 2022 (en M€) en fonction de l'origine temporelle des sinistres   | 89 |
| <b>Figure 42</b> Décomposition des montants liés à l'effet « prix » sur la période 2013-2022   | 66 | <b>Figure 65</b> Répartition des montants imputés en 2022 par nature de coûts   | 90 |
| <b>Figure 43</b> Répartition par type d'IJ de 2018 à 2022  | 67 | <b>Figure 66</b> Répartition de la valeur du risque 2022 par CTN  | 94 |
| <b>Figure 44</b> Évolutions différenciées des montants d'IJ normales et majorées sur les années 2012-2022 (base 100 en 2012)   | 68 | <b>Figure 67</b> Moyenne trimestrielle du nombre mensuel de salariés en ETP en activité partielle entre 2020 et 2022 (source : Dares)   | 96 |
| <b>Figure 45</b> Parts contributives des différentes natures d'IJ à la croissance des montants d'IJ pour les années 2018 à 2022  | 68 |   |    |
| <b>Figure 46</b> Décomposition des écarts des montants d'IJ AT/MP d'une année sur l'autre  | 70 |   |    |
| <b>Figure 47</b> Répartition des IJ par risque de 2018 à 2022  | 71 |   |    |

|  |            |  |            |
|--|------------|--|------------|
| <b>Figure 68</b> Positionnement global de l'année 2022 salariés vs sinistres par rapport aux tendances attendues sur les trois risques   | <b>98</b>  | <b>Figure 86</b> Focus sur le chapitre V de la CIM 10 : nombre d'avis favorables et défavorables des CRRMP relatifs à des affections psychiques de 2010 à 2022 (chapitre V de la CIM 10)   | <b>132</b> |
| <b>Figure 69</b> Évolutions sectorielles (CTN) comparées salariés vs sinistres entre 2021 et 2022 pour les trois risques   | <b>99</b>  | <b>Figure 87</b> Focus sur le chapitre V de la CIM 10 : nombre d'avis favorables des CRRMP relatifs à des affections psychiques de 2010 à 2022 selon les familles de syndromes   | <b>133</b> |
| <b>Figure 70</b> Évolutions géographiques (caisses régionales) comparées salariés vs sinistres entre 2021 et 2022 pour les trois risques   | <b>100</b> | <b>Figure 88</b> Évolution du nombre annuel d'assurés volontaires à titre individuel depuis l'année 2017   | <b>134</b> |
| <b>Figure 71</b> Évolution du nombre d'AT en 1 <sup>er</sup> règlement et de leur fréquence pour 1 000 salariés sur la période 1998-2022   | <b>102</b> | <b>Figure 89</b> Répartition 2022 des assurés volontaires selon le code risque (et rappel des années 2017 à 2021)  | <b>135</b> |
| <b>Figure 72</b> Schéma de description des circonstances des accidents   | <b>104</b> | <b>Figure 90</b> Évolution du nombre annuel d'assurés volontaires à titre individuel depuis l'année 2017 selon le secteur d'activité   | <b>135</b> |
| <b>Figure 73</b> Zones textuelles de la déclaration d'AT (n° 14463*01)   | <b>105</b> | <b>Figure 91</b> Évolution du nombre de sinistres AT/MP des assurés volontaires à titre individuel depuis l'année 2017   | <b>137</b> |
| <b>Figure 74</b> Évolution du nombre d'accidents de trajet reconnus en 1 <sup>er</sup> règlement et de leur fréquence pour 1 000 salariés sur la période 2000-2022   | <b>111</b> | <b>Figure 92</b> Répartition des sinistres 2022 selon le sexe de l'assuré volontaire (nombre et proportion), par nature du risque  | <b>138</b> |
| <b>Figure 75</b> Proportion d'accidents de trajet avec un agent matériel de la déviation codé « bicyclette, patinette » dans l'ensemble des accidents de trajet reconnus en 1 <sup>er</sup> règlement de 4 jours ou plus d'arrêt codés et détail selon le genre de la victime – années 2016 à 2022 | <b>119</b> | <b>Figure 93</b> Répartition (en nombre et en proportion) des assurés volontaires à titre individuel victimes d'AT ou de MP en 2022, selon le sexe et l'âge  | <b>139</b> |
| <b>Figure 76</b> Proportion de femmes, d'une part, au sein de l'ensemble des accidents de trajet de 4 jours et plus codés, d'autre part, au sein des seuls accidents avec un agent matériel de la déviation codé « bicyclette, patinette » – années 2016 à 2022                                    | <b>119</b> | <b>Figure 94</b> Évolution des cancers professionnels avec 1 <sup>re</sup> indemnisation en espèces sur la période 2012-2022   | <b>141</b> |
| <b>Figure 77</b> Dénombrements annuels des MP sur la période 2010-2022   | <b>121</b> | <b>Figure 95</b> Répartition des cancers d'origine professionnelle liés à l'amiante par tableau et syndrome  | <b>142</b> |
| <b>Figure 78</b> Nombres cumulés des avis favorables et défavorables des CRRMP en alinéa 6 de 2005 à 2022  | <b>127</b> | <b>Figure 96</b> Répartition des cancers d'origine professionnelle hors amiante par tableau MP   | <b>142</b> |
| <b>Figure 79</b> Évolution 2021-2022 du nombre d'avis favorables des CRRMP en alinéa 6 par tableau de MP   | <b>128</b> | <b>Figure 97</b> Répartition des âges des victimes de cancers professionnels au moment de la 1 <sup>re</sup> indemnisation en espèces pour un 1 <sup>er</sup> arrêt de travail ou l'attribution d'un taux d'IP (hors cas de décès survenus avant la fixation d'un taux d'IP) | <b>147</b> |
| <b>Figure 80</b> Avis prononcés par les CRRMP en alinéa 6 en 2022 par tableau de MP pour les principaux tableaux (tableaux ayant fait l'objet d'au moins 10 avis en 2022)  | <b>128</b> | <b>Figure 98</b> Répartition des cas de cancers d'origine professionnelle suivant la durée d'exposition au risque  | <b>148</b> |
| <b>Figure 81</b> Avis favorables prononcés par les CRRMP en alinéa 6 par tableau de MP sur les années 2018-2022 et comparaison avec les 5 années qui ont précédé pour les principaux tableaux (> 100 cas sur 2018-2022)  | <b>129</b> | <b>Figure 99</b> Répartition des cas de cancers d'origine professionnelle suivant l'imputation à un code risque ou au compte spécial MP  | <b>148</b> |
| <b>Figure 82</b> Avis favorables prononcés par les CRRMP en alinéa 6 par tableau de MP sur les années 2018-2022 et comparaison avec les 5 années qui ont précédé, pour les tableaux peu représentés (< 100 cas sur 2018-2022)  | <b>129</b> | <b>Figure 100</b> Répartition des cas de cancers d'origine professionnelle en 2022 par CTN et, dans le cas d'une imputation au compte spécial MP, suivant le CTN où a eu lieu l'exposition   | <b>149</b> |
| <b>Figure 83</b> Avis favorables et défavorables (et totaux) des CRRMP en alinéa 7 de 2010 à 2022  | <b>130</b> | <b>Figure 101</b> Répartition par sexe des salariés déclarés exposés en 2022   | <b>151</b> |
| <b>Figure 84</b> Avis rendus par les CRRMP en alinéa 7 en 2022 par chapitre de la CIM 10   | <b>130</b> | <b>Figure 102</b> Répartition par âge des salariés déclarés exposés en 2022  | <b>151</b> |
| <b>Figure 85</b> Évolution 2021-2022 du nombre d'avis favorables des CRRMP en alinéa 7 par chapitre de la CIM 10   | <b>131</b> | <b>Figure 103</b> Nombre de demandes cumulées d'utilisation de points pour la MDAP et le temps partiel   | <b>153</b> |
|  |            | <b>Figure 104</b> Nombre de demandes cumulées réalisées par type d'utilisation de points   | <b>153</b> |
|  |            | <b>Figure 105</b> Proportion de demandes réalisées par type d'utilisation de points  | <b>154</b> |

## ● Comités techniques nationaux (CTN)

| CTN | Libellé complet (selon arrêté du 22 décembre 2000)   | Libellé résumé utilisé dans le rapport de gestion              |
|-----|--|--|
| A   | Industries de la métallurgie   | Métallurgie  |
| B   | Industries du bâtiment et des travaux publics  | Bâtiment et travaux publics                                    |
| C   | Industries des transports, de l'eau, du gaz, de l'électricité, du livre et de la communication   | Transports, EGE, livre et communication                        |
| D   | Services, commerces et industries de l'alimentation  | Services et commerces de l'alimentation                        |
| E   | Industries de la chimie, du caoutchouc, de la plasturgie   | Chimie, caoutchouc et plasturgie                               |
| F   | Industries du bois, de l'ameublement, du papier-carton, du textile, du vêtement, des cuirs et des peaux et des pierres et terres à feu | Bois, papier, textile, cuirs et peaux, pierres et terres à feu |
| G   | Commerces non alimentaires   | Commerces non alimentaires                                     |
| H   | Activités de services I (banques, assurances, administrations...)  | Activités de services I  |
| I   | Activités de services II (travail temporaire, action sociale, santé, nettoyage...)   | Activités de services II                                       |

## ● Tableaux de maladies professionnelles

| Code tableau | Libellé  |
|--------------|--|
| 001A         | Affections dues au plomb et à ses composés   |
| 002A         | Maladies professionnelles causées par le mercure et ses composés   |
| 003A         | Intoxication professionnelle par le tétrachloréthane   |
| 004A         | Hémopathies provoquées par le benzène et tous les produits en renfermant   |
| 004B         | Affections gastro-intestinales provoquées par le benzène, le toluène, les xylènes et tous les produits en renfermant                           |
| 005A         | Affections professionnelles liées au contact avec le phosphore et le sesquisulfure de phosphore  |
| 006A         | Affections provoquées par les rayonnements ionisants   |
| 007A         | Tétanos professionnel  |
| 008A         | Affections causées par le ciment (alumino-silicates de calcium)  |
| 009A         | Affections provoquées par les dérivés halogénés des hydrocarbures aromatiques  |
| 010A         | Ulcérations et dermatites provoquées par l'acide chromique, les chromates et bichromates alcalins, le chromate de zinc et le sulfate de chrome |
| 010B         | Ulcérations et dermatites provoquées par l'acide chromique, les chromates et bichromates alcalins, le chromate de zinc et le sulfate de chrome |
| 010T         | Affections cancéreuses causées par l'acide chromique, les chromates et bichromates alcalins ou alcalinoterreux ainsi que le chromate de zinc   |

| Code tableau | Libellé   |
|--------------|---|
| 011A         | Intoxication professionnelle par le tétrachlorure de carbone  |
| 012A         | Affections professionnelles provoquées par les hydrocarbures aliphatiques halogénés   |
| 013A         | Intoxications professionnelles par les dérivés nitrés et chloronitrés des hydrocarbures benzéniques   |
| 014A         | Affections provoquées par les dérivés nitrés du phénol  |
| 015A         | Affections provoquées par les amines aromatiques, leurs sels et leurs dérivés   |
| 015B         | Affections de mécanisme allergique provoquées par les amines aromatiques, leurs sels, leurs dérivés   |
| 015T         | Lésions prolifératives de la vessie provoquées par les amines aromatiques et leurs sels et la N-nitroso-dibutylamine et ses sels  |
| 016A         | Affections cutanées ou affections des muqueuses provoquées par les goudrons de houille, les huiles de houille, les brais de houille et les suies de combustion du charbon |
| 016B         | Affections cancéreuses provoquées par les goudrons de houille, les huiles de houille, les brais de houille et les suies de combustion du charbon                          |
| 018A         | Charbon   |
| 019A         | Spirochétoses (à l'exception des tréponématoses)  |

| Code tableau | Libellé   |
|--------------|---|
| 020A         | Affections professionnelles provoquées par l'arsenic et ses composés minéraux   |
| 020B         | Cancer bronchique primitif provoqué par l'inhalation de poussières ou de vapeurs arsenicales  |
| 020T         | Cancer bronchique primitif provoqué par l'inhalation de poussières ou de vapeurs renfermant des arsénopyrites aurifères   |
| 021A         | Intoxication professionnelle par l'hydrogène arsénié  |
| 022A         | Sulfocarbonisme professionnel   |
| 024A         | Brucelloses professionnelles  |
| 025A         | Affections consécutives à l'inhalation de poussières minérales renfermant de la silice cristalline (quartz, cristobalite, tridymite), des silicates cristallins (kaolin, talc), du graphite ou de la houille                          |
| 025B         | Affections non pneumoconiotiques dues à l'inhalation de poussières minérales renfermant de la silice libre  |
| 026A         | Intoxication professionnelle par le bromure de méthyle  |
| 029A         | Lésions provoquées par des travaux effectués dans des milieux où la pression est supérieure à la pression atmosphérique   |
| 030A         | Affections professionnelles consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante   |
| 030B         | Cancer bronchopulmonaire provoqué par l'inhalation de poussières d'amiante  |
| 031A         | Maladies professionnelles engendrées par les aminoglycosides, notamment par la streptomycine, la néomycine et leurs sels  |
| 032A         | Affections professionnelles provoquées par le fluor, l'acide fluorhydrique et ses sels minéraux   |
| 033A         | Maladies professionnelles dues au béryllium et à ses composés   |
| 034A         | Affections provoquées par les phosphates, pyrophosphates et thiophosphates d'alcoyle, d'aryle ou d'alcolaryle et autres organophosphorés anticholinestérasiques ainsi que par les phosphoramides et carbamates anticholinestérasiques |
| 036A         | Affections provoquées par les huiles et graisses d'origine minérale ou de synthèse  |
| 036B         | Affections cutanées cancéreuses provoquées par les (certains) dérivés du pétrole  |
| 037A         | Affections cutanées professionnelles causées par les oxydes et les sels de nickel   |
| 037B         | Affections respiratoires causées par les oxydes et les sels de nickel   |
| 037T         | Cancers provoqués par les opérations de grillage des mattes de nickel   |
| 038A         | Maladies professionnelles engendrées par les chlorpromazines  |
| 039A         | Maladies professionnelles engendrées par le bioxyde de manganèse  |

| Code tableau | Libellé   |
|--------------|---|
| 040A         | Maladies dues aux bacilles tuberculeux et à certaines mycobactéries atypiques   |
| 041A         | Maladies engendrées par les bêta-lactamines (notamment pénicillines et leurs sels) et les céphalosporines                       |
| 042A         | Atteinte auditive provoquée par les bruits lésionnels   |
| 043A         | Affections provoquées par l'aldéhyde formique et ses polymères  |
| 043B         | Affections cancéreuses provoquées par l'aldéhyde formique   |
| 044A         | Affections consécutives à l'inhalation de poussières minérales ou de fumées, contenant des particules de fer ou d'oxydes de fer |
| 044B         | Affections consécutives au travail au fond dans les mines de fer  |
| 045A         | Infections d'origine professionnelle par les virus des hépatites A, B, C, D et E  |
| 046A         | Mycoses cutanées  |
| 047A         | Affections professionnelles provoquées par les poussières de bois   |
| 049A         | Affections cutanées provoquées par les amines aliphatiques, alicycliques ou les éthanolamines                                   |
| 049B         | Affections respiratoires provoquées par les amines aliphatiques, les éthanolamines ou l'isophoronédiamine                       |
| 050A         | Affections provoquées par les phénylhydrazine   |
| 051A         | Maladies professionnelles provoquées par les résines époxydiques et leurs constituants  |
| 052A         | Affections provoquées par le chlorure de vinyle monomère  |
| 053A         | Affections dues aux rickettsies   |
| 054A         | Poliomyélites   |
| 055A         | Affections professionnelles dues aux amibes   |
| 056A         | Rage professionnelle  |
| 057A         | Affections périarticulaires provoquées par certains gestes et postures de travail   |
| 058A         | Affections professionnelles provoquées par le travail à haute température   |
| 059A         | Intoxication professionnelle à l'hexane   |
| 061A         | Maladies professionnelles provoquées par le cadmium et ses composés   |
| 061B         | Cancer bronchopulmonaire provoqué par l'inhalation de poussières ou fumées renfermant du cadmium                                |
| 062A         | Affections professionnelles provoquées par les isocyanates organiques   |
| 063A         | Affections provoquées par les enzymes   |

| Code tableau | Libellé  |
|--------------|--|
| 064A         | Intoxication professionnelle par l'oxyde de carbone  |
| 065A         | Lésions eczématiformes de mécanisme allergique   |
| 066A         | Rhinite et asthmes professionnels  |
| 066B         | Pneumopathies d'hypersensibilité   |
| 068A         | Tularémie  |
| 069A         | Affections provoquées par les vibrations et chocs transmis par certaines machines-outils, outils et objets et par les chocs itératifs du talon de la main sur des éléments fixes     |
| 070A         | Affections professionnelles provoquées par le cobalt et ses composés   |
| 070B         | Affections respiratoires dues aux poussières de carbures métalliques frittés ou fondus contenant du cobalt   |
| 070T         | Affections cancéreuses bronchopulmonaires primitives causées par inhalation de poussières de cobalt associées au carbure de tungstène avant frittage                                 |
| 071A         | Affections oculaires dues au rayonnement thermique   |
| 071B         | Affections oculaires dues au rayonnement thermique associé aux poussières  |
| 072A         | Maladies résultant de l'exposition aux dérivés nitrés des glycols et du glycérol   |
| 073A         | Maladies professionnelles causées par l'antimoine et ses dérivés   |
| 074A         | Affections professionnelles provoquées par le furfural et l'alcool furfurylique  |
| 075A         | Affections professionnelles résultant de l'exposition au sélénium et à ses dérivés minéraux  |
| 076A         | Maladies liées à des agents infectieux ou parasitaires contractées en milieu d'hospitalisation et d'hospitalisation à domicile   |
| 077A         | Périorionyx et onyxis  |
| 078A         | Affections provoquées par le chlorure de sodium dans les mines de sel et leurs dépendances   |
| 079A         | Lésions chroniques du ménisque   |
| 080A         | Kératoconjonctivites virales   |
| 081A         | Affections malignes provoquées par le bis(chlorométhyle)éther  |
| 082A         | Affections provoquées par le méthacrylate de méthyle   |
| 083A         | Lésions provoquées par les travaux effectués dans un milieu où la pression est inférieure à la pression atmosphérique et soumise à variations  |
| 084A         | Affections engendrées par les solvants organiques liquides à usage professionnel   |
| 085A         | Affection engendrée par l'un ou l'autre de ces produits : N-méthyl N'nitro N-nitrosoguanidine ; N-éthyl N'nitro N-nitroso-guanidine ; N-méthyl N-nitrosourée ; N-éthyl N-nitrosourée |

| Code tableau | Libellé  |
|--------------|--|
| 086A         | Pasteurelloses   |
| 087A         | Ornithose-psittacose   |
| 088A         | Rouget de porc (Érysipéloïde de Baker-Rosenbach)   |
| 090A         | Affections respiratoires consécutives à l'inhalation de poussières textiles végétales  |
| 091A         | Broncho-pneumopathie chronique obstructive du mineur de charbon  |
| 092A         | Infections professionnelles à Streptococcus suis   |
| 093A         | Lésions chroniques du segment antérieur de l'œil provoquées par l'exposition à des particules en circulation dans les puits de mine de charbon |
| 094A         | Broncho-pneumopathie chronique obstructive du mineur de fer  |
| 095A         | Affections professionnelles de mécanisme allergique provoquées par les protéines du latex (ou caoutchouc naturel)                              |
| 096A         | Fièvres hémorragiques avec syndrome rénal dues aux agents infectieux du groupe Hantavirus  |
| 097A         | Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par des vibrations de basses et moyennes fréquences transmises par le corps entier         |
| 098A         | Affections chroniques du rachis lombaire provoquées par les manutentions manuelles de charges lourdes  |
| 099A         | Hémopathies provoquées par le 1.3 butadiène et tous les produits en renfermant   |
| 100A         | Affections respiratoires aiguës liées à une infection au Sars-COV2 (septembre 2020)  |
| 101A         | Affections cancéreuses provoquées par le trichloréthylène (mai 2021)   |
| 102A         | Cancer de la prostate provoqué par les pesticides (avril 2022)   |

## ● Cartes

**Carte 1** Parts régionales des MP « troubles musculosquelettiques (TMS) » imputées au compte spécial en 2022 avant contestation éventuelle (36 010 MP « TMS ») **34**

**Carte 2** Parts régionales des MP « amiante » imputées au compte spécial en 2022 (2 049 MP « amiante ») **35**

## ● Bibliographie

### / Rapports « Enjeux & actions »

Pour mémoire, l'Assurance Maladie – Risques professionnels a lancé, en 2017, la collection « Santé travail : enjeux & actions », dont l'objectif est d'éclairer, à travers une étude statistique, un enjeu prioritaire de santé publique lié au travail et d'avancer des pistes d'action pour y répondre.

[\(lien Web vers la rubrique dédiée\)](#)

#### Tableau 99

##### Liens Web vers les rapports « Enjeux & actions »

|   |  |
|---|--|
| <b>Les lombalgies liées au travail</b><br>(« Santé et travail : enjeux et actions », janvier 2017)      | La lombalgie au travail représente un problème de santé publique et socio-économique important, engendrant un coût de 1 Md€ par an pour la branche risques professionnels. Ce rapport dresse un état des lieux de la situation et des actions de prévention menées par la branche risques professionnels dans ce domaine depuis plus de trente ans. <a href="#">Lien Web</a>   |
| <b>Les affections psychiques liées au travail</b> (« Santé travail : enjeux et actions », janvier 2018) | Le rapport 2018 « Santé travail : enjeux & actions » apporte un éclairage inédit sur les affections psychiques liées au travail qui sont reconnues et prises en charge au titre des accidents du travail (AT), des accidents de trajet et des maladies professionnelles (MP). En 2016, plus de 10 000 affections psychiques ont été reconnues au titre des AT et près de 600 en MP. Ces chiffres augmentent de manière continue depuis 2011 dans un contexte général de réduction de la sinistralité au travail. Les victimes sont majoritairement des femmes, employées dans le secteur médico-social, le commerce de détail et les transports. Le rapport analyse ces évolutions de manière détaillée et propose des pistes de réflexion et d'action en matière de prévention et d'accompagnement des victimes pour le retour à l'emploi. <a href="#">Lien Web</a> |
| <b>Cancers d'origine professionnelle</b><br>(« Santé travail : enjeux et actions », avril 2019)         | Le rapport 2019 « Santé travail : enjeux & actions » a pour thème les cancers reconnus d'origine professionnelle. En moyenne, 1 840 cancers professionnels sont reconnus chaque année en France, principalement chez des ouvriers retraités et en lien avec l'amiante. En vingt ans, le nombre de cancers professionnels reconnus a été multiplié par trois, pour un coût de 1,2 Md€ aux entreprises à travers leurs cotisations AT/MP. <a href="#">Lien Web</a>   |
| <b>Les chutes au travail</b> (« Santé travail : enjeux et actions », mars 2022)                         | Les chutes représentent la deuxième cause d'AT et engendrent des dépenses annuelles de plus de 1,1 Md€. Ce nouveau rapport de la branche AT/MP apporte un éclairage sur le poids des chutes de plain-pied et de hauteur dans les AT, les secteurs concernés, leur coût pour la branche et les entreprises, leur impact sur les salariés, ainsi que les actions menées par la branche pour prévenir et réduire ces risques dans le cadre des priorités définies par les partenaires sociaux de la branche AT/MP. <a href="#">Lien Web</a>   |

### / Liens vers les rapports annuels antérieurs de l'Assurance Maladie – Risques professionnels

[\(lien Web vers la rubrique dédiée\)](#)

#### Tableau 100

##### Liens Web vers les rapports annuels antérieurs

[2008](#) [2009](#) [2010](#) [2011](#) [2012](#) [2013](#) [2014](#)  
[2015](#) [2016](#) [2017](#) [2018](#) [2019](#) [2020](#) [2021](#)

### / Autres références

- Santé publique France : [Bulletin épidémiologique hebdomadaire n° 21 du 26 juin 2018](#). Les cancers attribuables au mode de vie et à l'environnement en France en 2015.
- Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail : Description par type de cancer des situations professionnelles à risque : synthèse des données du Réseau national de vigilance et de prévention des pathologies professionnelles. [Rapport scientifique, novembre 2018](#).
- [Plan national de santé au travail n° 4](#).
- [Rapports](#) de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

**Directeur de la publication**

Thomas Fatome, Directeur général  
de la Caisse nationale d'Assurance Maladie  
(Cnam)

**Responsable de la publication**

Anne Thiebeauld, Directrice  
des risques professionnels, Cnam

**Réalisation**

Direction des risques professionnels :  
Mission statistiques & département tarification

**Caisse nationale de l'Assurance Maladie**

26-50, avenue du Professeur André Lemierre  
75 986 Paris Cedex 20

**[assurance-maladie.ameli.fr](https://assurance-maladie.ameli.fr)**